



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
27	28	29	30								26

Le 1er septembre 2014

CAUSERIE

Notre "université d'été", ce sont les enseignements du marxisme.

1- Lettre à Sylvia Pankhurst - Lénine - 28 août 1919. Extrait.

"... si le parti ouvrier est vraiment révolutionnaire, s'il est vraiment ouvrier (c'est-à-dire étroitement lié à la majorité des travailleurs, aux couches inférieures du prolétariat et non uniquement à ses couches superficielles), s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire une organisation de l'avant-garde révolutionnaire possédant une forte cohésion, sachant employer tous les moyens pour faire, parmi les masses, oeuvre révolutionnaire..."

Ailleurs Lénine expliquait que c'était difficile pour des militants intellectuels de s'adresser aux couches inférieures du prolétariat, j'ajouterais parce qu'ils ne sont pas venus au combat politique en réponse aux conditions d'existence qu'ils subissaient mais à la suite ou en conclusion d'une réflexion intellectuelle. En fait ils en ignorent tout ou ils en ont qu'une représentation superficielle, mais s'ils ne vont pas à son contact, comment pourraient-ils apprendre à les connaître. C'est vrai que c'est difficile, que cela nécessite un gros investissement personnel, il faut savoir ce que l'on veut.

2- La faillite de la IIe Internationale - Lénine - 1915. Extraits.

- L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. (...) L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilégiés des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui. Et, bien entendu, la force de l'habitude, la routine d'une évolution relativement "pacifique", les préjugés nationaux, la peur des brusques changements et l'incuriosité à leur égard, tout cela a joué le rôle de circonstances complémentaires qui ont renforcé l'opportunisme aussi bien que la conciliation hypocrite et lâche avec lui, soi-disant pour un temps seulement, soi-disant seulement pour des causes et des motifs particuliers. La guerre a

modifié l'aspect de l'opportunisme qui avait été cultivé durant des dizaines d'années; elle l'a porté à un degré supérieur, a augmenté le nombre et la variété de ses nuances, multiplié les rangs de ses partisans, enrichi leur argumentation d'une foule de nouveaux sophismes; elle a fondu pour ainsi dire quantité de nouveaux ruisseaux et filets avec le courant principal de l'opportunisme, mais ce courant principal n'a pas disparu. Au contraire.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants.

Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les priviléges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la IIe Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes.

En général, Si l'on considère les courants et les tendances, on ne peut manquer de reconnaître que c'est l'aile opportuniste du socialisme européen qui a trahi le socialisme et est passée au chauvinisme. D'où lui vient sa force, son apparente omnipotence dans les partis officiels ? (...)

Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est leur alliance avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. C'est ce qu'on oublie trop souvent chez nous en Russie, où l'on considère que les opportunistes sont une portion des partis socialistes, qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours deux ailes extrêmes dans ces partis, que le tout est d'éviter les attitudes "extrêmes", etc., etc., comme le disent tous les poncifs des philistins.

En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être - objectivement - un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier.

(...)

Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bêtise, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. Fin.

Il faudrait plutôt dire que tout le monde évite soigneusement de soulever cette question, que personne n'ose plus l'aborder de front de nos jours. Serait-ce dû à la nature de tous les partis dits ouvriers, centristes ou démocrates petit-bourgeois ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec leur composition, avec les rapports qu'ils entretiennent avec le PS ou qu'ils ont entretenus pendant de nombreuses décennies avec ce parti ?

Lénine ne disait pas ce que les militants avaient d'entendre, mais ce qui était quitte à se faire bien des adversaires. Marx et Engels également et apparemment cette méthode était la bonne. Elle est devenue après la mort de Trotsky pour nos dirigeants un exercice impensable, inimaginable à reproduire, on ne comprend pas pourquoi, certains constats devraient-ils les choquer ainsi que leurs militants. Pourquoi ? Parce qu'ils entreraient en contradiction avec leur conception de la lutte de classes, avec les rapports qu'ils ont établis avec les autres partis ou les différentes classes, on cherche à comprendre, on fait l'idiot quoi !

Je me demande si Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont été aussi loin parce qu'ils regardaient en face la réalité, sans a priori, sinon cela aurait été impossible. Voilà un enseignement à "méditer" pour les apôtres de la vérité !

Prostitution dans un cloaque.

Extraits du discours de Valls en clôture de l'université d'été du PS.

- "Et c'est pour tous ces débats, ces discussions, ces confrontations, ces universités d'été qui font que la rentrée en France est un peu particulière, c'est pour toutes ces raisons... que j'aime les socialistes".

(Car en procédant ainsi le PS donne l'impression d'avoir abordé et épousé tous les sujets, de telle sorte que toute personne ou tout travailleur se réclamant du socialisme quel que soit sa sensibilité soit servi ou se retrouve dans un des courants du PS, alors qu'en réalité ils n'ont abordé un certain nombre de sujets sous un seul et unique angle, celui de la soumission au capitalisme.

C'est comme si on posait la même question à cent ignares qui fourniraient une multitude de réponses différentes toutes erronées, et qu'ensuite on vous dise que la bonne réponse figurerait forcément parmi celles qu'ils ont fournies, alors qu'en réalité elle n'y figurait pas. Pour Valls ou le PS l'essentiel c'est à la fois que la bonne réponse n'y figure pas car elle est incompatible avec l'appartenance au PS, et que vous ayez l'impression qu'elle y figure pour soutenir le PS ou entretenir l'illusion que la bonne réponse y figurait et qu'un jour les dirigeants de ce parti s'en saisiraient selon une double confusion. ndlr)

- "Il n'y a pas d'un côté la gauche qui gouverne et de l'autre la gauche. (Effectivement, la soi-disant gauche qui ne figure pas au gouvernement a refusé de se positionner dans l'opposition, elle fait partie de la même famille que le PS. ndlr) Il y a la gauche en mouvement, pour que la gauche avance. La gauche, celle qui gouverne, c'est celle qui tient quand toutes les digues s'apprêtent à rompre. " (Traduisez : Celles qui protègent le régime. ndlr) "La gauche, celle qui gouverne, c'est faire, surtout quand c'est difficile. " (Entendez le sale boulot que le parti officiel de l'ordre est temporairement dans l'incapacité de faire. ndlr) "La gauche, celle qui gouverne, ce n'est pas revenir, ajourner, rétrograder." (Surtout pas abolir les lois anti-ouvrières votées par les gouvernements précédents, c'est amplifier l'offensive contre la classe ouvrière. ndlr) " La gauche, celle qui gouverne, c'est avancer, réformer, progresser !"

(Traduisez : Reculer, regresser à coup de contre-réformes. ndlr)

- "La gauche, celle qui gouverne, c'est aller chercher l'espoir surtout quand il n'y en a plus. La meilleure façon de ne pas renoncer à l'idéal, c'est de ne jamais renoncer au réel !" nouvelobs.com 31.08

(En réalité leur "idéal" se réduit à "ne jamais renoncer au réel", ce qui signifie concrètement qu'il faut s'accommoder du capitalisme, faire avec puisqu'ils sont incapables de concevoir un idéal au delà du capitalisme. Ici le réel et le capitalisme sont synonymes, tandis l'idéal (du socialisme) doit demeurer indéfiniment à l'état d'utopie ou de conception virtuelle, hors de portée ou impossible à réaliser puisqu'ils incarnent le capitalisme.

Parole d'internaute

- " " avancer, réformer, progresser "

Expressions typiques de la novlangue néo-libérale signifiant en réalité la dérégulation et la destruction du droit du travail ("réformer"), la régression sociale ("progresser") et donc bel et bien un retour à un état antérieur dans lequel les salariés se retrouvent assujettis aux intérêts exclusifs des possédants et de la finance ("avancer")."

Bravo, vous avez tout compris ! Mais il faut aller plus loin, être plus précis encore car on pourrait s'imaginer qu'on serait encore à l'étape de l'impérialisme tel qu'il s'est développé au cours des 7 premières décennies du XXe siècle, alors qu'il est passé à l'étape supérieur ou les travailleurs, les classes moyennes et la plupart des capitalistes sont voués à être assujettis aux "intérêts exclusifs" de l'oligarchie financière, des banques et des multinationales.

Nous ne sommes plus à l'époque de l'affrontement entre impérialistes, nous sommes entrés dans la période qui se caractérise par l'affrontement entre l'oligarchie financière dominante et la totalité des Etats du monde qui ne sont pas encore sous son contrôle. Si on ne le comprend pas, on ne peut pas comprendre la nature politique de la confrontation actuelle entre les Etats-Unis et la Russie par exemple. On y reviendra une autre fois car cela nécessite un long développement, j'ai l'ensemble de la trame en tête, mais je n'ai plus de temps à y consacrer aujourd'hui.

En famille. La mangeoire, l'esprit de coterie, les priviléges que leur octroie le régime...

- Valls : "Ce qui nous unit doit être plus fort que nos différences" - Le Nouvel Observateur

... dès lors on n'en doute pas un instant.

- Bruno Le Roux (PS) : «Il y aura une majorité sur tous les textes» - LeParisien.fr

Au fait, ils disent quoi ceux qui nous ont bassiné pendant des décennies et des décennies avec le courant de "gauche" du PS qui serait susceptible de rompre avec son parti ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un front unique avec le PS ? En réalité cette stratégie s'est avérée catastrophique au regard du résultat qu'on a sous les yeux, car l'impasse ou la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons en est largement le produit.

On va encore nous accuser de nous livrer à un procès d'intention ou d'être médisant, franchement un peu de sérieux ou d'honnêteté intellectuelle, quand chacun savait ou pouvait deviner sans effort que Hollande poursuivrait en l'aggravant la politique de Sarkozy entièrement tournée contre les travailleurs, les mêmes osaient s'interroger sur ses réelles intentions ou la politique qu'il allait appliquer en mai 2012. Vous n'en avez pas marre de vous livrer à ce petit jeu ? On attend, on exige des explications de nos dirigeants, comment ont-ils pu se fourvoyer de cette manière-là et persister pendant tant d'années à reproduire les

mêmes erreurs ? Il ne suffit pas de proclamer qu'il faut en finir avec les institutions de la Ve République, à la limite cela n'engage à rien dès lors qu'on ne corrige pas ses erreurs ou qu'on ne s'en donne pas les moyens.

A quelques jours d'intervalle Mélenchon et Valls ont tenu le même discours en expliquant qu'il fallait s'adresser au peuple (Valls hier : " *la gauche n'est jamais si grande que quand elle s'adresse au plus grand nombre* ") dont ils semblent découvrir l'existence, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. A leur manière ils ont confirmé mon analyse, à savoir que ce n'est pas en s'adressant à une élite composée d'intellectuels ou de militants ou certaines couches privilégiées de travailleurs que l'on construira le parti.

Rappel de la causerie du 29 août.

" Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires. elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. " (Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste)

On peut ajouter l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat ainsi que les fonctionnaires qui bénéficient d'un statut ou d'un traitement de faveur de la part de leurs employeurs, qui seront davantage portés à soutenir le régime qu'à le combat pour le renverser dès lors qu'il garantit la pérennité de leurs priviléges. Fin de l'extrait.

On devrait préciser, tout travailleur qui tire satisfaction de sa condition, du statut social que lui accorde le régime, au delà des difficultés qu'il peut rencontrer dans la vie quotidienne, ce qui ne sera pas le cas de millions et millions de travailleurs dont la condition, leur travail, les sacrifices qu'on leur inflige ne leur apporte absolument aucune satisfaction personnelle, aucune compensation en retour en dehors de privations ou frustrations toujours plus nombreuses, qui n'ont rien à perdre en dehors des chaînes de l'exploitation.

On doit parvenir à combiner notre combat politique en direction de l'ensemble des travailleurs avec la nécessité de rendre notre discours accessible à ces millions de travailleurs qui sont prêts à se raccrocher à n'importe quoi ou n'importe qui en guise d'espérance, et qui mieux que le socialisme pourrait incarner cet espoir, encore faut-il y croire soi-même ou savoir ce que cela signifie pour qu'ils se saisissent de cet idéal, le partagent avec nous. Pourquoi cela devrait-il s'avérer davantage impossible aujourd'hui qu'hier, pourquoi, je pose la question.

L'espérance fait vivre dit-on, on en a tous besoin effectivement, sinon la vie serait d'une tristesse insupportable, un cauchemar au quotidien, et ces travailleurs en ont plus besoin impérativement que tout autre pour supporter leur condition épouvantable. Qu'est-ce qu'il y a de plus gratifiant dans l'existence que d'agir pour changer la société, prendre son sort en mains dans une société qui vous ignore ou vous méprise, donner un sens à sa vie sans jamais empiéter sur la liberté d'autrui, à part notre ennemi de classe s'entend, donner sincèrement le meilleur de soi-même et être reconnu comme tel par les siens, car on n'est plus seul ou isolé désormais, on est plus fort, on se sent mieux entouré de camarades qui partagent nos convictions, notre combat, qui nous respectent, on appartient à la grande famille des humanistes portés par l'idéal le plus élevé qui soit que rien ni personne ne peut altérer, qu'on soit travailleur manuel ou intellectuel, quel que soit notre statut social nous sommes tous concernés.

En complément. Le rejet des partis institutionnels est quasi-unanime.

- Les Français ont une mauvaise opinion des partis politiques - AFP

Les trois quarts des Français (75%) ont une mauvaise opinion du PS, pratiquement autant (74%) du FN, mais avec une plus forte proportion de très mauvaises opinions, et plus des deux tiers (67%) jugent sévèrement l'UMP, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche.

85% estiment que les partis politiques ne sont pas " *proches des réalités quotidiennes des Français* ". AFP 31.08

ACTUALITÉ DU JOUR

OTAN en emporte l'UE

- L'UE se dote de deux nouveaux visages: le Polonais Tusk et l'Italienne Mogherini - lemonde.fr

(Il ne parle ni le français ni l'anglais, peu importe, la Pologne ne fait partie de la zone euro, peu importe il présidera tout de même les sommets de la zone euro, la Pologne a servi de base arrière à la préparation du coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine, sa soumission aux Américains est totale, il était le candidat idéal à ce poste. - ndlr)

lemonde.fr - Donald Tusk prend la tête du Conseil et Federica Mogherini devient chef de la diplomatie européenne.

Donald Tusk «a été impliqué dans des décisions difficiles au cours des dernières années et des derniers mois, concernant l'euro, mais aussi les crises internationales comme l'Ukraine», a salué Herman Van Rompuy. «En bref, c'est un homme d'Etat pour l'Europe», a-t-il affirmé.

La Pologne fait partie des États membres de l'UE les plus fermes à l'égard de la Russie depuis le début de la crise en Ukraine. Le choix de Donald Tusk envoie donc un message clair à Moscou.

Alors que son manque de maîtrise de l'anglais et du français était considéré comme un handicap, il a promis, dans un jeu de mot en anglais, qu'il allait «polir son anglais» (polish qui signifie aussi polonais). «Je serai prêt à 100 % en décembre», a-t-il ajouté, avant de poursuivre sa conférence de presse en polonais.

Evoquant les «défis importants qui attendent l'Europe», la chancelière allemande Angela Merkel, qui avait proposé son nom dès le mois de juillet, s'est félicitée de la nomination d'un «Européen qualifié, engagé et passionné, 25 ans après la chute du Mur».

Issu du mouvement Solidarité, qui a fait tomber le système communiste en Pologne en 1989, cet historien de formation s'est forgé l'image d'un homme efficace qui a dirigé son pays avec succès, notamment pendant la crise économique.

Même si la Pologne n'est pas membre de l'euro, Donald Tusk présidera aussi les sommets de la zone euro.

(Jeune et peu expérimentée, dévorée d'ambition, « carriérisme », une figurante malléable comme les aiment les Américains, le profil idéal. -ndlr)

lemonde.fr - Federica Mogherini, 41 ans, présente un tout autre profil. Ministre des Affaires étrangères depuis seulement quelques mois, elle fait partie de la famille socialiste européenne et est considérée comme trop souple vis-à-vis de la Russie.

Après la victoire écrasante de son parti aux élections européennes, qui en a fait le premier parti de gauche en Europe, le Premier ministre Matteo Renzi avait exigé la nomination de sa protégée pour succéder en novembre à la Britannique Catherine Ashton.

A ceux qui lui reprochent son manque d'expérience, la jeune femme a répliqué qu'elle représentait une «nouvelle génération de dirigeants» qui pensent que l'Europe «est un rêve devenu réalité, et que nous devons être attentifs à ce qu'il ne se transforme pas en cauchemar».

En matière de politique étrangère, la Péninsule se distingue par son alignement sur les Etats-Unis et sa mansuétude vis-à-vis de la Russie dont elle dépend énergétiquement en grande partie.

Ainsi, les anciens pays de l'Est la jugeaient trop proche de la Russie dans la crise ukrainienne, lui reprochant une visite à Moscou aux premiers jours de juillet et la publication sur son blog d'une photo où elle pose aux côtés de Vladimir Poutine. Mme Mogherini a eu beau préciser que cette étape à Moscou suivait celle qu'elle avait faite à Kiev, sa réputation était faite. Doutant de l'efficacité des sanctions financières contre Moscou, elle écrivait, semblant ainsi donner raison aux deux camps : « La crise ukrainienne se prête à diverses lectures. Chacune a son fondement de vérité ».

Depuis, la position de Mme Mogherini et de l'Italie s'est durcie. Matteo Renzi a appelé jeudi 28 août Vladimir Poutine, pour dénoncer l'entrée des troupes russes en Ukraine, qualifiée « d'escalade intolérable dont les conséquences seraient très graves ». Dans le même temps, Mme Mogherini haussait le ton avec son homologue russe. Profitant à plein de son rôle de « président » de l'Union européenne, le premier ministre a saisi chaque occasion pour faire exister l'Italie sur la scène internationale et crédibiliser la candidature de sa ministre à la tête de la diplomatie européenne. Le 20 août, il s'est rendu pour une brève visite à Bagdad et dans la ville kurde d'Erbil, au nord de l'Irak. Pendant ce temps, Mme Mogherini exposait devant le Parlement, à Rome, le choix du gouvernement de livrer des armes aux Kurdes.

Reste le reproche de « l'inexpérience » et du « carriérisme ». L'essentiel de sa carrière diplomatique, avant qu'elle ne devienne ministre, se résumait à sa responsabilité de « chargée des relations internationales » au sein des différents partis de gauche qui ont conduit à la création du Parti démocrate (PD) en 2007. Diplômée en sciences politiques à l'université la Sapienza de Rome après un passage comme étudiante Erasmus à Aix-en-Provence où elle travaille à son mémoire sur les rapports entre religion et politique dans les pays islamiques, cette fille d'un décorateur et costumier de cinéma est rapidement devenue une professionnelle de la politique.

Entrée en 1996 au mouvement des Jeunes communistes (FGCI) puis au Démocrates de gauche (DS), elle a été proche de tous les chefs successifs du centre gauche de Piero Fassino, son premier mentor, à Pierluigi Bersani en passant par Walter Veltroni qui

lui ouvre les portes d'une candidature à la députation en 2008. lemonde.fr 30.08

ACTUALITE EN TITRES

Ils reprennent la terminologie qui fut employé pour présenter le coup d'Etat de l'Otan à Kiev soutenu par les partis fascistes.

- Hong Kong: les prodémocratie menacent de paralyser le quartier d'affaires - AFP

Une organisation prodémocratie de Hong Kong a annoncé dimanche qu'elle mettrait à exécution sa menace de paralyser le quartier d'affaires de la ville après la décision de Pékin de garder le contrôle des élections locales. AFP 31.08

[Haut de page](#) 

Le 2 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai plus de nouvelles de mon ex-épouse, bonnes nouvelles, pourvu que cela dure. J'ai ma petite idée pour expliquer pourquoi, mais je préfère ne pas vous la livrer, ce pourrait être prématuré.

En partant s'installer en France il y a 7 ans sans m'en parler et en y demeurant le plus clair de l'année, elle a pris l'initiative de notre rupture intervenue 7 ans plus tard, elle doit donc en assumer la responsabilité et les conséquences. Si quelqu'un dans le futur m'interrogeait sur notre séparation, c'est ce que je répondrai puisque c'est la vérité. J'ai trouvé une autre femme qui accepte de partager ma vie à plein temps, je n'ai donc aucune raison de m'en séparer. Si cette occasion s'était présentée plus tôt je l'aurais saisie de la même manière.

En Inde la séparation ou le divorce sont légaux, mais très mal vu par la famille évidemment, par nature conservatrice. Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui m'a suffisamment cassé la tête pendant plus de 20 ans. Je vais vivre tranquillement avec Selvi en préservant mon indépendance et la sienne pour ne pas connaître pareille mésaventure dans le futur. C'est le meilleur moyen pour préserver nos intérêts respectifs. On en reparlera un autre jour car j'ai tiré plein d'enseignements de cette expérience.

On a terminé le mois d'août avec un peu plus de 11.000 connections.

On ajoutera de nouveaux articles dans la soirée.

[Propagande. Un lapsus révélateur et un média une ONG vitrine de la NED/CIA/OTAN entre en action.](#)

1- Cherchez l'erreur.

Un titre de Reuters : L'armée ukrainienne se retire de l'aéroport de Louhansk

Le premier paragraphe de cet article : L'armée ukrainienne s'est retirée lundi du principal aéroport de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine, sur ordre de l'état-major, a annoncé un porte-parole militaire. Reuters 01.09

Ils semblent nerveux, vous ne trouvez pas ?

2- Fabrication de preuves très approximative.

Le titre du Point : Ukraine : jusqu'à 15 000 soldats envoyés par la Russie.

Si on s'arrêtait au titre on pourrait se dire que 15 000 cela commence à faire beaucoup. Attendez la suite

Lepoint - Selon le rapport d'une ONG, plus de 10 000 Russes sont venus prêter main forte aux séparatistes au cours des deux derniers mois. lepoint.fr 01.09

5 000 se sont déjà évaporés, et cela ne fait plus que 5 000 par mois, en admettant que certains ont pu passer la frontière à plusieurs reprises, en réalité ils étaient encore moins nombreux, et reste encore à savoir s'il s'agissait que de soldats et non des Russes venus prêter main-forte à leurs familles ou proches.

Bon, cette "ONG de défense des droits de l'homme" n'est pas à une approximation près, en fait ils auraient été "entre 10 000 et 15 000 soldats russes" en Ukraine, et aujourd'hui ils seraient "entre 7 000 et 8 000"

Peu importe comme le dit Le Point : "Kiev et les Occidentaux accusent la Russie d'avoir déjà déployé ses troupes régulières dans l'est de l'Ukraine, ce que Moscou dément", l'essentiel c'est d'alimenter la propagande de l'OTAN contre la Russie à défaut de preuves.

Commentaires d'internautes

1- " Encore une ONG inconnue au bataillon mais qui a pignon sur rue en occident parce quelle critique le pouvoir russe ! Les "journalistes" ne prennent plus la peine de vérifier la propagande de " cette ONG" ou devrais -je dire agent de l'étranger comme elle a été classifiée en Russie.

Il se passe exactement la même chose qu'avec l'OSDH planquée à Londres et qui a réussi à inonder les médias européens de sa propagande anti Bachar. J'aurais trouvé plus juste de dire 10 000 Russes plutôt que 10 000 soldats russes. En plus le texte ne dit pas que ce sont des gens qui entrent et sortent en Ukraine, une seule personne pouvant être comptabilisée des dizaines de fois en une semaine du moment qu'elle retourne en Russie après les combats."

2- "ONG

Encore un "rassemblement spontané" capable de divulguer des informations classées "secret défense". Je suppose qu'elles sont allées compter les soldats russes en Ukraine. C'est comme chez nous, il y a de nombreux leaders "apolitiques" qui font ensuite carrière dans des partis établis."

3- "Cette ONG

Cette ONG a été sommée de se déclarer un lobby étranger par l'administration fiscale russe car financée par... les US. Pourquoi le cacher ?"

4- "Absurde

D'après cette "ONG" plusieurs centaines de soldats russes seraient morts dans les combats ! Et combien d'Ukrainiens ? Tout ceci relève de la pure propagande. Les armées modernes, comme l'armée Russe n'ont pas en quelques jours des pertes aussi colossales."

Réflexion politique

Pour ceux qui ont suivi, en résumé, depuis 2008 plusieurs pays en Europe (Grèce, Italie, Grande-Bretagne, République tchèque, Ukraine, France...) se sont dotés de Première ministre, de ministre de l'Economie ou des Finances, de Président ou de conseiller du Président issus de grandes banques américaines ou de l'oligarchie financière. En Espagne c'est la banque Santander qui est en position dominante, il faut noter que ses dirigeants sont régulièrement invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller. Au Portugal, la même oligarchie anglo-saxonne ne doit pas être étranger aux déboires d'une des principales banques du pays dernièrement. La BCE est dirigée par Draghi ex-Goldman Sachs.

Au niveau de chaque gouvernement dans différents ministères en Europe se trouvent des participants aux réunions du groupe Bilderberg qui fonctionne à la manière d'une institution politique ou d'un gouvernement mondial de l'oligarchie financière. Quand on examine la liste des invités qui y ont participé depuis 1954, on s'aperçoit qu'y domine les banquiers, les dirigeants de multinationales ou de très grandes entreprises liées à l'oligarchie ou aux banques, viennent ensuite les dirigeants de grands médias nationaux, Washington Post, New York Times, Le Monde, Le Point, Le Figaro, etc, et pour finir les futurs présidents ou ministres, secrétaires d'Etat, des membres de différents partis politiques de droite ou de gauche amenés à jouer dans le futur un rôle influent au sein des institutions respectives de leur pays.

Concomitamment ou simultanément, les différents gouvernements aux Etats-Unis et en Europe (mais aussi au Canada, en Australie, au Japon, en Corée du Sud) mirent à mal la législation qui régulait plus ou moins la finance, leur laissant carte blanche pour créer de nouveaux instruments financiers permettant d'accroître la fortune des oligarques. Toutes les entreprises ou tous les secteurs qui furent privatisés tombèrent également dans son escarcelle, car personne d'autres qu'eux ne possédaient la puissance financière nécessaire pour les acquérir. De la même manière, les entreprises conduites à la faillite qui leur

faisaient concurrence disparaissent ou ils les absorbent, augmentant d'autant leur pouvoir.

On s'aperçoit ici que la crise financière qui a éclaté en 2007-2008 a été parfaitement contrôlée par ceux qui devaient en profiter pour renforcer leur pouvoir. De la même manière que les crises politiques qui s'étaient soldées par des "révolutions colorées" dans les ex-république de l'URSS devenues indépendantes après 1991 leur permirent de placer leurs hommes à la tête de la plupart de ces pays, il n'y était pas encore parvenu en Ukraine, c'est chose faite depuis le coup d'Etat qu'ils ont fomenté avec l'appui de l'Otan et du Pentagone.

Ils étaient également à l'origine du 11 septembre 2001 qui allait leur permettre de renforcer leur mainmise sur le Moyen-Orient, afin de contrecarrer les intérêts de la Russie et la Chine dans cette région. A terme, leur objectif était d'affaiblir leurs gouvernements de telle sorte qu'au moyen de groupes terroristes, d'organisations ou d'ONG et d'opposants qu'ils financent dans ces pays, ils parviennent à destabiliser le pouvoir en place, créer une situation sociale explosive qui les ferait chuter au profit d'hommes à eux ou d'oligarques, exactement comme ils l'ont fait en Ukraine, sauf que la Russie et la Chine par leur histoire, leur population et leur superficie ne sont pas l'Ukraine, ce sont des morceaux beaucoup plus gros à avaler.

Tout cela découle de la stratégie politique qu'ils ont élaborée pour se maintenir au pouvoir, sachant que leur système économique est condamné à l'effondrement ou l'économie mondiale à l'explosion, ce qu'ils souhaitent éviter à tous prix. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que c'est la nature même du capitalisme, ses fondements et ses contradictions irréductibles qui conduisent à son effondrement, contradictions au sein desquels se trouve la lutte des classes, l'origine du capitalisme reposant sur l'inégalité entre les classes, il développe naturellement ou spontanément cette tendance, il leur fallait donc trouver un moyen pour neutraliser ce facteur présentant pour eux une menace permanente à défaut de pouvoir supprimer les classes, de manière à ce qu'elle ne présente plus aucun danger dans l'avenir.

Il ne pouvait espérer y parvenir qu'en liquidant les institutions dans lesquelles la lutte des classes s'exerçait même de manière déformée, les Etats qui incarnaient les différents moments ou les différentes étapes de la lutte des classes du passé, leur retirer tout pouvoir qui serait transmis à une institution supranationale qui serait sous leur contrôle (L'UE en Europe), de telle sorte que vidés de leur substance et devenus totalement dépendant des marchés, les masses exploitées se retrouvent privées de droits politiques et sociaux, et dès lors que leur sort ne dépendrait plus des Etats nationaux, il ne leur servirait plus à rien de se mobiliser ou de s'adresser à eux pour en obtenir quelque chose ou de vouloir les affronter puisque les Etats seraient désormais privés de tout pouvoir, dépossédés de cette faculté d'agir pour défendre leurs droits ou en obtenir de nouveaux les travailleurs seraient conduits à accepter le sort que l'oligarchie financière leur avait réservé. C'est le calcul qu'a élaboré l'oligarchie financière.

Or ce calcul ou cette stratégie politique pèche à un endroit déterminant au moins, car tant que les Etats existeront la lutte de classes continuera d'exister, il sera possible de mobiliser les masses exploitées pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique, rompre avec cette institution supranationale (UE) qui les a spoliés de leurs droits. Leur problème réside dans le fait que c'est impossible de supprimer aussi vite qu'ils le souhaiteraient des Etats ou des nations, d'intégrer des peuples dans un ensemble artificiel créé de toutes pièces sans leur consentement ou contre leur volonté, les uns et les autres demeurant profondément attachés à leurs passés, à leur histoire, à leur culture, leur langue, leurs particularités, etc. qui ont concouru au cours des siècles antérieurs à forger leur identité, leur personnalité.

Revenons en arrière.

Un jour un militant m'a accusé de reprendre à mon compte la théorie de l'ultra impérialisme développée autrefois par le renégat Kautsky, et que Lénine s'employa à démolir pièce par pièce, parce que je soutenais que l'objectif politique de la stratégie mise en œuvre par l'oligarchie financière devait effectivement aboutir à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ou à l'instauration d'un gouvernement mondial, ce qui impliquerait que les différents impérialistes auraient cessé de se combattre, etc.

Or ce n'est pas tout à fait ce que j'avais écrit ou alors je n'ai pas été suffisamment précis pour éviter cette confusion dans la tête de ce militant, et je m'en excuse si c'était le cas. Je me devais donc d'y revenir un jour ou l'autre, car j'avais parfaitement saisi les arguments de Lénine, et simplement en lisant les conclusions auxquelles étaient parvenues Kautsky et en les comparant avec le combat politique que je mène, au premier coup d'œil on pouvait en déduire que la théorie que je développais n'avait rien à voir avec celle de Kautsky.

Ce qui figure dans l'avant dernier paragraphe ci-dessus, c'est la théorie de Kautsky qui expliquait que les différents impérialistes auraient tout intérêt à s'entendre entre eux au lieu de se faire la guerre, et que le prolétariat aurait tout à y gagner également, donc qu'il devait soutenir son propre impérialisme dans cette perspective, autrement dit cela revenait à capituler en rase campagne et à renoncer au socialisme que finalement l'internationale impérialiste réalisera à la place du prolétariat mondial, au profit des travailleurs cela allait de soi.

Ayant parfaitement compris à quoi aboutissait la théorie foireuse de Kautsky, vous avouerez que je n'allais pas la reproduire à moins de passer consciemment dans le camp des opportunistes ou des fossoyeurs du marxisme dont Kautsky continuait de se réclamer.

Hier dans ma causerie j'ai évoqué très brièvement la théorie que je défends qui diffère de celle de Kautsky sur un point capital, à savoir que ce n'était pas les différents impérialistes qui étaient condamnés à s'entendre face à la crise du capitalisme, mais les différentes composantes de l'oligarchie financière dans le monde pour conserver et accroître leur pouvoir.

C'est ainsi que les Etats-Unis ne mènent pas la guerre contre la Russie en tant que puissance impérialiste concurrente, mais contre le gouvernement russe qui incarne une conception de l'impérialisme qui prévalait au cours de la première moitié du XXe siècle, et qui est devenue obsolète depuis que l'oligarchie financière de la première puissance mondiale s'est emparée du pouvoir politique aux Etats-Unis et qu'elle doit faire face aux tâches que lui impose la crise du capitalisme pour assurer la survie du système capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui explique pourquoi son pouvoir politique doit s'étendre à toutes les puissances impérialistes, ce qui implique la disparition de tout Etat ou plutôt tout gouvernement qui n'appliquerait pas à la lettre sa politique. Ces tâches impliquent que tous les Etats passent sous le contrôle de l'oligarchie financière ou qu'ils soient dirigés par des oligarques ou des intellectuels qu'elle a recrutés pour les raisons évoquées plus haut.

Très rapidement. Un autre argument de poids permet d'étayer la théorie que je défends, l'interdépendance des économies des différents impérialistes. On pourrait évoquer les accords passés entre des multinationales russes, britanniques, américaines ou encore le fait que la Chine est devenu le premier marché pour nombre de grandes entreprises occidentales, GM par exemple, demain PSA, c'est principalement à l'exportation qu'elles réalisent l'essentiel de leur profit, elles n'ont donc pas intérêt en une guerre ou un effondrement de la demande intérieure de ces pays qui se traduirait par leur mise en faillite et des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans leurs pays respectifs. Par contre, l'arrivée au pouvoir d'une équipe acquise à l'oligarchie financière permettrait d'accélérer leur emprise sur ces marchés et d'évincer des concurrents locaux plus faibles, de concentrer encore davantage le capital et d'augmenter leurs profits, donc d'accroître leur pouvoir.

En guise de conclusion provisoire, quel que soit le pays dans le monde la libéralisation des marchés, la dérégulation du travail, financière, les privatisations, etc. ont profité en premier lieu aux multinationales, aux banquiers, à ceux qui entendent dicter leurs lois à l'ensemble du monde, le projet de traité de libre-échange USA-UE l'illustre parfaitement si nécessaire. Chaque fois cela leur a permis d'accroître leur fortune et leur puissance face à des Etats endettés jusqu'au cou, ayant abdiqué leur pouvoir politique en leur faveur au point d'en être devenus des marionnettes, les porte-parole tellement ils les craignent. A suivre.

Parole d'internaute.

- "Les affirmations de Kiev sont systématiquement prises pour des vérités alors qu'on a pu constater à maintes reprises leur inanité. Pourquoi Kiev refuse-t-il de discuter avec les séparatistes depuis le début ? Il y a des agents de la CIA à Kiev et même un paquet, le chef de la CIA s'est même déplacé en personne en avril pour les voir. Et toujours pas d'observateurs de preuves ?

Depuis le début Kiev appelle à la guerre mais où en est son armée y aurait-il des défections ? des élus ont été démis, des ministres démissionnent, Kiev a fait appel au niveau 3 du rappel des réservistes il y a déjà plusieurs semaines et a des difficultés de ravitaillement de ses troupes et n'a pu les relever depuis plusieurs semaines, pourquoi ?

Enfin où en sont les différentes enquêtes concernant les morts de la place Maidan, de l'incendie d'Odessa enfin où en est l'analyse des boîtes noires depuis mi-juillet. Il y a peu des gardes frontières auraient repoussé une attaque de blindés russes, pas de film, pas d'image, pas de témoins, bizarre tout ça."

Rien que de la désinformation, de la propagande, des contrevérités, des mensonges grossiers, comment convaincre autrement les populations en Europe et aux Etats-Unis du bien-fondé du soutien apporté par leur gouvernement respectif, l'UE, Washington au gouvernement néonazi de Kiev, pour qu'ils adhèrent à leur politique...

Qui a dit ?

- Il " n'est pas interdit d'être de gauche et de bon sens..."

Le "bon sens" tient du réflexe pavlovien !

Quant à la syntaxe, apparemment son auteur est tellement anglicisé ou américainisé qu'il est devenu incapable de maîtriser le français et confond volontiers la forme active et passive ou l'emploi de l'auxiliaire avoir et être. Attention, il est diplômé de l'ENA. En français on dit avoir du bon sens, en anglais aussi, par contre on traduira *C'est le bon sens même d'être de gauche* par *It's just common sense to be left*, donc en employant l'auxiliaire être "to be".

- " L'entreprise est le cœur de notre économie, c'est elle qui emploie, exporte, innove..."

Non, c'est la force de travail. Des entreprises, des machines, des outils ne produisent rien, n'exportent rien sans la force de travail pour les mettre en mouvement. Alors que les entreprises, des machines et des outils associés à la force de travail peuvent

produire des marchandises ou richesses en se passant des patrons et des actionnaires, ces parasites de la société qu'il faut éradiquer.

- " *La compétitivité, c'est (...) la meilleure adaptation du droit du travail...*"

C'est ce que réclame le Medef...

Réponse : Emmanuel Macron dans un entretien au quotidien régional Ouest France à paraître aujourd'hui.

ACTUALITE EN TITRES

Qui contrôle les banques et la monnaie peut jouer un rôle déterminant dans l'orientation économique d'un pays, d'un continent, du monde.

- La BCE informera les banques à l'avance de leur bilan de santé - Reuters

En famille. La véritable menace est à Paris et Riad.

- Français et Saoudiens unis face à la menace djihadiste - LeFigaro.fr

Alors que le prince Abdul Rahman était le véritable chef de l'Émirat islamique et que Hollande le sait parfaitement...

- Dix ans de prison et 1 000 coups de fouet pour un militant en Arabie saoudite - Libération.fr

Résistance contre le régime néonazi de Kiev soutenu par l'UE, Washington et l'OTAN.

- Ukraine: les séparatistes ont assis leur emprise sur le sud-est du Donbass - AFP

- Il faut donner des armes à l'Ukraine - Liberation.fr

- Repli de l'armée ukrainienne, l'UE étudie des sanctions - Reuters -

- Ukraine : "Si je veux, j'entre à Kiev dans deux semaines" menace Poutine - Atlantico.fr

Ils font feu de tout bois. Amalgame monstreux.

- De Dantzig à Donetsk, 1939-2014 LeMonde.fr

- Dantzig, Sudètes, Anschluss: Poutine et les maux du Troisième Reich - L'Express.fr

- Ukraine : l'OTAN veut se donner les moyens de « *frapper fort* » - LeMonde.fr

Des voix discordantes commencent à se faire entendre.

- Ukraine: « *L'Occident devrait cesser de diaboliser Poutine* » - 20minutes.fr

La stratégie du chaos peut avoir des conséquences imprévisibles et indésirables.

- La Libye en pleine dérive : le gouvernement ne contrôle plus les ministères LeMonde.fr

- Yémen: manifestation de masse des rebelles à Sanaa - AFP

- Echec des tractations en Afghanistan sur un partage du pouvoir - Reuters

- Le bilan des violences en Irak s'élève à 1.420 morts en août - Reuters

- Washington exhorte Israël à renoncer à s'approprier de nouvelles terres en Cisjordanie - L'Express.fr

- Israël accapare une vaste portion de territoire en Cisjordanie - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le dernier degré de l'imposture.

L'exercice de Valls à l'université d'été du PS a consisté à fournir des arguments aux membres de ce parti pour qu'ils puissent justifier sa politique antisociale et dormir tranquille en les invitant à penser un peu plus fort à l'entreprise qui serait à l'origine de la création des richesses... dont ils bénéficient largement puisqu'aucun d'entre eux n'appartient aux couches les plus pauvres, la bonne conscience allant se nicher où elle peut, de préférence là où elle trouve son intérêt, sinon à quoi bon. Très bas.

Tout le reste n'était que baratin destiné à figurer en gros titres dans les médias le lendemain.

- Valls s'est recentré sur l'idéologie du PS, dit Cambadélis - Reuters

Une force centripète aux relents putrides. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

- Pour Jean-Marie Le Guen, "Manuel Valls a tiré vers le haut le Parti socialiste" - Francetv info

Chez eux la chasse d'eau fonctionne à l'envers...

- Le PS va-t-il rester socialiste? - Slate.fr

Croupissant dans une telle fange, au bout d'un siècle, franchement il serait tout de même curieux qu'y survive la moindre trace de socialisme, non ? Vaut mieux aller chercher ailleurs.

Mais c'est justement pour éviter de poser cette question que ce portail néolibéral (Attali en est un des fondateurs... et parrain de Macron) pose cette question de la sorte, pour sauver les apparences, il vole au secours du PS, parce que la classe dominante que le PS représente a besoin de ce parti, afin que les classes moyennes continuent de se tourner vers le capitalisme et qu'elles se détournent du prolétariat.

Le PS est avant tout un facteur d'ordre, de stabilité des institutions de la Ve République.

Ce n'est pas la minorité de capitalistes ou patrons en tous genres qui suffisent à assurer la majorité et la stabilité du régime, mais toutes les classes et couches intermédiaires qui dès lors qu'elle sont incapables d'envisager leur avenir autrement que liées à la survie du capitalisme, donc s'identifiant largement avec lui, ainsi qu'une proportion non négligeable de travailleurs, qui pour être dépourvus de conscience politique estiment devoir leur niveau ou mode de vie plutôt à la société telle qu'elle est, au capitalisme, au régime en place, plutôt qu'à leur travail ou la vente de leur force de travail, aussi est-il important pour la classe dominante lorsque le parti officiel de l'ordre, l'UMP, est temporairement rejeté ou n'est plus en mesure de capter la confiance de la majorité de ces classes ou couches, qu'un autre parti prenne le relais de manière à écarter la menace d'une crise ou une rupture politique, car elle pourrait être exploitée par les masses à la recherche d'une issue politique afin de satisfaire ses besoins sociaux.

Le PS joue le rôle de repoussoir au capitalisme en donnant une image détestable du socialisme.

Tout changement politique intervenant au sommet de l'Etat et au parlement doit être indolore pour la classe dominante ou ne rien changer sur le plan économique ou social. Et avoir aux commandes un parti soi-disant socialiste présente de multiples avantages, notamment cela bouche toute perspective au delà ou en dehors du capitalisme puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme. Dès lors tous ceux qui s'opposent au capitalisme et qui n'ont qu'une idée très approximative de ce que signifie le socialisme ou l'ignorent pour ainsi dire totalement, seront portés plus ou moins consciemment à passer des compromis avec le capitalisme, à s'en accommoder, ils s'éloigneront d'autant plus du socialisme, donc ils ne seront pas portés à se tourner vers les autres partis qui se réclament aussi du socialisme.

Le PS a pour fonction d'empêcher que se réalise l'unité des classes et couches moyennes avec le prolétariat sur la base d'un programme socialiste.

Le PS est un des piliers des institutions et du régime, dans la mesure où il réalise pour le compte de la classe dominante, la fusion de cette classe avec les classes moyennes, les couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes du prolétariat, les intellectuels critiques envers le capitalisme mais pas au point d'envisager de rompre avec lui.

Le PS dispose d'une armée de larbins corrompus pour l'aider à accomplir sa sale besogne.

Et chez ses satellites ou alliés, EELV sert de rabatteur en direction des classes moyennes, tandis que le PCF ou le FdG sert de rabatteur principalement en direction des couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, mais aussi en direction des couches inférieures du prolétariat, en vain de nos jours puisqu'elles s'en détournent de plus en plus massivement.

En complément. Ils l'aiment décidément l'entreprise, le capitalisme.

- Najat Vallaud-Belkacem: "*Il faut rapprocher l'école et les entreprises*" - L'Express.fr
- Paris : Rythmes scolaires: «*Les maires récalcitrants peuvent être suspendus ou révoqués*» - 20minutes.fr
- La Rochelle : Laurent Berger "effaré" que des socialistes aient sifflé le mot "entreprise" - LePoint.fr

"*J'ai été effaré de voir que l'on pouvait être sifflé parce que l'on prononçait le mot 'entreprise'*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT. LePoint.fr 01.09

- Travail dominical: la CFE-CGC favorable sur la base du volontariat pour les cadres - AFP

La présidente de la CFE-CGC, Carole Couvert, s'est dite lundi ouverte à l'ouverture dominicale des commerces. AFP 01.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

- La CDU de Merkel en tête en Saxe, poussée des eurosceptiques - Reuters

La CDU du ministre-président sortant Stanislaw Tillich recueille, selon les derniers résultats disponibles des élections organisées dimanche, 39,5% des voix, en très léger recul par rapport au précédent scrutin organisé dans ce land de l'Allemagne orientale, qu'elle avait remporté avec un score de 40,2% en 2009.

La deuxième place revient au parti de la gauche radicale Die Linke, créditede 18,9% (contre 20,6% il y a cinq ans).

Les sociaux-démocrates (SPD) restent à la troisième place mais réduisent l'écart sur Die Linke, passant en cinq ans de 10,4 à 12,5% des voix.

Mais la grande surprise réside dans le comportement du parti AfD (Alternative für Deutschland). Fondée début 2013, cette formation hostile aux plans de sauvetage dans la zone euro décroche 9,5% des voix, ce qui l'assure pour la première fois d'obtenir des sièges dans un parlement régional.

En revanche, les libéraux du FDP, avec 3,8% des voix, passent sous le seuil fatidique des 5% nécessaire à une représentation parlementaire et sont éjectés du Landtag de Saxe. L'extrême droite (NPD) pourrait elle aussi sortir de l'assemblée régionale.

Les écologistes, traditionnellement faibles dans les länder de l'ex-RDA, se maintiennent de justesse au parlement régional (5,7%).

Privé du FDP, Stanislaw Tillich va devoir trouver un autre partenaire de coalition pour former une majorité à l'assemblée de Dresde.

Il a exclu toute alliance avec l'AfD mais pourrait former une coalition avec le SPD, déjà partenaire de la chancelière Merkel sur le plan fédéral. Reuters 01.09

[Haut de page](#) 

Le 3 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, pas très passionnantes pour les avoir parcourus hier soir, on verra cela ce soir.

- Quand le PS accusait la droite de stigmatiser les chômeurs - [LeParisien.fr](#)
- Quand les socialistes s'employaient à lutter contre un renforcement du contrôle des chômeurs - [Francetv info](#)

Donc si on a bien suivi, quand le PS critique une mesure anti-ouvrière et qu'il figure dans l'opposition parlementaire il serait de gauche, et quand il est au pouvoir et qu'il défend la même mesure anti-ouvrière il le serait toujours.

Voilà une fantastique preuve qui confirme que ceux qui le prétendent sont en fait à la remorque du PS.

En réalité, compte tenu que l'affirmation selon laquelle dans les deux cas il serait de gauche est particulièrement ridicule ou grotesque, la seule explication cohérente ou sérieuse que l'on peut en déduire partant de ce constat consiste à admettre qu'il est de droite. Car s'il ne peut pas être de gauche dans les deux cas et qu'il ne peut pas être non plus de gauche dans un cas et de droite dans l'autre, il en résulte que dans les deux cas il est bien de droite, logique imparable à laquelle personne ne peut se soustraire.

Voilà un raisonnement enfantin à la portée d'un élève de CE1, mais qui échappe aux dirigeants des partis du mouvement ouvrier. Comment cela est-ce possible ? Pourquoi aucun parti ne le caractérise-t-il pas ainsi, alors que c'est très clair ? On a fourni la réponse à cette question dans de nombreuses causeries depuis août 2008 pour ne pas avoir à y revenir une énième fois, je vous y renvoie.

Réflexion politique

Un élément complémentaire à ajouter à la causerie d'hier consacrée à la stratégie politique de l'oligarchie financière ou une confirmation.

- 1- Près de 15.000 milliards de dollars d'actifs en fonds de pension - [Reuters](#)

Les actifs combinés des 300 premiers fonds de pension mondiaux ont augmenté de 6,2% à 14.900 milliards de dollars (11.362 milliards d'euros) en 2013, après une croissance de 9,8% l'année précédente, selon une étude de Pensions & Investments et Towers Watson.

Les fonds nord-américains restent dominants, avec 41,4% du total, suivis par le Japon (13%), les Pays-Bas (7%), la Norvège et le Canada avec plus de 6% chacun.

Parmi les pays qui ont vu le plus grand nombre de fonds intégrer ce Top 300 mondial ces cinq dernières années figurent l'Australie, avec trois fonds, la Corée du Sud, la Russie, la Pologne, la Colombie et le Canada avec deux fonds chacun.

Les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus grand nombre de fonds dans cette liste, soit 126, suivis de la Grande-Bretagne (26), du Canada (19), de l'Australie (16), du Japon (14) et des Pays-Bas (13).

Les fonds souverains et fonds de pension publics représentent 67% des actifs totaux et 140 des 300 fonds.

En moyenne, les 20 premiers fonds ont investi 40,6% de leurs actifs dans de l'obligataire et 42,7% dans des actions. [Reuters 02.09](#)

- 2- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - [AFP](#)

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé mardi le lancement de travaux d'exploration avec son partenaire américain ExxonMobil en mer de Laptev, au nord de la Sibérie, en dépit des sanctions le visant aux Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne.

Les deux groupes ont commencé leurs travaux d'exploration sur deux blocs pétroliers représentant plus de 200.000 km2. Ces travaux doivent durer jusqu'à fin octobre, a précisé Rosneft dans un communiqué.

Ajouté en juillet à la liste des sociétés sanctionnées par les Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne, Rosneft, dirigé par Igor Setchine, un proche du président russe Vladimir Poutine, assure depuis que ses partenariats avec les majors occidentales se poursuivent.

Il avait déjà lancé en août un autre projet avec ExxonMobil, dans la mer de Kara, également au nord de la Sibérie, à l'ouest de la mer de Laptev.

Coupé des marchés américains, le groupe détenu à 69% par l'Etat russe a cependant demandé récemment l'aide des pouvoirs publics pour rembourser sa très lourde dette, qui dépasse 30 milliards d'euros. AFP 02.09

Les matières premières qui participent aux secteurs clés de l'économie sont réparties sur tous les continents. Les acteurs qui les exploitent sont en nombre limité. Ceux qui les acquiert sont encore moins nombreux. Et ceux qui disposent d'une armée de courtiers ou de traders pour manipuler leurs cours en Bourse encore moins, quand ce ne sont pas en partie les mêmes. A l'arrivée ceux qui les intègrent dans l'industrie de transformation doivent les payer le prix fixé par les précédents.

A chaque échelon de cette chaîne chaque capitaliste réalise un profit, et le total des profits qu'ils ont perçus correspond à la plus-value produite par le mineur, le sidérurgiste, le métallurgiste, l'ensemble de la force de travail qui a été mise en oeuvre pour produire une tonne de minerais d'acier destiné à être transformé pour entrer dans la production de différentes marchandises, par exemple. Mais le prix auquel ils l'ont acquis sous différentes formes ne correspondait pas à la plus-value qu'il renfermait, parce que son cours à chaque échelon intermédiaire ne dépendait pas ou plus exclusivement de la loi de l'offre et la demande faussée par la spéculation, réduisant d'autant le profit que devait en attendre celui qui se trouvait au bout de la chaîne, celui contenu dans le produit fini ou prêt à être commercialisé, ce qui se traduira par des plans sociaux ou des délocalisations d'unités de production, de nouvelles atteintes à la législation du travail ou une diminution du coût du travail.

On peut dire sans entrer dans les détails, que ce sont les acteurs qui figurent aux échelons intermédiaires qui fixent les règles du jeu ou les cours des matières premières qui empochent les plus gros profits, les grandes banques ou les puissantes institutions financières qui achètent et revendent la production mondiale de matières premières, lorsqu'elles ne détiennent pas des parts dans les mines et les entreprises de transformation, ce qui n'est pas forcément indispensables dès lors qu'elles contrôlent les marchés financiers auxquels ils sont obligés de faire appel pour se financer, au bout du compte on s'aperçoit que l'oligarchie financière est parvenue à acquérir une position dominante qui lui permet de contrôler l'ensemble des principaux secteurs économiques.

Tout en agissant dans le cadre du système capitaliste, elle en viole les règles de fonctionnement à la manière d'un parasite qui viderait de sa substance le corps qu'il a colonisé, de telle sorte qu'au lieu d'éclater ou de se disloquer il se rétracte sur lui-même et meurt lentement mais violemment d'anémie, donnant naissance à un système économique ne reposant plus sur des rapports de classe mais uniquement sur des règles comptables que l'oligarchie financière a élaborées, sans que pour autant les classes aient disparu, elles se retrouvent vidées de tout rapport pouvant se traduire sur le plan juridique, de telle sorte qu'elles n'aient plus aucune emprise sur le système d'exploitation en vigueur qui leur est imposé pour ainsi dire de l'extérieur, l'oligarchie financière fonctionnant à la manière d'une classe autonome ou indépendante des lois de fonctionnement du capitalisme et donc de la lutte des classes, de tout Etat, n'ayant de compte à rendre à personne, imposant sa loi ou sa dictature à la totalité de la société et du monde.

Pour parvenir à ce résultat il lui a fallu se rendre maître de la monnaie et du pouvoir politique, ce qui en fait une puissance sans équivalent ou sans concurrent dans le monde, hormis la classe ouvrière si elle était organisée à ce niveau-là, or ce n'est pas le cas.

Dès lors que celui qui fabrique la monnaie et en contrôle la circulation peut légitimer de manière à accroître à l'infini sa puissance financière et déjouer tous les obstacles hérités du système capitaliste, qu'il détient le pouvoir sur les Etats et que tous les gouvernements leur mangent dans le creux de la main, que toutes les institutions financières ou politiques internationales lui sont acquises, il peut orienter le cours des événements mondiaux dans la direction qu'il a déterminé pour renforcer toujours et encore son pouvoir, afin de parvenir à le posséder sans partage et sans que plus personne ne puisse lui contester.

Le projet de traité de libre-échange USA-UE est un modèle du genre en la matière, une étape décisive dans la réalisation de leur plan.

Rédigé par l'oligarchie financière ou les dirigeants des multinationales ce qui revient au même, à leur profit au détriment des Etats et des citoyens américains et des pays de l'UE, de la totalité des classes y compris celle des capitalistes, de telle sorte qu'en cas de litige ou contestation d'un membre de la société ou d'un Etat, seule la juridiction d'exception constituée d'experts privés, à leur solde, qu'ils auraient mis en place, serait à même de trancher les différents selon les critères qui figurent dans ce document, que l'oligarchie financière auraient établis ou retenus comme seuls valables, tout autre argument ou élément n'y figurant pas étant d'emblée jugé irrecevable, ce qui signifie à l'arrivée que rien ni personne ne serait en mesure de s'opposer à leurs lois, rien

ni personne ne pourrait s'opposer aux décisions prises par leur juridiction, qui de fait serait placée au-dessus des Etats, de toute autre institution, fonctionnerait indépendamment de toute autre juridiction ou n'ayant de compte à rendre qu'à ses commanditaires, l'oligarchie financière.

C'est là qu'on s'aperçoit que la notion de classe ou de rapport entre les classes n'a plus la même valeur que précédemment, qu'elle est court-circuitée, la législation et la juridiction en place qui reposait sur la domination d'une classe sur une autre, qui évoluait ou fluctuait selon le rapport de force en présence entre les classes, au gré de la lutte des classes et des besoins de la classe des capitalistes, est remplacé par un vulgaire règlement de police qu'évidemment personne ne doit contester sous peine de poursuite ou pire encore.

Le processus devant conduire à cet objectif est lié au combat qu'ils mènent pour détruire tous nos droits sociaux et politiques collectifs, qui doit se traduire par l'atomisation de chaque individu dans la société, à l'individualisation de nos droits ce qui reviendra à nous priver en fait de tout droit. D'où également leurs campagnes en faveur des droits de certaines communautés ou minorités qui ne doit pas conduire à homogénéiser les droits de l'ensemble de la population ou à accorder les mêmes droits à l'ensemble de la population, mais au contraire à les diluer à l'infini dans une société où la citoyenneté aura disparu au profit d'un matricule, d'un numéro. Quelle belle jambe cela fera aux femmes, aux homosexuels, etc. d'être reconnus en tant que tels dès lors qu'ils seront traités comme le reste des exploités en serfs ou en esclaves, qu'ils seront dans l'incapacité d'être reconnus comme membres à part entière d'une classe aux intérêts spécifiques, leur prétention à faire valoir leurs droits sociaux ou politiques jugée irrecevable, illégale. Et si les thèmes de ces campagnes traversent toutes les classes ce n'est pas un hasard, c'est pour dompter ou se soumettre les éléments qui dans chacune d'entre elles contestent leur notion du droit qui se hisse au-dessus des classes ou des rapports entre les classes qui jusqu'à présent dictaient le droit ou les rapports juridiques qui existaient dans la société, dorénavant au nom de la morale ou de l'équité c'est uniquement à l'Etat ou à ses représentants qui incarnent l'idéologie néolibérale d'en décider. On est entré dans l'ère d'une dictature absolue.

On en a déjà un aperçu assez vaste avec ce qui se passe aux Etats-Unis, où pour le vol d'un T-Short vous pouvez être condamné à moisir en prison le restant de vos jours, où parce que vous êtes noir vous pouvez vous faire abattre au coin d'une rue par un policier blanc, où vous pouvez vous retrouver à payer un nouvel impôt rétrospectivement, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de modifier votre taux d'imposition en septembre 2014 et de l'appliquer à vos revenus des années antérieures sans que vous ayez aucun recours pour le contester, vous payez ou ils saisissent vos biens en vous imposant une amende en plus et vous risquez de vous retrouver en prison si vous êtes insolable. Il faut le savoir, la plupart des gens en France l'ignorent, il est tant de redescendre sur terre et d'observer ce qui se passe réellement. Et on n'a pas évoqué les banquiers de la Fed qui un beau matin décident de fabriquer des milliers de milliards de dollars et de se les distribuer sans avoir de comptes à rendre à personne, ils en ont le pouvoir et en usent, cela dépasse l'entendement, on a du mal à le croire, on se dit que cela déborde du cadre des règles qui régissent le capitalisme, évidemment, il faudrait peut-être se réveiller car cela ne date pas d'hier.

On a l'impression de vivre dans un monde où nos dirigeants sont comme tétanisés face à ce qui se passe, parce que cela n'entre pas dans le schéma dans lequel ils étaient habitués à penser, non seulement ils refusent de l'admettre, ils n'en tiennent pas compte, ils sont devenus hermétiques à la dialectique, leur conception du matérialisme est purement mécanique, empirique.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Haro sur les fainéants, les travailleurs, pas sur les parasites, les banquiers et les actionnaires !](#)

Ils le font exprès d'être malades ou d'avoir un accident.

- L'absentéisme dans les entreprises reste élevé - [Liberation.fr](#)

- Entreprises : l'absentéisme se tasse légèrement en 2013 - [LePoint.fr](#)

Le taux d'absentéisme dans les entreprises françaises reste néanmoins "élevé", les salariés s'absentant en moyenne 15,6 jours par an pour maladie ou accident. [LePoint.fr](#) 02.09

La priorité du gouvernement : La lutte contre le chômage, non, contre les chômeurs.

- Chômage : Rebsamen demande à Pôle emploi de « *renforcer les contrôles* » - [Public Sénat](#)

- Rebsamen ressort le bâton contre les chômeurs pas assez motivés - [Liberation.fr](#)

- Contrôles des chômeurs: Les propos de Rebsamen ne sont pas « pertinents » pour le patron du PS - [20minutes.fr](#)

- Contrôle des chômeurs: «*C'est un discours audible par la majorité des Français*» - 20minutes.fr
- Contrôler les chômeurs, une révolution pour la gauche - LeFigaro.fr
- La gauche saisie d'effroi face à un nouvel épouvantail - LeFigaro.fr
- Chômage : que cachent les propos de Rebsamen ? - LePoint.fr

Ce mardi sur i>Télé, le ministre du Travail François Rebsamen a demandé à Pôle emploi de "renforcer les contrôles" pour vérifier que les chômeurs "cherchent bien un emploi", estimant qu'une "sanction" était nécessaire dans le cas contraire.

Une intervention qui a provoqué un tollé, et qui survient une semaine seulement après la publication des chiffres du chômage du mois de juillet, qui faisaient état d'une progression de 0,8 % par rapport au mois de juin, portant le nombre de demandeurs d'emploi en métropole à plus de 3,4 millions, et marquant un neuvième mois consécutif de hausse. LePoint.fr 02.09

Quelques réactions.

- Aubin (CGT) accuse le gouvernement de "sanctionner" les chômeurs - AFP
- FO "abasourdi" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP
- Berger (CFDT) "atterré" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP

Du "bons sens"....

- "Mon passé n'a pas à être commenté", lance le nouveau ministre de l'Economie - Francetv info
- Emmanuel Macron révèle qu'il a gagné deux millions d'euros brut comme banquier - Francetv info

Entre décembre 2010 et mai 2011, soit en 6 mois. Franchement, entre nous, à ce tarif qui n'a pas envie d'être de gauche ?

- Quand le "Wall Street Journal" encense "Mister Macron" - Le Nouvel Observateur

Ils ont reconnu l'un des leurs, bravo ! Bon, c'était fastoche.

- Macron : "Il faut améliorer la participation des salariés dans les entreprises" - LePoint.fr

Un peu plus les enchaînés au sort du capitalisme, cela leur évitera de penser à s'en émanciper...

... à la "**raison**" conservatrice.

- On appelle couramment et peut-être imprudemment « *raison* » cette logique conservatrice qui régit la pensée en commun : conversation ressemble beaucoup à conservation. (H. Bergson, la Pensée et le Mouvant)

Les prostitués du régime.

- Mariage de raison entre les Verts et les socialistes - Liberation.fr

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, a jugé mardi que «*pas grand monde n'a envie de voter avec enthousiasme la confiance*» au gouvernement Valls mais que la «*raison*» devrait pousser les parlementaires à le faire pour «*ne pas faire chuter le gouvernement*».

«*Il n'y a pas grand monde qui a envie de voter avec enthousiasme la confiance*», a déclaré Jean-Vincent Placé dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/AFP/Dailymotion. «*C'est toujours le coeur et la raison, si les parlementaires écoutaient leur coeur je ne suis pas sûr qu'ils la voterait*», a-t-il expliqué «*Si - et c'est important qu'un parlementaire ne fasse pas qu'écouter son coeur mais soit aussi dans la rationalité et dans la raison - le parlementaire ne veut pas faire chuter non plus le gouvernement*», il votera la confiance, a ajouté le sénateur de l'Essonne.

«Quand on est dans la majorité on vote plutôt la confiance mais incontestablement ça va être de plus en plus difficile», a-t-il dit estimant que les parlementaires étaient «très secoués dans leur propre sincérité, leurs propres convictions». «Notre objectif n'est pas de s'opposer au gouvernement et de le faire sauter. Est-ce que les gens se rendent compte en terme de responsabilité de faire chuter un gouvernement au bout de deux ans dans un quinquennat rare de la gauche ?», a-t-il dit assurant toutefois qu'«il y aura un débat». Liberation.fr 02.09

Ce genre de pourritures peut se déclarer "sincérité", n'avoir aucun problème avec sa conscience et assumer ses "propres convictions" dès lors qu'il a le coeur qui penche à gauche et sa raison ou son portefeuille à droite ou dit autrement, parce que ses intérêts personnels se confondent avec ceux du gouvernement ou du régime.

Des manuels scolaires conformes au lobby sionisme.

- Des associations juives obligent la modification de manuels d'histoire sur le partage de la Palestine - french.rib.ir

Le massacre perpétré par Israël sur la population de Gaza à l'occasion de l'opération "bordure protectrice" ne peut se justifier et met les institutions juives de France dans une situation délicate.

Ces dernières nient tout simplement le moindre méfait du gouvernement Netanyahu et estiment que la mort d'enfants fait partie de la guerre, ceci en défendant "*l'armée la plus morale du monde*".

C'est dans ce contexte que les nouveaux manuels d'histoire à destination des étudiants de première L, ES et S ont du être modifiés à la demande d'associations juives.

Hachette Edition a été sommée de changer les passages relatifs au "*partage de la Palestine*". Ainsi, avant d'être distribué aux élèves, les manuels d'histoire vont être remaniés pour leur impression finale.

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), a estimé que le traitement du conflit israélo-palestinien au sein des manuels était "scandaleux". Il dénonce également une "idéologisation" qui serait mise en place notamment par le biais de l'emploi de mots tels que "nakba", qui se traduit par "catastrophe" et qui est le terme utilisé dans la mémoire palestinienne pour se référer à la création d'Israël en 1948 ayant engendré l'exode 700 000 à 750 000 palestiniens en fuite ou expulsés.

Selon Richard Prasquier, de lourdes "erreurs factuelles" seraient aussi en cause sans toutefois préciser sa pensée.

Quant au Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), il s'insurge contre les rédacteurs des manuels qui auraient "interprété des faits historiques" et "tronqué la vérité" tout en prenant parti.

Le véritable génocide opéré par les israéliens sur le peuple palestinien a contribué au réveil de certains historiens qui désirent certainement restituer les opérations israéliennes dans leur contexte historique. La vérité ne pourra pas être étouffée indéfiniment.

Évidemment, le ministère de l'Éducation nationale n'a fait aucun commentaire, pas la moindre réaction... french.rib.ir 02.09

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et déstabilisation

- Opération militaire américaine contre les Chabaab somaliens - Reuters
 - Pakistan : le premier ministre face au chaos politique - LeFigaro.fr
 - Le conflit ukrainien a fait un million de déplacés - Reuters
 - Crise entre Hong Kong et Pékin: Washington pour le suffrage universel dans le territoire - AFP
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Crimes de guerre : les Palestiniens vont saisir la CPI - french.irib.ir

Le procureur de La Haye estime que, malgré son statut de non-membre, la Palestine pourrait déposer un dossier de crimes de guerre contre le régime sioniste.

Vendredi, le procureur de la CPI a affirmé que la Palestine était maintenant admissible au Statut de Rome et pouvait déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël. Le procureur de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda, a écrit une tribune dans l'édition du 29 août, du journal britannique The Guardian en réponse aux accusations selon lesquelles la CPI éviterait l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre dans la bande de Gaza en raison des pressions politiques. En novembre 2012, le statut de la Palestine a été placé à l'ONU au niveau d'Etat observateur non-membre, ce qui lui donne une légitimité à rejoindre le Statut de Rome, a déclaré Bensouda au Guardian. L'adhésion à la CPI accorde à la Palestine le droit de déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël et des personnalités israéliennes.

Au début du mois d'août, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Maliki, a rencontré Fatou Bensouda, procureur de La Haye et il lui a parlé de la possibilité de l'adhésion de la Palestine au Statut de Rome. Cette rencontre s'est effectuée dans l'objectif de rendre le terrain propice à la présence des Palestiniens dans cette instance internationale pour qu'ils puissent porter plainte contre les crimes de guerre du régime sioniste. Une fois finie la guerre dévastatrice de cinquante jours dans la bande de Gaza, les organisations palestiniennes de la défense des droits de l'Homme et l'Autorité autonome palestinienne ont entamé les procédures pour déferer le dossier de Gaza à la CPI afin de traduire en justice les dirigeants criminels du régime sioniste. A présent, une centaine de chercheurs et d'observateurs se sont attelés à examiner les crimes du régime sioniste dans la bande de Gaza.

L'ONU a fait part de l'envoi imminent d'une mission d'enquête internationale sur place afin d'y mener des recherches sur la violation des droits de l'Homme et des lois internationales au cours de la guerre de Gaza. Les résultats de cette enquête seront présentés en mars 2015 au Conseil de l'ONU aux droits de l'Homme. Il paraît que la communauté internationale fait preuve d'une volonté ferme pour traduire en justice les dirigeants du régime sioniste pour avoir commis des crimes de guerre.

Le régime sioniste a ouvertement violé les lois des droits de l'Homme dès le début de la guerre à Gaza et il a pris pour cible de ses attaques les écoles, les hôpitaux, les cliniques, les mosquées, les maisons et les écoles de l'ONU par armes et bombes prohibées. Plus de 2.000 Palestiniens pour la plupart des femmes et des enfants sont tombés en martyre, plus de 10.000 personnes ont été blessées, et des centaines de maisons rasées. Conformément à la Convention de Genève et à l'article n°8 de la charte de la CPI, toute agression contre la vie et les avoirs des Palestiniens, dont la terre ancestrale est occupée depuis 66 ans par le régime sioniste, constitue un crime de guerre. french.irib.ir 02.09

2- Yémen

- Yémen : le président Hadi démet le gouvernement - french.irib.ir

Citant les agences de presse, la télévision « Al-Arabiya » souligne que le président yéménite, Abd rabo Mansour Hadi, a démis son gouvernement.

Cette annonce intervient alors que Hadi a dépêché, ce mardi, un émissaire à Saada pour négocier une sortie de crise avec le chef des Houthis qui accentue ses pressions sur Sanaa. Les Houthis ont en effet organisé des manifestations géantes dans la capitale pour réclamer la démission du gouvernement, après avoir occupé militairement les environs de Sanaa. french.irib.ir 02.09

SOCIAL

1- Espagne

- Espagne: le chômage repart à la hausse en août - AFP

Le chômage a légèrement augmenté au mois d'août en Espagne, pour la première fois depuis février, ce qui porte à presque 4,43 millions le nombre de demandeurs d'emplois, selon les chiffres publiés mardi par le ministère de l'Emploi.

L'Institut national de la statistique (INE), qui comptabilise celles recherchant activement un emploi, dont les données font référence, en dénombrait 5,5 millions à fin juin. Le taux de chômage est ainsi repassé au deuxième trimestre sous la barre symbolique des 25%, à 24,7%. AFP 02.09

2- Somalie

- Somalie: un million de personnes menacées par la famine - french.irib.ir

Plus d'un million de personnes survivent dans des conditions proches de la famine en Somalie, ont estimé mardi des experts de l'ONU qui s'attendent à ce que la sécheresse et la faim empiètent dans le pays.

Cette évaluation effectuée par l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) de l'ONU et le Réseau d'alerte précoce de la famine (Fews Net), financé par l'Agence américaine de développement (USAID), intervient trois ans après une terrible famine qui avait tué quelque 260. 000 personnes, dont une majorité d'enfants en Somalie. La FSNAU et Fews Net ont estimé mardi dans un rapport que 1. 025. 000 personnes en Somalie sont classées en niveau "crise" ou "urgence" alimentaires, dernier stade avant celui de "famine" sur son échelle de classification de la faim. Ce nombre a grimpé de 20% en six mois. *"L'amélioration et les progrès enregistrés depuis la fin de la famine en 2012 sont en train d'être perdus; de faibles pluies, le conflit, des perturbations dans le commerce et la baisse des l'aide humanitaire ont fait empirer la situation alimentaire"*, écrivent les deux organismes. *"La malnutrition sévère a augmenté dans de nombreuses parties du pays, particulièrement parmi les enfants"*, dont plus de 218. 000 - soit un enfant de moins de cinq ans sur sept - sont gravement mal-nourris, et *"il est probable que la situation continue de se détériorer"*, poursuivent la FSNAU et Fews Net.

Les faibles pluies cette année ont eu un impact négatif sur les récoltes et sur le rendement du bétail, provoquant notamment des pénuries de lait dans certaines régions. En outre, si les forces somaliennes, appuyées par la Force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) continuent de reprendre des localités aux shebab, les grands axes routiers qui les relient restent sous le contrôle ou la menace des islamistes, perturbant les échanges commerciaux et faisant encore grimper les prix des denrées.

La Somalie est privée de réelle autorité centrale depuis la chute du régime autoritaire du président Siad Barre en 1991 qui a plongé dans le chaos le pays, livré aux milices de chefs de guerre, groupes armés islamistes et gangs criminels. L'actuel gouvernement somalien, présenté par la communauté internationale comme le meilleur espoir de paix et de retour à un Etat depuis deux décennies, peine à asseoir son pouvoir au-delà de Mogadiscio et sa périphérie malgré les défaites militaires des shebab, qui laissent dans de nombreuses régions la place à des chefs de guerre tentant d'imposer leur propre autorité. french.irib.ir 02.09

C'est l'autre face hideuse de leur guerre à tous les peuples, dans l'indifférence générale, il en faut du temps pour que la bonne conscience du petit bourgeois atteigne le niveau de son estomac bien repu...

[Haut de page](#) 

Le 4 septembre 2014

CAUSERIE

(28 articles ont été ajoutés.)

Dans cinq minutes je commencerai à formater les adresses des nouveaux articles qui seront disponibles dans une heure environ, il est 15h en Inde, 10h30 en France. La causerie d'août est formatée en pdf, 169 pages.

"Sans-dents", c'est plus qu'il n'en faut pour saigner à mort notre ennemi !

Attention, aujourd'hui causerie à haut risque.

Ames sensibles s'abstenir, asseyez-vous de préférence pour la lire tranquillement, à jeun ce sera mieux, car il va falloir avoir le cœur bien accroché pour se taper la causerie du jour, nausée garantie à tous les étages, heureusement qu'on évoque le socialisme, sinon vous en sortiriez complètement brisé tellement le tableau est triste et sombre, le monde est à vomir, leur monde.

C'est fou tous ces gens qui la main sur le coeur ou plein de "bon sens" (Macron) aiment les pauvres (Hollande)... et qui en réalité les détestent (Hollande) au nom de la "raison (Placé) !

Nouvelles d'Inde

- Une Indienne épouse un chien errant - L'Express.fr

Afin de faire fuir le mal qui la possédait, une jeune femme de 18 ans a dû épouser un chien lors d'une cérémonie rituelle, en Inde. L'Express.fr 02.09

Quand je vous dis qu'on ne vit pas tout à fait dans le même monde...

- Al-Qaïda annonce la création d'une nouvelle branche en Inde - Francetv info

Le successeur de Ben Laden, Ayman Al-Zawahiri, l'a annoncé dans une vidéo diffusée mercredi. Francetv info 02.09

Bon, sans être parano, je m'abstiendrai de vous filer ma nouvelle adresse !

Face au vieux monde "déshumanisé", le socialisme incarne l'idéal humaniste le plus élevé.

Le socialisme ou le communisme se caractérise par le passage du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne au règne de la liberté, où aura cessé l'administration des personnes au profit de l'administration des choses, où chacun participera à la collectivité humaine en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins ou aspirations à l'échelle de l'humanité toute entière, argent, classes et Etats ayant disparu au profit de la communauté universelle des hommes et des femmes oeuvrant librement à l'épanouissement et au bien-être de chacun, à la paix entre tous les peuples.

Le socialisme ou le communisme incarne bien l'idéal humaniste le plus élevé auquel l'homme peut prétendre, dans la mesure où il prend en compte les besoins ou aspirations de l'humanité toute entière une fois débarrassée des obstacles qui l'empêchent encore d'atteindre cet objectif. D'où le combat politique que mènent ses partisans pour renverser ou vaincre ses obstacles, abolir en premier lieu le capitalisme et ses institutions politiques, tâche qui nécessite pour être menée à bien que tous ceux qui partagent cet idéal ou qui y adhèrent se regroupent, s'organisent dans un puissant parti ouvrier socialiste révolutionnaire de manière à entraîner, guider ou éclairer l'immense masse des exploités qui représentent la majorité de la population afin de renverser l'ordre établi synonyme d'exploitation et d'oppression, d'inégalités et d'injustices, de pauvreté, de chômage, de précarité, de guerres et mille privations, frustrations, humiliations, souffrances, jusqu'à la victoire totale et définitive sur leur ennemi à l'échelle mondiale.

Ennemi du progrès social, de la démocratie, de la paix, cynique, dont la détermination rime avec la déshumanisation croissante de la société dont seul il porte la responsabilité, entièrement voué au culte de l'argent et au pouvoir discrétionnaire qui va avec, recourant à la guerre idéologique couplée à la guerre psychologique, au déni et à la désinformation, à des armées privées de mercenaires barbares, à des milices fascistes pour appliquer sa politique, maintenir en place l'ordre établi, accroître encore son pouvoir de nuisance ou de destruction tournée contre tout ce qui incarne dans le monde les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles passés pour ramener tous les peuples à l'âge des ténèbres et de la sauvagerie.

Deux faits qui nous sont parvenus ce matin illustrent la nature et les intentions des représentants de ce vieux monde pourri qu'il nous faut renverser.

Commençons par Hollande qui incarne les intérêts de la classe dominante, dont les véritables intentions apparaissent de plus en plus crûment en totale contradiction avec l'image qu'il donnait de lui-même il y a peu. Ainsi l'imposture est percée, saute aux yeux, on ne voudrait pas être à la place de ceux qui le savaient et qui malgré tout ont appelé à voter pour lui, qui ont soutenu le PS pendant de longues décennies, car l'opprobre qui en découle, cette manipulation des esprits ou cette ignominie, affecte, concerne ou se reporte sur la totalité de son parti.

- François Hollande est dépeint sous la plume de Valérie Trierweiler comme un homme froid, cynique, méprisant. AFP 02.09

C'est ce qui caractérise l'ensemble des dirigeants du PS disions-nous fin 2011 et début 2012, plus tard encore nous n'avons cessé de le marteler, ce sont des ordures finies, c'est entendu mais cela ne nous mène pas bien loin de le savoir, il fallait se poser d'autres questions qui surgissaient spontanément, par exemple : Mais alors, le sachant, comment a-t-on pu s'adresser à cette pourriture ? C'est très simple, en les ménageant, en l'occultant, en refusant d'affronter frontalement le PS. Mais alors, n'était-ce s'en faire le complice ? Assurément. Comment cela a-t-il pu être possible ? Parce qu'aucun parti ouvrier ne s'est résolu à rompre ses rapports avec le PS et les appareils des syndicats liés à ce parti ou au régime dont le PS est un des piliers. Pourquoi d'après vous avons-nous osé à un moment donné évoquer ouvertement l'existence d'un complot contre la classe ouvrière, si nous ne disposions pas d'éléments déterminants pour étayer cette affirmation ?

Que disait Hollande il y a quelques années ?

- Hollande en 2006, sur le plateau de «*Mots Croisés*»: «*Oui, je n'aime pas les riches, j'en conviens*».
- Hollande dans son discours du Bourget en 2012: «*J'aime les gens quand d'autres sont fascinés par l'argent*».

Et aujourd'hui on apprend qu'en privé il ne se gênait pas pour affirmer le contraire.

- Livre de Valérie Trierweiler: François Hollande, le président «qui n'aime pas les pauvres» - 20minutes.fr

AFP - "Il s'est présenté comme l'homme qui n'aime pas les riches. En réalité, le président n'aime pas les pauvres. Lui, l'homme de gauche, dit en privé : "les sans-dents" très fier de son trait d'humour", assène l'ex-première dame dont le quotidien rappelle qu'elle était la fille d'un invalide et d'une caissière de patinoire qui ont eu cinq enfants et qu'elle a grandi dans une ZUP près d'Angers.

François Hollande, raconte-t-elle, en plaisantait gentiment avec elle, l'affublant du surnom de "Cosette", jusqu'à la "gifle" d'une remarque au cours d'un repas de Noël dans sa famille angevine: "Elle n'est quand même pas jojo la famille Massonneau", son nom de jeune-fille. AFP 03.09

En complément, ils confirment qu'ils aiment les riches, les actionnaires, les spéculateurs...

- Logement : Valls a cédé au lobby des spéculateurs, dénoncent des associations - LePoint.fr
- Pellerin ouvre la porte au retour de la publicité le soir sur France Télévisions - LeMonde.fr

Situation sociale et politique explosive. La tension monte dans tout le pays.

- La revanche de Valérie Trierweiler, nouveau coup de tabac sur l'Elysée - AFP
- Rebsamen annule un déplacement dans une agence Pôle emploi - Liberation.fr
- «*Non aux rythmes scolaires*» : parents et élus mobilisés dans l'Essonne - LeFigaro.fr
- Les régions veulent dissocier élections régionales et départementales - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

[Toujours plus haut !](#)

- Le CAC 40 se hisse à plus de 4400 points, Londres au plus haut depuis 15 ans - LeFigaro.fr
- Le prix du gaz devrait grimper de 3,9% en octobre - AFP

[Et leur exploitation à rapporter combien ?](#)

- En 2013, l'absentéisme des salariés a coûté 8,8 milliards d'euros aux entreprises - Atlantico.fr

[La France et l'UE sont totalement alignés sur les Etats-Unis. Deux exemples qui l'illustrent parfaitement.](#)

1- USA - Russie.

- Suspension du contrat Mistral : une «*sage décision*» pour les Etats-Unis - Libération.fr
- Deux cents parachutistes américains en Ukraine Libération.fr - Liberation.fr

- L'UE débat de nouvelles sanctions contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- USA - Etat islamique.

- Barack Obama promet de détruire l'Etat islamique - Reuters

- La France n'exclut pas une réponse "*militaire*" contre l'Etat islamique - Le Nouvel Observateur

- L'Italie va livrer des armes aux Kurdes d'Irak - Reuters

- État islamique: Pourquoi la Grande-Bretagne «*n'a pas d'autre choix que d'intervenir*» - 20minutes.fr

Au pays des ultra riches.

- 15% des foyers américains sont en insécurité alimentaire - Liberation.fr

Le taux d'insécurité alimentaire est «*significativement plus élevé*» dans les familles mono-parentales et dans les foyers afro-américains ou hispaniques.

Près de 15% des foyers américains ont été en situation d'«*insécurité alimentaire*» en 2013 par manque de ressources financières, selon un rapport gouvernemental publié mercredi. «*14,3% des foyers américains (soit 17,5 millions de foyers) (...) ont eu des difficultés à un certain moment de l'année à fournir assez de nourriture à l'ensemble de leurs membres en raison d'un manque de ressources*», a indiqué le ministère de l'Agriculture américain dans un rapport. Libération.fr 02.09

La palme de la désinformation

- Le renseignement américain a-t-il réellement peur d'un nouveau 11-Septembre organisé par l'État islamique? - Slate.fr

Quand on sait que c'est le Pentagone et la CIA qui l'ont organisé avec l'aide du Mossad, et que dorénavant quelque 40% des Américains en sont convaincus, ils vont avoir du mal à orchestrer une opération similaire...

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Chasse gardé.

- Washington veut plus de sanctions du secteur russe de l'énergie - Reuters

Les Etats-Unis envisagent de restreindre leurs exportations de haute technologie vers le secteur des hydrocarbures russes dans la région de l'Arctique, dans le cadre de leur projet de durcissement des sanctions contre Moscou en raison de son rôle dans le conflit ukrainien, a déclaré mercredi l'ambassadeur de Washington auprès de l'Union européenne, Anthony Gardner. Reuters 03.09

Rappel d'un titre d'hier :

- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - AFP

ExxonMobil, c'est Rockefeller, l'un des plus puissants sinon le plus puissant et riche oligarque de la planète, inutile de dire que le gouvernement américain n'oserait pas s'y opposer et qu'il en est plutôt la marionnette.

Partant de ce constat, il est facile de comprendre que l'associé russe de l'oligarque américain disposera au besoin des moyens technologiques de son associé américain, et qu'en dernière recours s'il ne pouvait pas faire autrement il importerait sous son propre nom la haute technologie dont ils auraient besoin pour mener à bien leurs travaux, quitte plus tard à s'exposer à une plainte et des sanctions qu'il réglerait à l'amiable avec la justice américaine payant rubis sur l'ongle a minima comme le font régulièrement les banquiers pour clore une affaire, tandis que leur opération leur aura rapporté cent fois plus en dizaines de milliards de dollars.

En revanche, on peut estimer que ce message visait davantage les compagnies européennes de par le lieu où il a été formulé, à Bruxelles, qui sont priés d'aller voir ailleurs ou de ne pas lorgner sur les gigantesques profits à venir qui proviendront de

l'exploitation des hydrocarbures russes de l'Arctique qui sont réservés... aux Américains, qui de leur côté sont libres de s'associer avec les Russes.

Désinformation. Conditionnement des masses. Déconstruction d'une intox.

1- Le fait est établi, indiscutable, le contenu de cette vidéo est authentique. C'est la version retenue par Washington.

- L'Etat islamique revendique dans une vidéo la décapitation d'un deuxième otage américain - 20minutes.fr

2- Un doute surgit quand de grands médias dont le Times révèlent que cette vidéo aurait fait l'objet d'un montage.

- Décapitation présumée d'un second otage américain: Paris dénonce «*un crime abominable*» - 20minutes.fr

3- Peu importe, les dirigeants du vieux monde ont décidé de s'en tenir à la première version.

- Washington et Londres jugent « *écœurante* » la vidéo de l'exécution de Steven Sotloff - LeMonde.fr

4- Washington décrète que cette vidéo était authentique et les agences de presse répercute cette "information" de la Maison Blanche.

- Irak: la vidéo de la décapitation de Steven Sotloff est authentique - AFP

En conclusion on pourrait penser que la boucle est bouclée, pas vraiment, car il faut lire attentivement ce qu'on nous dit. Selon Le Nouvel Observateur ou l'AFP où ils ont été pécher l'info, "les services américains (...) ont authentifié la vidéo", son origine, ses auteurs, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait en arriver à la conclusion que son contenu était fidèle aux faits qu'elle était censée présenter, que l'hypothèse d'un montage devait être définitivement écartée.

Qui croire, la Maison Blanche ou le Times qui écrivait « *Les résultats des examens effectués sur la vidéo de la décapitation du journaliste américain par un membre de l'EIL montrent que cette vidéo serait fausse et artificielle et que James Foley avait été tué après le tournage du film* ». french.rib.ir 25.08 (causerie du 26 août)

Mieux encore, à en croire la Maison Blanche Steven Sotloff aurait été décapité le 19 août ou les jours suivants, sa décapitation aurait suivi celle de James Foley. Or selon Buthaina Shaaban, conseillère du Président syrien, Bahar al-Assad, « *Au début, James Foley fut arrêté par l'armée libre syrienne. Puis, il fut vendu aux miliciens de l'EIL. Vous pouvez vérifier cela avec l'ONU. James Foley a été assassiné, il y a un an et les images de cet assassinat sont diffusées, maintenant. Nous avons des informations concordantes. L'ONU aussi dispose également des informations dans ce domaine* », a rapporté Daily Mail. french.rib.ir 26.08 (causerie du 27 août)

Ce qui signifie que l'ONU est complice de cette falsification des faits réalisée par les Américains, qui sortent cette vidéo au moment même où ils sont en train de former une coalition militaire pour aller combattre EI en Syrie, en réalité pour tenter de faire chuter Bahar al-Assad, cette vidéo servant uniquement à justifier cette intervention militaire auprès de la population américaine, européenne et mondiale.

L'opération consistant à faire en sorte que la véracité des faits soit occultée au profit de l'émotion que doit soulever dans la population des images d'actes barbares qu'elle ne peut que condamner, rejoignant ainsi Obama, Hollande, Cameron qui les trouvent "répugnantes".

En conclusion, seule la manipulation des faits par "les services américains" est "authentique" pour conditionner les masses et les faire adhérer à leur guerre.

"L'ambassadeur des pauvres" ou la voix des multinationales qui affament, pillent, détruisent l'Afrique.

- Corruption: les pays pauvres perdent 38 à 64 milliards de dollars par an - AFP

L'organisation britannique, fondée par le chanteur Bono, ONE, estime qu'au total ces pratiques frauduleuses dans les pays en développement représentent un volume annuel de 1.000 milliards de dollars ou 750 milliards d'euros, ce que ONE qualifie de "casse du siècle".

L'association, s'adressant aux ministres des Finances du G20 qui se réuniront les 20 et 21 septembre en Australie, formule quatre revendications.

ONE veut demander aux entreprises exploitant des ressources naturelles dans des pays en développement de publier "les informations sur les paiements qu'elles effectuent aux gouvernements, pays par pays et projet par projet, pour tous les pays dans lesquels elles ont des filiales".

Elle milite pour un meilleur accès des citoyens aux données concernant l'utilisation des ressources publiques ("données ouvertes" ou "open data"). AFP 02.09

Bono est une saloperie de réac qui a conscience de l'être pour s'afficher avec Bill Gates, Bill Clinton et Tony Blair lors du Forum économique mondial de Davos en 2013.

Le conseil d'administration de son ONG compte parmi ces membres de grandes fortunes et des personnalités reconnues pour leur engagement en faveur des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, par exemple Condoleezza Rice, cela ne s'invente pas.

Elu personnalité de l'année 2005 par le magazine américain *Time*, pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda.

Par chance ou par hasard qui fait bien les choses parfois, je n'ai jamais acheté de disques de U2 et je n'ai téléchargé aucune vidéo de ce groupe. On préfèrera Roger Waters de Pink Floyd qui soutient sans relâche la cause palestinienne. Je sais que bien d'autres groupes de rock ne valent pas mieux que Bono, hélas ! Il en va de même de la part de nombreux artistes dans tous les domaines. On peut apprécier leur art sans être obligé de les fréquenter de près ou de loin.

Revenons à cet article de l'AFP.

Que dénonce-t-il ? La corruption en Afrique. Obama vient de tenir le même discours lors du sommet qui avait réuni 40 chefs d'Etat africains à Washington.

A qui s'adresse-t-il ? A ceux qui sont responsables du sous-développement, des famines, des génocides et des guerres en Afrique.

Qui vise-t-il ? Les gouvernements et les services publics en Afrique, tout comme le font le FMI et la Banque mondiale qui n'ont eu de cesse de les renverser ou de les démembrer.

Au lieu d'écrire un article sur cette ONG parce que je n'en ai pas le temps, on reproduit quelques articles relatant la proximité entre Bono et les multinationales, leur combat commun et les intérêts qu'ils partagent sur le dos des Africains.

2012 - Irlande : Bono de U2 vole la voix des Africains pour s'enrichir - afrique.kongotimes.info

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, dorénavant aussi connu pour son militantisme international que pour ses succès musicaux, est accusé par le journaliste et activiste environnemental George Monbiot de «voler la voix des Africains» en prétendant leur venir en aide. Dans une tribune du Guardian, signée le 17 juin, journal dans lequel écrit chaque semaine M. Monbiot, le reporter soutient que Paul Hewson, alias Bono, joue en fait le jeu des multinationales de l'agroalimentaire par l'entremise de programmes alimentaires dont il fait la promotion, programmes qui favorisent ultimement «le pillage» des terres africaines par les entreprises occidentales, selon l'auteur. Ainsi, la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée en 2012 aux États-Unis et vantée par Bono lors d'un discours devant le G8 la même année, se voulait en fait une promesse d'aide de la Grande-Bretagne et d'autres pays du G8 contre des accords permettant aux Monsanto, Nestlé et autres Unilever de ce monde de «breveter leurs graines», monopoliser le marché alimentaire africain et s'accaparer les terres du continent noir.

Le sommet du G8 au Royaume-Uni n'a pas forcément été une bonne chose pour l'Afrique. Surtout quand des étoiles de la chanson s'y mêlent comme le chanteur guitariste irlandais Bono ou l'auteur compositeur Bob Geldof, lit-on dans les colonnes des pages commentaires du Guardian.

L'auteur leur reproche de favoriser le pillage institutionnalisé de l'Afrique, notamment par le biais de programmes humanitaires comme la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancé aux Etats-Unis en 2012.

D'après le Guardian, ce programme pousse les pays africains à conclure des accords qui permettent aux entreprises étrangères de saisir leurs terres, breveter leurs graines et monopoliser le marché alimentaire. Six gouvernements africains auraient conclu ce type d'accords avec des sociétés comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever, en échange de promesses d'aides par le Royaume-Uni et d'autres pays du G8.

Bono a soutenu ouvertement ce programme lors d'un discours prononcé en 2012 avant l'ouverture du G8.

L'écrivain américain Harry Browne a, lui aussi, des mots très durs pour qualifier Bono. Selon lui le chanteur de U2 est devenu «*le visage bienveillant de la technocratie globale*». Bono, autoproclamé sauveur de l'Afrique, «*a assumé le rôle de porte-parole du continent*». Il a ensuite utilisé ce rôle pour fournir une «*couverture humanitaire*» aux dirigeants occidentaux, poursuit Harry Browne.

La campagne ONE prétend travailler pour enrayer l'extrême pauvreté or son conseil d'administration n'est composé que de grandes fortunes ou de figures politiques, comme Condoleezza Rice, s'insurge l'auteur. afrique.kongotimes.info 27.06.2013

2013- Le chanteur Bono, promoteur des multinationales de l'agrobusiness ? - swissaid.ch

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, autoproclamé «voix de l'Afrique» dans les enceintes internationales, roule-t-il désormais pour les multinationales de l'agroalimentaire? C'est ce qu'on serait tenté de penser en lisant l'article choc intitulé «*Bono, la fausse voix de l'Afrique*», paru récemment dans les colonnes du quotidien britannique The Guardian par le journaliste anglais George Monbiot.

L'éditorialiste dénonce en effet le fait que Bono, loin de son image d'humanitaire désintéressé, mobilisant la communauté internationale en faveur de l'Afrique, fait la promotion de la «*Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition*», lancée par le G8 aux Etats-Unis en 2012, et à nouveau promue avec vigueur par ce même G8, réuni les 17 et 18 juin 2013 dans un hôtel 5 étoiles en Irlande du Nord.

Mais quel est le problème, me direz-vous ? N'est-ce pas positif que des artistes engagés se mobilisent pour lutter contre la faim dans le monde ? Hé bien non, car cette «*Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire*» encourage de fait les Etats à signer des accords qui, au bout du compte, permettent à l'agrobusiness international de faire main basse sur les terres africaines, d'en chasser les familles de paysans qui y vivent, de breveter leurs semences et de s'octroyer de véritables monopoles sur leurs marchés alimentaires.

«*Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aide de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8*», précise George Monbiot dans son article. Il constate d'ailleurs que de nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette «*nouvelle alliance*», laquelle est défendue et promue par la campagne ONE, dont Bono est la cofondatrice.

Si l'on songe que la campagne ONE est financée en grande partie par la fondation Bill et Melinda Gates, qui travaille en étroite collaboration avec Monsanto pour promouvoir les biotechnologies, on est du coup moins surpris. Et lorsqu'on sait que la fondation Gates soutient également l'AGRA, l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, qui ouvre toutes grandes les portes du continent à l'agrobusiness et aux OGM, on se dit que la boucle est bouclée.

On voit d'ailleurs régulièrement le chanteur Bono parler au nom des «pauvres» en Afrique lors du G8, au Forum économique mondial de Davos, aux côtés de Barack Obama, Bill Gates, Koffi Annan, Nicolas Sarkozy, etc. A tel point que désormais, dans de nombreuses rencontres internationales, on n'invite plus de représentants de l'Afrique, puisque Bono, lunettes fumées vissées sur le nez, parle en son nom... Pour l'éditorialiste du Guardian, Bono est en fait «*un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de couverture humanitaire aux responsables occidentaux*».

Reste qu'on pourrait être tenté de se dire que Bono essaie au moins de faire bouger les choses et de secouer les consciences. Certes. Mais lorsque celui-ci commence à «rouler» ouvertement pour une initiative qui va générer une nouvelle vague d'accaparements des terres en Afrique, il perd du coup toute légitimité pour se muer en un sacré imposteur. swissaid.ch (date ?)

2013 - Reconnu par les siens.

- Le chanteur Bono a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres - chartsinfrance.net

Hier, le leader charismatique de U2 a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, une des plus hautes distinctions culturelles françaises, par la ministre de la Culture Aurélie Filippetti, entourée de Jack Lang et du chanteur Cali.

En 2003 le président Jacques Chirac avait nommé le chanteur Chevalier de la Légion d'Honneur, mais aussi quatre ans plus tard de l'autre côté de la Manche, avec l'obtention de l'Ordre de l'Empire britannique des mains de la Reine d'Angleterre. chartsinfrance.net 17.07.2013

2013 - Bono, la fausse voix de l'Afrique - courrierinternational.com

Lors du dernier sommet du G8, le chanteur de U2 s'est encore une fois autoproclamé "ambassadeur des pauvres". Mais dans son univers de milliardaires et de décideurs économiques, les pauvres ne sont plus invités à s'exprimer.

En 2005 déjà, il n'avait pas été très glorieux. Cette année-là, lors du sommet du G8 en Ecosse, Bono et Bob Geldof avaient tressé des lauriers à Tony Blair et George W. Bush, tout auréolés de leur boucherie irakienne. Geldof s'était assis sur les genoux du Premier ministre britannique, au sens propre comme au figuré, et des militants africains les avaient alors accusés de confondre leur campagne pour la justice mondiale avec un vaste mouvement de charité.

Cette fois, c'est pire. Alors que le Royaume-Uni a accueilli un nouveau sommet du G8, la campagne menée par Bono – et avec laquelle Geldof travaille étroitement – semble aujourd'hui absoudre l'action des pays du G8 en Afrique.

L'idée d'une "Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition" a été lancée en 2012 aux Etats-Unis, alors hôte du G8. Cette alliance pousse les pays africains à signer des accords permettant à des sociétés étrangères de faire main basse sur leurs terres, de breveter leurs semences et de verrouiller des monopoles sur leurs marchés alimentaires. Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aides de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8.

De nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette "nouvelle alliance", mais la campagne ONE – dont Bono est cofondateur – prend sa défense. Les responsables de ONE ont d'ailleurs publié un article la semaine dernière. Un article remarquable : il laisse complètement de côté l'intérêt des responsables africains et de leurs peuples, il exagère le rôle de petites entreprises africaines, mais surtout il ne mentionne à aucun moment l'injustice au cœur de la "nouvelle alliance", à savoir la nouvelle vague d'accaparement des terres qu'elle soutient. Cela a naturellement piqué ma curiosité.

Conflits d'intérêt

J'ai d'abord découvert que Bono avait déjà fait l'éloge de la "nouvelle alliance" juste avant l'ouverture du sommet du G8 de l'année dernière aux Etats-Unis. J'ai ensuite appris que la campagne ONE était essentiellement financée par la fondation de Bill et Melinda Gates, dont deux responsables exécutifs figurent parmi les membres du conseil d'administration. Cette fondation travaille avec le géant de l'agroalimentaire Cargill et le spécialiste des biotechnologies Monsanto (dont elle détient une part importante du capital).

Répondant aux accusations d'accaparement des terres en Afrique, Bill Gates a répondu que "bon nombre de ces accords étaient bénéfiques et qu'il serait dommage d'en bloquer certains à cause de l'approche particulière des sociétés occidentales" (vous remarquerez qu'une fois encore il n'est pas question des Africains).

Enfin, j'ai découvert que tout cela durait depuis bien longtemps. Dans la biographie brillante et caustique de Bono qui vient de paraître au Royaume-Uni (The Frontman : Bono, in the Name of Power), Harry Browne affirme que "depuis près de trente ans, Bono, en tant que personnalité publique, amplifie le discours des élites, défend des solutions inefficaces, fait la leçon aux pauvres et lèche les bottes des riches et des puissants". Son raisonnement est "un mélange habile de colonialisme commercial et missionnaire, dans lequel les pays pauvres ne sont qu'un défi que doivent relever les riches".

Browne accuse Bono d'être devenu "le visage compatissant de la technocratie mondiale", un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de "couverture humanitaire" aux responsables occidentaux. En présentant les pays occidentaux comme les sauveurs de l'Afrique sans parler des dégâts causés par le G8, il a affaibli les mouvements pour la justice et la transparence tout en apportant une légitimité au projet néolibéral.

Bono dit représenter "les plus pauvres et les plus vulnérables" mais après avoir discuté avec de nombreux militants des pays riches et pauvres depuis la publication de l'article de ONE, j'ai été frappé de voir que tous dénonçaient le même problème : Bono et ses pairs s'expriment au nom des Africains et occupent précisément leur espace politique. Puisque Bono est considéré comme le porte-parole des pauvres dans le monde, les pauvres ne sont pas invités à parler. Tout cela fonctionne à merveille. Sauf pour eux.

Un club de multimillionnaires.

La campagne ONE ressemble à mes yeux au genre d'organisation tout droit sortie de l'imagination d'un John le Carré ou d'un Robert Harris. courrierinternational.com 21.06.2013

Sacrément dégueulasse le Bono !

[Haut de page](#) 

Le 5 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire et des affaires personnelles à régler.

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs.

- Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP
- Transfert de dette: les fonds "vautours" mettent en garde l'Argentine - AFP

Côté jardin...

- La BCE abaisse son taux directeur à 0,05% et met en place un plan de rachats d'actifs privés - Atlantico.fr
- Christine Lagarde félicite la BCE pour ses nouvelles mesures - LePoint.fr
- Les Bourses européennes terminent en nette hausse - Reuters
- Les banques en tête des hausses après la baisse des taux de la BCE - LeFigaro.fr

... côté cour.

- Hausse du chômage à 10,2%, stable en métropole à 9,7% - Reuters
 - La revalorisation des petites retraites risque d'être retardée - Francetv info
 - La justice européenne annule des aides d'Etat à la SNCM - Liberation.fr
 - Gel des salaires des fonctionnaires en Italie maintenu en 2015 - Reuters
 - Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP
-

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande gouvernementale. Conditionnement des masses à coups de sondages truqués.

- Pour 63% des Français, le gouvernement n'en fait pas assez pour les entreprises - AFP

Selon un sondage de l'Institut CSA pour Radio Classique, l'institut Montaigne et les Echos rendu public jeudi. AFP 04.09

Les personnes interrogées qui craignent le chômage ou sont déjà au chômage auront interprété cette question de la manière suivante : Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et plus la menace du chômage s'éloignera ou plus j'aurai de chance de retrouver un travail. Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et mieux l'économie du pays s'en portera, plus mon salaire et mon niveau de vie augmentera.

Cela témoigne une absence totale de conscience politique et une incompréhension totale de la situation. Cela ne vous surprendra pas, n'est-ce pas ?

- Chômage : 72 % des Français favorables à un renforcement des contrôles - LePoint.fr

Selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay rendu public jeudi.

Traduisez : le gouvernement n'en fait pas assez pour les riches et les patrons, et il en fait trop pour les pauvres, les travailleurs et les chômeurs. Normal, il est de gauche !

Quand on tient compte des donneurs d'ordre de ces sondages et qui les a organisés, on n'est pas surpris que les résultats obtenus soient conformes à leurs attentes.

[L'heure du dénouement approche. Le noeud coulant se resserre autour du cou du régime et des institutions.](#)

- François Hollande devient le président le plus impopulaire - LeMonde.fr
- Sondage : la descente aux enfers de Hollande et Valls - LeFigaro.fr
- Hollande au plus bas à 13% de confiance, Valls chute de 14 points - AFP

Seul 1% des Français interrogés font "*tout à fait confiance*" au président de la République "*pour résoudre les problèmes qui se posent à la France actuellement*". AFP 04.09

Le 1% des nantis, des très fortunés, du CAC 40 qu'il représente.

- La rentrée cauchemardesque de François Hollande - LeParisien.fr
- Réforme territoriale : le chemin de croix du gouvernement - Public Sénat

"Il ne peut pas tenir trois ans comme ça..." ou "le coup de grâce."

- "Atterré", "catastrophé"... François Hollande sous le choc après la sortie du livre de Valérie Trierweiler - francetvinfo.fr

François Hollande se serait procuré un exemplaire de Paris Match dès mardi après-midi. Et la lecture des morceaux choisis de Merci pour ce moment a été douloureuse. "Je suis catastrophé", a-t-il écrit par SMS à une amie du couple, rapporte le Parisien jeudi 4 septembre. La veille, un membre de son entourage le décrivait comme "atterré" par la nouvelle.

Une morosité contagieuse : ses collaborateurs estiment que le livre est "*dévastateur*" pour l'image du chef de l'Etat. "*Il est condamné. C'est une forme d'oraison funèbre. Elle [Valérie Trierweiler] est inarrêtable, elle a encore tous leurs textos. Il ne peut pas tenir trois ans comme ça...*", souffle un responsable du Parti socialiste, cité par le Parisien. francetvinfo.fr 04.09

Au chevet du régime. Hollande a le soutien des médias aux ordres, des intellectuels acquis au régime et des partis traditionnels de la droite.

- Valérie Trierweiler: Les éditorialistes consternés par son livre - 20minutes.fr
- La presse française étrille l'ouvrage de Valérie Trierweiler - LeMonde.fr
- Livre de Trierweiler: «*Vulgarité insoutenable*», «*une prise en otage médiatique*»... La classe politique est outrée - 20minutes.fr

[Erreurs de casting lors d'un remaniement effectué à la hâte. Recentrage à droite du gouvernement.](#)

- Neuf jours après Valls II, un ministre démissionne pour s'être soustrait au fisc - AFP

Neuf jours après la constitution du gouvernement Valls II, le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Thomas Thévenoud, a dû démissionner pour s'être soustrait au fisc.

En termes de durée, Thomas Thévenoud est le membre du gouvernement le plus éphémère de la Ve République. à égalité avec Léon Schwartzberg, ministre de la Santé du gouvernement Rocard, poussé à la démission.

Comment justifier l'absence, pendant plusieurs années, de déclarations fiscales ?

En juillet 2013, alors qu'il était l'un des membres de la commission d'enquête Cahuzac, il ciblait directement l'ancien ministre délégué au Budget: "Après la dissimulation, après le mensonge, il s'est abrité derrière de prétendus trous de mémoire pour ne pas s'exposer au délit de parjure".

"Faites repentance fiscale parce que le compte à rebours va s'enclencher", avait-il aussi lancé en octobre 2013 avant l'entrée en vigueur d'une loi renforçant la lutte contre la fraude fiscale. AFP 04.09

L'essentiel est ailleurs car un simple retard suivi d'une régularisation et démission il n'y avait pas.

En fait il a été trahi par un de ses proches, Matthias Fekl, nommé par Valls à son poste, que pas plus tard que mardi il voyait pour lui succéder au poste de porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale.

Matthias Fekl, affariste, pourri d'ambition personnelle, il est un pure produit de l'aristocratie du régime pour être à 37 ans diplômé de Normale Sup, Sciences Po et l'ENA, député PS du Lot-et-Garonne, bastion des jospinistes proche de Hollande et Valls, tandis que Thomas Thévenoud est décrié comme "*un offensif membre de la jeune garde socialiste, proche d'Arnaud Montebourg*" qui a été débarqué précipitamment du gouvernement, et élu comme lui de Saône-et-Loire, qui a appris à ses dépens à l'hiver 2013 qu'il était vain de vouloir s'attaquer aux multinationales du tabac pour leur imposer une taxe exceptionnelle, sa proposition a finalement été rejetée.

Dès lors on comprend après coup que n'étant pas excatement sur la ligne de Hollande entièrement soumis au lobby des multinationales, qu'une fois Valls ayant déclaré son amour pour l'entreprise toute velléité de ce genre serait condamnée et sanctionnée, ce qui est fait depuis hier. Il faut donc en déduire que la nomination de Thomas Thévenoud au poste secrétaire d'Etat au Commerce extérieur avait été prise précipitamment sans tenir compte de sa proximité avec Montebourg et ses antécédents fâcheux, et qu'elle avait été une erreur de casting de Hollande et Valls qu'ils viennent d'rectifier. Je n'ai lu cette analyse dans aucun article de presse ce matin, normal. (Source : AFP et francetvinfo.fr 04.09)

OTAN en emporte la guerre ou le maître et ses vassaux.

- L'armée ukrainienne anéantie par les pro-russes dans presque tout le Donbass - Francetv info
- Forces russes "*sans précédent*" à la frontière ukrainienne, selon le Pentagone - AFP
- Les piliers de l'Otan pour de nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters
- L'Otan se porte au secours de l'Ukraine - LeFigaro.fr

Le secrétaire général de l'Alliance a appelé la Russie à «*mettre fin à sa présence illégale*» dans le Donbass.

Présent aux côtés des vingt-huit dirigeants de l'Otan réunis jusqu'à vendredi en sommet à Newport, au pays de Galles, le président ukrainien, Petro Porochenko, a reçu jeudi l'appui qu'il était venu chercher. Le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rassmussen, avec la liberté de ton de celui qui s'apprête à passer la main, a dénoncé jeudi «*la brutale agression de la Russie contre l'Ukraine*» et appelé «*les séparatistes à cesser leurs actions*».

L'Otan qui parlait jusqu'à présent de «*plus d'un millier*» de soldats russes en Ukraine a revu ses estimations à la hausse. Il s'agirait désormais de «*plusieurs milliers d'hommes et de centaines de chars ou de véhicules blindés sur le territoire ukrainien*», selon un officier de l'Otan à Newport.

Des exercices militaires dans l'est de l'Ukraine

Autre signal de soutien, une douzaine de pays, dont les États-Unis, participeront ce mois de septembre à des exercices militaires, à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Cela permettra d'améliorer l'interopérabilité des forces ukrainiennes avec celles de l'Otan, a insisté M. Rassmussen. Celui-ci a toutefois confirmé que l'Alliance ne livrerait pas d'armes létales à l'Ukraine, une initiative qui relève de «*décisions nationales*».

Pour rassurer ses membres dans la région, les Pays baltes et les Polonais notamment, l'Alliance annoncera vendredi un plan d'action destiné à accroître la rapidité de son déploiement militaire, en cas de besoin. Ces pays étaient demandeurs de troupes et de bases permanentes sur leur sol.

Certes soucieux d'afficher la «*fermeté*» et l' «*unité*» de l'Otan, nombre de pays -dont la France- cherchent surtout à éviter l'exacerbation des tensions et poussent à un règlement politique. «*Personne ne veut la guerre pour régler le conflit*», a

résumé M. Rassmussen. Le plan de paix russe annoncé mercredi a été accueilli avec scepticisme à Newport, ne serait-ce que parce qu'il a été opportunément mis sur la table par Vladimir Poutine à la veille du sommet. Avec prudence, ses participants ont néanmoins saisi cette perche.

Tandis que s'ouvrirait le sommet, le chef de la diplomatie russe a donné de la voix pour souffler le chaud et le froid. La Russie, a dit Sergueï Lavrov, est «*prête à prendre des mesures concrètes pour aller vers une désescalade*». Mais le ministre russe a mis en garde contre toute initiative de l'Ukraine pour intégrer l'OTAN - un point ultra-sensible pour Moscou. Vendredi dernier, le premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, avait déclaré que Kiev allait relancer sa procédure d'adhésion à l'Alliance atlantique. A Newport, Petro Porochenko, lui, s'est montré beaucoup plus flou sur cette perspective. Angela Merkel, résumant une position largement majoritaire, l'a considérée comme «*n'étant pas d'actualité*». LeFigaro.fr 04.09

C'est l'OTAN ou l'impérialisme américain qui dicte la politique étrangère des pays de l'UE comme s'il s'agissait d'une de leurs colonies, puisqu'aucun Etat ou chef d'Etat ne s'y oppose. Les pays de l'UE sont ainsi livrés à la politique belliqueuse des Etats-Unis qui les entraînent dans la guerre sur tous les continents.

Leur problème réside dans le fait que l'immense majorité de la population russophone de l'est de l'Ukraine refuse de passer sous le joug du gouvernement néonazi de Kiev. Et lorsque c'est tout un peuple qui se soulève, aucune armée du monde ne peut le vaincre, ils viennent d'en faire l'expérience en Afghanistan ou en Syrie, à Gaza, mais ils ne veulent pas, ils ne peuvent pas l'admettre, aussi ils n'ont pas d'autre alternative que les canons pour tenter de le soumettre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Mobilisation nationale des employés de la restauration rapide aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Une journée de mobilisation nationale a été organisée par les employés de la restauration rapide, jeudi 4 septembre, aux Etats-Unis à l'appel de l'organisation strikefastfood.org. Ils exigent de meilleures conditions salariales.

Ils réclament notamment d'être payés 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes du secteur. Parmi leurs revendications figurent aussi la possibilité de se syndiquer, sans risque de représailles de la part de leur employeur.

Des mobilisations ont eu lieu dans plus de 150 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit, Miami ou encore Denver. Quarante-quatre personnes ont été arrêtées pour des troubles à l'ordre public à New York et à Los Angeles. lemonde.fr 04.08

[Haut de page](#) 

Le 6 septembre 2014

CAUSERIE

Suite de la réflexion des derniers jours sur le capitalisme.

Si on s'en tenait aux lois de fonctionnement du système capitaliste, cela fait déjà des années ou des décennies qu'il aurait dû exploser, or tel n'a pas été le cas, aussi faudrait-il déterminer pourquoi et comment ils ont procédé pour éviter son effondrement. On a déjà évoqué en détail cette question dans de précédentes causeries, ce qui n'interdit pas d'y revenir rapidement.

On nous rétorquera à raison que l'on part du postulat selon lequel ils ont enfreint les règles ou les lois qui régissaient le fonctionnement du système capitaliste, qui constituaient une contrainte, une limite infranchissable, effectivement en s'appuyant sur le gigantesque niveau d'enrichissement et d'endettement de l'impérialisme américain, mais aussi du monde ou plus précisant des oligarques de la finance et de l'industrie ou des services, ensuite la faculté de créer de la monnaie en quantité illimitée à partir de rien pour inonder le marché, spéculer, gangrener ou parasiter l'ensemble de l'économie tous secteurs confondus à l'échelle de la planète, en contradiction avec le niveau des richesses produites, y compris à venir s'étendant sur plusieurs décennies qu'ils

ont hypothéquées ou englouties, spirale infernale devenue incontrôlable et dont la survie de leur pouvoir dépend entièrement au point de devoir l'alimenter en permanence par l'injection de nouveaux capitaux créés artificiellement, dissociant par un jeu d'écriture comptable cette dette faramineuse du reste de l'économie pour que le capitalisme ne s'effondre pas sur lui-même, dette qu'ils utilisent pour faire pression sur tous les acteurs politiques ou les Etats afin d'accroître leur pouvoir, soumettre le mouvement ouvrier, le vieux système capitaliste une fois vampirisé ou pillé n'étant plus synonyme que de dette, alors qu'à côté émerge un nouvel ordre mondial synonyme de profit, d'enrichissement à l'infini, de concentration des capitaux dans des proportions inouïes entre quelques mains, quelques dizaines de millions de riches, très riches et ultra riches qui rapportés à la population mondiale représentent une infime minorité, déconnectés de l'économie productive ou réelle, du système capitalisme dont ils se sont en grande partie émancipés par le biais de la dérégulation financière, FMI et Banque mondiale marchant dans la combine...

Ils ont perverti le système capitaliste en le rendant complètement dépendant du marché ou des banques centrales (Fed, BoE, BCE, BoJ, etc.), en étendant l'hégémonie de la finance à tous les secteurs économiques, tandis que le mouvement ouvrier déjà subordonné au capitalisme allait devenir totalement inapte à le combattre. Tétanisé, neutralisé du fait que la politique de destruction sociale mise en oeuvre par les différents gouvernements nécessitait pour être combattue efficacement de caractériser la nature de la crise du capitalisme qui en était à l'origine, d'indiquer clairement quel était l'ennemi à abattre, autrement dit s'attaquer aux fondements du capitalisme, rompre résolument avec lui et ses représentants, ce à quoi aucun parti ni syndicat n'a pu se résoudre. La combinaison de ces deux facteurs allait faire de la finance les maîtres du monde.

Cela fait maintenant des décennies qu'aucun gouvernement n'a réalisé une réforme progressiste, malgré des milliers de manifestations, des millions de travailleurs dans la rue et de multiples élections qui n'ont servi strictement à rien, sauf à décourager les travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser pour faire valoir leurs droits.

Pour eux, les maîtres du monde, le vieux système capitaliste pourriant présente des avantages et des inconvénients. Ils comptent bien se servir de ses avantages pour renforcer leur pouvoir, et de ses inconvénients pour affaiblir davantage le mouvement ouvrier avec la complicité de ses dirigeants vendus. Ils tirent profits des deux bouts, jackpot pour les uns et sacrifices pour les autres, c'est leur conception de l'équité ou leur morale d'esclavagiste mise à nu.

La lutte des classes est d'autant plus inégale que les règles sont faussées par l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie, parce que les travailleurs sont incapables de faire sauter ce carcan, en dehors de quelques cas isolés, chaque lutte est vouée à l'échec sans perspective politique...

Si le système capitaliste en crise constitue un horizon indépassable pour les travailleurs, ce n'est pas le cas pour les dirigeants de la classe dominante qui ont repoussé ses limites en élaborant une stratégie politique à laquelle ils se tiennent. Leur système économique est en faillit ou à dépasser ce stade depuis belle lurette, mais ils trouvent toujours des milliards et milliards de dollars pour financer leurs guerres.

On admet du bout des lèvres que le système économique est devenu mafieux sans en tirer le moindre enseignement politique, on n'ose pas pousser plus loin l'analyse car elle nous entraînerait dans des contrées inexploitées, on n'a pas à craindre de s'y perdre, c'est déjà fait, on risquerait au contraire de s'y retrouver, mais le veut-on vraiment car cela nous imposerait de revoir notre copie sur bien des questions, ce à quoi on ne tient pas vraiment sous peine de révéler nos erreurs.

Les contradictions du capitalisme ont atteint un tel niveau qu'elles sont devenues incontrôlables autrement que par l'emploi du déni, de la force, de la dictature. Ceux qui dirigent le monde conduisent l'humanité à sa perte, aussi la question du pouvoir est-elle posée. Plus de 7 milliards d'être humains qui estiment leurs besoins ou aspirations légitimes, se voient imposer leur destin par une poignée de privilégiés qui détiennent le pouvoir et refusent de les satisfaire. La question est donc bien que ces 7 milliards d'être humains accèdent au pouvoir ou s'en emparent, chassent ces parasites qui décident à leurs places.

Est-on capable de poser cette question ? Rien n'est moins sûr apparemment. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[La propagande de Kiev tourne au délire.](#)

- Le ministère ukrainien de la Défense a prétendu que, lors de la crise, en Ukraine, environ, 2.000 militaires russes, ont été tués, a-t-on appris de Farsnews. Ces derniers jours, les autorités ukrainiennes et les pays occidentaux ont accusé la Russie d'avoir envoyé des forces militaires, dans l'Est de l'Ukraine. Et ce, alors que le ministère russe de la Défense a rejeté, fortement, la présence de militaires russes, sur le sol ukrainien.

Les autorités de Kiev cherchent, en effet, à justifier une offensive anti-russe de l'OTAN, en faisant croire à une agression russe

contre l'Ukraine. french.irib.ir 05.09

Une bonne nouvelle motivée.

- A Wall Street, nouveau record pour le S&P 500 après le rapport sur l'emploi - AFP

Wall Street a clôturé en hausse vendredi et emmené le S&P 500 à un nouveau sommet, après un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis décevant mais qui a relancé les spéculations sur la politique monétaire. AFP 05.09

A bas le bonapartisme !

- Livre Trierweiler: «*La fonction présidentielle doit être respectée* », estime François Hollande - 20minutes.fr

Pauvre d'esprit. Il creuse sa tombe avec ses dents.

- Hollande: « *Je suis au service des plus pauvres, c'est ma raison d'être* » Public Sénat

Menteur comme un arracheur de dents

- Politique: François Hollande est-il un menteur? - 20minutes.fr

Valérie Trierweiler décrit François Hollande, perpétuellement empêtré dans le mensonge. Et incapable d'assumer ses actes. Lorsque Valérie Trierweiler l'interroge sur Julie Gayet et lui demande de jurer sur la tête de son fils que la rumeur est fausse, «*Il jure sur la tête de mon fils et me demande de le laisser tranquille avec cette pseudo-histoire.*»

Idem selon Valérie Trierweiler concernant son soutien à Ségolène Royal, candidate PS contre Olivier Falorni dans la circonscription de La Rochelle, dont il lui affirme la veille qu'il ne fera rien pour la soutenir avant d'envoyer le lendemain un communiqué assurant la candidate de son soutien. Et de se défausser sur son secrétaire général, à l'époque Pierre-René Lemas.

Cette description d'un François Hollande, lâche et ambiguë, c'est aussi celle que ferait en privé l'ancien ministre Arnaud Montebourg. Dans Montebourg, moi président (ed. l'Archipel) Valentin Spitz rapporte cette conversation avec l'ancien ministre de l'Economie, au cours du mois de janvier 2014. «*Oui, il a toujours envie de partir. Ayrault, Hollande? Il n'en peut plus. Mais cette fois, c'est pour le président qu'il a le moins d'indulgence. "Hollande ment tout le temps, me dit-il. C'est pour ça qu'il est à 20 % dans les sondages. Il ment. Il ment tout le temps. Depuis le début".*» 20minutes.fr 05.09

Par nécessité ou par le bout des dents.

- François Hollande ira "jusqu'au bout" malgré les crises - Reuters

- Après Cécile Duflot, l'ex-ministre Delphine Batho sort un livre à charge contre le pouvoir - LeParisien.fr

Sur son site internet, Grasset, sa maison d'édition, promet un «*impitoyable état des lieux*», «*un diagnostic de la façon dont l'énarchie et la bureaucratie ont vite envahi tous les mécanismes du pouvoir*»...

Plus embarrassant encore pour l'exécutif, Delphine Batho «*raconte comment, au sommet de l'Etat, règne ouvertement la connivence avec les lobbies et les puissances financières que la gauche était supposée combattre*».

Son livre s'annonce comme une nouvelle charge. «*Delphine Batho décrit des décideurs dépassés par la crise, par leur époque, par le monde qui les entoure, incapables de comprendre en quoi l'écologie ouvre une nouvelle perspective historique*», prévient Grasset. Le livre sortira le 15 octobre prochain. LeParisien.fr 05.09

Règlements de compte.

- Parti radical : Rama Yade en appelle à la justice pour annuler l'élection - LeMonde.fr

- L'UMP, "un parti figé" en attendant Nicolas Sarkozy - Francetv info

Nouvelle journée d'action.

- La CGT appelle à une journée de mobilisation le 16 octobre - AFP

L'Empire à l'offensive

- Obama essaie de créer une coalition contre l'Etat islamique - Reuters
 - Les Vingt-Huit s'accordent pour de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr
 - Somalie : Washington confirme avoir abattu le chef des shebab - LePoint.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les troupes US ne sont pas les bienvenues, en Irak - french.rib.ir Le Président irakien, Fouad Massoum, a affirmé que son pays n'avait pas besoin des troupes américaines, pour combattre les groupes terroristes, dont Daesh.

Dans une interview exclusive accordée à la chaîne de télévision CNN, le Président irakien, Fouad Massoum, a parlé des menaces que représentent les groupes terroristes et takfiris, comme Daesh, au Moyen-Orient, et, plus précisément, en Irak. Il a réitéré l'impératif d'une ferme coopération entre l'Irak et la communauté internationale, surtout, avec les pays voisins, pour combattre les terroristes. «*Bagdad ne veut, pourtant, pas des militaires américains, en Irak, pour combattre les terroristes*», a-t-il martelé. Le président irakien a, ensuite, expliqué les crimes que commettent les groupes terroristes, aux quatre coins de l'Irak, disant que le groupe terroriste de Daesh mettait en danger, non seulement, tous les groupes irakiens, mais en outre, la stabilité de la région, voire, de la planète.

Selon lui, la lutte contre Daesh nécessite le soutien de la communauté internationale. Dans ce droit fil, l'armée irakienne a rendu hommage, jeudi, dans un communiqué, à la coopération des forces volontaires avec les forces de l'ordre et les militaires de l'armée, dans la libération de différentes régions irakiennes des mains des terroristes de Daesh. Pour la première fois, depuis trois mois, la sécurité a été rétablie sur la route reliant Diyala à Kirkuk. Grâce à la coopération entre les forces volontaires et l'armée régulière, les groupes terroristes ont reculé, durant les 24 dernières heures, des zones stratégiques, dans les provinces de Diali et de Salaheddine, pour fuir vers le Nord de la province de Ninive. La chaîne de télévision Press TV, citant l'armée irakienne, a annoncé la mort d'Abou Hajar al-Souri, conseiller en chef d'Abou Bakr al-Bagdadi, chef de Daesh, dans une frappe aérienne de l'aviation irakienne. Des dizaines d'autres terroristes ont été, aussi, tués, dans cette opération. Dans le même temps, le commandant de la police de Diyala a fait état de la libération de toutes les régions de cette province des mains des terroristes.

Le ministre de la Défense, par intérim, Saadoun al-Dalimi, a critiqué les Sunnites, pour n'avoir pas opté pour une position cohérente, face au groupe terroriste de Daesh. Il a réclamé la coopération de toutes les ethnies et communautés, dans la lutte contre Daesh. Pour M. Al-Dalimi, l'éradication de Daesh est assujettie à la coopération de tous les groupes irakiens. «*Les groupes terroristes seront vaincus, dans les plus brefs délais, en cas d'une union ferme entre les Irakiens*», a-t-il ajouté. Sur le terrain, les sources sécuritaires irakiennes ont annoncé la mort d'un certain nombre de civils, dans une explosion terroriste ayant secoué, jeudi soir, le Nord de Bagdad. Selon les sources sécuritaires et médicales de Bagdad, au moins, 12 personnes, ont perdu la vie, dans l'explosion d'une voiture piégée, dans le quartier chiite de Kazemiya, au Nord de Bagdad. 30 autres ont été blessés. Il s'agit du quatrième attentat à avoir lieu, en deux semaines, dans un quartier chiite de la capitale irakienne.

Par ailleurs, les médias irakiens ont rapporté l'explosion d'une voiture piégée, dans le centre-ville de Kirkuk, au Nord de l'Irak. Aucun rapport n'a été divulgué, jusqu'à présent, sur le bilan des victimes. Selon les responsables irakiens, les terroristes ont recommencé à perpétrer des attentats aveugles contre les civils, après avoir subi des échecs cuisants face à l'armée. french.rib.ir 05.09

SOCIAL

1- France.

- Impôts - Suppression de la "demi-part des veufs" : une douche froide pour de nombreux retraités - lepoint.fr

Pour de nombreux retraités, la réception des avis d'imposition a fait l'effet d'une douche froide. En effet, la suppression de "la demi-part des veuves" a alourdi la facture de milliers de personnes âgées, même si d'autres mesures ont été prises pour adoucir la note.

C'est la majorité précédente qui avait voté en 2008 la fin progressive de cette demi-part, avec un avantage devant se réduire petit à petit, jusqu'à disparaître totalement cette année. N'est maintenu le bénéfice que pour les personnes ayant élevé seules leurs enfants pendant au moins cinq ans. À cette suppression s'ajoute une autre mesure de nature à augmenter les impôts de milliers de personnes âgées : la fiscalisation de la majoration de 10 % des pensions des retraités ayant eu au moins trois enfants, jusqu'ici non taxée, qui a été décidée dans le précédent budget.

"Il y a forcément des gagnants et des perdants, impossible pour l'instant de savoir combien", glisse Vincent Drezet, secrétaire général de Solidaires Finances Publiques, principal syndicat des impôts. *"Mais il est certain que pour certains retraités, les gestes fiscaux n'atténuent pas la fin de la demi-part et la fiscalisation de la majoration des pensions"*, ajoute-t-il. Selon ses calculs, *"sur les 3,6 millions de contribuables concernés par la suppression de la demi-part des veuves, environ 2 millions vont devenir imposables ou voir leurs impôts augmenter"*. Autre risque, selon lui : une hausse de la taxe d'habitation pour un certain nombre de personnes, le montant de cet impôt étant calculé en fonction du revenu fiscal de référence, qui tient compte du nombre de parts. lepoint.fr 05.09

2- Slovénie.

- La Slovénie bazarde le plus grand aéroport du pays - Liberation.fr

La Slovénie privatisé son principal aéroport. Ljubljana a annoncé vendredi la vente de sa part de 75,5 % du capital de Joze-Pucnik à l'opérateur allemand Fraport au détriment de Vinci, également candidat. Il s'agit de la troisième privatisation sur quinze décidées l'an passé par le gouvernement de centre gauche, alors sous la menace d'un plan de sauvetage international en raison du niveau des déficits du pays, plombé par la recapitalisation de son secteur bancaire. Seules les entreprises Fotona, spécialisée dans la fabrication de laser, et Helios, entreprise de peinture, avaient jusque-là trouvé preneur.

D'autres bijoux restent à brader : la deuxième banque slovène, NKBM, la compagnie aérienne Adria Airways ou encore l'entreprise de télécommunications Telekom Slovenije, convoitée par plusieurs investisseurs étrangers. Le déficit public de la Slovénie a explosé pour atteindre 14,7 % du PIB en 2013, contre 3,8 % en 2012 selon l'Office national de la statistique.

Quant à la dette publique du pays, naguère élève modèle de la zone euro, elle est passée d'un peu plus de 20 % du PIB fin 2008, à 71,7 % du PIB en 2013. Liberation.fr 05.09

[Haut de page](#) 

Le 7 septembre 2014

CAUSERIE

Peu d'infos, donc le site ne sera pas actualisé aujourd'hui. J'en ai profité pour archiver les articles d'août et classer les articles de presse de 2013 dans un fichier unique au format pdf (Adobe reader).

Un mot personnel.

Voilà que mon ex-épouse me harcèle au téléphone, donc je vais devoir changer de numéro.

Elle a réclamé à un Indien à qui j'avais prêté une somme d'argent importante de lui restituer cette somme ou de lui verser les intérêts qu'il me versait chaque mois, il a refusé en lui disant que cet argent ne pouvait pas lui appartenir puisqu'elle n'avait jamais travaillé de sa vie, alors elle l'a menacé de mort également.

Ce monsieur étant une relation d'enfance de son frère Kandavel, je pensais qu'il allait être du côté de mon ex-épouse, en fait pas du tout. Il m'a expliqué qu'il s'était trompé sur le compte de Kandavel qui était devenu aussi pourri que ses autres frères, et qu'il avait rompu les relations avec lui depuis huit mois, ce que j'ignorais. Kandavel, c'est le dernier frère de mon ex-épouse auquel j'ai prêté de l'argent il y a un an et demi et qui ne me l'a jamais rendu, j'ai fait une croix dessus évidemment.

Le problème avec une personne très arriérée, c'est qu'elle est capable du pire ou de faire n'importe quoi, y compris d'avoir des réactions complètement irrationnelles qui peuvent présenter un danger réel. Quelqu'un d'un tant soit peu développé voyant que

sa cause est perdue va se résigner et abandonner le combat, tandis qu'une personne arriérée ne comprenant pas ou ne voulant pas admettre que sa cause est perdue le continuera désespérément, tentant de vous pousser à la faute, à vous faire commettre l'erreur qui permettrait que la situation se retourne en sa faveur, c'est la raison pour laquelle elle ose toutes les provocations, les insultes, se montre agressif, etc. l'erreur fatale serait de rentrer dans ce jeu et de s'emporter ou de la frapper, car notre affaire tomberait sous le coup de la juridiction indienne, c'est la raison pour laquelle j'affecte un calme à toute épreuve, alors qu'en réalité cette situation m'énerve au plus haut point. En arriver là est lamentable, c'était prévisible, je n'y peux rien.

Mon propriétaire auprès duquel elle est allée se plaindre a essayé de la raisonner, en vain. Il lui a énoncé les avantages de sa situation, que finalement elle me devait tout ou presque, elle, elle ne pensait qu'à me faire virer d'Inde. Elle pensait qu'en cas de divorce mon visa serait annulé et que je serais forcé de rentrer en Inde. Il lui a répondu : "mais madame, le lendemain votre mari épousera la femme avec laquelle il vit désormais et il obtiendra immédiatement un nouveau visa ou plutôt son visa continuera de courir jusqu'en 2027", il m'a dit qu'elle était restée sans voix à l'énoncé de cet argument car elle n'y avait pas pensé, comme quoi elle a beaucoup de mal à penser.

Elle a confirmé au passage ce que j'avais déjà signalé, qu'elle n'avait qu'une idée en tête, que je rentre en France, se foutant pas mal de ma situation ou que je suis d'accord ou non. C'est le fond de cette histoire depuis qu'elle est installée en France, c'est elle qui doit décider où je dois vivre, et bien non, je suis libre de vivre où cela me plaît, et si nos voies divergent on se sépare ou on divorce, voilà tout.

Son statut en France lui est monté à la tête, elle croyait pouvoir tout se permettre avec moi et elle a agi de la même manière avec la Sécu et les services sociaux de la commune d'Aubagne qui l'ont brutalement remis en place, eux non plus ils n'en peuvent plus, elle les harcelait, partout où elle passe elle se fait traiter de folle. Halte à la tyrannie ! Je déconne, mais c'est bien cela.

Au départ tout le monde s'apitoie sur son sort, elle raconte ce qu'elle veut et les gens la croient aveuglément, tout le monde se plie en quatre pour l'aider dans la mesure du possible, c'est le but de la manœuvre. Avec les droitsdelhomistes cela marche à fond ! A Aubagne tout le monde croit que son mari est un individu abominable qui l'a abandonnée, quoique cela dépendait, sauf avec les gens à qui je devais lui servir d'intermédiaire, là j'étais un époux modèle ! Je dois être un peu naïf, car je ne pensais pas que la bêtise pouvait être compatible avec un tel esprit calculateur, peut-être que je ne voulais pas le croire car je n'étais pas sans l'ignorer, je préférerais ne pas en tenir compte, j'idéalisais la nature humaine en espérant en tirer le meilleur. J'aurais fait un mauvais dirigeant politique ! Bien que j'ai la foi dans la vérité qui finit par triompher un jour, et je crois bien que c'est la conviction qui est ancrée le plus profondément en moi, qui m'est le plus cher.

Maintenant il lui faut admettre que la séparation ou le divorce était possible, ce qu'elle se refuse, cela risque de prendre du temps, alors que sa situation est relativement confortable, pour ne pas dire enviable. Elle est libre, elle n'a plus de compte à rendre à personne, elle n'a plus à jouer les hypocrites envers quelqu'un qu'elle n'aimait pas, elle n'a jamais aimé quelqu'un d'autre qu'elle-même, elle a de quoi vivre en France jusqu'à la fin de ses jours et si elle le souhaite chaque année avec un budget très confortable elle pourra passer de bonnes vacances en Inde, bref, elle devrait être comblée et se satisfaire de cette situation.

Franchement j'en connais beaucoup qui voudraient bien être à sa place, sans travailler vivre la moitié de l'année en France et le reste du temps en Inde ou ailleurs, voyager, il faut dire aussi qu'elle a de petits besoins, peu de charges et dépense peu.

Il ne m'a pas été facile de faire face à cette situation en étant totalement isolé, sans en parler avec personne, il m'a fallu plusieurs jours pour en démêler tous les aspects et en comprendre les conséquences (négatives) possibles, pour prendre les dispositions qui s'imposaient pour protéger mes intérêts.

En attendant on ne vit plus normalement. Et puis je dois encore aller à l'hôpital pour mon pied car cela ne s'arrange pas vraiment...

[Haut de page](#) 

Le 8 septembre 2014

CAUSERIE

23 nouveaux articles ont été ajoutés.

[11 septembre 1973 - 11 septembre 2001 : Les mêmes commanditaires à la manœuvre.](#)

A quelques jours de l'anniversaire du coup d'état du 11 septembre 1973 qui avait renversé le gouvernement chilien de Salvador Allende, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 7 septembre à Santiago, elles réclament notamment la fin de l'impunité pour les responsables de la répression orchestrée durant la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-

1990). lemonde.fr 07.09

La question du pouvoir est posée.

Le 6 septembre nous écrivions que la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante dictée par le stade suprême de la crise du capitalisme concentrerait une seule question ou avait pour objectif de répondre à une seule question, celle du pouvoir.

Pouvoir que les représentants officiels de l'ordre établi ont de plus en plus de mal à assumer, que leurs supplétifs sociaux-libéraux peinent à garantir, car le régime et les institutions craquent de partout, tous les partis qui les incarnent traversent une crise qui les conduit au bord de l'explosion ou de la paralysie, conséquences de la crise sociale que leur politique n'a fait qu'alimenter ou aggraver au cours des dernières décennies au point de frapper toutes les couches des masses exploitées. Leurs tensions internes mettent en lumière leurs contradictions et leur imposture qui éclatent au grand jour, les masques tombent les uns après les autres laissant place à des visages aussi hideux que le capitalisme qu'ils servent docilement. Ils inspirent le plus profond dégoût aux travailleurs auxquels ils mentent en permanence, et quelles que soient les bonnes intentions qu'ils affichent ou les discours qu'ils peuvent tenir plus personne n'est disposé à leur faire confiance, à les croire sur parole. Rejetés, conspués, détestés par la majorité des travailleurs qui s'en détournent, il ne leur reste plus comme planche de salut pour imposer leur politique ultra réactionnaire et affronter le mouvement ouvrier, sauver leur régime, que l'extrême droite ou le fascisme qu'ils s'emploient à promouvoir ou auquel ils laissent le champ libre avec le soutien de la classe dominante qui est leur donneur d'ordres commun.

La crise du capitalisme qui allait succéder à celle qui avait produit la Seconde Guerre mondiale quelques décennies plus tard, allait entraîner l'effondrement des partis traditionnels du mouvement ouvrier, la social-démocratie dégénérée étant appelée à monter au créneau et à gouverner pour le compte des capitalistes révélant au passage pour ceux qui l'ignoraient encore sa véritable nature de parti capitaliste ou de droite, tandis que le stalinisme allait être amené à emprunter la même voie révélant également sa véritable nature qui n'avait rien à voir avec le communisme ou le bolchevisme.

Au fil du développement de la crise du capitalisme qui a surgi vers la fin des années 60 jusqu'à nos jours, le prolétariat et le mouvement ouvrier allaient se retrouver privés de toute représentation politique incarnant leurs intérêts, le capitalisme allait demeurer seul maître à bord pour impulser l'orientation de la société à laquelle adhéreraient la social-démocratie dégénérée devenue social-libéral, tandis que le parti stalinien allaitachever sa mutation en reprenant à son compte le réformiste bourgeois qu'incarnait précédemment le PS une fois épousé son rôle historique au côté du capitalisme, tout en maintenant l'illusion qu'il aurait encore un rôle à jouer dans l'avenir à défaut de combattre pour renverser le régime en place après avoir abandonné la perspective du socialisme.

C'est la classe dominante qui a remis en selle la social-démocratie dégénérée pour contrebalancer le pouvoir du PC au sein du mouvement ouvrier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et c'est elle aussi qui va précipiter sa chute finale à partir de 1981 tout comme elle l'avait fait lors du Front populaire en 1936 ; en 1936 cela s'était soldé par une guerre mondiale, cette fois cela se traduit par son adhésion totale au néolibéralisme qui incarne une forme de guerre mondiale ou totale engagée par la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale et la période de reconstruction qui a suivi n'ont constitué qu'une solution temporaire ou un répit de quelques décennies au capitalisme sans résoudre pour autant ses contradictions qui allaient surgir à nouveau à un niveau encore plus élevé ou précipiter à nouveau son effondrement. Et si la crise du capitalisme qui a surgi vers la fin des années 60 ou le début des années 70 ne s'est pas soldée par une nouvelle guerre mondiale, c'est parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait été complètement gangrené et incapable de se doter d'une nouvelle direction, aussi les capitalistes estimèrent à juste titre que n'ayant rien à craindre de ce côté-là il leur serait possible de s'attaquer au prolétariat et ses acquis ou droits petit à petit ou par étapes sans avoir à recourir à ce moyen extrême qui n'était pas sans présenter un risque pour leur régime, que finalement c'était juste une question de temps pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Les faits leur ont donné raison, et pendant qu'ils étaient en train de mettre en place tranquillement leur stratégie politique qui devait passer par d'importantes mesures économiques permettant à l'impérialisme anglo-saxon et à l'oligarchie financière de renforcer leur hégémonie sur le monde à partir de 1944, les dirigeants du mouvement étaient obnubilés par l'hypothèse qu'une troisième guerre mondiale pouvait survenir à tout moment, après que les représentants de la classe dominante leur eurent fourni matière pour alimenter cette théorie qui allait s'avérer foireuse. Pendant que le mouvement ouvrier était occupé par cette crainte il se détournait du socialisme que ne pouvait incarner ni Staline, ni Mao, ni Castro, bien joué.

Du mot d'ordre gouvernement PC-PS-CGT d'après-guerre à celui de gouvernement PS-PCF de 1981 jusqu'à l'appel à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", à aucun moment le mouvement ouvrier (et son avant-garde) ne s'est situé sur un terrain de classe indépendant du capitalisme ou de la bourgeoisie, à vouloir se situer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, l'avant-garde n'a fait que les entretenir pour finir par les épouser. Je sais ce qu'on va nous répondre, à savoir qu'il n'était pas possible durant toute cette longue période, près de 70 ans, de poser directement la question du gouvernement ouvrier et qu'il fallait en passer par des mots d'ordre transitoires correspondant au niveau de conscience politique des travailleurs, etc. sauf que ce n'est pas exactement la question que j'ai posée où la manière dont j'aborde les facteurs qui composent la situation ou celle des décennies précédentes, ce que je dis, c'est que la question du pouvoir peut se poser autrement en l'absence de toute perspective de prise de pouvoir par les travailleurs, lorsque manifestement les conditions ne sont pas réunies pour vaincre

notre ennemi et ne sont pas près de l'être, la question du pouvoir ne se réduit pas à une formule gouvernementale qui repose sur du vent ou sans lendemain, je la ramène à l'existence du parti révolutionnaire, à sa place et son rôle déterminant dans le processus révolutionnaire, y compris lorsque la situation n'est pas révolutionnaire.

Il y a d'une part la situation, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, et d'autre part il y a l'objectif politique pour lequel nous combattons, perspective qui nécessitera pour se réaliser de réunir un certain nombre de conditions, dont l'existence du parti. Reste à savoir si on doit se donner les moyens pour avancer vers notre objectif quelle que soit la situation ou si en fonction de la situation on doit se donner un autre objectif, autrement dit notre tactique doit-elle être subordonnée à notre stratégie ou est-ce que c'est notre tactique qui doit déterminer notre stratégie.

Or le parti, la construction du parti incarne notre objectif, c'est le seul facteur qui est en tous points conforme à notre objectif, il incarne le processus historique inconscient du développement de l'humanité jusqu'à nos jours, ainsi que les tâches que la classe qui doit s'emparer du pouvoir doit accomplir pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. En réalisant la fusion de la théorie et de la pratique le parti incarne le socialisme, il est le seul lien politique entre le vieux monde et la société que nous devons bâtir sur des bases nouvelles, et dès lors qu'il n'existe pas qui ou quoi d'autre pourrait incarner le socialisme, la seule alternative au capitalisme, rien ni personne.

Le parti sans le socialisme n'existe pas. Sans ses militants il n'existe pas non plus évidemment, d'où la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes et de se tourner résolument vers toutes les couches de travailleurs pour le construire. Le parti n'a jamais été mis au centre de notre combat politique ou maladroitement. Pendant des décennies on s'est gargarisé de conquêtes sociales qui étaient à double tranchant, on a voulu en voir que le bon côté et de nos jours le mauvais côté nous explose à la figure, c'était une fin en soi, on a épuisé notre énergie à recruter des militants que l'on n'a pas été capables de former et de garder, alors qu'à cette étape c'était le seul objectif dont on aurait dû être comptable, en attendant des jours meilleurs ou que la crise du capitalisme atteigne son paroxysme, ce qui ne manquerait pas de se produire mais dont finalement on doutait les années passant. Engrainer les campagnes ou les batailles n'allait nous mener à rien. Elever le niveau de conscience des militants au point qu'ils comprennent la place déterminante du parti aurait dû être notre priorité, de façon à ce que le parti et leur niveau de conscience politique fusionne ou ne fasse plus qu'un, de la même manière que le parti et le socialisme sont indissociables. On a failli sur ce plan-là, nos dirigeants n'ont pas été à la hauteur de cette tâche.

Le socialisme peut donner un sens à notre vie, c'est autre chose que des chimères ou les plaisirs éphémères auxquels on s'adonne pour avoir seulement l'impression d'exister ou pour compenser notre existence somme toute médiocre. Je me souviens, quand j'étais jeune, avoir éprouvé un engouement extraordinaire pour des philosophes que j'ai découverts bien tard, j'avais 19 ans. En lisant leurs ouvrages j'avais l'impression que l'horizon ou mon avenir qui se présentait sous un angle particulièrement sombre se dégageait soudain, c'était merveilleux, j'étais rempli d'espérance, je réalisais qu'il était possible d'interpréter le monde qui m'entourait d'une manière différente ou qu'il n'était pas vraiment ce qu'on m'en avait dit jusque là. C'était une découverte formidable qui allait m'encourager à explorer toujours plus ce nouveau monde qui en réalité était celui que j'avais quotidiennement sous les yeux sans le comprendre. Jusqu'au jour, deux ans plus tard, où parvenu à Hegel j'allais passer à Marx et Engels. En lisant Hegel j'eus l'impression d'avoir atteint la phase ultime, la quintessence d'un processus (l'idéalisme) que j'étais incapable de décrire, d'avoir atteint une limite sans pour autant être satisfait, j'avais conscience d'être en présence de quelque chose de grandiose, mais qui me semblait comme suspendu en l'air, Marx dira (en substance) la tête à l'envers ou qu'il suffisait de remettre à l'endroit ce que décrivait Hegel pour avoir une idée correcte du déroulement de l'histoire.

Je cherchais des réponses pratiques à mes questions, je cherchais à comprendre dans quel monde je vivais sans l'idéaliser après avoir pris conscience de ma profonde ignorance, et je ne pouvais pas me satisfaire à l'idée qu'il put être parfait d'une manière ou d'une autre, inconsciemment tout le travail que j'avais effectué en étudiant ces philosophes m'avait amené à la conclusion que les réponses à mes questions ne pouvaient pas être contenues dans des idées ou une simple disposition d'esprit, et que c'était dans les rapports (matériels) qu'entretenaient un certain nombre de facteurs qu'elles devaient figurer. Bingo ! Le matérialisme dialectique a bouleversé ma vie, jamais plus je ne devais interpréter le monde comme avant, petit à petit, car il faut du temps et beaucoup d'efforts pour prétendre l'appliquer à tous les domaines de l'existence, et encore à une échelle réduite, restons modeste.

Le matérialisme dialectique a cela d'extraordinaire, c'est qu'il vous oblige à observer ce qui se passe autour de vous, à tout observer ou écouter avant de penser ou parler, et qui dit observer dit essayer de comprendre, donc forcément dès lors qu'on s'astreint à cet exercice quotidiennement on progresse. Cela procure une satisfaction personnelle sans équivalent, intense, durable.

On en arrive à un niveau de conscience qui selon les moments ou notre condition physique consiste à être comme déconnecté de ce que l'on vit sans perdre le contact avec le présent, un peu comme si on possédait un don d'ubiquité ou qu'on se dédoublait pour être à la fois acteur et spectateur, et une fois détaché de soi-même notre attention se porte exclusivement sur le comportement de notre interlocuteur. Autrement, quand on se penche sur un sujet le même détachement se produit envers tout ce qu'on aurait pu en penser a priori en faisant référence à notre expérience qui s'efface totalement, on est ainsi totalement disponible ou réceptif aux faits qui nous sont soumis pour y réfléchir librement, on a acquis ce niveau d'indépendance ou de liberté qui nous permet de pousser notre analyse le plus loin possible. On fait l'expérience de la dialectique, on la vit littéralement et c'est un vrai bonheur. Comme tout état de conscience il n'est pas permanent, il peut tendre à le devenir de plus en plus, mais généralement il intervient de façon irrégulière, tout dépend de notre point de départ, de notre motivation notamment.

Cette démarche n'est en concurrence ou compétition avec aucune autre, on ne cherche pas à avoir raison à tout prix ou à détenir la vérité, mais simplement à comprendre. Pour la plupart des gens cet objectif est superflu, inutile, parce qu'ils n'en conçoivent pas la signification et la portée, ils vivent dans l'instant présent sans se poser d'autres questions, c'est le meilleur moyen de demeurer ignorant toute sa vie, de se pourrir la vie souvent ainsi que celle des autres parfois et c'est dommage.

Nul félichisme dans le parti chez nous, si on doit aider les travailleurs à éléver leur niveau de conscience et à s'organiser autant que ce soit dans le cadre le plus favorable possible et dans une perspective politique qui se situe au delà du capitalisme, et si on estime que l'homme est capable du pire comme du meilleur, pourquoi ne pas lui fournir l'occasion de développer le meilleur, d'en tirer satisfaction et de s'en tenir là. On ne demandera à personne de sacrifier sa personnalité, au contraire il serait souhaitable qu'elle s'affirme pleinement, nous ne sommes pas contre l'individualisme ou le narcissisme du moment qu'ils sont orientés dans la bonne direction, l'expérience de chacun s'enrichit de celle des autres, donc nul dirigisme chez nous.

Le parti ne doit pas être une machine à laver les cerveaux ou destiné à les formater selon un stéréotype, à partir d'un idéal que nous partageons sincèrement, il doit aider chaque militant à s'en rapprocher le plus possible, ensuite chacun y parvient selon sa propre expérience ou son propre cheminement. Donc nul dogmatisme ou sectarisme chez nous, à partir de n'importe quel angle ou expérience on doit être en mesure de progression et de participer à cette grande oeuvre collective et humaniste que l'on sait par dessus tout légitime.

Le combat pour l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression, pour que chacun accède au bien-être autrement qu'au détriment des autres, que chacun puisse s'épanouir sans empiéter sur la liberté des autres, pour que la paix universelle entre les peuples ne soit plus une utopie, ces objectifs ou cet idéal n'a pas besoin de justificatif, leur justesse devrait suffire pour que des millions de travailleurs y adhèrent ou les partagent, nous rejoignent, c'est seulement ainsi pour qu'on pourra conquérir le règne de la liberté.

Sans revenir sur la lutte des classes depuis 1945, si le parti avait occupé la place qui devait lui revenir dans notre combat, peut-être qu'on n'en serait pas à l'évoquer au conditionnel ou accessoirement à la fin d'articles comme poser là sans que l'on sache vraiment pourquoi. On n'est pas en mesure de peser ou d'inverser le cours des choses, on n'est pas en mesure d'imposer une défaite aux capitalistes ou au gouvernement, on n'est pas en mesure de les faire reculer ou de les affronter, on n'est même pas en mesure de défendre victorieusement une revendication politique ou collective, comment ne pas voir que notre combat confine à l'impuissance, que seule la construction du parti peut matérialiser la résistance des travailleurs dans la perspective de l'affrontement direct entre les classes, les rassembler, concrétiser l'espoir qu'une société meilleure et plus juste est possible, qu'il existe bien une alternative au capitalisme, le socialisme.

Combattez nos ennemis, démontrer leur argumentation est nécessaire, et mener notre combat politique sur notre propre terrain l'est tout autant, indépendamment de ce que les uns et les autres peuvent en penser ou l'idée selon laquelle le parti serait un concept dépassé, tout comme le socialisme, en fait tout ce qui s'oppose à l'ordre établi devant lequel nous devrions nous soumettre ou avec lequel nous devrions composer, nous avons l'audace ou la prétention de continuer le combat pour changer la société et le monde à l'heure où la pire barbarie menace l'humanité entière.

On poursuivra demain si j'en trouve le temps, comment s'articule la question du parti et la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier.

J'ai écrit cet article en partie motivé par la dernière sortie de Juilen Dray (PS) et d'Emmanuelle Cosse (EELV).

- Dray (PS) et Cosse (EELV) jugent le "système" politique "à bout de souffle" - AFP

M. Dray au "Grand rendez-vous" iTélé-Europe 1-Le Monde a estimé "D'abord et avant tout, on a un système qui est à bout de souffle".

"Je suis pour une Ve République qui donne sa place au parlement, c'est cette question des institutions qui doit être posée", a fait valoir M. Dray.

Même constat pour Mme Cosse, secrétaire générale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV): "Je crois que la Ve République est en train de montrer qu'elle est finie (...) elle n'est plus adaptée ni au temps politique ni à la question du dialogue", a-t-elle expliqué au Forum de Radio J. Pour elle, "aujourd'hui, il faut qu'on change de régime et renforce le parlementarisme". AFP 07.09

Passons sur le fait que l'un et l'autre en ont profité pour voler au secours de Hollande, Dray allant jusqu'à affirmer : "Attaquer François Hollande sur des convictions d'homme de gauche n'a aucun intérêt car ce n'est pas vrai", alors que chacun sait que la gauche est une gigantesque imposture. Il est vrai qu'ils ont une telle conception de la gauche avec Valls, Macron, DSK, Lamy, Attali, etc. que même les banquiers peuvent s'en revendiquer, sans que Mélenchon ou Laurent n'y voient un problème.

A leur manière ils ont posé la question du pouvoir car elle est au centre de la crise du régime, elle concentre à elle-seule toutes toutes ses contradictions, qui nous pourront être résolues qu'en le renversant par une révolution prolétarienne ou l'avènement

d'une dictature associant l'extrême droite au pouvoir.

Je ne relaierai pas la sortie de Besancenot qui a appelé dimanche à une "*motion de censure dans la rue*" se livrant à une leçon de chose d'une médiocrité accablante qui fait honte à l'extrême gauche, jugez plutôt : "Non, la situation n'est pas pré-révolutionnaire, mais pour l'instant, il y a des choses intermédiaires et les choses intermédiaires, c'est un mouvement de sédition, de révolte contre le gouvernement qui passe par des choses concrètes", à croire qu'il n'avait pas grand chose à dire ! Pathétique.

En complément, la crise du régime s'exprime aussi de cette manière.

- Mélenchon exhorte les députés à cessez d'être des "*béni-oui-oui*" - L'Express.fr

- Pour Mélenchon, Hollande est un "*menteur et un fourbe*" - Francetv info

- « *Elle est où l'alternative ?* » demande Valls à Aubry - LeMonde.fr

Et encore, en désespoir de cause...

- Pour NKM, Sarkozy est « *capable de faire synthèse* » - LeFigaro.fr

- Estrosi appelle Sarkozy à « *reprendre la direction* » de l'UMP - LeMonde.fr

- À Nice, Estrosi et Raffarin font applaudir Sarkozy - LeFigaro.fr

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement fait dans le poujadisme ou rameute les classes moyennes.

- Tabac: le gouvernement tente d'endiguer les achats transfrontaliers - AFP

- Valls a su trouver les mots pour rassurer les agriculteurs - AFP

Policier assassin. Aux Etats-Unis ? Non, à Paris.

- Paris: Un homme décède après une décharge de taser - 20minutes.fr

Manoeuvre électorale pour un coup de grâce.

- Portugal: le gouvernement lâche du lest sur l'austérité - AFP

Promesse de hausse du salaire minimum, coupes moins sévères dans les revenus des fonctionnaires et abandon de la réforme des retraites: le gouvernement de centre droit du Portugal desserre l'étau de l'austérité, à un an des élections législatives. AFP 08.09

Une ONG relais de l'OTAN.

- Amnesty International dénonce les crimes de guerre en Ukraine et l'ingérence de la Russie - LeMonde.fr

- Ukraine: Crimes de guerre et ingérence russe dans l'Est - 20minutes.fr

Des chercheurs d'Amnesty ont recueilli des informations sur des enlèvements, des cas de torture et des homicides par des séparatistes, ainsi que des tabassages. 20minutes.fr 06.09

Intox, propagande, conditionnement et désinformation.

- Les pays de l'Otan démentent la fourniture d'armes à l'Ukraine - Reuters

- Ukraine: Irina, pro-Kiev, torturée par les rebelles et tabassée par les habitants - AFP
 - Les pays arabes sont d'accord pour «affronter» les djihadistes de l'Etat islamique - 20minutes.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment les néolibéraux s'y prennent pour s'emparer du pouvoir au Brésil.

- Le Brésil plongé dans un scandale de corruption en pleine campagne électorale - AFP

Un ex-haut dirigeant de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras a déclenché une tempête au Brésil en accusant, en pleine campagne électorale, une cinquantaine d'élus de la coalition au pouvoir d'avoir bénéficié d'un système de versements de pots de vins.

Détenu et inculpé dans le cadre d'une vaste dossier de blanchiment d'argent pour lequel il encourt 30 ans de prison, Paulo Roberto Costa, directeur du raffinage de Petrobras de 2004 à 2012, a livré à la police des dizaines d'heures de confessions explosives, afin de bénéficier d'une future réduction de peine.

Il a fourni aux enquêteurs une liste de noms de députés, sénateurs et gouverneurs auxquels Petrobras aurait versé des pots de vins, à l'occasion de l'attribution de marchés surfacturés à des prestataires de services.

Députés, sénateurs, gouverneurs: "*Tous les jours des politiciens venaient frapper à ma porte*", a-t-il confié aux enquêteurs selon les médias brésiliens.

Ces grands quotidiens brésiliens divergeaient sur le nombre de personnalités politiques dénoncées et assuraient que leurs noms étaient tenus secrets par les enquêteurs.

Mais l'hebdomadaire d'opposition *Veja* paru dimanche assure que l'ancien dirigeant de Petrobras a mis en cause des personnalités de tout premier rang.

Il cite le président du Sénat, Renan Carneiros, et le président de la chambre des députés, Henrique Alves, tous deux membre du Parti du Mouvement démocrate brésilien (PMDB, centre-droit), le principal allié parlementaire du Parti de travailleurs (PT, gauche au pouvoir), qui ont démenti.

Également cité parmi les bénéficiaires présumés de largesses illicites de Petrobras, le ministre de l'Energie, Edson Lobao, a démenti, assurant n'avoir eu que des "relations institutionnelles" avec l'ancien responsable de la compagnie.

Ce dernier a aussi cité selon *Veja* trois gouverneurs ou anciens gouverneurs, dont Eduardo Campos, le candidat à la présidence du Parti socialiste brésilien (PSB) qui est décédé en août dans un accident d'avion et a été remplacé par l'écologiste Marina Silva.

Ces révélations ont fait l'effet d'une bombe dans les états-majors politiques brésiliens, plongés en pleine campagne pour les élections générales du 5 octobre: présidentielle, législative, gouverneurs des Etat de l'Union et sénatoriales partielles.

Elles tombent au plus mal pour la présidente de gauche Dilma Rousseff, à la lutte pour combler son retard contre Marina Silva, donnée favorite du probable second tour de la présidentielle le 26 octobre avec sept point d'avance selon le dernier sondage.

Ces révélations rappellent le scandale d'achat de vote de députés par le PT au pouvoir sous le premier mandat du président Lula, connu comme Mensalao, qui a énormément nuit dans l'opinion à l'image du parti présidentiel.

Mme Rousseff a réagi avec prudence à ce tourbillon médiatique. Elle a dit attendre d'en savoir plus sur l'enquête avant de se prononcer et de prendre d'éventuelles mesures.

Même appel à la prudence de Marina Silva, après la mise en cause de son défunt allié Eduardo Campos. "Le fait que Petrobras a investi dans l'Etat de Campos (quand il était gouverneur du Pernambouc, nord, NDLR) ne confère le droit à personne d'inscrire son nom sur une liste de personnes qui auraient commis des irrégularités", a-t-elle déclaré.

Le candidat social-démocrate d'opposition à la présidence, Aecio Neves, troisième dans les sondages, a exigé des sanctions contre les coupables. Mais il a aussi appelé à faire "très attention" et à ne pas se lancer dans des affirmations tant que les détails de l'enquête ne seront pas connus.

M. Costa a expliqué aux policiers que les élus impliqués percevaient des commissions de 3% sur la valeur de contrats signés par Petrobras avec des prestataires, tout au long des années où il était en fonctions, soit pendant les deux mandats de l'ex-présidente Luiz Inacio da Silva et les deux premières années du mandat de son héritière Dilma Rousseff.

Les entreprises extérieures désirant conclure des marchés avec Petrobras, pour la construction de raffineries notamment, s'engageaient à rétrocéder une partie des sommes payées par le géant pétrolier à une organisation de blanchiment d'argent qui les répartissaient ensuite entre des élus de partis de la "base d'appui du gouvernement".

Costa est inculpé dans le cadre de l'affaire "Lava Jato" ("Lavage express"), qui a permis démanteler un réseau de blanchiment qui aurait lessivé jusqu'à 4,5 milliards de dollars.

Les ramifications de l'enquête ont conduit à Petrobras, déjà au centre depuis plusieurs mois de suspicitions de malversations qui font l'objet d'une enquête parlementaire. AFP 07.09

- Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) - legrandsoir.info 06.09

(Marina Silva est ex-membre du Parti des travailleurs (PT) et a été sénatrice avant de devenir ministre de l'Environnement du gouvernement Lula de 2003 à 2008. Candidate à l'élection présidentielle de 2010 pour le Parti vert du Brésil, elle arrive troisième avec près de 20% des voix. Après avoir échoué à créer son propre parti, elle rejoint en 2013 le Parti socialiste brésilien (PSB) et aurait occupé le poste de vice-présidente en cas de victoire du candidat Eduardo Campos pour l'élection présidentielle de 2014. Après la mort de ce dernier dans un accident d'avion le 13 août 2014, elle est désignée candidate du PSB.)

Il y a quelques semaines, Marina Silva a lancé sa candidature à la présidence du Brésil. Dans son programme, trois points se distinguent par leur importance : l'indépendance de la Banque centrale, une importance moindre donnée au Pré-sal et au Mercosur, ce dernier étant remplacé par des accords bilatéraux. Ces trois points ne sauraient être plus plus significatifs, car ils entrent directement en conflit avec les orientations des gouvernements de Lula et de Dilma. Les trois, ensemble, pointent sur un projet d'orientation nettement néolibérale.

L'autonomie de la Banque centrale est l'une des thèses les plus préconisées par les recettes néolibérales. Elle provoque l'affaiblissement de l'État et le renforcement du centralisme du marché, alors que cette indépendance de la politique monétaire est normalement l'oeuvre du gouvernement, qu'il applique à un modèle de développement économique inextricablement lié à la répartition du revenu. Retirer au gouvernement son contrôle de la politique monétaire et la laisser soumise à l'influence directe des acteurs du marché – en particulier du système bancaire privé – revient à déplacer la capacité de ce modèle à soumettre l'équilibre budgétaire à des politiques distributives, en se soumettant, au contraire, à la centralité de l'ajustement fiscal, recherché par le néolibéralisme.

Diminuer l'exploration du Pré-sal revient à jeter par-dessus bord la capacité du Brésil à s'affranchir en termes de politique énergétique, de disposer d'une grande quantité de ressources provenant de l'exportation, ainsi que de consacrer 7,5 % de ces ressources à l'éducation et 2,5% à la santé, conformément à une décision déjà adoptée par le Congrès.

Ce serait aussi une politique suicidaire en termes de développement technologique du Brésil, et diminuerait l'impulsion économique obtenue par les immenses demandes exigées par l'exploration du Pré-sal.

Ces positions se complètent – et gagnent leur plein sens – lorsqu'on examine ce que peut vouloir dire diminuer l'importance du Mercosur et développer des accords bilatéraux. Le MERCOSUR a signifié jusqu'ici la politique de priorité des accords régionaux face au Traité de libre-échange avec les États-Unis, prêché par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et bloqué par la victoire de Lula en 2002.

Minimiser l'importance du Mercosur, en réalité, signifierait nier l'importance de toute la gamme des instances d'intégration développées et créées ces dernières années : la Banque du Sud, le Conseil sud-américain de la défense, l'Unasur, la Celac, ainsi que les Brics et leurs accords nouvellement établis, qui comprennent la Banque de développement et le Fonds de réserves de soutien aux pays ayant des problèmes de devises.

Le programme ne dit pas clairement de quel type d'accord bilatéral il s'agit, mais il est à craindre que ce soit, surtout, des accords avec les États-Unis et les pays centraux du capitalisme. Il sera alors impossible au Brésil de continuer dans le Mercosur, et aboutira, peut-être, à une rupture totale du pays avec tous ces organismes et une réinsertion radicale et subordonnée à la sphère des États-Unis, avec toutes les conséquences régionales et mondiales que cela suppose.

Il ne fait aucun doute que la forme de l'affrontement électoral a changé, avec la polarisation autour de Marina Silva et de Dilma Rousseff, mais le contenu reste le même : continuité du gouvernement postnéoliberal du PT ou retour à un projet

néolibéral, maintenant déguisé de quelques – assez peu – oripeaux et déclarations écolos (Marina a déjà déclaré qu'elle n'a jamais été contre les cultures transgéniques) ou un prétexte renouvellement de la politique, au-dessus des partis et de la polarisation gauche-droite, tout en regroupant à droite toute derrière elle.

C'est un vrai cadeau pour la droite brésilienne et pour les États-Unis, qui étaient près de voir leurs candidats et ses thèses éliminées une fois de plus. Le monopole privé des moyens de communication – le véritable parti de la droite – sans doute obtiendrait une grande victoire, dans le cas où sa nouvelle candidate parviendrait à vaincre le gouvernement du PT – objectif unique, par n'importe quel moyen, de la droite brésilienne et de Washington. C'est ce qui est en jeu maintenant au Brésil.

Marine indique clairement la nature de son projet par ses positions, mais également en regroupant dans la coordination de sa campagne électorale des noms connus du néolibéralisme : Andre Lara Resenda, ancien ministre des gouvernements Collor de Melo et Cardoso ; Giannetti da Fonseca, notoire idéologue néolibéral, et Necá Setubal, héritière de la Banque Itaú, l'une des plus grandes banques privées brésiliennes. Avec ces positions et cette équipe, l'ex-leader écologiste Marina Silva se convertit pleinement au néolibéralisme. legrandsoir.info 06.09

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre 2014

CAUSERIE

Qu'est-ce que le girotondini en Italie?

- Nom des participants aux mouvements de « *girotondo* » (ronde ou farandole), formés en 2002 dans les plus grandes villes italiennes, au nom de la défense des principes de démocratie et légalité. Le terme vient du fait que le mouvement commença à manifester en faisant des rondes autour des sièges d'institutions et services publics jugés à risques et donc à défendre.

Ils sont généralement considérés comme des mouvements « *de gauche* » par leur forte opposition à la politique du gouvernement de l'époque, présidé par Silvio Berlusconi. Maintenant que le gouvernement est présidé par Matteo Renzi, du Parti « *démocratique* », ils ont disparu. (« *L'Italie est en guerre : et la dépense militaire augmente* », par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 08.09)

Tiens donc, alors que Renzi poursuit la politique de Berlusconi les mouvements de « *girotondo* » ont disparu, il faut donc en conclure que ces mouvements n'étaient pas plus de gauche que vous et moi serions de droite.

Renzi ou Hollande de gauche, grotesque, qui y croit à part ceux qui y ont intérêt ou des crétins, ceux qui sont inféodés au régime en place ou le représentent, pas la majorité des travailleurs en Italie comme en France.

La gauche est une escroquerie politique.

Que l'espoir renaisse et notre ennemi sera vaincu.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, partant de là le riche méprise le pauvre et il n'y a absolument aucune raison pour que ses représentants soient animés de meilleures intentions envers les pauvres, tout discours qui tendrait à prouver le contraire n'est qu'imposture partant de là.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la plupart des gens l'ignorent ou le contestent, comme quoi leur ignorance est plus profonde encore que celle qu'on leur prête. Ne parlons pas de leur inconsistance puisque ce constat en fait des êtres irresponsables, incapables de prendre la mesure des conséquences de leurs actes ou pensées ou d'en tirer des leçons pour en êtreconscients, du reste aussi.

Le capitaliste est un voleur, il s'enrichit par le vol, il augmente son pouvoir par le vol, son statut peu enviable ou acquis malhonnêtement lui permet de dicter le sort du reste de la population sans que personne ne trouve à y redire, comme quoi la population est faible et fort ignorante.

C'est le voleur qui installé au pouvoir fait la pluie et le beau temps, la loi, dicte la morale, décrète les guerres, et la majorité de la population considérera qu'il est légitime de le laisser agir de la sorte, sans se demander d'où il tient sa légitimité, comment il l'a obtenue, qui lui a accordée.

La plèbe se montre volontiers tolérante envers ceux qui la gouvernent ou détiennent le pouvoir, aussi sera-t-elle portée à

l'être beaucoup moins envers ceux qui croupissent dans les bas-fonds de la société, relégués au rang de déchets d'une société basés sur un déni de justice.

Chacun s'accorde à ne voir que sa propre condition ou ses propres intérêts individuels en espérant qu'elle ne se détériorera pas ou s'améliorera par on ne sait quel miracle en dehors de toute analyse rationnelle, comme quoi si la population ne croule plus sous le joug de l'obscurantisme et de la superstition qui prévalaient sous l'Ancien régime, pour autant elle continue de les subir et en fait la démonstration quotidiennement.

L'immense majorité des travailleurs n'étant pas organisés ou ne participant pas au combat politique, ils sont amenés à subir sans réagir au sort qui leur est réservé, en deux mots ils se laissent vivre ou prennent les choses comme elles viennent, ils profitent des avantages que leur concède la société et ils encaissent les inconvénients qu'elle leur impose, qui seraient le fait de la fatalité à défaut d'en connaître l'origine.

On baigne en pleine inconscience, il faut en convenir. Ce n'est pas porté un jugement, c'est uniquement un constat, froid, violent comme peut l'être la réalité qu'on s'emploiera à regarder en face. Cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais l'ensemble des couches des masses exploitées, travailleurs manuels et intellectuels confondus.

C'est effrayant quelque part car pendant ce temps-là les dirigeants du vieux monde fomentent de nouvelles guerres qui risquent également de les broyer un jour, ils n'auront rien vu venir, rien compris à ce qui se tramait, une fois de plus, mais à un degré beaucoup plus insoutenable, ils subiront le sort qui leur a été réservé par ceux qui les gouvernent, plus triste, plus sombre, dramatique, effroyable.

Dans bon nombre de pays, des peuples qui se croyaient à l'abri de pareille infortune le vivent actuellement, cruellement, tandis que d'autres en sont sortis il y a peu ou depuis quelques décennies totalement ravagés par les destructions et les souffrances qu'ils ont subies.

L'histoire se répète, la souffrance se déplace mais revient un jour frappé à la porte, la fracasse violemment au moment où on s'y attendait le moins ou parce qu'on ne voulait pas y croire. Une apparente sérénité ou la paix ne peuvent être que des états passagers plus ou moins longs dans un monde gouverné par l'inconscience et l'ignorance, l'insouciance de peuples évolués qui ne parviennent pas à comprendre que leur situation n'est pas acquise pour l'éternité et qu'un jour ou l'autre ils auront à partager le malheur des autres peuples moins évolués et plus défavorisés qu'eux, que la roue de la fortune n'a pas cessé de tourner pendant qu'ils sombraient dans une sorte d'état cataleptique, et que l'infortune pourrait leur échoir à nouveau sans qu'ils n'aient rien demander, et c'est bien là leur tort, n'avoir rien fait pour exiger de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste, de telle sorte qu'un tel malheur leur soit épargné ainsi qu'à leurs enfants ou les générations à venir.

Concevoir qu'une autre société, qu'un autre monde est possible, que la folie meurtrière, la barbarie qui s'empare des gouvernants du vieux monde n'est pas une fatalité, qu'il est possible de les vaincre, de s'en débarrasser définitivement doit germer à nouveau dans la tête de chaque travailleur ou militant, doit y pénétrer profondément, car c'est le seul espoir de s'en sortir, de mettre fin à ce cauchemar, de trouver la voie pour s'emparer du pouvoir politique, pour régler la question du pouvoir afin d'extirper le mal à la racine, empêcher qu'une minorité puisse imposer son pouvoir à la majorité, décider à sa place de son destin, confisquer son pouvoir au profit de la majorité, à la démocratie de triompher dès lors qu'elle s'attaquera à l'origine des inégalités et des injustices, proclamera illégale et illégitime la détention par quiconque des moyens de production des richesses et décrètera qu'ils sont dorénavant le bien commun ou collectif, la propriété de l'ensemble des producteurs des richesses, des travailleurs manuels et intellectuels qui coucourent par leur travail à la satisfaction des besoins matériels ou sociaux, à la réalisation des aspirations de chacun, participent à l'organisation de la production et de la société, et que les parasites, la vermine qui jusqu'à présent extorquaient aux travailleurs l'essentiel des richesses qu'ils produisaient, vivaient à leurs crochets, les exploitaient et les oppriment, n'a plus sa place dans cette nouvelle société basée sur la justice sociale et non les privilégiés une fois abolis, une République sociale.

ACTUALITE EN TITRES

[Intox.](#)

- Etats-Unis: le Trésor plaide pour une loi contre les délocalisations fiscales - Reuters

- À Harvard, l'écart de richesse aux États-Unis jugé "pas tenable" - Reuters

[Au Conseil constitutionnel des "sages" veillent.](#)

- Sarkozy visé par une nouvelle affaire autour d'un fonds d'investissements - L'Express.fr

- Vols de Sarkozy: l'avocat général requiert la validation des investigations - AFP

Il vaut mieux y réfléchir à deux fois.

- Délai de l'UE pour les nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters

- Ukraine: pas d'accord sur les sanctions, réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'UE - AFP

- La Russie répliquera à toute nouvelle sanction, dit Medvedev - Reuters

Terrorisme d'Etat. Mimétisme.

- Kerry au Moyen-Orient pour consolider une alliance internationale contre l'EI - AFP

- Le Drian: «*Nous devons agir en Libye et mobiliser la communauté internationale*» - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Israël

1.1-Emeutes à Jérusalem-Est après la mort d'un Palestinien - Reuters

Des heurts ont éclaté dimanche dans un quartier de Jérusalem-Est après l'annonce de la mort d'un jeune Palestinien blessé quelques jours plus tôt par la police israélienne.

Aux jets de pierres et de cocktails Molotov des manifestants rassemblés à Wadi al Djoz, un quartier proche de la vieille ville, les forces anti-émeutes ont riposté par des tirs de balles en caoutchouc. L'affrontement a duré plusieurs heures, mais aucune victime n'a été signalée.

Mohamed Sinikrot, qui était âgé de 16 ans, a succombé à une blessure à la tête contractée il y a une semaine dans des circonstances incertaines, lors d'une manifestation.

Son père assure qu'il a été blessé par une balle en caoutchouc. Selon la police, il a été touché à une jambe par un tir de flashball alors qu'il s'enfuyait et s'est blessé à la tête en tombant.

Son corps a été transporté à Tel Aviv pour y être autopsié et le ministère israélien de la Justice a ouvert une enquête.

Des Palestiniens se sont par ailleurs attaqués à une station service dans un quartier juif de Jérusalem-Est voisin du leur. Ils ont endommagé les pompes et ont tenté d'incendier la boutique de la station, rapporte la police.

Des émeutes d'une violence sans précédent depuis la fin de la seconde Intifada (2000-2005) ont lieu régulièrement à Jérusalem depuis la mort en juillet d'un jeune Palestinien vraisemblablement assassiné en représailles à l'exécution de trois israéliens enlevés en Cisjordanie.

Elles ont toutefois été éclipsées par les affrontements armés qui ont fait rage pendant sept semaines dans la bande de Gaza, en juillet et en août. Reuters 08.09

1.2- Deal Israël/Abbas: Cisjordanie en contrepartie du Sinaï - french.irib.ir

C'est la proposition d'Israël et d'Al-Sissi aux Palestiniens...

La Radio de l'armée du régime sioniste a prétendu que le président égyptien a proposé au président de l'Autorité

autonome palestinienne de leur remettre des parties du Sinaï pour former l'Etat palestinien en contrepartie de leur renoncement à la Cisjordanie et des frontières 1967. Les sources israéliennes ont annoncé que lord de la récente visite de Mahmoud Abbas en Egypte, Abdel Fattah al-Sissi lui avait proposé un projet qui était déjà évoqué dans le passé (1956). Selon ce rapport, et d'après les prétentions des sources israéliennes dont « Radio de l'armée d'Israël », Al-Sissi avait proposé de renoncer à l'appartenance palestinienne de la Cisjordanie et au retour aux frontières occupées en 1967 en contrepartie de l'octroi du désert de Sinaï aux Palestiniens et de son annexion à Gaza. Lors d'une rencontre avec Mahmoud Abbas, Abdel Fattah al-Sissi lui a proposé de remettre à l'Autorité autonome 1600 km² du désert de Sinaï, avoisinant Gaza afin qu'ils puissent former un Etat palestinien, qui serait cinq fois plus grand que la bande de Gaza et en contrepartie, l'Autorité autonome renonce à sa demande du retrait d'Israël des frontières de 1967. Al-Sissi a aussi proposé que les réfugiés palestiniens seraient autorisé à s'installer dans ce nouveau Gaza, qui serait exempt d'armes.

D'après ce rapport, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu est au courant de ce projet et Washington en a aussi donné son feu vert, or il semblerait que Mahmoud Abbas l'a rejeté. Le site web qatari Al-Jazeera qui a divulgué cette information, a appelé ce projet « *le nouveau chapitre des trahisons d'Egypte* ». « *Mahmoud Abbas en rejetant la proposition d'une haute autorité égyptienne quant à transformer une partie du Sinaï à un nouveau Gaza et au renoncement des territoires occupés en 1967, a suscité un grand tapage en Egypte* », toujours d'après le site web qatari Al-Jazeera, qui réitère que ce projet, déjà été évoqué en 1956, stipulait que 1600km² du désert de Sinaï, à proximité de Gaza soient annexés à la bande de Gaza, afin que l'Etat indépendant palestinien y soit instauré et cela en contrepartie de la Cisjordanie. Mahmoud Abbas a annoncé, lors d'un discours devant les hauts cadres du Fatah à Ramallah qu'il avait rejeté la proposition d'une haute autorité égyptienne sans la nommer, comme il ne peut pas accepter la séparation de la Cisjordanie de Gaza. Toujours d'après Al-Jazeera, pour l'heure, en Egypte, les milieux proches du gouvernement c'est-à-dire du président Al-Sissi, accusent l'ex-gouvernement autrement dit les Frères musulmans et Mohamed Morsi (qui avait de bonnes relations avec le Hamas) de trahison et de mise à vente du Sinaï tandis que d'autres estiment que cette trahison se fait aujourd'hui par le régime Al-Sissi.

Mahmoud Al-Qalavi, membre de l'Union mondiale des Oulémas musulmans a déclaré à ce sujet que les propos de Mahmoud Abbas montrent que la proposition de l'Egypte a été faite tout récemment par le régime actuel et dans la foulée de la montée d'Al-Sissi. D'autre part, le stratège égyptien, le général Sameh Saif al-Yazel, est d'avis que le régime de Morsi a vendu 40% du Sinaï pour 8 milliards de dollars. french.ribi.fr 08.09

3- Arabie Saoudite

- En Arabie Saoudite, 900km de barrière anti-djihadiste - L'Express.fr

L'Arabie Saoudite a achevé vendredi 5 septembre de clôturer sa frontière nord. Séparant désormais l'Irak de l'Arabie Saoudite, cette barrière high-tech mesure 900km de long et va de la ville d'Hafar al-Batin à Turraif dans le nord du pays.

La construction est ambitieuse et les chiffres donnés par l'agence de presse officielle sont impressionnantes. La clôture mesure actuellement 900 km, occupe 3397 soldats, huit postes de commande, 32 centres de réponse rapide, trois escouades d'intervention rapide, 38 portes, 78 tours de surveillance, 50 radars et 1450 kilomètres de fibre optique en réseau. Le gouvernement saoudien a chargé EADS de construire cette barrière high-tech, ce contrat a été étendu à l'ensemble des frontières pour 2,2 milliards d'euros en 2009. L'Express.fr 08.09

ECONOMIE

Chine

- Excédent commercial record de la Chine en août - Reuters

Les exportations chinoises ont augmenté plus que prévu en août tandis que les importations reculaient de façon inattendue, portant l'excédent commercial de la Chine à un record pour le deuxième mois de suite.

L'excédent du commerce extérieur s'est établi à 49,8 milliards de dollars, selon les chiffres des douanes publiés lundi. Reuters 08.09

[Haut de page](#) 

CAUSERIE

Notre espoir, c'est vous !

Certains doivent peut-être penser que nos chroniques ou la ligne politique que nous défendons serait coupée de la réalité. De quelle réalité s'agit-il ?

Celle dont nous abreuvent du matin au soir les médias aux ordres, de l'agenda du gouvernement ou du Medef, des institutions sur lequel tous les partis et syndicats se calent en chœur à défaut d'être indépendants. Effectivement si c'est de cela dont il s'agit nous en convenons, ce n'est pas notre tasse de thé, nous le revendiquons, nous faisons une autre analyse de la situation, indépendante, à partir de la situation, qui nous permet de poser la question du pouvoir, qui produit les richesses, qui doit gouverner, qui doit détenir le pouvoir politique, qui doit décider dans quelle direction doit s'orienter la société...

Contrairement aux apparences, parce que nous traitons quotidiennement l'actualité économique, sociale et politique, à aucun moment nous ne perdons de vue l'objectif pour lequel nous combattons, prendre le pouvoir, changer la société, faire en sorte que de plus en plus de travailleurs ou militants soient convaincus que cela demeure possible et que c'est le seul combat qui finalement mérite d'être mené jusqu'au bout.

Notre devoir devrait être d'insuffler cet espoir à tous les travailleurs que nous croisons ou avec lesquels nous discutons pour qu'il s'incruste profondément dans leur cerveau et ne le quitte plus. Pourquoi ne le faisons-nous pas, pourquoi ? Parce qu'on n'y croit pas soi-même. Pourquoi ne trouvons-nous pas les moyens de leur faire partager ? Même réponse. On croit avoir les réponses à toutes les questions que nous nous posons, alors qu'en réalité ce sont les travailleurs qui en détiennent une grande partie, encore faudrait-il avoir confiance en eux. Or ne pas avoir confiance en eux, c'est se priver de l'une des conditions déterminantes sur lesquelles repose le socialisme, qui pour cette raison est condamnée à demeurer une utopie, une merveilleuse utopie comme disait je ne sais plus qui. A nous de savoir si nous voulons qu'il passe du stade de l'utopie à celui de la réalité, si on décide de s'en donner les moyens ou non.

Vous aurez remarqué que certains opposants au capitalisme ou à l'impérialisme produisent de très beaux articles, très intéressants, des analyses qui répondent à certaines questions et nous font gagner du temps, c'est pour ces raisons que nous les mettons en ligne, mais débouchent-ils sur une perspective politique, déterminent-ils les moyens pour qu'elle se réalise, qui devraient en être les acteurs principaux, à toutes ces questions ils n'apportent aucune réponse ou ils nous renvoient aux institutions que justement nous devons renverser ou avec lesquelles nous devons rompre impérativement pour mener notre combat jusqu'au bout, changer la société et le monde. Aucun ne fait le lien avec les enseignements de la lutte des classes du passé, comme si elle n'avait jamais existé ou serait un facteur secondaire, la classe dominante devant demeurer éternellement au pouvoir car la classe dominée serait incapable de l'assumer.

C'est le discours que tiennent tous les intellectuels qui peuvent avoir acquis un niveau de connaissance remarquable et dont la plupart sont sincères, mais auxquels il manque toujours un petit quelque chose pour comprendre le développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, qu'ils identifient au stalinisme et que partant de là ils refusent d'étudier sérieusement. Ils sont figés dans un schéma où s'opposent les différents impérialistes (blocs) sans en comprendre l'origine qui remonte aux fondements du capitalisme. Ils décrivent en détail les méfaits du capitalisme, ils s'étendent volontiers sur les conséquences dramatiques qui en découlent pour tous les peuples qui découleraient selon eux d'un ou plusieurs facteurs subjectifs, pour faire bref disons que les malheurs du monde seraient dû à une poignée de capitalistes particulièrement avides de richesses, cupides et cyniques, qui ayant acquis une telle fortune et un tel pouvoir dicteraient leur volonté au reste du monde, qu'ils suffiraient de les mettre au pas ou de les ramener à leur place pour qu'à nouveau le capitalisme puisse jouer un rôle progressiste dans l'histoire, pour que les institutions financières et politiques internationales qu'il a créées jouent enfin leur rôle au service des peuples ou de l'ensemble de l'humanité, pour qu'une autre politique soit possible, pour que les politiques d'austérité ou d'ajustement structurel soient abandonnés au profit d'une politique synonyme de progrès social et de paix. Bref, nos braves capitalistes touchés par la grâce décideraient volontairement d'abandonner leurs prérogatives et leurs priviléges, de partager le pouvoir et leurs richesses afin que chaque homme ou femme, chaque citoyen, chaque travailleur puisse s'épanouir et nager dans le bonheur, amen.

Sauf que voilà les choses ne peuvent pas se passer de la sorte. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'à la base elles ne se présentent pas ainsi, la réalité ne correspond pas à ce qu'ils décrivent, car ils ne tiennent pas compte d'un certain nombre de facteurs et rapports objectifs qui sont incompatibles ou qui entrent violemment en contradiction avec le tableau idyllique qu'ils dressent et qui relève du romantisme que pourrait éprouver un collégien. Ce qu'ils évacuent ou occultent ce sont les lois inhérentes au fonctionnement du capitalisme qui ont accompagné son développement depuis son avènement jusqu'à nos jours, qui sont indissociables de son existence et donc de sa survie, et la politique néolibérale que ces intellectuels brocardent n'est pas le produit de la volonté de quelques dangereux psychopathes - même s'ils le sont en réalité - mais la traduction de ces lois qui puissent leur existence à l'origine des contradictions du capitalisme, dont les inégalités sociales sont le fondement, la pierre se laquelle repose tout l'édifice du capitalisme, d'où la nécessité pour les capitalistes de la protéger, de la renforcer, ce qui se traduit par l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté dans le monde, sans cesse de nouvelles guerres, car il nous faut envisager le capitalisme à l'échelle mondiale pour comprendre comment il fonctionne et comment il parvient à se maintenir en vie.

Si on devait vulgariser l'une des contradictions essentielles du capitalisme pour en rendre la compréhension accessible au plus grand nombre, on dirait que cela coûte de plus en plus cher au capitaliste pour produire des marchandises, tandis que le profit que renferme ces marchandises est en droit d'en attendre ou qu'il se mettra dans la poche ne cesse de baisser, d'où la nécessité pour lui de produire toujours plus pour augmenter globalement son profit, rentabiliser son investissement dont le coût ne cesse d'augmenter au fil du temps. Dit autrement, là où hier il investissait 100 pour gagner 10, il doit dorénavant investir 10000 pour gagner 1, c'est donc uniquement dans le volume qu'il s'y retrouve ou peut continuer de s'enrichir. Il est pris dans une spirale infernale dont il ne peut pas s'extraire, c'est impossible, qu'il le veuille ou non il n'a pas le choix.

On voit donc ici que ce processus n'est pas déterminé par la volonté du capitalisme, mais qu'il est le produit des lois du capitalisme auxquelles le capitaliste doit s'adapter s'il ne veut pas disparaître. Et de nos jours, c'est le néolibéralisme qui incarne ces lois. Donc prétendre se séparer du néolibéralisme sans liquider le capitalisme, cela revient finalement à laisser ces lois continuer de s'appliquer, c'est du domaine de l'illusionnisme, du charlatanisme ou une escroquerie politique.

Le plus beau dans cette affaire, c'est qu'il y a des intellectuels qui décrivent minutieusement ce processus, qui le connaissent parfaitement, et qui malgré tout dans leurs analyses politiques et leurs conclusions n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce qu'il ne suffit pas de décrire ce processus qui conduit à l'effondrement du capitalisme ou à la barbarie, faut-il encore comprendre ou prendre en compte les facteurs qui ont accompagné le développement du capitalisme tout au long de son histoire jusqu'à nos jours, le développement des forces productives et la lutte des classes, la société actuelle ou le monde étant la combinaison des rapports entre ces deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans le progrès réalisé par la civilisation humaine au cours des deux ou trois siècles antérieurs.

Or, ils ne les comprennent pas ou ils refusent d'en tenir compte. Eux aussi ils font dans le déni qu'ils reprochent à ceux qui nous gouvernent. Au pire quand ils prennent en compte le facteur des forces productives, c'est pour prôner la décroissance, et quant à la lutte des classes ils l'occultent totalement ou la méprisent parce qu'ils sont incapables de concevoir que seules les masses exploitées ont pour tâche historique de liquider le capitalisme et émanciper l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ils lui refusent la capacité de réaliser cette tâche qui devrait revenir à on ne sait qui au juste, à personne en dehors des capitalistes eux-mêmes ou leurs représentants, ce qui signifie qu'au fond d'eux-mêmes il n'existe aucune alternative au capitalisme, ce qui explique qu'ils s'en accommodent, ils cherchent comment il serait possible de le réformer ou de le rendre plus supportable, pour lui faire jouer un rôle qui s'avère incompatible avec sa nature.

Etre socialiste ou marxiste leur répugne. Pour nous c'est un honneur. Cette attitude tient de l'infantilisme d'enfants gâtés à leur niveau, pour employer la terminologie de Reich, de la désagrégation schizoïde, du repli sur soi au lieu de s'ouvrir à l'immense masse des exploités qui seuls ont le pouvoir de changer la société et le monde.

Après ce long aparté que j'ai rédigé plus tard et inséré dans cet article, revenons au socialisme.

Ce n'est certainement pas en se contentant de commenter l'actualité qu'on y parviendra ou en ne sortant pas du cadre institutionnel dans lequel on voudrait nous enfermer et dans lequel se cantonnent les uns et les autres, mais en défendant nos propres convictions, en proposant aux travailleurs et aux militants de partager notre idéal qui se situe au delà du capitalisme.

Ramper, courber l'échine, plier sous de multiples humiliations quotidiennes, gémir en silence dans son coin sur son triste destin n'améliorera jamais votre sort pas plus que refaire le monde entre quatre murs. Nos convictions ne tiennent pas d'une tendance mégalomaniacque ou ne sont pas le produit de frustrations répétées qui se seraient transformées en névrose obsessionnelle, non, elles reposent simplement sur le fait que les besoins ou aspirations des exploités et des opprimés, des prolétaires du monde entier sont parfaitement légitimes, que le seul fait d'exister se passe de justification, et que partant de là rien ne peut leur être opposé, qu'il n'existe rien de supérieur, surtout pas la prétention d'une infime minorité de privilégiés de concentrer les richesses entre leurs mains.

Demain ou une autre fois, on abordera le même sujet sous un autre angle, notre conception du droit et de la justice qui entre violemment en contradiction avec l'ordre établi qui les foulent aux pieds.

Nos droits sont indissociables de notre appartenance à une classe sociale déterminée, ce qui nous ramène une fois de plus aux inégalités et aux fondements du capitalisme. Le droit du capitaliste, du puissant, repose sur un déni, la négation du droit de l'exploité, du faible, c'est une imposture. A suivre.

Les imbéciles utiles. La propagande de l'OTAN relayée par le NPA.

- Troupes russes, hors d'Ukraine ! - Mardi 9 Septembre 2014

L'intervention militaire de la Russie dans l'est ukrainien, en soutien aux séparatistes de Novorossiya¹, ne fait plus aucun doute. Avant, elle avait pris la forme de livraisons d'armes et de blindés, auxquelles s'ajoutait l'envoi de centaines de « volontaires ». Désormais, les troupes régulières russes participent directement aux opérations.

(...)

N'en déplaise à ceux qui dans la gauche française se font les porte-voix de la propagande poutinienne, présentant le conflit comme opposant de pauvres russophones opprimés à des nazis ukrainiens manipulés par la CIA, l'agresseur est bien la Russie.

La situation évolue chaque jour davantage en une guerre d'agression d'un grand Etat aux visées hégémoniques contre un pays plus faible qui défend son indépendance nationale. C'est pourquoi la première exigence est celle du retrait des troupes russes et de l'arrêt de l'intervention militaire de Moscou, conditions préalables à toute solution démocratique. (<http://www.npa2009.org/idees/troupes-russes-hors-ukraine>)

Le NPA, ces braves anticapitalistes, ces révolutionnaires, ces soi-disant trotskistes se font ainsi les porte-parole, les instruments de la pire réaction.

Les travailleurs organisés ou non qui ont lu tout ou partie des plus de 300 articles que nous avons mis en ligne sur l'Ukraine doivent se dire qu'au NPA leurs dirigeants ne lisent pas ou ne savent pas lire, qu'ils sont totalement sous l'influence de l'OTAN ou des Etats-Unis. Nous leur répondons très simplement : Ne soyez pas surpris ou choqués, vous avez sous les yeux la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire du NPA. Que dire d'autres ?

Camarades, prenez vos jambes à votre cou, fuyez en courant ce parti qui dessert la cause pour laquelle il prétend combattre. Le NPA se trompe de camp, ne l'itez pas.

ACTUALITE EN TITRES

Une formalité, sauf accident.

- Vote de confiance : les députés PS frondeurs vers une "abstention collective" - Francetv info
- Cécile Duflot ne votera pas la confiance au gouvernement Valls - Reuters

Le vote doit se dérouler le 16 septembre à l'Assemblée nationale. Il faudrait d'autres défections dans les rangs du PS et qu'aucun député EELV vote la confiance au gouvernement Valls pour qu'il soit mis en minorité, et si un tel risque existait, certains députés de l'UMP et de l'UDI s'abstiendraient au lieu de voter contre.

Les sujets qui concerteront l'aristocratie ouvrière et ceux qui représentent ses intérêts, les trade-unionistes.

- Réunion sur le pacte de responsabilité: une "opération de com" pour FO - AFP

Opposées au pacte, FO et CGT doivent cependant participer à la rencontre. AFP 09.09

Participer, c'est collaborer.

- Grève à Air France : les clients invités à reporter leur voyage - LeParisien.fr
- Deux syndicats d'inspecteurs du permis appellent à une grève illimitée - Liberation.fr
- Rapport de l'OCDE: «Il faut des incitations financières énormes» pour les enseignants français - 20minutes.fr

Pas besoin pour qu'ils adoptent l'idéologie de la classe dominante...

- Les augmentations de salaires resteront faibles en 2015 - AFP
- Nouvelle baisse du niveau de vie des Français en 2012 - Reuters

L'amélioration du niveau de vie des travailleurs s'est réalisée au détriment d'autres travailleurs dans le monde et de l'élévation de leur niveau de conscience politique, nous ne voyons pas dans ces conditions pourquoi nous devrions encourager la poursuite d'un tel processus...

Leur société vous inspire quoi ?

- 70 000 personnes hospitalisées pour des tentatives de suicide chaque année - L'Express.fr

Si 10 000 personnes se donnent la mort chaque année, elles sont sept fois plus nombreuses à être hospitalisées pour des tentatives de suicide (TS), selon un rapport rendu public mardi. lexpress.fr 09.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Le retour... sur la pointe des pieds.

- Présidence de l'UMP : Sarkozy candidat - leparisien.fr

L'ancien chef de l'Etat a pris sa décision et veut donc reprendre la présidence du parti, pour briguer l'Elysée en 2017. C'est ce que l'ex-président de la République a confirmé à ses proches et à quelques amis politiques quelques jours après son retour de vacances. leparisien.fr 09.09

Aucune agence de presse, aucun autre média n'a relayé cette information, ils sont bien trop occupés à soutenir Hollande et son gouvernement. Il ne faudrait pas qu'il tombe.

Sur le coup sa démarche fait penser à Bonaparte ou plutôt à Napoléon III.

Car en effet, il a toutes les chances d'être élu en 2017 s'il doit affronter M. Le Pen au second tour. Malgré toutes les casseroles qu'il se trimballe ? Pourquoi pas, il aura beau jeu d'expliquer que finalement ce n'était que de vulgaires procès d'intention et que jusqu'à preuve du contraire dans aucune affaire dans laquelle il a été impliqué ou cité il n'a été reconnu coupable ou condamné, c'était donc qu'il était innocent et victime d'une cabale de ses adversaires et le tour est joué.

La collusion d'intérêt entre le parquet, les juges et le pouvoir politique est totale, s'il peut encore servir, il faut qu'il soit en ordre de marche, tel le veut les dirigeants de la classe dominante. Et puis les médias qui lui sont acquis ne sont pas à un volte-face près.

Et quant à son bilan, Hollande aura prouvé qu'il pouvait faire pire encore, une aubaine.

Le ministre de la guerre est satisfait. Vive la guerre !

- France: l'industrie française de l'armement se porte bien à l'exportation - AFP

Selon les résultats du secteur présentés mardi à Bordeaux (sud-ouest) par le ministre socialiste, les commandes nouvelles d'armements à l'exportation ont grimpé de 43% en 2013, à 6,87 milliards d'euros.

Pour Jean-Yves Le Drian, les opérations militaires "*nombreuses, difficiles*" dans lesquelles la France est engagée, notamment en Afrique, "*font pleinement partie de cette dynamique*" des exportations, en démontrant "*la puissance et la fiabilité*" du matériel issu de l'industrie de défense.

Les entreprises de défense ont contribué en moyenne à 24% du total des exportations françaises sur la période 2010-2013, "*en prenant en compte les exportations civiles et militaires*", selon les chiffres du ministère.

La forte progression des prises de commandes repose en particulier sur d'importants contrats passés avec l'Arabie saoudite, qui redevient le premier client de la France, "*avec plus de 1,9 milliard d'euros de contrat entrés en vigueur en 2013*".

Selon une étude d'impact réalisée par le ministère, le conseil des industries de défense (Cidef) avec le cabinet McKinsey & Co, environ 40.000 emplois en France sont concernés par les ventes d'armes à l'exportation, auxquels s'ajoutent 10.000 emplois indirects chez les fournisseurs.

"Dans une France frappée par le chômage et menacée de désindustrialisation, ces 50.000 emplois sont d'une importance vitale", a souligné M. Le Drian.

Sans les exportations d'armements, "le déficit de la balance commerciale aurait été de 5 à 8 points plus élevé chaque année" sur la période 2008-13, selon cette étude.

Le ministre s'est également félicité de l'"état d'esprit d'action en commun" des industriels français, évoquant "l'équipe de France des exportations d'armement".

L'un des rares secteurs industriels français dynamiques à l'exportation, l'industrie de défense génère au total un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards d'euros pour 165.000 emplois directs ou indirects. AFP 09.09

Les aristocrates

- Maurice Lévy de Publicis, patron le mieux payé du CAC 40 - AFP

Avec une rémunération de 4,5 millions d'euros, Maurice Lévy est le patron le mieux rémunéré devant celui de l'Oréal Jean-Paul Agon (4 millions d'euros), de LVMH Bernard Arnault (3,9 millions) et de Total Christophe de Margerie (3,5 millions).

Le profil type de l'administrateur de leur conseil d'administration reste un homme français de plus de 60 ans et sortant des mêmes écoles.

La formation des dirigeants montre une certaine endogamie à la tête des grands groupes, puisque 35% des patrons sortent de Polytechnique ou de l'ENA, voire des deux. AFP 09.09

On retrouve la même proportion ou davantage au gouvernement aux postes clés. Il faut donc en conclure que l'aristocratie de l'Ancien Régime a été remplacée par une autre, tandis que la plèbe est demeurée à sa place, exclue de tout pouvoir, son destin étant de subir celui que les privilégiés lui impose.

Pour qui gouvernent-ils ? Réponse.

- Hausse du déficit budgétaire à 84,1 milliards à fin juillet - Reuters

Cette hausse du déficit s'explique, selon le ministère, en particulier par les dépenses liées au programme d'investissements d'avenir, tandis que les recettes baissent en raison notamment de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Sans les dépenses exceptionnelles (investissements d'avenir, dotation au Mécanisme européen de stabilité et à la Banque européenne d'investissement), les dépenses baissent de 5,1 milliards d'euros par rapport à l'an dernier.

Les recettes s'élèvent dans le même temps à 170,1 milliards contre 176,4 milliards à fin juillet 2013, en baisse de 6,3 milliards d'euros. Selon le ministère, "cette évolution est liée à la diminution du produit de l'impôt sur les sociétés, qui s'explique en particulier par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE)".

Les seules recettes fiscales nettes baissent de 2,6%, à 162,28 milliards, du fait d'une chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés (13,57 milliards).

Les recettes de TVA, dont les taux ont augmenté au 1er janvier, progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros. Reuters 09.09

En résumé.

Les dépenses augmentent grâce :

- au programme d'investissements d'avenir ;
- à la dotation au Mécanisme européen de stabilité ;
- à la Banque européenne d'investissement.

Les recettes baissent grâce :

- à la chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés

- au crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE) accordé aux entreprises ;

Conclusion : Les dépenses augmentent en faveur des entreprises et les recettes baissent en faveur des entreprises. Et qui paient ? Vous avez la réponse dans le dernier paragraphe : Les recettes de TVA (...) progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros, c'est-à-dire l'immense majorité de la population qui travaille et non l'infime minorité que représentent ceux qui ont bénéficié des largesses du gouvernement.

Normal pour un Président et un Premier ministre qui aiment l'entreprise et déteste les pauvres.

Fabrication de preuves.

- Ukraine : l'avion du MH17 abattu par de "nombreux projectiles" - AFP

- MH17 : le missile antiaérien russe Bouk, suspect numéro 1 - LePoint.fr

Le Boeing 777-200 s'est "*disloqué en vol, en raison probablement de dégâts structurels causés par un grand nombre de projectiles à haute énergie qui ont pénétré de l'extérieur dans l'avion*", a soutenu le Bureau d'enquête néerlandais pour la sécurité (OVV), chargé de l'enquête.

Kiev et les Occidentaux ont accusé les rebelles d'avoir abattu l'avion de ligne en tirant un missile sol-air russe Bouk. Moscou a affirmé qu'il avait été abattu par les forces aériennes ukrainiennes dans le but machiavélique de faire retomber la faute sur les séparatistes.

Le Bouk fonctionne en explosant directement face à la cible et en la frappant très vite par un grand nombre d'éclats d'obus. Et un missile air-air tiré par un avion de combat atteint directement la cible et ne provoque pas ce qui a été décrit par les enquêteurs.

"*Nous devons faire attention aux conclusions tirées trop vite. Pas à pas, les experts travaillent à rendre des conclusions irréfutables*", a commenté le Premier ministre néerlandais Mark Rutte.

Une enquête complémentaire sera nécessaire avant la publication du rapport final, qui est attendu pour l'été 2015, a affirmé l'OVV. AFP 09.09

Vous aurez remarqué qu'indirectement dans cet article il est fait mention d'un avion de combat qui aurait pu être en vol à proximité du Boeing de la Malaysia Airlines, en réalité ils étaient deux et de nationalité ukrainienne selon les témoignages que nous avons rapportés dans de précédentes causeries ou plusieurs articles que nous avons mis en ligne.

Il évoque en passant un avion de combat pour immédiatement l'évacuer, en affirmant qu'un missile air-air lancé à partir d'un tel avion n'aurait pas pu produire les impacts qui ont été relevés sur la carlingue du Boeing, passant sous silence que les deux chasseurs ukrainiens étaient équipés de mitrailleuses pouvant justement créer ce genre d'impacts en fonction des projectiles utilisés.

Et lorsqu'ils mentionnent que l'avion s'est "*disloqué en vol*", ils omettent de préciser que c'est le cockpit qui avait été visé afin de faire taire la radio de bord et d'empêcher toute tentative de reprendre le contrôle de cet avion, une autre version affirmant que ce n'est pas en vol qu'il se serait disloqué mais en touchant le sol.

Mieux encore, selon un autre article paru hier, ces "*experts*" ont rendu un premier rapport sans s'être rendu sur les lieux où gisait les restes de cet avion, c'est sur photo qu'ils ont examiné les impacts relevés sur sa carlingue.

Comment pourrait-on faire confiance à une officine du gouvernement hollandais sachant qu'il n'hésite pas à envoyer ses agents de renseignement travailler dans les grands médias pour diffuser sa propagande, méthode empruntée à la CIA. Voir l'article en ligne du 30 août dernier : *Les services secrets néerlandais ont espionné la presse dans le but d'influencer le contenu éditorial des articles* ou encore cet article du 24 août *Enquête sur l'écrasement du vol MH17 : Que les coupables soient identifiés et jugés*, et surtout cet article du 11 août photos à l'appui rédigé par un ancien pilote de l'armée roumaine *Le vol MH-17 abattu par un avion de chasse ukrainien ?*

[Haut de page](#) 

Le 11 septembre 2014

CAUSERIE

Une invitation.

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat le Samedi 27 septembre 2014 à 14h dans les locaux du CERMTRI 28, rue des Petites-Écuries, 75 010 Paris (Métros : Château d'Eau – Bonne nouvelle) « *La portée du combat des trotskystes en Union soviétique* ».

La gauche ou faites tomber les masques. Double langage et double jeu.

-Décès de la géostratégie française - legrandsoir.info - 7 septembre 2014

La France renonce de plus en plus à ce qu'a fait les grandes heures de sa gloire militaire et diplomatique, à savoir une politique équilibrée et indépendante ? - legrandsoir.info

La marionnette.

Les dirigeants de la classe dominante utilisent leurs médias et réseaux sociaux pour mettre dans l'embarras ou affaiblir Hollande dans un premier temps, histoire de lui rappeler le pacte qu'il avait passé avec eux et qu'il s'était engagé à respecter à la lettre. Dans un second temps, une fois ce rappel à l'ordre enregistrer et la correction opérer ils le soutiennent en utilisant les mêmes instruments de communication.

N'ayant aucun principe ou scrupule, dans les deux cas ils recourent à toutes sortes de procédés, y compris les plus tordus. Ils l'affaiblissent pour augmenter leur emprise sur lui, il ne leur est pas seulement tout dévoué, il doit se sacrifier au besoin, sa personnalité doit passer au second plan, il n'est plus qu'un zombie, l'exécutant docile de la sale besogne qu'ils lui ont confié la tâche d'accomplir. Qu'il tergiverse, hésite, rechigne, cherche à temporiser et ils lui promettent l'enfer s'il persiste. Car il ne faudrait pas qu'il oublie que sans la bienveillance qu'ils ont manifestée à son égard depuis son élection, il aurait déjà été contraint à la démission ou à la dissolution ou les deux à la fois, ils en ont le pouvoir et il le sait, comme ils savent parfaitement qui il est vraiment, un imposteur, qu'il doit tenir son rôle jusqu'au bout ou le plus loin possible, et que ce n'est pas à lui d'en décider une fois qu'il l'avait accepté de l'endosser, ils le tiennent et ne le lâcheront pas car ils ont un agenda à tenir. Le jour où ils décideront de le lâcher il sera fini, et ayant révélé qu'il était somme toute particulièrement médiocre et cynique, un vulgaire parasite sans fonction réelle en dehors de nuire au bien-être de ceux qui l'ont élu, il finira ces jours seul ou entouré d'une coterie tout aussi misérable ou méprisable que lui.

A côté Sarkozy percevait sa fonction comme celle d'un joueur de casino assurer de rafler la mise quoi qu'il arrive et c'est ce qui s'est passé. S'ils sont certes tous les deux aussi médiocres, le second présente l'avantage de le prendre à la légère, tandis que le second le prend au sérieux ce qui lui donne un air encore plus ridicule, pathétique au point de se demander comment un homme peut tomber aussi bas, y compris dans l'estime de soi-même pour avoir cultivé cette bassesse toute sa vie.

Sarkozy prétendit dès le départ gouverner pour les riches qu'il invita à fêter sa victoire, leur victoire, il leur devait bien cela après tout, il pouvait les flatter sans que personne ne se méprenne sur leur rôle respectif puisque la collusion entre le pouvoir politique et celui de la finance ou de l'industrie s'étalait au grand jour, ils poussèrent même le luxe jusqu'à la mettre en scène au Fouquet's le jour même.

Tandis que Hollande prétendit le contraire, il alla même jusqu'à se fendre d'un discours enflammé contre la finance, qui devait avoir pour vocation de rameuter les électeurs indécis sur ses réelles intentions, en réalité il ne fit que les flatter en leur adressant les mots qu'ils voulaient entendre sans se soucier de tout le reste qui leur aurait permis immédiatement de percevoir la supercherie.

En 2007, ce fut celui qui avait vocation à flatter les riches qui l'avait emporté, il était donc normal que celui qui flatterait les pauvres ou les victimes des riches l'emporterait la fois suivante, puisque le même ticket ne pouvait pas servir deux fois ou être gagnant deux fois de suite. Et puis valait mieux tenter la carte de l'alternance, que de risquer la paralysie à laquelle avait abouti Sarkozy en fin de mandat.

On aura remarqué dans les deux cas, que si on était en présence de personnages insignifiants, ils avaient été retenus par leurs pairs parmi bien d'autres candidats potentiels dotés de qualités supérieurs aux leurs pour remplir le rôle de Président de la république, ce qui ne tenait pas du hasard ou d'un concours de circonstance. Au sein de l'UMP ou du PS ils existent de nombreux dirigeants ou élus qui auraient pu faire l'affaire. Par exemple, face à Fillon ou Juppé, un pantin comme Sarkozy n'a en principe aucune chance d'être élu à la tête de l'UMP et d'être son candidat en 2017, au PS Fabius ou d'autres dont je n'ai pas les noms sous la main présente les mêmes avantages par rapport à Hollande, au passage Valls en est le clone pour ainsi dire parfait, d'où le fait qu'il ait été choisi pour remplacer Ayraut.

Tout cela pour dire que cela arrange bien les dirigeants de l'oligarchie financière qu'il y ait des personnage aussi médiocres à la

tête de l'Etat, puisqu'ils sont destinés à devenir les têtes de turc des masses exploitées, ils se disent qu'il vaut mieux sacrifier des agents de peu de valeur que se passer des services de fidèles serviteurs au talent confirmé, qui au sein des différents gouvernements font très bien le travail qu'on leur a confié, discrètement, en demeurant au second plan, l'essentiel étant que leur politique soit appliquée.

Les déboires du Président de la république leur sert aussi à discréditer l'Etat qu'ils combattent par l'intermédiaire de l'UE, leur créature. Plus il est affaibli ou son pouvoir contesté, plus l'Etat l'est face à la Commission européenne ou à l'impérialisme américain sur lesquels il ne reste plus à ses représentants qu'à s'aligner, mieux encore, ils pourront même le justifier du fait de cette situation de faiblesse qui ne présente pour eux que des avantages. Et lorsqu'il faut monter au créneau pour convaincre la population du bienfait d'une mesure ou d'une guerre par exemple, là l'Etat sort son va-tout, ses représentants les plus qualifiés, Sapin ou Fabius qui sont des experts en matière de désinformation ou de manipulation des faits

Les dirigeants de la classe dominante jouent sur les deux tableaux afin de contrôler l'exécutif en fonction de leur agenda politique. On le voit parfaitement ces derniers jours.

Les médias ont commencé par s'emparer des "révélations" de Trierweiler sur Hollande, alors qu'absolument rien ne les y obligeait, par exemple on a pu observer hier qu'à part le Parisien, tous avaient décidé comme un accord de ne pas répercuter la décision prise par Sarkozy de se lancer à la course pour conquérir la direction de l'UMP, préférant révéler qu'il pourrait être impliqué dans une nouvelle affaire. Puis quelques jours plus tard, une fois le coup porté, ils ont commencé à le ménager en relayant les prises de position de Valls, Royal et d'autres dirigeants en sa faveur. Pour finir, hier, ils relayaient généreusement un sondage selon lequel la majorité des personnes sondées devenues les "Français" histoire d'y donner plus d'importance, désapprouvaient la publication du livre de Trierweiler, normal deux jours avant que Hollande se rende en Irak, cinq jours avant la conférence internationale ou le sommet sur l'Irak qui doit se tenir à Paris, franchement l'heure n'était plus à tirer sur Hollande mais à le soutenir, d'où ce sondage bidon.

On s'aperçoit ici qu'ils tirent parti dans les moindres détails de faits qu'ils montent ou non en épingle en fonction de des besoins de la classe dominante ou de l'impérialisme américain, afin que l'exécutif, Hollande dispose de conditions favorables pour appliquer leur politique, quitte à les créer artificiellement pour l'occasion. D'un côté ils maintiennent en permanence la pression sur Hollande et de l'autre ils le ménagent ou lui viennent en aide quand il est en difficulté parce qu'ils ont encore besoin de lui.

En complément

- Une nette majorité de Français désapprouve la publication du livre de Trierweiler - Francetv info

Sondage bidon si l'on se rapporte à sa popularité, entre 13 et 19% selon les sondages, au rejet majoritaire de sa politique antisociale parmi la population.

En admettant qu'il ne serait pas bidon, il faudrait en déduire que dans une société gouvernée par l'hypocrisie et le mensonge une majorité de gens adopteraient la même attitude, cela n'aurait rien de surprenant et serait plutôt dans l'ordre des choses, non, n'y sommes-nous pas confrontés quotidiennement dans notre entourage ?

- Hollande se dit blessé par l'attaque de Trierweiler sur les pauvres - Reuters

Il n'y a que la vérité qui blesse...

- Mélenchon: Hollande devrait se demander "pourquoi tout le monde" croit Valérie Trierweiler - AFP

- Ecarté en avril de l'Elysée, Aquilino Morelle tire à boulets rouges sur Hollande - LeParisien.fr

- Montebourg dénonce "la grande constance dans l'erreur" de Hollande - Reuters

- Une enquête vise des proches du secrétaire d'Etat Kader Arif - Reuter

ACTUALITE EN TITRES

La décomposition de leur société à nu.

- Un quart des 18-35 ans ont déjà envoyé des photos dénudées par Internet - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le social leur ennemi.

- Sapin: les 21 milliards d'économies en 2015 seront finalement réalisés - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a annoncé mercredi que la France maintenait son objectif de 21 milliards d'économies dans la dépense publique en 2015, une semaine après avoir dit qu'elle n'y parviendrait pas en raison de la faiblesse de l'inflation.

"La maîtrise des dépenses est une nécessité et nous irons jusqu'au bout de l'objectif de 50 milliards d'économies prévues jusqu'en 2017, à commencer par les 21 milliards d'économies prévues pour la seule année 2015", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

"Les deux milliards d'économies qui ne seront pas réalisés à cause de la faiblesse de l'inflation seront donc compensés", a déclaré M. Sapin, précisant que le montant nominal d'économies réalisé ne serait pas augmenté par rapport à l'objectif initial.

M. Sapin a détaillé les économies qui seront réalisées par rapport à la progression naturelle de la dépense publique, laquelle comprend les dépenses de l'Etat, celles des collectivités territoriales et celles de la sécurité sociale.

"Les dépenses de l'Etat et de ses opérateurs diminueront de plus de 1 milliard d'euros, quand naturellement elles auraient progressé de 6 milliards. La baisse des dotations aux collectivités locales sera confirmée à hauteur de 3,7 milliards. S'agissant de la sécurité sociale, plusieurs milliards d'économies ont déjà été votées ou négociées", a-t-il déclaré.

M. Sapin a par ailleurs indiqué que *"d'autres mesures complémentaires"* seraient détaillées dans le projet de budget pour 2015, qui doit être présenté le 1er octobre. AFP 10.09

Comment justifient-ils la poursuite de la guerre en Irak et le bombardement de la Syrie ? Mode d'emploi.

On retrouve mot pour mot le dispositif et le discours de Bush au lendemain du 11 septembre 2001 qui devait servir à justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis contre tous les Etats et tous les peuples qui ne se soumettraient pas à ses exigences.

Ils se sont inventés un ennemi, le terrorisme, pour à la fois justifier leurs interventions militaires en violation de la souveraineté des Etats, de tous les traités ou toutes les conventions signés depuis 1945, et mieux camoufler leurs réelles intentions, défendre leurs intérêts économiques contre leurs concurrents russes, chinois et autres, afin de conserver leur place hégémonique dans le monde.

Cette analyse serait incomplète si on ne précisait pas qu'il est faux de prétendre que les Américains voudraient empêcher la Russie ou la Chine de se développer, en réalité ce qu'ils visent c'est la manière dont ils devraient se développer selon les critères qu'ils entendent leur dicter ou qu'ils devraient adopter selon les règles du néolibéralisme, les mêmes qui sévissent déjà aux Etats-Unis et en grande partie dans les pays de l'UE, qui consistent à favoriser la concentration du capital entre les mains d'une oligarchie au détriment de l'Etat ou des classes moyennes, qui à terme doit assumer le pouvoir politique conformément au pouvoir ou à la puissance sans partage qu'elle a acquise.

L'entreprise de déstabilisation à grande échelle dans laquelle se sont lancés les Etats-Unis envers la Chine et la Russie notamment, le Brésil aussi, vise avant tout à porter au pouvoir dans ces pays l'oligarchie financière qui est appelée à se développer sur le modèle anglo-saxon, afin qu'elle concentre le pouvoir à l'échelle mondiale et forme un gouvernement mondial qu'aucune classe, force ou puissance ne pourra contester.

L'impérialisme américain, une menace pour tous les peuples et pour la paix.

- Obama prêt à lancer des frappes contre l'EI en Syrie - 20minutes.fr

«Si vous menacez l'Amérique, vous ne serez jamais en sécurité», a martelé le président américain. 20minutes.fr 10.09

Lire les intérêts des multinationales et banquiers américains...

- Obama promet des frappes contre l'Etat islamique *"où qu'il soit"* - LeMonde.fr

Obama indique ici que les Etats-Unis entendent dicter leur loi à tous les pays du monde ou qu'ils doivent s'y soumettent, que les intérêts de l'Amérique sont supérieurs à ceux de tous les Etats dans le monde, qu'il compte agir en maître absolu du monde. Hitler en avait rêvé...

- Les républicains soutiennent une ligne dure contre l'Etat islamique - [LeMonde.fr](#)

Pour justifier le bombardement de la Syrie, ils avancent leurs pions, ils y préparent psychologiquement les populations.

- Syrie : le chlore a bien été utilisé comme arme chimique - [LePoint.fr](#)

- Obama dévoile sa stratégie contre l'EI, possibles frappes en Syrie - [AFP](#)

Selon le New York Times, le président américain s'apprêterait à autoriser des frappes aériennes contre les combattants de l'EI en Syrie, comme les Etats-Unis le font déjà en Irak avec plus de 150 frappes depuis le début du mois d'août.

Les Etats-Unis ont reçu l'appui de nombreux pays, comme la France, dont le président François Hollande se rendra vendredi à Bagdad avant d'organiser lundi à Paris une conférence sur l'Irak, à laquelle participera M. Kerry. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a précisé mercredi que la France, participerait "si nécessaire" à une action militaire aérienne en Irak.

Les Américains veulent notamment obtenir le soutien des monarchies du Golfe qui, après avoir été accusées de financer des groupes radicaux, ont pris récemment conscience de la menace que représente l'EI pour leur propre stabilité.

La perception de la menace a changé aux Etats-Unis depuis la décapitation de deux journalistes, James Foley et Steven Sotloff. Selon un sondage réalisé pour le Washington Post et ABC News, plus de deux tiers des Américains soutiennent désormais des frappes aériennes américaines en Irak.

Lors de leur conversation téléphonique, M. Obama et le roi Abdallah d'Arabie saoudite sont tombés d'accord sur la nécessité d'augmenter l'entraînement et l'équipement de l'opposition syrienne modérée. Selon la Maison Blanche, les deux dirigeants ont jugé qu'une opposition syrienne plus forte était "*essentielle pour faire face aux extrémistes tels que l'EI ainsi qu'au régime Assad qui a perdu toute légitimité*". [AFP 10.09](#)

Ce qu'ils appellent "*l'opposition syrienne modérée*" forment aujourd'hui le gros des troupes de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra.

L'objectif de la mise en scène de la "*décapitation*" de deux journalistes américains est ainsi dévoilé.

En complément. C'est la même guerre ou stratégie. Propagande, déstabilisation et offensive néolibérale en Amérique latine.

- Brésil: l'horizon économique s'assombrit pour la réélection de Rousseff - [AFP](#)

- Dilma Rousseff serait battue au second tour au Brésil - [Reuters](#)

[Haut de page](#) 

Le 13 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de traiter tous les sujets d'actualité, on fait ce qu'on peut. On ajoutera une dizaine d'articles en fin de journée ou demain matin.

Je répondrai au camarade (de Sud) qui m'a relancé quand j'en trouverai le temps. Il se demande pourquoi je soutiens le POI, parce que lorsqu'il est *minuit dans le siècle* on se doit de serrer les rangs, de se tourner vers le parti qui selon nous incarne le mieux la cause que nous défendons. Je sais que sur ce sujet j'ai été particulièrement léger ou même mauvais, on ne peut pas être bon partout, désolé. J'y reviendrai plus tard. L'accélération de l'oeuvre destructrice de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale à laquelle participe l'impérialisme français, la radicalisation de la classe dominante, la décomposition croissante de la société, etc.

bref, la barbarie impose de rassembler nos forces pour combattre ensemble notre ennemi commun...

Lisez le dernier éditorial de D. Gluckstein (IO n°318), il me convient globalement même si je ne l'aurais pas rédigé ainsi. L'essentiel y est et c'est le plus important, quand il écrit : "C'est pourquoi la liquidation des institutions de la Ve République n'est pas un sujet de débat pour 2017, mais un objet du combat d'aujourd'hui."

Cette exigence se concentre dans la nécessité de bloquer, maintenant, le pacte de responsabilité. La mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations, en balayant le pacte de responsabilité, ouvrira la voie à l'édification d'une authentique démocratie politique dont les formes et le contenu seront définis par le peuple lui-même."

Le tour est rapidement fait, aucun autre parti ne combat pour le renversement des institutions de la Ve République. Ensuite à chacun de voir s'il a envie ou non de participer à ce combat.

Qui sera le plus impérial ?

- La France en première ligne en Irak - LeFigaro.fr

Vassalité oblige.

- Hollande affirme "le soutien et la solidarité de la France" au gouvernement irakien - Francetv info

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent pendant ce temps-là.

- Eastman Chemical veut racheter Taminco 2,8 milliards de dollars - Reuters

- Enel offre 8,25 milliards d'euros pour contrôler Enersis - Reuters

La compagnie d'électricité Enel a annoncé jeudi avoir lancé une offre contraignante de 8,25 milliards d'euros sur la participation de sa filiale espagnole Endesa dans la compagnie chilienne Enersis. Reuters 11.09

- Le danois Danfoss rachète le finlandais Vacon pour un milliard - Reuters

- Le chiffre d'affaires de Ferrari continue de s'envoler - AFP

- Chine: plus d'un million de millionnaires en dollars - AFP

Quand leur espoir ne dépasse le niveau d'une talonnette, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

- Une majorité de sympathisants veut Sarkozy à la tête de l'UMP - Reuters

- Présidence de l'UMP: Sarkozy aurait déjà 12.000 parrainages - 20minutes.fr

- Bernadette Chirac: Sarkozy ne doit pas prendre la tête de l'UMP - AFP

Bernadette Chirac, "persuadée" que Nicolas Sarkozy va gagner en 2017, a jugé vendredi que l'ancien chef de l'Etat "ne devait pas prendre la présidence de l'UMP" car "cela lui porterait tort". AFP 12.09

- Corruption présumée: Sarkozy et Herzog ont déposé leurs requêtes en nullité - AFP

Comment ils étrillent Hollande...

- Sondage: une démission de Hollande souhaitée par 62% des Français - AFP

- 54% souhaitent que François Hollande "procède à la dissolution de l'Assemblée nationale", 41% qu'il "change de Premier

ministre", fonction assurée depuis cinq mois par Manuel Valls. AFP 11.09

- Confiance: Hollande recule à 15%, Valls chute à 22% - AFP

Selon le baromètre YouGov de septembre publié jeudi pour le Huffington Post et iTélé.

.... pour mieux le ménager ensuite.

- Frédéric Lefebvre (UMP), soutien surprise de Hollande - Liberation.fr

- Trierweiler, Thévenoud, Morelle... pieds nickels et nickelés - Liberation.fr

Ils cherchent à en finir avec la Syrie.

- Frappes américaines contre l'Etat islamique: Une «*violation grossière*» du droit international selon Moscou - 20minutes.fr

- Moscou condamne d'éventuelles frappes américaines en Syrie - LePoint.fr

- L'Arabie saoudite accueillera des camps d'entraînement pour rebelles syriens - LeMonde.fr

- Syrie: l'opposition salue le plan américain et appelle à agir contre Assad - AFP

- Etat islamique: des frappes aériennes risquent d'être insuffisantes - AFP

Opération déstabilisation.

- Chine: étudiants et professeurs montent au créneau pour les droits des LGBT - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rouleau compresseur néolibérale en action.

- Mario Draghi exhorte les gouvernements à agir - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a exhorté jeudi les gouvernements à entreprendre des réformes structurelles et à accroître l'investissement public pour relancer l'économie de la zone euro, en parallèle aux mesures de soutien monétaire décidées par la BCE.

(Traduction : Les gouvernements doivent engager ou poursuivre des "*réformes structurelles*" en faveur du patronat, dont celles concernant la flexibilité du marché du travail et la baisse du coût du travail, s'endetter davantage à travers des investissements destinés aux entreprises privées, la dette pour l'Etat ou les travailleurs, les profits pour les actionnaires ou les capitalistes, tandis que la BCE a adopté de nouvelles mesures monétaires destinées aux banques. Ainsi la nature de la BCE est claire : Tout pour le capital ! - ndlr)

Pour relancer l'investissement des entreprises, Mario Draghi demande aux gouvernements d'améliorer leur environnement réglementaire afin de ne pas, a-t-il dit, "*saper le moral des entrepreneurs.*"

(Traduction : Il faut libérer les entreprises du carcan réglementaire qui leur impose de respecter un certain nombre de normes conformes aux besoins des différentes composantes de la société, notamment en matière environnementale. - ndlr)

Il a cité l'Espagne en exemple, se félicitant de ses perspectives de rebond sur les deux prochaines années grâce à ses réformes en faveur des entreprises.

(Il est vrai qu'il aurait du mal à citer une seule réforme en faveur des travailleurs, c'est tellement évident qu'il s'en vante. - ndlr)

Un autre moyen d'encourager l'investissement consiste à diversifier les sources de financement des entreprises au-delà du seul

circuit bancaire, a poursuivi Mario Draghi.

(Il est vrai qu'on se demande à quoi peut bien servir l'argent que la BCE verse aux banques... - ndlr)

"Il nous faut donc développer des sources fiables de financements non bancaires, tels que l'appel aux marchés d'actions et obligataires, la sécurisation, les prêts de compagnies d'assurance ou de sociétés de gestion, le capital-risque et le financement participatif", a-t-il dit.

(A des taux supérieurs aux banques et des conditions plus contraignantes... - ndlr)

Evoquant la politique budgétaire, Mario Draghi a appelé de ses voeux une *"mise en oeuvre cohérente et crédible"* du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, qui limite les déficits des Etats membres à 3% du produit intérieur brut.

(Réduire le champ d'action ou d'intervention de l'Etat dans l'économie au profit du secteur privé revient à se passer de recettes et tend donc à accentuer le déficit, qui sert ensuite à justifier des coupes claires dans tous les budgets sociaux. C'est en effet *"cohérent et crédible"* du point de vue néolibéral. ndlr)

Dans ce cadre, *"les gouvernements peuvent trouver de l'espace pour soutenir l'investissement productif et parvenir à une composition des politiques budgétaires plus favorable à la croissance"*, a-t-il dit. Reuters 11.09

Favorables aux capitalistes ou actionnaires, nous l'avons déjà dit.

Les vases communicants. Il faut bien les trouver quelque part ces 50 milliards d'euros d'économies destinés aux nantis.

- Petites retraites: la revalorisation promise n'aura pas lieu - AFP

Les retraités les plus modestes, qui devaient voir leurs pensions augmenter au 1er octobre, seront logés à la même enseigne que les autres: à cause de la faible inflation, elles ne seront finalement pas revalorisées.

Les petites pensions inférieures à 1.200 euros, que le gouvernement avait épargnées de la mesure de gel décidé au printemps dernier, ne seront pas revalorisées dans trois semaines, du fait de la *"très faible inflation"* finalement prévue pour 2014, a annoncé vendredi le ministère de la Santé à l'AFP.

Dans le cadre du plan de 50 milliards d'économies d'ici à 2017, présenté en avril, le gouvernement avait décidé le gel des retraites jusqu'en octobre 2015, qui devait générer 1,3 milliard d'économies.

Sous la pression de députés de la majorité, le gouvernement s'était engagé à épargner les retraités modestes de la mesure de gel.

Au final, ce sont bien les quelque 15 millions de retraités français qui ne verront pas leur pension augmenter.

Dans les faits, cela revient à un gel de 18 mois puisque la date de revalorisation annuelle des retraites avait déjà été décalée cette année d'avril à octobre à l'occasion de la réforme des retraites.

"Cinq euros de plus par mois, pour les plus défavorisés, ce n'était pas rien!" s'est insurgé Annie Petit, la secrétaire nationale de l'Union nationale des retraités et personnes âgées (UNRPA), soulignant que 2 millions de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté (987 euros par mois en 2012).

Qui peut croire un instant que le socialisme serait synonyme d'injustice sociale ?

En complément.

- Sondage: seuls 19% des Français jugent le gouvernement Valls *"de gauche"* - AFP

Ce qui démontre indirectement que même ceux qui se disent de droite se reconnaissent en lui, et ils ne se trompent pas.

Ils seraient bien plus réactionnaires que révolutionnaires et cela se comprend.

Tout les encourage à l'être, hélas !

- Les Français de plus en plus sévères pour les pauvres, selon une étude du Crédoc - leparisien.fr

Emoussée par la crise, la bienveillance des Français à l'égard des plus pauvres décline. Le constat implacable est dressé en chiffres par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc). En 2014, «*l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux*», résument les chercheurs.

Les Français interrogés sont de plus en plus nombreux à «*croire que les effets déresponsabilisants des politiques sociales*». Le modèle français de l'Etat-Providence n'est plus plébiscité, et c'est une nouveauté car «*habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis*».

Les pauvres doivent s'en prendre à eux-mêmes. C'est ce qui transparaît des réponses fournies au Crédoc. «*Depuis 2009, les opinions se sont franchement durcies*», notent les experts.

Ainsi, l'idée que «*s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient retrouver un emploi*» recueille désormais 64% d'opinions favorables contre 60% en 2013.

Plus sévère encore, 37% des personnes interrogées estiment que «*les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir*». Au lendemain de la crise économique, en 2009, elles n'étaient que 25% à le penser.

Et la solidarité semble aussi avoir un effet pervers aux yeux des sondés : 44% considèrent que «*faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités*».

Les politiques sociales n'incitent pas à l'effort. Le bien-fondé et l'efficacité de ces politiques sont clairement remis en cause. Pour une majorité de sondés, elles mènent à une «*déresponsabilisation*».

76% des Français questionnés jugent «*qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire*». 54% pensent que les pouvoirs publics font ce qu'il faut voire trop pour les plus démunis, et 53% considèrent que «*le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas travailler*». Et les aides aux familles qui ont des enfants sont jugées largement «*suffisantes*» à 63% contre... 31% seulement en 2008. En résumé, les allocations familiales, ça suffit.

Robin des bois n'a plus la cote. Prendre aux riches pour donner aux pauvres est une idée qui «*perd du terrain depuis deux ans*» selon le Crédoc.

Alors que 71% des Français souhaitaient une plus grande redistribution des richesses en 2012, ils ne sont plus que 55% en 2014, après deux ans de présidence Hollande. «*Le sentiment que les riches sont déjà suffisamment taxés n'est certainement pas sans lien avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'État*», analysent les chercheurs.

«*Les mesures prises par le gouvernement socialiste (augmentation des impôts) ont pu amener à renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France*», note le Centre de recherche.

Le ras-le-bol des classes moyennes. Pour expliquer ces tendances, le Crédoc lance des hypothèses. Tout d'abord, «*les Français pensent que les caisses de l'État sont vides et que les aides sociales ne peuvent plus être aussi généreuses que par le passé*».

Mais «*il importe aussi de prendre en compte la situation financière des classes moyennes, qui s'est dégradée continûment depuis une vingtaine d'années. (...) Ces difficultés financières croissantes des strates intermédiaires de la population rendent de plus en plus difficilement acceptables la relative inefficacité du système socio-fiscal français*». leparisien.fr 12.09

Voilà de quoi alimenter l'extrême droite.

On n'y revient pas quotidiennement, mais c'est bien là un des aspects déterminants de la situation, l'embourgeoisement d'une majorité des masses qui adhèrent à l'idéologie de la classe dominante et rejoignent les classes moyennes contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui ne voyant pas poindre à l'horizon une alternative au capitalisme se rétractent sur elles-mêmes.

C'est le chacun pour soi qui prédomine dès lors avec tout ce qu'il comporte d'abjecte, dont s'en prendre au premier bouc émissaire qu'on leur sert sur un plateau, le jeune, le chômeur, le retraité, le musulman, l'immigré, l'étranger, etc. ici le pauvre. On ne les juge pas, c'est un constat. C'est la réaction naturelle en l'absence de conscience de classe sous un régime capitaliste.

Après la révolution "par les urnes", voici venu le temps de la Constitution par la "toile".

Et voilà qu'on nous ressort les réseaux sociaux qui devraient se substituer à la lutte des classes, on comprend mieux dès lors pourquoi les officines de propagande du régime (agences de presse et médias) ont offert généreusement une nouvelle tribune à l'illusionniste Mélenchon.

Les dirigeants du vieux monde, qui sont toujours animés de bonnes intentions envers les peuples, ont mis à leur disposition Internet et toute une batterie d'instruments de communication permettant à chacun de s'exprimer en leur fournissant l'impression de disposer de plus de liberté ou qu'ils vivaient dans une démocratie, cadre ou piège alléchant dans lequel ils allaient évidemment tous tomber car a priori il correspondait à une de leur revendication ou aspiration politique, pour ensuite pouvoir mieux les manipuler sachant qu'ils demeuraient dépourvus de conscience de classe ou malgré parfois les apparences baignaient toujours dans la même ignorance.

La multitude de points de vue qui devaient s'exprimer sur le Net allait accélérer la dislocation du mouvement ouvrier. Comment ? De différentes manières.

Tout d'abord en mettant en concurrence des point de vue de nature individuelle et des point de vue à caractère collectif de telle sorte que ces derniers soient noyés dans une masse d'idées contradictoires et qu'à l'arrivée les internautes se retrouvent confrontés à une grande confusion qui leur interdise de déterminer quelle idée serait meilleure qu'une autre ou quelle idée serait plus légitime qu'une autre, aboutissant à une situation où ils ne savent plus quoi penser, où ils en arrivent à se dire que toutes les idées se valent, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas.

Ensuite en mettant en concurrence des point de vue dont ils ignorent l'origine ou les intentions, la nature et les objectifs, tout en réalité, c'est un processus qui leur échappe totalement, qu'ils sont incapables de maîtriser en dehors du choix qui leur est laissé d'y participer ou non, ils ignorent sur quoi reposent les idées qu'on leur propose, quel lien ou rapport il existe entre ces idées et les conditions sociales que connaissent ceux qui les émettent, quelle réalité elles traduisent en fonction du statut social de l'émetteur, la conscience qu'il en a ou pas, quelle expertise il a en la matière ou quelle connaissance ou expérience il a acquise pour traiter un sujet particulier, bref, s'il possède une quelconque légitimité pour qu'on prête attention à son discours. Au nom de la liberté d'expression l'avis d'un ignare ou d'un scientifique aura la même valeur, du coup c'est toute connaissance qui est remise en cause, qui devient inaccessible.

Après, en flattant l'individualisme qui est une des composantes du développement de notre personnalité et qui prend ses racines dans les fondements du régime en place, le Net favorise son épanouissement qui entre en contradiction avec la contrainte que constitue l'appartenance à une communauté dont les contours, les statuts ou le fonctionnement correspondent à des principes ou des règles précises ou strictes que chacun de ses membres sont censés avoir adoptés et respectés. Plus leur objet ou contenu seront restreints ou de portée limitée, réduit à une facette de l'existence, à une question particulière, plus il sera facile d'y adhérer ou de s'y identifier. En revanche plus ils auront une valeur générale ou engloberont des aspects divers de la société, concentreront un ensemble de sujets relatifs au fonctionnement ou à l'orientation de la société, plus la multitude d'idées contradictoires présentes sur le Net constitueront des obstacles pour y adhérer, autant de réserves semant le doute pour ne pas adopter une interprétation générale de la société ou du monde. A l'arrivée, chacun se reconnaîtra dans les idées qu'il partageait déjà ou qui incarnent sa condition ou la conscience qu'il en a sans aller au-delà.

Au-delà, la multiplicité des situations ou des conditions rencontrées par la population favorisera la création d'un nombre quasi illimité de pôles de regroupements généralement insignifiants sur cette base restreinte, leur nombre important permettant aux gouvernants de prendre appui sur eux le moment venu pour les instrumentaliser ou s'en servir contre le reste de la population ou le mouvement ouvrier, ils pourront servir de levier ou de moyens pour légitimer leur politique.

Plus loin, l'avalanche ininterrompue d'idées anonymes permet de discréditer toute idée avancée par des opposants au régime en place qui peuvent s'exprimer sur le Net. Quand on défend une idée, on l'étaie généralement dans une démonstration au moyen d'arguments, de faits, etc. on cite ses sources ou on fournit nos références, on a tout intérêts à être d'une honnête scrupuleuse jusque dans les moindres détails, alors que ceux qui interviennent sur le Net et qui n'ont pour seul objectif que démolir toute version qui n'est pas conforme à celle du gouvernement ou toute idée généralement répandue par la classe dominante ou ses représentants ou encore qui est conforme à ses intérêts, ils emploieront tous les procédés malhonnêtes qui existent, sans aucune limite, ce que la plupart des lecteurs ne percevront pas forcément si l'affaire est délicatement enveloppée, sachant que chaque internaute ne va pas vérifier systématiquement tout ce qui lui tombe sous les yeux, il est facile de les tromper. Il existe aussi en rhétorique un ensemble de figures de style ou de pensée dont on peut user et abuser pour induire en erreur une personne à son insu. On peut aussi recourir à la logique, qui associée à des mécanismes psychologiques pour se livrer à des manipulations peuvent produire des effets étonnantes que la plupart des gens sont incapables de détecter. C'est d'autant plus facile que la plupart des gens se leurrent sur leur propre capacité intellectuelle, et ceux qui se destinent de les berner en usent et en abusent à volonté sur le Net, il suffit de suivre le déroulement de certains commentaires qui figurent à la suite de certains articles où se succèdent les interventions des mêmes internautes pour avoir l'illustration. Généralement on se fait manipuler quand on ne se pose pas la question de savoir ce qu'il manque dans un article, dans un article qui traite un événement particulier, pourquoi l'auteur a omis un élément qui si on le prenait en considération réduirait sa démonstration ou ses conclusions à néant. On oublie souvent le non-dit, le mensonge par omission, le fait qu'on est en présence d'une mémoire sélective.

Le Net et les réseaux sociaux en particulier ont pour fonction de diluer la pensée, de rendre toutes choses égales entre elles ou

le contraire permettant d'inverser la cause et l'effet. Ils sont un facteur de confusion totale au lieu de favoriser la connaissance ou la prise de conscience des masses. Sur le plan psychologique, ils sont un puissant instrument de dislocation de la personnalité favorisant le développement de la schizophrénie, favorisant l'isolement et l'individualisme au détriment de l'expérience pratique du contact humain. Il couourt à renforcer l'idéalisme, la conceptualisation de l'existence au lieu de la vivre pleinement et d'en tirer des enseignements, or c'est à partir de cette expérience, de ce contact ou de cet échange vivant, pratique qu'on peut évoluer, il est donc plutôt une source de régression à tous les niveaux pour rabaisser l'homme, l'affaiblir, l'atomiser pour mieux le contrôler et lui imposer un mode de pensée et de vie contraires à ses intérêts fondamentaux. A suivre

Ce qu'il faut retenir de l'initiative du Parti de gauche sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

C'est que malgré les apparences trompeuses, elle n'est en aucun cas en rupture avec la Constitution de la Ve République qui a pour fonction d'assurer la pérennité de la domination de classe des capitalistes, de la légitimer et de la justifier sur le plan juridique, dans la mesure où nulle part il n'est fait mention du renversement de la domination de classe ou de l'ordre établi au profit de la classe dominée ou des exploités, nulle part également il n'est question de remettre en cause les priviléges dont dispose la classe dominante qui reposent sur les rapports sociaux de production, le mode de production capitaliste et de répartition des richesses qui en découle au profit des nantis qui conserveraient ainsi le pouvoir.

Qui plus est, il est complètement farfelu d'imaginer un seul instant que la Constitution et les institutions de la Ve République pourraient s'effacer ou disparaître suite à une pétition ou un mouvement né sur Internet qui serait le prélude à un mouvement plus large, alors que la mobilisation de millions de travailleurs n'a pas suffit pour faire reculer un gouvernement sur une contre-réforme (retraite, Sécu). Si les travailleurs n'ont jamais pris le pouvoir par les urnes ou un bulletin de vote, ce n'est pas demain qu'ils y parviendront par ce moyen-là, or c'est ce qu'on voudrait à nouveau nous faire croire. Cet appel s'inscrit dans le cadre et le respect des institutions en place qu'il n'est nullement question de renverser à terme.

Il faut donc en déduire que cette opération ne peut que conduire les travailleurs dans une impasse à défaut de leur proposer une issue politique qui serait réellement en rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui s'en serviraient pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser, par une mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs puisqu'il n'existe aucun autre moyen pour la classe ouvrière de s'en débarrasser, de prendre le pouvoir politique.

De plus, un gouvernement qui ne s'appuierait pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses et ne favoriserait pas leur organisation à travers tout le pays, se priverait des moyens qui lui permettrait de réaliser sa politique afin de satisfaire les revendications sociales des masses ou pour changer la société. Par la suite, le soutien dont il bénéficiait au départ parmi les travailleurs s'effriterait rapidement, pendant que la réaction fourbirait ses armes pour le renverser une fois conduit à la paralysie pour ne pas s'être attaqué au pouvoir de la classe dominante, lui fournissant l'occasion à la fois de revenir au pouvoir et de s'attaquer violemment au mouvement ouvrier qu'elle réprimerait en profitant de la neutralité de pans entiers de la classe ouvrière, qui frustrés ou se sentant trompés se détourneraient du gouvernement, tout en s'appuyant sur les couches les plus impatientes et prêtes à en découdre qui viendraient renforcer le lumpenprolétariat et retourneraient leurs armes contre le gouvernement, dès lors condamné à lui céder le pouvoir de gré ou de force.

On aurait pu faire l'économie de cette analyse et affirmer que, puisque le Parti de gauche n'entend pas rompre avec l'UE et l'euro, annuler purement et simplement la dette de l'Etat, s'attaquer aux fondements du capitalisme ou socialiser toutes les grandes entreprises, il s'interdit à l'avance de mener une autre politique que celle du gouvernement actuel car demeurant subordonné à la classe des capitalistes ou au marché, en conclusion cette initiative est une supercherie, une escroquerie politique.

Il faut noter enfin, que chaque fois que les institutions de la Ve République sont fragilisées ou vacillent, il s'en trouve toujours dans le mouvement ouvrier pour se saisir de la crise politique qui les menace afin de les soulager de cette pression. Cet appel s'apparente à une opération de récupération pour le compte du régime de la part de partis qui lui sont intimement liés.

Et ce n'est pas un hasard, si à défaut de légitimité au sein de la classe ouvrière ils se saisissent des instruments créés par la classe dominante pour combattre la démocratie et accélérer la dislocation du mouvement ouvrier, instruments destinés essentiellement à la petite bourgeoisie et aux classes ou couches moyennes qui sont subordonnées au capitalisme, instruments étrangers à la lutte de classe du prolétariat, donc qui ne peuvent pas se transformer en instruments au service du combat qu'il mène pour son émancipation du capital, qui doivent servir à toutes sortes de manipulations ou à instrumentaliser le mécontentement ou l'impatience du petit bourgeois, de façon à orienter son combat politique contre la classe ouvrière ou à s'en servir comme une force d'appui au service du régime.

La supercherie transpire à chaque ligne de cet appel, par exemple quand ils affirment qu'il faudrait "changer la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens", alors qu'en réalité sans discontinué depuis 1789 c'est la classe des capitalistes qui détiennent le pouvoir, elle seule, tout le pouvoir, qu'à aucun moment dans le passé il n'en a été autrement.

Mais alors demanderez-vous, comment peuvent-ils prétendre le contraire ? Question très intéressante, car au passage elle révèle la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire des initiateurs de cet appel en faveur d'une VIe République ou la tenue d'une assemblée constituante qui seraient assurément les clones de la Ve République et de l'Assemblée nationale. Pour répondre

à notre question, c'est très simple à comprendre, en faisant référence aux citoyens qui englobent toutes les classes, le patron, l'actionnaire et l'ouvrier, comme si elles avaient les mêmes intérêts et menaient le même combat politique, poursuivaient les mêmes objectifs politiques, or chacun sait qu'il n'en est rien en réalité.

Cette référence n'est évidemment pas fortuite ou gratuite, elle a un contenu de collaboration de classes comme on vient de le voir, collaboration de classes qui profite toujours au régime et jamais aux travailleurs. Ce tour de passe-passe sémantique n'a rien d'anodin, car il est la négation de la lutte des classes ou exprime la soumission de la classe dominée à la classe dominante qui incarne nous dit-elle l'intérêt général, l'intérêt supérieur de la nation, du peuple de France précisent les staliniens. Toutes ces formulations expriment le même contenu de classe, l'impossibilité ou plutôt le refus de se situer sur le terrain de classe des exploitées de la part du Parti de gauche allié du PCF, lui-même allié du PS, supplétif du parti de l'ordre, qui est un des piliers des institutions et du régime qu'il s'agit dès lors de préserver par n'importe quel moyen contre les masses et non de les liquider.

Bref, le citoyen, dans ce cadre précis, c'est à la fois le maître qui détient le pouvoir économique et politique et le serviteur qui n'en détient aucun, parce qu'il est lié à son maître par des rapports dont il ignore la nature. Le citoyen, c'est le fil à la patte qui relie chaque membre de la société entre eux et aux institutions devant lesquels il doit se prosterner, se soumettre, c'est la chaîne qui entrave l'esclave, délimite le champ dans lequel sa pensée et ses mouvements doivent évoluer, dans lequel il doit envisager son destin de sa naissance à sa mort, au delà duquel il n'existe pas, il n'existe rien, exactement comme avec le capitalisme dont il doit être le docile petit soldat. Seul le citoyen du monde fait voler en éclats toutes ces entraves ou barrières, encore faut-il qu'il en est conscience, ce qui est rarement le cas.

On y fera référence exclusivement lorsqu'il s'agira de l'opposer à sa négation, l'individu atomisé et dépouillé de tout droit, une fois l'Etat dissout au profit d'une institution supranationale ou privée, dont l'existence reposera sur l'abolition de la lutte des classes ou incluerait dans ses statuts l'instauration d'une dictature de fer interdisant à quiconque d'en contester la légitimité, fusionnant ou contrôlant, détenant le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, de telle sorte que disparaîtrait la notion de classe indispensable pour s'organiser et la combattre.

Dans cet appel du PG il ne s'agit pas vraiment de ce citoyen-là dont les attributs politiques ou les droits se confondent en partie avec les principes de la République qui ont une valeur collective, puisqu'il est question de fonder de "nouveaux droits personnels" et non de reconquérir tous les droits collectifs que tous les gouvernements antérieurs ainsi que celui qui est en place se sont employés à liquider au cours des décennies antérieures. Qui plus est, pour les reconquérir, si c'était réellement le but de cette initiative, il va de soi qu'elle ne s'adresserait pas aux citoyens en général dont les patrons, mais exclusivement aux masses exploitées, en faisant un amalgame entre tous les citoyens, cela revient à occulter le fait que la classe dominante combat sur sa propre stratégie politique énoncée plus haut, donc cela revient à entretenir des illusions sur ses réelles intentions qui ne peuvent pas coïncider avec les besoins ou droits des travailleurs.

L'emploi de ce terme générique, citoyen, est incompatible avec le combat classe contre classe, car il est éclectique et d'un emploi passe-partout auquel chacun peut attribuer un contenu différent et contradictoire prêtant à confusion, on retrouve là justement la raison d'être des "réseaux sociaux", qui n'ont pas vocation à armer les masses pour mener leur combat politique, mais bien plutôt le contraire.

Voilà où mènent les contradictions du FdG, l'incohérence (apparente seulement) de son programme, son incapacité à s'adresser aux masses qui en retour s'en détournent, au pire opportunisme qui soit, à substituer à la lutte de classe une démarche bureaucratique sans lendemain.

Apposez votre nom au bas d'une page, vous allez voir comment cela va changer votre vie, mais qui peut croire sérieusement de telles sornettes ?

Voyons de quelle manière tout cela se présente.

AFP - Mélenchon lance son mouvement pour une VIe République sur internet - AFP

Jean-Luc Mélenchon a lancé jeudi soir sur le plateau du Grand Journal de Canal, la première étape de son "mouvement pour une VIe République" en ouvrant une page internet sur laquelle on peut s'inscrire pour, à terme, "changer la Constitution", a annoncé le Parti de gauche. (La République démocratique bourgeoise est décidément héréditaire, comme la monarchie ! Nous nous préférions rompre avec cette tradition et revendiquer une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'UE). - ndlr)

"Changez la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens ! (Il ne l'a jamais eu, à part les nantis, à croire qu'il est leur porte-parole. - ndlr) N'attendez pas les consignes ! Les initiateurs de notre mouvement sont ceux qui décident, à cet instant, d'agir ensemble. Notre mouvement commence comme un réseau social. La "toile" est la plus grande place publique de notre pays. Ici, place au peuple !" est-il écrit. (Chacun aura compris que "les initiateurs", "ceux qui décident", la "toile" et le "peuple" ne font qu'un... en la personne de Mélenchon. - ndlr)

"Je demande l'élection d'une assemblée constituante qui fonde avec les citoyens la VIe République. Une République débarrassée

de la monarchie présidentielle et fondant les nouveaux droits personnels, écologiques et sociaux dont notre pays a besoin", peut-on encore lire. (Une pochette surprise pour attrape-nigauds en somme ! - ndlr)

"La première étape" de ce processus est "la publication d'une page où on peut signer une très brève déclaration qui constituera en réalité la porte d'entrée dans le réseau. (Et de sortie par la même occasion ! -ndlr) Puis un appel de personnalités sera publié. La page ouvrira alors des possibilités d'intervention interactive et de prise de décision collective. À ce moment, un comité d'initiatives pourra se constituer et c'est lui qui pilotera les étapes ultérieures", affirme encore M. Mélenchon. (Pilotage à vue en perspective d'un crash annoncé... Un parachute est fourni ? Pour lui et les siens, la question ne se pose plus. - ndlr)

"J'ai choisi cette méthode parce qu'elle me paraît être elle-même la plus en phase avec ce que nous voulons faire. (Une numéro d'illusionnisme, un de plus. -ndlr) J'en suis certain : ceux qui nous rejoindront amèneront les savoir-faire techniques qui permettront d'approfondir sans cesse les capacités de coopération entre les signataires. (Du bricolage, de l'amateurisme, rien de très sérieux. - ndlr) Le but du mouvement (...) est de provoquer dans la société un mouvement en faveur d'un but, et un seul : la convocation d'une assemblée constituante pour faire naître la VIe République", poursuit-il. (Une formule creuse, peu importe puisqu'elle demeurera sans lendemain. Il s'agit aussi de couper l'herbe sous le pied du POI qui plus sérieusement avance la perspective d'une Assemblée constituante souveraine, en précisant toutefois et c'est important, une fois débarrassé de la Ve République. C'est à croire que cette initiative est aussi tournée contre le POI. - ndlr)

Selon lui, *"faire naître ce mouvement, c'est donc l'alimenter et l'élargir à la fois par des initiatives d'autant plus fortes qu'elles seront originales, qu'elles seront voulues et pratiquées par le grand nombre, et par des contributions qui stimulent la réflexion"*. (Mélenchon croit-il vraiment que les travailleurs vont encore croire ses balivernes, ceux pour qui à un moment donné il a pu incarner un espoir après leur avoir raconté de belles histoires dans lesquelles il ne croyait pas un mot, qu'il a trompés délibérément ? Il va s'avérer bien le seul à y croire cette fois-ci. - ndlr) AFP 11.09

En complément. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. On va vous aider à y voir plus clair.

- Quand Mélenchon défendait la VIe République avec... Le Drian - Liberation.fr

«*Vite la VIe République !*» tribune dans Le Monde du 12 juillet 1990 signée par Mélenchon

«La Ve République [...] organise la négation du politique, le contournement de l'expression démocratique et la prédominance de la technocratie sur toutes les aspirations de la société, écrivent-ils. Elle a délibérément mis en quarantaine toutes les forces collectives socio-économiques, culturelles ou politiques.» Liberation.fr 12.09

Mélenchon savait donc que les institutions de la Ve République étaient antidémocratiques, cela ne l'a pas empêché d'y participer pendant près de 30 ans, au plus haut niveau (de l'Etat) en participant au gouvernement Chirac-Jospin. Mélenchon dénonce ce qui lui a permis de vivre grassement pendant 30 ans. Quel misérable pître !

Mieux encore. On ne peut pas comprendre Mélenchon si on le prend au sérieux ou si on oublie qu'il s'adresse à un parterre d'ignares ou de vendus comme lui.

Parfois il fait le crétin, il ne le fait pas toujours exprès semble-t-il, mais là où il excelle, c'est quand il prend un grand air pour parler de choses sur lesquels il ignore tout ou presque, il se ridiculise lui-même et devient pathétique. Jugez plutôt, l'exercice est particulièrement truculent et réussi ici car sa véritable nature transpire. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. Il va vous aider lui-même à y voir plus clair.

AFP - *"Où et quand a-t-on évoqué le fait qu'il faille intervenir en Irak, bombarder une fois de plus comme on l'a déjà fait en Libye avec le succès dont on se souvient, ou que l'on distribue des armes aux uns aux autres qui finissent par se retourner contre nous? (Contre qui, contre vous, ben oui pardi, contre les intérêts de Etat français avec lequel Mélenchon fait corps, la classe dominante qui est au pouvoir. C'est beau quand même la fraternité, le social-patriotisme, voilà qui donne un éclairage réaliste et assez cru sur sa définition du "citoyen". - ndlr) Ce chaos continue et nous voici maintenant avec François Hollande allant à Bagdad, ce qui ne sert à rien (Vraiment ? -ndlr) sinon à le mettre en danger (Voilà qui s'inquiète de son sort, magnifique ! - ndlr) et engager la France dans une guerre dont personne n'a parlé", a-t-il développé. (Ah ben si au moins on en avait causé un brin entre nous, p't-être bien qu'on aurait pu le justifier... - ndlr)*

M. Mélenchon prône de *"s'intéresser à ceux qui les financent et devraient prendre la responsabilité de cesser de le faire, c'est-à-dire les monarchies saoudienne, qatarie, avec lesquelles nous entretenons des relations d'une délicieuse courtoisie et à qui nous vendons du matériel des armes qui ne servent à rien (Vraiment, et la destruction de la Syrie ? A la trappe! -ndlr) puisqu'ils ne sont pas capables eux-mêmes de participer au maintien de l'ordre étatique"*. (Ah ben si au moins ces armes avaient permis d'atteindre les objectifs fixés par Obama, là on applaudirait à tout rompre ! - On a envie de dire : quel réac, non ? C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y a un décalage total entre les intentions qu'ils affichent ou l'impression qu'il veut donner de lui-même et ce qu'il est réellement. - ndlr)

Il regrette également que Américains et Français s'apprêtent à "taper dans le tas sans tenir aucun compte de l'Onu". (Ah l'ONU qui a soutenu toutes les guerres, instrument de la classe dominante pour mener sa guerre contre tous les peuples de la planète, comme il y tient ! - ndlr) AFP 12.09

Ce n'est pas fini ! Toujours plus fort, il prône à la fois la défense et la dislocation des Etats-nations qui devraient se doter d'une nouvelle Constitution... une fois disparus, en France une VIe République ! Non, vous ne rêvez pas.

- Mélenchon voterait en faveur de l'indépendance de l'Ecosse - Le Nouvel Observateur 12.09

Au fait, cette VIe République, c'est une blague de potache, un de ses potes a lâché le morceau hier.

Le conseiller municipal (PCF) d'Alfortville, Jean-Noel Coirault, à la fête de l'Humanité : «*On appelle de nos voeux à la constitution d'une VI République, avec de la proportionnelle. On ne va pas s'opposer à ce que dit Mélenchon*». liberation.fr 12.09

Voilà, la VIe République, c'est la Ve "avec de la proportionnelle", le FN en prime, chouette s'écrit Hollande dans son palais !

Leur oeuvre de destruction irréversible.

- La déforestation de l'Amazonie s'est accélérée en 2013 - Reuters

La destruction de l'Amazonie, plus vaste forêt tropicale du monde, s'est accélérée l'an dernier, la déforestation s'accroissant de 29%, confirment les chiffres définitifs publiés mercredi par le gouvernement.

Les données satellites pour les 12 mois août 2012-juillet 2013 montrent que 5.891 kilomètres carrés de forêt ont disparu dans l'Amazonie brésilienne.

La lutte contre la destruction de la forêt amazonienne est considérée comme cruciale dans la réduction du réchauffement climatique mondial parce la déforestation dans le monde représente 15% des émissions annuelles de gaz à effet de serre, soit plus de la totalité des émissions du secteur des transports.

Outre le fait qu'elle est un puits géant pour le gaz carbonique, l'Amazonie est un sanctuaire pour la biodiversité, où cohabitent des milliards d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Les plus grosses augmentations en matière de déforestation ont été constatées dans les Etats de Para et du Mato Grosso, terres de développement de l'agriculture brésilienne. Plus de 1.000 kilomètres carrés de forêt ont été supprimés dans chacun de ces deux Etats.

En dehors de l'agriculture, les autres causes de la déforestation sont l'exploitation forestière illégale et l'occupation de terrains publics qui jouxtent de grands projets d'infrastructures dans la région amazonienne, tels que des routes et des barrages hydroélectriques.

Malgré l'augmentation de la déforestation en 2013, la zone déboisée reste la deuxième surface la plus faible depuis que le gouvernement a commencé à produire des statistiques sur la question en 2004. Cette année-là, 30.000 kilomètres carrés de forêts avaient été perdus.

La semaine dernière, Reuters a publié des photographies d'Indiens d'Amazonie qui ont arrêté et battu des exploitants forestiers illégaux sur leur réserve dans l'Etat du Para. La tribu a décidé d'effectuer elle-même la surveillance, faisant valoir que les autorités brésiliennes n'étaient pas efficaces. Reuters 11.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Les Etats-Unis rallient 10 pays arabes contre les jihadistes - AFP

Les Etats-Unis ont obtenu jeudi de dix pays arabes leur l'engagement, y compris éventuellement militaire, dans l'offensive annoncée par le président Barack Obama pour "éradiquer" les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Le régime syrien, appuyé par la Russie, a toutefois mis en garde Washington contre d'éventuelles frappes sur son territoire sans son accord.

Washington, les pays du Golfe, l'Egypte, l'Irak, le Liban et la Jordanie "ont déclaré leur engagement partagé à se tenir unis contre la menace que pose pour la région et le monde le terrorisme, y compris le soi-disant EI", selon un communiqué commun, au terme de sept heures de tractations.

Ce soutien ferme des pays arabes inclut leur accord à "se joindre, le cas échéant, à une campagne militaire coordonnée", précise le communiqué sans entrer dans les détails.

Toutefois, a souligné M. Kerry devant la presse à Jeddah, "aucun pays ne parle de placer des troupes au sol et nous ne pensons pas qu'il y en ait besoin". A la télévision ABC, il a été encore plus clair: "Pas de troupes combattantes américaines au sol, point à la ligne".

Il aussi affirmé sur les chaînes CNN et CBS que les Etats-Unis n'étaient "pas en guerre contre l'Etat islamique", mais conduisaient une "très importante opération anti-terroriste".

Le chef de la diplomatie américaine poursuivra sa tournée vendredi à Ankara puis au Caire samedi pour rencontrer le chef de la Ligue arabe.

Dans son allocution, le président Obama avait martelé l'objectif de son "plan d'action": "Nous affaiblirons, et, à terme, détruirons l'EI". Pour y parvenir, "je n'hésiterai pas à agir contre l'EI en Syrie, comme en Irak", avait-il annoncé.

Des avions américains pourraient donc effectuer des raids contre des bastions de l'EI en Syrie, en plus des quelque 150 frappes conduites depuis le 8 août en Irak.

Aux yeux de diplomates américains, l'Arabie saoudite doit être l'"élément clé de la coalition par sa taille, son poids économique et sa portée religieuse avec les sunnites".

Après l'appel téléphonique de Barack Obama mercredi au roi Abdallah d'Arabie, M. Kerry a eu un entretien avec lui jeudi soir. Ils sont tombés d'accord pour renforcer l'aide à l'opposition syrienne modérée. Les Saoudiens pourraient former et entraîner des rebelles syriens, qui combattent à la fois le régime de Bachar al-Assad et l'EI.

Les Etats-Unis entendent aussi "renforcer (leurs) bases" dans le Golfe et accroître "les vols de surveillance" avant d'éventuelles frappes en Syrie, selon un responsable du département d'Etat. Le Pentagone va commencer à baser une partie de ses avions à Erbil, au Kurdistan irakien.

La stratégie Obama a été bien accueillie par l'opposition syrienne modérée, qui devrait bénéficier des moyens militaires qu'elle réclame depuis longtemps. Mais le Congrès américain a prévenu qu'il n'y aurait pas de vote sur cette aide avant la semaine prochaine.

Bagdad a aussi salué l'annonce par M. Obama de l'envoi de 475 conseillers militaires supplémentaires en appui aux forces kurdes et fédérales irakiennes en termes d'équipements, de formation et de renseignements. Cet effort portera à environ 1.600 le nombre de militaires américains en Irak.

L'engagement des Etats-Unis contre l'Etat islamique est un tournant pour le président Obama, élu fin 2008 sur sa volonté de tourner la page d'une décennie de guerres en Irak et en Afghanistan.

Sans surprise, Moscou, allié de Damas, a jugé que des frappes en Syrie sans l'aval de l'ONU constituerait une "violation grossière" du droit international. Le régime de Bachar al-Assad a également prévenu Washington que "toute action sans l'accord du gouvernement serait considérée comme une attaque contre la Syrie".

Présente à Jeddah, la Turquie a confirmé qu'elle ne prendrait pas part aux opérations armées, se concentrant "entièrement sur les opérations humanitaires".

En Europe, l'Allemagne a exclu de participer à des frappes en Syrie. "On ne nous l'a pas demandé et nous ne le ferons pas", a dit

son chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier.

Le Premier ministre britannique David Cameron a en revanche dit ne "rien" exclure, son chef de la diplomatie ayant cependant affirmé que Londres ne participerait pas à des opérations en Syrie.

De son côté, le président français François Hollande exposera sa position au cours d'une visite en Irak vendredi. Son chef de la diplomatie Laurent Fabius a indiqué que la France participerait "si nécessaire à une action militaire aérienne" en Irak. AFP 11.09

2- Syrie

2.1- La réaction de la Syrie en cas de frappes US - french.irib.ir

Les hauts responsables syriens ont ordonné aux officiers de la DCA syrienne d'abattre tout avion qui violerait l'espace aérien de la Syrie, selon les sources bien informée au sud du Liban. french.irib.ir 12.09

2.2- La réaction russe, si Obama bombardait la Syrie - french.irib.ir

Le vice-Premier ministre russe a dénoncé le recours des Etats Unis à un nouvel alibi, pour justifier des frappes contre le territoire syrien, frappes, qui, rappelons-le, auraient dû avoir lieu, en septembre 2013. Pour la Russie, il s'agit, ni plus, ni moins, d'une démarche, qui violerait la souveraineté syrienne, si elle n'intervient pas en coordination avec Damas. A plus d'une reprise, les autorités US ont annoncé refuser tout dialogue avec Assad, en ce sens, un Assad, à qui elles refusent toute légitimité, et ce, au mépris des résultats de la présidentielle syrienne, en été. Mais si, comme l'a promis Obama, les Etats Unis se mettaient à étendre ses frappes aériennes, au-delà de l'Irak, pour cibler Daesh sur le sol syrien, que fera alors Moscou?

Selon certaines sources d'information, la Russie n'est pas, encore, sûre de l'intention réelle d'Obama, vu que ce dernier est bien volatile et a habitué tout le monde, amis comme ennemis, à des virages spectaculaires. N'empêche que l'expérience du passé l'a bien montré, il faut être bien vigilant avec les Américains. Selon les sources bien informées, Moscou et Damas mènent, en ce moment, des discussions intenses, pour coordonner des frappes aériennes conjointes contre les positions de Daesh, avant le mois d'octobre. En d'autres termes, la Russie et la Syrie veulent ôter tout prétexte aux Etats Unis et à l'OTAN, au sujet des agissements de Daesh. Depuis quelque temps, déjà, l'Armée de l'Air syrienne a intensifié ses opérations, dans des régions contrôlées par Daesh, à Raqqa, mais aussi, à Deir ez-Zour.... alors, vers une opération conjointe Russie/Syrie contre celle des Etats Unis/OTAN. french.irib.ir 11.09

2.3- Frappes US contre la Syrie : Pékin réagit - french.irib.ir

"Pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international", a affirmé la Chine en réaction à la politique de fuite en avant et les 4 ans de silence des Etats-Unis face aux crimes et agissements des groupes terroristes de Daesh en Syrie et à l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama.

Pékin est d'avis que pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international , le droit à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des pays, a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. Le porte-parole du ministère chinois a espéré que grâce aux efforts déployés par la communauté mondiale la paix et la stabilité seront instaurées au plus vite dans les pays victimes du terrorisme . « *La situation chaotique dans certaines régions favorise le terrain à la perpétration des actes terroristes, amenant la communauté mondiale à prendre de nouvelles engagements pour instaurer la sécurité et la stabilité dans le monde. La Chine coopère avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme jusqu'à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde* » a précisé le porte-parole chinois. La Chine recçoit donc avec beaucoup de réserve l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama qui est une manière cachée pour déclarer la guerre à la Syrie. french.irib.ir 12.09

3- Ukraine

3.1- Ukraine: L'Union européenne et Obama annoncent de nouvelles sanctions contre la Russie - 20minutes.fr

Après plusieurs jours d'atermoiement, les 28 Etats membres de l'UE ont décidé d'ajouter vendredi 24 personnalités, "dont les nouveaux dirigeants du Donbass, les membres du gouvernement de Crimée ainsi que des décideurs et oligarques russes" à sa liste de personnes et entités visées par des sanctions ciblées, qui en comptera désormais 119.

Les Occidentaux ont annoncé jeudi de nouvelles sanctions contre la Russie après que Kiev a reconnu avoir perdu du terrain face aux rebelles, suscitant une menace de riposte de Moscou qui les accuse de miner le processus de paix.

Alors que le président ukrainien Petro Porochenko a promis mercredi plus d'autonomie aux régions de Donetsk et Lougansk, fiefs rebelles qui veulent leur indépendance, Kiev a pour la première fois reconnu jeudi une étendue du contrôle des insurgés de la frontière orientale avec la Russie jusqu'à la mer d'Azov.

Cet état de fait avait été partiellement constaté par des équipes de l'AFP en août après une contre-offensive insurgée en direction des villes stratégiques côtières du sud de la région de Donetsk, au bord de la mer d'Azov.

Si les rebelles s'emparaient du port de Marioupol, dernière grande ville ukrainienne encore sous contrôle de l'armée, cela permettrait de créer un pont terrestre entre la frontière russe et la Crimée, péninsule ukrainienne annexée en mars par la Russie. 20minutes.fr 11.09

3.2- UE-Ukraine: l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange repoussée - AFP

L'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui doit être ratifié mardi par le Parlement ukrainien, n'entrera pas en vigueur avant fin 2015, a annoncé vendredi la Commission européenne, à l'issue de discussions avec l'Ukraine et la Russie, qui y est fortement opposée.

La zone de libre-échange constitue le volet économique de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine signé en juin. Jusqu'ici, la Commission avait toujours assuré que cette zone serait créée "rapidement", même de façon provisoire, en attendant sa ratification par l'Ukraine et les 28 pays membres de l'UE.

"Nous allons repousser (...) l'accord de libre-échange au 31 décembre de l'année prochaine", a déclaré le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, lors d'un point de presse. Auparavant, le président ukrainien Petro Porochenko avait pourtant annoncé que l'accord d'association entrerait en vigueur dès le 1er novembre.

Le changement de régime en Ukraine avait eu lieu à la suite de manifestations d'Ukrainiens pro-européens après le refus de dernière minute de l'ex-président Viktor Ianoukovitch de signer ce rapprochement avec l'UE, en novembre 2013.

M. De Gucht avait réuni vendredi les ministres ukrainiens des Affaires étrangères, Pavlo Klimkine, et russe de l'Economie, Alexeï Ouloukaev, quelques heures après l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions européennes contre la Russie, à la fois économiques et contre des personnalités russes et ukrainiennes accusées d'être impliquées dans le conflit en Ukraine.

L'accord d'association, qui comporte à la fois un volet politique et un volet commercial, a depuis le début suscité la colère de Moscou, qui estime que l'Ukraine ne peut pas profiter de liens commerciaux privilégiés à la fois avec la Russie, comme c'est le cas actuellement, et avec l'UE.

"Les parties poursuivront les consultations sur la façon de répondre aux inquiétudes soulevées par la Russie", ont-elles précisé dans un communiqué commun.

Par ailleurs, *"la Russie et l'Ukraine confirment qu'elles continueront à appliquer le régime préférentiel"* en matière de droits douaniers découlant de l'accord de libre-échange au sein de la Communauté des Etats Indépendants, qui regroupe plusieurs ex-républiques soviétiques.

"Cela nous laisse 15 mois pour continuer les discussions (...) Nous nous sommes entendus pour prolonger pour la même période les mesures commerciales provisoires", qui réduisent fortement les taxes douanières sur certains produits ukrainiens à destination du marché européen, a expliqué M. De Gucht.

Ces mesures provisoires annoncées en mars, et qui devaient arriver à échéance en octobre, offrent à l'Ukraine d'importantes réductions des droits de douanes, lui permettant, selon la Commission, de faire quelque 500 millions d'euros d'économies en année pleine.

L'Ukraine apparaît toutefois perdante, car avec la zone de libre-échange, la baisse des taxes douanières aurait rapporté à elle seule 1,2 milliard d'euro par an à son économie, selon de précédents calculs de la Commission. Cela aurait permis aux exportations ukrainiennes vers l'UE de bondir de un milliard d'euros par an. AFP 12.09

- L'Union européenne demande la «libération» du policier estonien «enlevé» par la Russie - 20minutes.fr

4- Israël

- Israël: 43 soldats s'élèvent contre les injustices faites aux Palestiniens - AFP

Une quarantaine de soldats de réserve de la plus prestigieuse unité de renseignement militaire israélien ont décidé de ne plus en endosser l'uniforme pour ne plus avoir à participer aux injustices commises selon eux contre les Palestiniens.

Il s'agit de l'une des plus importantes expressions d'objection de conscience depuis des années en Israël.

"Nous, anciens de l'unité 8200, réservistes mobilisés ou mobilisables, déclarons que nous refusons de prendre part à des actions contre les Palestiniens et de continuer à être instrumentalisés pour renforcer le contrôle militaire sur les Palestiniens dans les territoires occupés", écrivent 43 officiers et soldats signataires d'une lettre adressée au Premier ministre et au chef d'état-major israéliens et transmise vendredi à l'AFP dans une version anonyme.

"Nous ne pouvons plus continuer à servir ce système et à dénier leurs droits à des millions de personnes tout en gardant bonne conscience", disent les signataires.

Publiée moins de trois semaines après la guerre dans la bande de Gaza, la lettre est sans lien avec elle. Mais elle est un pamphlet contre la politique globale du "régime" et les pratiques du Renseignement mises au service de cette politique.

Il y est question de mise sous surveillance de millions de Palestiniens sans distinction, jusque dans leur vie privée.

Ces refuzniks (terme désignant des Israéliens refusant de servir) dénoncent *"la persécution politique"* à laquelle participe leur activité d'espionnage; des tribunaux militaires rendant leurs jugements sans que les Palestiniens aient accès aux preuves rassemblées contre eux et des agissements montant les Palestiniens les uns contre les autres.

Ils s'en prennent plus largement à la règle militaire sous laquelle des millions de Palestiniens vivent depuis plus de 47 ans ainsi qu'à la colonisation et à l'hypocrisie d'une politique invoquant les nécessités de sécurité pour se justifier.

L'armée a nié la réalité de ces accusations et a affirmé dans un communiqué ne *"pas avoir d'informations selon lesquelles des violations spécifiques mentionnées dans cette lettre ont eu lieu"*.

Ce *"manifeste des 43"* émane d'une unité qui, par la force des choses, sort rarement de l'ombre. L'unité 8200 est un service d'élite du renseignement militaire. Spécialisée dans la cybersécurité, chargée des écoutes, elle est souvent comparée à la NSA (National Security Agency) américaine.

Dans un pays où l'armée joue un rôle prééminent et où l'opinion a très majoritairement soutenu la récente guerre à Gaza, la dernière manifestation marquante d'objection de conscience remonte à 2003, lors de la seconde Intifada. Vingt-sept pilotes de l'armée de l'air avaient refusé de mener des opérations de liquidation dans les Territoires palestiniens.

"Je pense que nous avons tous signé cette lettre pour la même raison: parce que nous n'arrivons plus à dormir la nuit", résume une des 43 dans un entretien publié vendredi dans le quotidien à grand tirage Yediot Aharonot.

Une femme parle de l'erreur d'identification qu'elle a commise et qui a conduit selon elle à la mort d'un enfant. D'autres s'émeuvent d'avoir à écouter les conversations les plus intimes de Palestiniens.

"Si tu es homosexuel, et que tu connais quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît l'homme que l'on recherche, Israël va transformer ta vie en enfer", explique un autre à titre d'exemple.

"C'est comme cela qu'on recrute des agents partout dans le monde, cette méthode du chantage se trouve dans n'importe quel manuel du renseignement de n'importe quelle armée", commente le colonel de réserve Itamar Yaar, ancien vice-président du Conseil de sécurité nationale interrogé par l'AFP.

"Les soldats sont aussi des citoyens et ont aussi une opinion politique. J'aurais préféré que cette lettre n'existe pas, mais elle est là, et c'est une chose normale", dit-il.

Un responsable sécuritaire a minimisé l'impact de ce *"manifeste des 43"*.

"Ils lavent leur linge sale en public avant même de se tourner vers l'armée. C'est la preuve qu'ils sont dans une démarche d'activisme politique plutôt qu'une volonté de faire changer le système", a dit à l'AFP ce responsable sécuritaire sous couvert d'anonymat. Selon lui, ces 43 personnes représentent moins d'1% du nombre total de réservistes de l'unité 8200. AFP 12.09

[Haut de page](#) 

Le 14 septembre 2014

CAUSERIE

10 articles ont été ajoutés.

Qui en douterait ?

"L'objectif réel de la stratégie lancée par Obama est la démolition de la Syrie et la réoccupation de l'Irak."

(Lire dans cette page : *La sainte croisade d'Obama* par Manlio Dinucci)

Infos sur la Syrie.

- Syrie: accord signé entre les pseudos "**rebelles**" et l'Etat islamique - french.rib.ir

Les doutes ne sont plus permis.

Le plan de Barack Obama prétendument contre l'Etat islamique vise à flinguer le pouvoir syrien. Les soi disant rebelles syriens et les jihadistes de l'Etat islamique (EI) ont enterré la hache de guerre au sud de Damas au terme d'un accord, le premier du genre depuis le déclenchement des hostilités entre eux au début de l'année. Comment Washington, le mensonge chevillé au corps, expliquera-t-il demain l'armement et l'entraînement de ces "*rebelles*" qui font corps avec l'EI ?

En effet, Les insurgés de pacotille, les islamistes ou les "*modérés*", selon la formule consacrée, ont conclu un cessez-le-feu à Hajar al-Aswad, dans la banlieue sud de la capitale, où les deux adversaires sont présents. Selon les termes de l'accord, "*les deux parties respectent une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et elles promettent de ne pas s'attaquer car elles considèrent que le principal ennemi est le régime noussairi*", terme péjoratif pour désigner les alaouites, secte dont est issu le chef de l'Etat Bachar al-Assad.

Après des revers cuisants subis dans le nord et surtout l'est de la Syrie et à l'issue d'une offensive lancée en juillet, les rebelles avaient réussi à chasser les combattants de l'EI de quatre de leurs bastions au sud-est de Damas, Mesraba et Maydaa, dans la Ghouta orientale, ainsi que de Yalda et Beit Sahem. Les jihadistes s'étaient alors retranchés dans Hajar al-Aswad, où ils ont une forte présence.

En résumé, ces gens ont toujours été ensemble. Derrière cet accord se cache l'offensive de l'armée arabe syrienne contre eux. Terrassés, ils sont obligés de se remettre ensemble...Les insurgés de pacotille, les islamistes de l'Etat islamique ou les "*modérés*", ne sont que l'avers et le revers d'une même médaille... french.rib.ir 13.09

- Syrie/Irak/Daech: Obama va échouer..(sécurité nationale US) - french.rib.ir

Selon les experts américains en sécurité nationale, cité par le journal Washington post , la stratégie anti Daech d'Obama va échouer pour la simple et bonne raison que Daech ne sera pas mis en échec sans une intervention terrestre des forces américaines. "*La stratégie qu'a défini Obama contre l'Etat islamique se concentre de façon prioritaire sur les frappes aériennes des Etats Unis contre Daech et l'implication dans le même temps des forces militaires irakiennes. Et pourtant sans une intervention terrestre des soldats Us. Cette stratégie ne paraît pas apte à anéantir la milice Daech. En effet les Etats Unis devront faire entrer sur scène la composante terrestre du Pentagone. Les unités spéciales US devront rejoindre les forces irakiennes à la fois pour leur donner des conseils et pour les assister. Il faudrait aussi les dispositifs de surveillance et de contrôle pour définir les cibles à frapper par l'aviation américaine* ".

Et le journal justifie de la sorte une ré-occupation du territoire irakien : " *l'ex-analyste de la CIA et agent chargé de lutte contre le terrorisme au Département d'état, Larry Johnson a bien reconnu que Daech a été une armée et que les seules frappes militaires ne sont pas en mesure de pousser Daech à déguerpir . Les daechistes ont fusionné avec la population locale et ils agissent de façon parfaitement tactique* ". " *D'autres analystes estiment que les miliciens de l'Etat islamique se sont enracinés dans la population, à Mossoul, à Fallouja , à Ramadi et dans d'autres villes du pays et qu'il est impossible de les en expulser sans l'engagement des troupes bien expérimentées au soi! les Etats Unis ne peuvent pas non plus prendre uniquement appui sur les forces de sécurité en Iran et se contenter des frappes aériennes. Les Etats Unis ne peuvent pas en effet compter trop sur les irakiens puisque l'armée irakienne a effectué de très large retrait au moment de la prise de Mossoul. Et ce genre de retrait se poursuit encore et de façon sporadique (ndlr : et pourtant c'est une armée que les américains disent avoir offert à l'Irak)* ".

Le journal cite ensuite un autre officier du pentagone pour étayer l'hypothèse d'une nécessité de l'offensive terrestre contre l'Irak :

" l'armée de l'air n'est pas seul capable d'assurer la victoire contre Daech. La stratégie présidentielle ignore cette réalité . Il faudrait une mobilisation des forces terrestres, ne serait-ce que de façon minimale. combinée aux combats des kurdes et des chiites contre Daech, cette mobilisation pourrait très rapidement défaire Daech" french.irib.ir 13.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Esbroufe d'un histrion du régime.

Mélenchon, le renégat, le looser, l'impuissant, pratiquant en permanence le double langage à l'instar de Hollande et Valls en prétendant lutter pour une cause en refusant de se donner les moyens de la réaliser, il est une caricature de l'opportuniste en politique, pour lequel finalement seule sa petite personne et ses affaires présentent réellement un intérêt dans la mesure où elles sont liées à la survie du régime en place.

Il l'illustre parfaitement en osant prodiguer des conseils aux autres alors qu'il ferait bien de commencer par balayer les immondices qui s'entassent depuis des années devant sa porte, ne s'embarrassant pas de scrupules lorsqu'il s'accorde à contradictions.

- Mélenchon appelle les frondeurs à «aller au bout de leur logique» - 20minutes.fr

Lui qui n'en a jamais été capable et c'est ce qui le caractérise précisément. C'est son fond de commerce et il en a conscience. Il le cultive, comment, c'est très simple à comprendre.

Sa démarche consiste à produire une analyse tronquée ou laissée volontairement inachevée, occultant un certains nombres de facteurs ou de rapports, tout en la sanctionnant par des conclusions plaquées à la fin d'une démonstration présentant de nombreuses lacunes ou contradictions dont il s'accorde à.

Les travailleurs ou militants non avertis, qui n'ont pas l'habitude de se poser de nombreuses questions ou qui n'ont pas le niveau de connaissance ou théorique requis pour se livrer à une analyse de fond, s'en satisferont en croyant y trouver ce qu'ils voulaient y voir. Sur la masse des travailleurs et des militants potentiels, il réussira toujours à en tromper un certain nombre, son objectif n'allant pas au-delà, car ce sera suffisant pour enfonce un coin dans le mouvement ouvrier et le diviser entre partisans et adversaires des conclusions qu'il préconise. Jamais nous nous adresserons à Mélenchon et à aucun moment nous déterminerons notre politique par rapport au PG ou au FdG ou à tout autre parti.

C'est la totalité de sa démarche qui est subordonnée à cet objectif (tromper travailleurs et militants) et nous allons le démontrer aussi simplement que possible, trop rapidement hélas ! Son intention est donc de nuire au mouvement ouvrier et au prolétariat au lieu de servir leur cause, ce sera très important de l'avoir à l'esprit en permanence par la suite.

Produire une analyse du capitalisme et de la société sans parvenir à la conclusion qu'il faut le liquider ainsi que la totalité de ses institutions présente des risques qu'il s'agit de maîtriser au possible ou de circonscrire pour prévenir toute polémique à venir et pouvoir se justifier, si l'on ne veut pas être ridiculisé ou se voir accusé de dilettantisme, de charlatanisme, afin de continuer d'apparaître comme quelqu'un de sérieux et de cohérent dans sa démarche, d'honnête ou de sincère envers soi-même et l'auditoire auquel on s'adresse, de faire en sorte que notre discours et notre engagement politique correspondent bien aux intentions qu'on affiche, en apparence, et sur lesquelles il faut absolument éviter que quelqu'un s'interroge puisqu'elles sont inavouables.

Comme on vient de le dire, partant du constat que Mélenchon est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales, européennes ou internationales, par conséquent il lui est également impossible de produire une analyse qui tienne debout ou qui soit cohérente, sauf à le démasquer comme lieutenant du capital, ce qui est le cas quand on le lit ou l'écoute attentivement, puisque sa démarche présente inévitablement de nombreuses imperfections ou il lui est impossible de cadenasser un certain nombre de questions qui demeurent sans réponse ou au-dessus desquelles il passe allègrement ou encore ses conclusions bâclées.

Conclusions sur lesquelles il faut insister, à la fois parce qu'elles sont censées résumer les attentes de ses lecteurs ou auditeurs, mais surtout parce qu'elles entrent en contradiction avec l'ensemble de sa démonstration, dans laquelle ne figure pas les moyens politiques qui permettraient de résoudre les questions qu'il aborde ou de mettre en œuvre une autre politique. Autrement dit, il suffit de mettre en rapport les arguments qu'il avance ou les mesures qu'il préconise avec les conclusions qu'il en tire, pour s'apercevoir que sa démarche est totalement incohérente, qu'on est en présence d'un charlatan.

Maintenant, s'adressant à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas notre expérience, voyons comment il s'accorde des faiblesses de sa démonstration, à quoi elles vont lui servir car il en a conscience, et il a évidemment pensé aux réponses qu'il apporterait aux questions que ses lacunes ou contradictions feraient naître forcément ou qui arriveraient aux oreilles de

son auditoire. N'oublions pas que nous ne sommes pas en présence d'un ennemi du capitalisme mais d'un capitulard, et que c'est en tant que tel qu'il a construit sa démonstration.

Disons d'emblée qu'il niera les contradictions qu'on lui prêtera, parfois violemment. De préférence il dénigrera celui qui osera les soulever, hurlant au procès d'intention, prétextant l'ignorance ou la mauvaise foi de son contradicteur, bref, il fera dans le déni puisqu'il ne lui est pas possible de s'en sortir autrement. Il lui arrivera aussi tout simplement de ne pas vouloir répondre aux questions qu'on lui pose, ce qui revient au même, le mépris ou l'arrogance en prime, il a été à bonne école au PS.

Quant aux lacunes que présente sa démonstration ou son argumentation, et qui au premier abord sont plutôt un inconvénient, il va tenter de s'en servir en les retournant à son avantage. Comment, en s'appuyant justement sur l'ensemble des questions ou hypothèses qui peuvent en découler ou qui jailliront à l'esprit de son auditoire en laissant le soin à chacun de les explorer, d'en penser ce qu'il veut, il lui suffira ensuite d'opposer les différentes réponses proposées pour ne retenir que celle qui lui convient ou par un tour de passe-passe affirmer qu'elle est cohérente avec sa démonstration ou confirme son analyse et le tour sera joué. Rien de plus facile en présence d'un auditoire qui lui est favorable ou dont il sait à l'avance qu'il n'a pas les moyens de produire une analyse de fond ou jusqu'au bout, profitant de cet avantage, à tout moment il peut saisir n'importe quel argument pour orienter la discussion dans la direction qu'il aura fixée. Si les nouveaux arguments avancés par son auditoire s'inscrivent dans sa démarche, tant mieux, et si ce n'est pas le cas, il s'en tirera en demandant à son interlocuteur où il voulait en venir, celui-ci ne pouvant pas répondre restera bouche bée et l'affaire sera entendue, classée. Il pourra aussi expliquer qu'un certain nombre de facteurs ou rapports peuvent encore évoluer, et que ce sera uniquement en fonction de l'évolution de la situation qu'il pourra répondre à certaines questions laissées volontairement sans réponse, entendez par là que si lui n'y répond pas, c'est que seuls des charlatans peuvent y répondre. Et n'insistez pas, car il pourrait s'emporter et déclarer que vous remettez en cause son expérience ou son engagement politique, ce qui aura le don de cloquer le bec de son contradicteur. N'oublions pas non plus que nous avons à faire à un beau parleur dont la force de dissuasion repose uniquement dans son éloquence, un professionnel de l'entourloupe, ne vient-il pas d'interpeler (hier à la fête de l'Humanité) Hollande en affirmant que "sa seule force (...), c'est sa faiblesse", exactement comme lui et son argumentation politique faite de bric et de broc.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la démarche de Mélenchon s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, que toutes les questions qu'il pose s'inscrivent uniquement dans ce cadre dans lequel il est facile de deviner les réponses, qui impérativement ne peuvent déborder de ce cadre. Son exercice consiste à démontrer en quelque sorte qu'il serait possible de passer au socialisme dans le cadre du capitalisme, aussi il ne répond à aucune question qui se situe au delà du capitalisme. Or les questions qu'ils posent, qu'il est obligé de poser, ne peuvent être résolues qu'une fois liquidé le capitalisme, d'où l'incohérence des réponses qu'il y apporte ou le silence qu'il garde sur certaines questions. Il lui est facile partant de là de tenir pour affabulation ou de rejeter tout argument qui impliquerait la rupture avec le capitalisme, de refuser d'entrer dans cette discussion, puisque cela ne correspond pas à ses objectifs politiques ou à ses véritables intentions. Ainsi, indirectement il assume s'accorder du capitalisme, qu'il le reconnaîsse ouvertement ou non n'y changeant rien.

Je ne suis pas entré dans le détail du programme du PG ou je n'ai fait référence à aucune position défendue par Mélenchon, parce que je n'en ai pas eu le temps, cela nous aurait emmené trop loin. J'ai juste voulu donner une grille de lecture pour décrypter sa démarche, sa réelle motivation, qui il est vraiment, et comment il s'arrange avec ses contradictions que les médias et la plupart de ses adversaires se gardent bien de faire ressortir, vous aurez deviné pourquoi.

En complément.

- Fête de l'Huma : PC, PG, Verts et «frondeurs» réclament une «autre politique» - Liberation.fr

Vraiment ?

- Fête de l'Humanité: le front anti-Hollande au point mort - L'Express.fr

- Vote de confiance : la leçon de Martine Aubry à Manuel Valls - Liberation.fr

- Vote de confiance : Martine Aubry refuse d'appeler à l'unité - LeMonde.fr

[Petits arrangements pour grosses fortunes. Un magot tellement bien dissimulé qu'on ne peut pas mettre la main dessus, dites-donc.](#)

La collusion entre le pouvoir économique et politique est totale, comme la dictature quand on y associe le pouvoir judiciaire et les médias.

- La Belgique accueillerait près de 20 des 100 plus grosses fortunes françaises - lesechos.fr

La Belgique accueille près de vingt des 100 plus grosses fortunes françaises, et les Français détiennent au moins 17 milliards

d'euros dans ce pays, selon une enquête du quotidien économique L'Echo parue samedi.

Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France [propriétaire du groupe Les Echos, NDLR], sans être installé en Belgique, y a domicilié plusieurs sociétés dès 1999. Mais il est loin d'être le seul, confirme le journal, qui cite de nombreux autres noms, dont celui du patron du groupe belge de distribution Delhaize, Jacques Bouriez, présenté comme le premier à avoir créé, dès 1983, une holding en Belgique.

L'Echo cite des gens connus comme la famille Mulliez, propriétaire du groupe de distribution Auchan, dont plusieurs membres sont domiciliés à Estaimpuis, commune frontalière choisie plus récemment par l'acteur Gérard Depardieu. Les différentes sociétés belges des Mulliez totalisent un capital de un milliard d'euros, affirme l'Echo. L'homme d'affaires Bernard Tapie et l'animateur de télévision Arthur font aussi partie du lot.

De nombreux Français fortunés ont choisi de s'installer en Belgique ou d'y domicilier leurs sociétés, car la fiscalité belge est plus avantageuse qu'en France pour les plus riches, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF).

Parmi les « précurseurs » repérés par le journal figure la famille Bongrain, à la tête du deuxième groupe fromager français exploitant des marques comme « *Le Caprice des Dieux* ». Elle a créé une holding à Bruxelles dès 1988. Selon L'Echo, la famille Bongrain a depuis placé plus de 400 millions d'euros en Belgique.

Les Français fortunés s'établissent de préférence dans des quartiers aisés de Bruxelles, et notamment dans les communes d'Uccle et d'Ixelles, ou dans des communes longeant la frontière française près de Lille (nord de la France).

Sans y être domiciliés, les fondateurs du géant laitier Lactalis (famille Besnier) ont basé à Ixelles une holding dont le capital atteint 1,7 milliard d'euros. La famille Savare, dont le groupe Oberthur est l'un des leaders mondiaux de l'impression sécurisée, notamment de billets de banque, ont fondé une holding dotée de 410 millions d'euros à Uccle, poursuit L'Echo.

La famille Hériard-Dubreuil, qui a fait fortune dans les spiritueux, possède en Belgique une société dotée de 733 millions d'euros en fonds propres, écrit le quotidien. Dans la famille des publicitaires Decaux, c'est le plus jeune des fils du fondateur Jean-Claude Decaux qui a été repéré en Belgique : il est administrateur délégué d'une holding au capital de 106,5 millions d'euros, selon le journal.

En se basant sur le classement des 500 plus grandes fortunes françaises établie par Challenge, l'Echo calcule qu'elles détiennent 17 milliards d'euros en Belgique. Le journal évoque par ailleurs l'installation de centaines de Français aisés beaucoup moins connus, affirmant que « *beaucoup (...) se sont manifestés ces trois dernières années, c'est-à-dire depuis l'accession de François Hollande à la présidence* ». AFP et lesechos.fr 13.09

Offensive néolibérale contre la Russie, suite.

- Moscou: Washington veut "couper les liens économiques" entre l'UE et la Russie - AFP

"*L'Amérique veut profiter de la situation actuelle pour couper les liens économiques entre l'Europe et la Russie*", notamment pour imposer à l'UE ses livraisons de gaz dont les prix sont nettement supérieurs à ceux du gaz russe, a affirmé Sergueï Lavrov, cité dans un communiqué de la diplomatie russe, dans un entretien à la chaîne de télévision russe TV Centre.

Washington souhaite "s'assurer les conditions les plus favorables dans le cadre des négociations sur la création d'un partenariat transatlantique commercial et d'investissement", a-t-il estimé.

Ainsi, les Etats-Unis "tentent d'imposer à l'Europe les livraisons du gaz liquéfié américain à des prix qui ne peuvent pas être concurrentiels par rapport aux prix du gaz russe", a précisé le ministre.

Il a par ailleurs accusé l'UE d'être "prête à sacrifier son économie à la politique", en soulignant que Bruxelles avait décidé de préparer une nouvelle série de sanctions contre la Russie le 5 septembre, le jour où un accord sur le cessez-le-feu en Ukraine avait été signé à Minsk, "avant tout grâce à une initiative du président russe, Vladimir Poutine".

Mais "je suis sûr que cela va passer. Des voix raisonnables se font déjà entendre au sein de l'UE. Nous ne pensons absolument pas que cet éloignement puisse devenir stratégique" pour Moscou et Bruxelles, a indiqué M. Lavrov.

"*La Russie est intéressée à ce que notre partenariat stratégique avec l'Union européenne se renforce et se développe*", a-t-il souligné.

En complément. La propagande grossière états-unienne tout azimut.

- Kiev accuse Vladimir Poutine de vouloir détruire l'Ukraine - Reuters
 - Baisse des livraisons de gaz russe à la Pologne et la Slovaquie - Reuters
 - Avec les sanctions, les prix décollent et les Russes se serrent la ceinture - AFP
-

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Taxe "Tobin": les Européens volontaristes malgré leurs divergences - AFP

Résistance passive

- Réforme du permis de conduire: Forte mobilisation des inspecteurs attendue ce lundi - 20minutes.fr
- Grève chez Air France: Un vol sur deux environ assuré lundi 15 septembre - 20minutes.fr

Antisocial, réaction, tyrannie

- La pause pipi au travail est-elle devenue un luxe? - 20minutes.fr
 - L'absentéisme est un fléau, mais pas une fatalité - L'Express.fr
-

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine: la production industrielle à son plus bas rythme de croissance depuis 5 ans - AFP

Selon le Bureau national des statistiques (BNS), la production industrielle chinoise a gonflé en août de 6,9% sur un an, contre une hausse de 9% enregistrée en juillet. Cela représente sa plus faible progression en rythme annuel depuis décembre 2008 et les débuts de la crise financière.

"A moins d'assouplissements monétaires immédiats, la Chine ratera probablement son objectif de croissance, et le brutal ralentissement économique fera dérailler ses réformes structurelles", ont estimé les experts d'ANZ.

Pékin veut muscler la consommation intérieure et favoriser une meilleure allocation des investissements, au détriment de pans d'activités peu rentables, et en rognant les grands groupes publics et les surcapacités industrielles.

"Il ne faut pas se concentrer sur les fluctuations à court terme, mais regarder la tendance générale, le tableau d'ensemble", avait averti le Premier ministre, tout en jugeant la croissance chinoise "solide" et "résistante". AFP 13.09

[Haut de page](#) 

Le 15 septembre 2014

CAUSERIE

L'extrême droite et les nationalistes remportent une victoire électorale ou renforcent leur présence au sein des institutions en Suède et en Allemagne. Comme en France, en Grèce ou en Grande-Bretagne...

En Suède comme en Allemagne le Parti de gauche s'apprête à gouverner au niveau national ou régional avec le parti social-démocrate dégénéré ou social-libéral équivalent du PS en France, envoyant un message aux militants ou sympathisants du Parti de gauche en France qui auraient pu imaginer que ce parti pouvait être porteur d'une autre politique, un leurre en vérité dont ils peuvent prendre acte pour peu qu'ils soient capables d'ouvrir les yeux, qu'il nous soit permis d'en douter pour la plupart d'entre eux, pour lesquels la situation sociale n'est finalement pas si catastrophique que cela.

Hier, la petite-bourgeoisie et les classes moyennes organisées dans le PS et revendiquant le progrès social pouvait faire illusion dès lors qu'on oubliait de préciser... pour elles et non pour l'ensemble des masses exploitées.

C'est cette imposture qui est en grande partie la cause de la terrible confusion entretenue par les uns et les autres pendant de nombreuses décennies sur le caractère de classe du PS qui finalement n'avait rien d'ouvrier mais était purement capitaliste, dans la mesure où toutes les mesures défendues ou préconisées par ce parti avaient pour vocation à être compatibles avec le capitalisme et n'étaient destinées qu'aux privilégiés, les défavorisés ou ceux se situant à l'étage inférieur n'en bénéficiant pas ou récoltant uniquement des miettes, pire, devant en faire les frais selon le principe qu'il fallait bien prendre aux uns pour donner aux autres étant donné qu'il n'était pas possible de servir tout le monde ou que le contenu de l'enveloppe sociale était forcément limitée, seraient servis en priorité ceux qui assuraient la stabilité du régime ou formaient les bataillons de ses supporters à chaque élection.

Préserver leurs statuts et leur niveau de vie étaient leur seul objectif, faire en sorte que les représentants du capitalisme les épargnent autant que possible, but qu'ils se destinaient d'atteindre en se servant des masses pour lesquelles ils prétendaient s'exprimer aussi, sans véritablement se soucier de leur sort, ce qui leur permettait de camoufler leurs réelles intentions tout en tirant profit de la situation. Que de larges pans de la petite-bourgeoisie ou des classes et couches moyennes en arrivent à considérer aujourd'hui que le gouvernement en fait trop pour les pauvres, les chômeurs ou les exclus, était inscrit dès le départ dans l'idéologie qu'ils avaient adoptés et qui allait les entraîner à se rapprocher du néolibéralisme et de l'extrême droite.

Non seulement le PS ou les partis sociaux-démocrates n'étaient pas de gauche, ils étaient l'antichambre et l'aiguillon de l'extrême droite, ce qui devait se révéler au grand jour avec l'approfondissement de la crise du capitalisme et devait coïncider avec l'émergence de partis d'extrême droite ou leur montée en puissance. Pourquoi ? Mais pour à un moment donné résoudre à leur manière la crise du capitalisme ou fournir aux capitalistes les moyens de briser l'obstacle qui leur empêchait de la résoudre, le mouvement ouvrier. Comme en Ukraine ou autrefois en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, etc.

Ainsi non seulement le PS n'était pas un parti de gauche, c'était un parti fondamentalement anti-ouvrier, fondamentalement antisocialiste, en tant que pilier du régime ou supplétif du parti de l'ordre, un allié plus qu'un ennemi de l'extrême droite qui n'a jamais eu l'intention non plus de renverser le régime en place.

Ailleurs nous avions écrit qu'ils étaient complémentaires, on en a régulièrement confirmation, en y regardant de plus près on s'aperçoit que les classes ou les couches qu'ils organisent et représentent le sont à l'origine, bien qu'elles ne recouvrent pas la même réalité ou frange de la population, l'un et l'autre organisent et représentent des fragments de différentes classes ou couches qui sont toutes liées au capitalisme, mais en différent sur le plan politique par les rapports que leurs représentants ont entretenus à une autre époque avec les deux seules classes indépendante, celle des capitalistes et celle des ouvriers, origine que l'évolution toujours plus droitière de la social-démocratie ait parvenu à estomper jusqu'à la faire disparaître totalement de nos jours, de telle sorte qu'ils se sont rapprochés ou qu'ils ne sont plus animés que par les intérêts qu'ils partagent et qui sont liés à la survie du régime.

Que des grands bourgeois, des capitaines d'industrie, des banquiers, des dirigeants d'institutions internationales du capital figurent ou ont figuré depuis déjà des lustres à la direction du PS illustrent à la fois son penchant droitier assumé et la rupture avec ses origines, au point de rejoindre non seulement les intérêts de grands bourgeois, de capitaines d'industrie ou de banquiers traditionnellement de droite, mais aussi d'extrême droite. Parallèlement, le PS étant amené à monter au créneau pour défendre le régime en place, à servir les intérêts de la classe des capitalistes au plus au haut niveau de l'Etat, il allait se couper de la classe ouvrière et de pans entiers des classes moyennes qui se revendiquaient de gauche, tandis que l'extrême droite allait tenter d'occuper la place laissée vacante. Sa servilité envers l'UE et l'impérialisme américain ne peut qu'accélérer ce processus en faveur de l'extrême droite. Les dirigeants du PS en ont parfaitement conscience et cela ne les dérange pas le moins du monde, au contraire puisqu'ils soutiennent le gouvernement néonazi installé à Kiev ou des régimes apparentés à Tel-Aviv, Riad, Doha, etc. Les dirigeants de la classe dominante et les médias également.

En somme, il n'y a que le mouvement ouvrier pour fermer les yeux sur la véritable nature réactionnaire du PS. Quel terrible constat, non ? Et cela ne date pas d'hier, c'est une constante qui dure depuis près d'un siècle. Ce qui signifie qu'on est embourré dans tant de contradictions depuis si longtemps qu'on peine à en sortir. Certains militants désespèrent, ne comprennent plus rien, et c'est normal puisqu'on continue de leur cacher la vérité. La grande illusion des "Trente glorieuses", des "Jours heureux", est bien terminée et le réveil s'avère insoutenable, car il a cédé la place au vide, au néant politique.

On s'est tant fourvoyé, qu'on ne voit pas très bien comment redresser la barre sans se la prendre en pleine figure. A quelle crédibilité ou légitimité pourrait-on prétendre par la suite en le révélant ? Justement, c'est par cet acte et en corrigeant le tir, en se hissant au-dessus du lot des partis qui refusent de rompre avec le PS (notamment) qu'on pourrait gagner la confiance des travailleurs et des militants, créer un choc salutaire permettant de rassembler le meilleur du mouvement ouvrier, les travailleurs les plus déterminés à refuser le sort auquel le régime les destine. Nous invitons nos dirigeants à avancer résolument dans cette voie, sans crainte, qui devraient-ils craindre, les travailleurs qui soudainement se reconnaîtront dans le PS ou la vermine qui grouille autour ?

En guise d'épilogue ou pour alimenter la discussion.

Nombreux ont été ceux qui se sont gargarisés des réformes adoptées par Mitterrand en 1981, dont la retraite à 60 ans. Pendant ce temps-là et les 14 années suivantes Mitterrand et le PS ne remettront jamais en cause la dépendance de la Banque de France et de l'Etat décidé par Pompidou en 1973 vis-à-vis du marché pour financer son budget, qui signera le départ de l'endettement exponentiel de l'Etat, processus qui s'amplifiera à partir de la création de la BCE et le passage à l'euro jusqu'à sa perte totale de souveraineté. Plus tard et jusqu'à nos jours le PS renoncera à ce combat puisqu'il est totalement inféodé à l'UE.

Chacun a pris conscience depuis de quelle manière l'oligarchie financière comptait s'appuyer sur le levier de la dette pour justifier le chantage qu'elle allait exercer sur les représentants de l'Etat pour qu'ils saccagent les services publics, s'attaquent aux fonctionnaires, aux droits sociaux de tous les travailleurs, procèdent à de nombreuses privatisations, taille à la hache dans les budgets sociaux, mettent en place des politiques d'austérité, pendant que les marchés pillent les caisses de l'Etat, les asséchaient en exigeant qu'ils adoptent des mesures toujours plus favorables au capital, autant de décisions qui se traduiront par une formidable régression sociale frappant tour à tour l'ensemble des différentes couches des masses exploitées, et depuis mai 2012 ce processus n'a fait que s'amplifier, le pacte de responsabilité est là pour le prouver.

Question : quel a été le trait marquant, le facteur déterminant des deux septennats de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon-Buffet-Voynet, leur refus de revenir sur cette loi de 1973 livrant le budget de la France, l'Etat à l'oligarchie financière, qui allait servir par la suite et sans discontinué pendant plus de 40 ans de levier à l'offensive généralisée de la réaction contre les travailleurs, on pourrait ajouter la subordination totale à Bruxelles à partir du traité de Maastricht qui devait se traduire par la spoliation de nos droits politiques, ou deux ou trois mesures destinées temporairement à améliorer le sort des travailleurs, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ? A partir de ces deux ou trois exemples, qu'est-ce qui déterminait la véritable nature du PS ? Qu'est-ce qui allait déterminer pour les années et les décennies à venir la nature des rapports entre les classes ? Quel allait être le facteur qui allait influer le plus sur l'orientation du capitalisme ?

A mon avis, pour répondre à ces questions, quand on mesure l'ampleur des multiples conséquences ou répercussions négatives sur l'ensemble de la société qui ont découlé de cette loi de 1973 ou de la dette de l'Etat, au regard du degré de décomposition atteint par la société ou de tous ses rapports qui en est directement le produit, le doute n'est pas permis. Et quand on dit qu'elle a conduit à livrer l'Etat ou le pays, l'ensemble de l'économie au marché, celui-ci étant dominé par le dollar, c'est à ceux qui font marcher la planche à billets à la Fed que l'on pense, à l'oligarchie financière anglo-saxonne, au tenant du néolibéralisme, des guerres impérialistes qui ravagent le monde.

Alors à côté, franchement, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ne pèsent pas bien lourd. Il faudrait avoir une vision étiquetée du capitalisme mondial ou percevoir le monde à travers le petit bout de la lorgnette ou encore s'en tenir à son nombril pour penser le contraire. Une telle confusion n'est pas permis, à moins d'avoir une conception de la lutte de classes qui n'ait plus grand chose à voir avec les objectifs du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital, du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

[Deux vidéos sur le 11 septembre 2001.](#)

WTC MISSILE STRIKE ON 911: WTC-2 Twin Towers Crash Missle
<http://www.youtube.com/watch?v=vJOiB6wMVuM>

Je n'en avais jamais entendu parler.

100_WTC_Drone_Strike_Plane_PROOF_Many_Witnesses.mp4
http://www.youtube.com/watch?v=xsmc_rS2jOo

En anglais, de nombreux témoins très divers rapportent qu'ils ont vu un "avion noir", un "avion militaire" s'écraser sur la seconde tour du WTC, tous affirment qu'il ne s'agissait pas d'un avion "commercial"...

On découvre régulièrement de nouvelles vidéos...

ACTUALITÉ DU JOUR

La dernière trouvaille du Medef : Travailler plus pour gagner moins pour lutter contre le chômage.

- Le Medef propose moins de jours fériés et un Smic réformé contre le chômage - AFP

Le Medef propose de supprimer des jours fériés et de pouvoir déroger à la durée légale du travail ou au salaire minimum, dans son projet visant à créer un million d'emplois en France, dévoilé dimanche par Les Echos.

Pour créer 1% de croissance et 100.000 emplois, le Medef propose de supprimer deux jours fériés sur 11, selon Les Echos.

Il espère aussi de 50.000 à 100.000 emplois sur cinq ans en dérogeant au Smic pour certaines catégories de demandeurs d'emploi, et sur trois ans en remontant les seuils sociaux.

Autoriser les commerces à ouvrir le soir et le dimanche permettrait par ailleurs d'engendrer à terme entre 50.000 et 200.000 emplois nouveaux dans le tourisme, et entre 40.000 et 100.000 dans le commerce et la distribution, estime-t-il.

Ces propositions "*apparaîtront certainement agressives ou caricaturales à certains?*", reconnaît le Medef en conclusion de son document, cité par le quotidien.

"Ils ont tort. Il s'agit avant tout d'animer un débat (...) Notre conviction est que nous n'avons pas tout essayé contre le chômage, nous avons juste essayé ce qui n'a marché nulle part et oublié ce qui a fonctionné partout." AFP 14.09

Faux. En Inde, depuis des lustres commerces et entreprises peuvent ouvrir 365 jours de l'année sans que le chômage de masse disparaisse, et s'il a considérablement diminué ces dernières années, c'est essentiellement dû à d'importants investissements réalisés par l'Etat dans les infrastructures, aux augmentations de salaire et à l'accès au crédit ou au marché qui en a été la conséquence pour de larges couches de la population.

Depuis l'afflux d'investissements étrangers au début des années 90 suite à la dérégulation de pans entiers de l'économie décidée par le gouvernement de l'époque (Parti du Congrès au pouvoir, Rajiv Gandhi Premier ministre) l'Inde a accéléré son industrialisation sur fond d'exploitation à outrance ce que les commentateurs oublient souvent de préciser, l'Indien travaillant 6j/7 sans aucun droit social en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, pas même un contrat de travail.

Ici il n'existe pas d'agences pour l'emploi et il est impossible de recenser avec précision le nombre de chômeurs, d'employés à temps partiel ou saisonniers, de savoir combien d'heures par jour travaille chaque salarié. Le travailleur est une marchandise comme une autre, qu'on consomme ou qu'on jette sans autre forme de procès. Les rapports entre le patron et l'ouvrier ou l'employé sont quasiment semi-féodaux, puisque l'un dispose de tous les droits et l'autre n'en a aucun. C'est à prendre ou à laisser, à vous de savor si vous voulez survivre ou crever, c'est aussi simple que cela.

En cas de conflit ou de contestation, l'ouvrier n'a aucun recours, il est entièrement à la merci de son généreux bienfaiteur, le patron qui l'exploite. Il arrive que des patrons ne paient pas le salaire de leurs ouvriers ou leur verse avec des mois de retard, en totalité ou en partie, généralement ils continuent de travailler pour lui car ils espèrent qu'il leur versera leur salaire un jour car ils savent que s'ils démissionnaient ils ne seraient jamais payés, il les tient en leur versant à intervalle irrégulier ce qu'il leur doit. Une femme de ménage a travaillé trois mois pour un député du coin qui a une maison en face de celle où j'habite, il ne lui a jamais versé son salaire. Que pouvait-elle faire ? Rien, sinon c'est lui qui l'aurait menacée de lui envoyer une bande de voyous pour la faire taire. Cette femme avait accepté ce travail parce qu'elle était très pauvre et donc sans défense.

Les patrons disposent souvent d'une milice ou d'un petit groupe de malfrats parmi leurs employés ou non qu'ils arrosent (en alcool) ou paient pour régler leurs différents quand la situation s'envenime, par intimidation, c'est parfois aussi des membres de leur famille ou des voyous que d'autres patrons ou hommes politiques emploient occasionnellement ou qu'ils ont recrutés, car il arrive également que certains en aient fait leur métier, ils figurent dans des organisations de type mafieuses qui rendent des services aux uns et aux autres, y compris à la police ou aux autorités qui sont corrompues.

Le pauvre bougre, le travailleur lambda sait parfaitement tout cela, il est écrasé par ce système social qui tient de la féodalité, cette terrible servitude en fait un être docile, vile, aigri, jaloux, violent, violence rentrée qu'il exercera de préférence envers ses proches ou ceux qui ont un statut encore inférieur au sien, d'où les rapports excécrables qui existent dans la société indienne entre ceux qui les vivent au quotidien et ceux qui en profitent, ou encore ceux qui en sont épargnés et qui préfèrent fermer les yeux faute de pouvoir faire autrement la plupart du temps.

L'injustice qui profite à la classe des possédants atteint des sommets en Inde, elle se traduit dans absolument tous les rapports plus ou moins violemment au point de rendre la vie des Indiens cauchemardesque. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde loin de là.

C'est le sort que le Medef vous réservera bien en France, non ? Il ferait bien de se méfier toutefois.

Il arrive aussi que les pauvres ou les déshérités se rebiffent et se regroupent pour régler leurs comptes avec les nantis à leur manière. En France on a encore la lutte de classe pour régler nos problèmes à notre manière, il serait temps de penser à en finir une fois pour toute avec le règne de la servitude humaine, d'inverser le rapport de la terreur afin de nous délivrer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. C'est à vous de montrer la voie aux autres peuples opprimés, de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat afin de changer la société pour qu'on puisse vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat signifie renouer avec les enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes, avec l'expérience la plus élevée ou achevée réalisée par le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation, la révolution russe de 1917 qu'incarnait le léninisme, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, le parti qui avait porté la classe ouvrière au pouvoir, le parti sans lequel la victoire de la révolution aurait été impossible, le parti qui concentre au plus haut niveau à la fois l'expérience de la lutte de classe du passé et le développement du capitalisme conduisant à son dépassement, à poser les bases d'une nouvelle société, au socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

[A bout de souffle.](#)

- Fête de l'Huma: Laurent envoie un "*signal de dialogue*" à la gauche - AFP
- Les frondeurs rejouent l'union de la gauche - LeFigaro.fr

Les contestataires PS dialoguent avec le Front de gauche mais eux ont choisi de s'abstenir mardi. LeFigaro.fr 14.09

Cambadélis a prévenu, tout député du PS qui voterait contre la confiance au gouvernement serait exclu sur le champ du PS, la suite n'est plus qu'une formalité, mais ne dites pas que ce sont des godillots.

- Karine Berger, députée PS : "*Il faut supprimer la fonction de Premier ministre*" - Francetv info

[Quelles saloperies ces mobilisations ! Ils nous pourrissent la vie. Quand est-ce qu'on va les interdire ?](#)

- Grèves: Une semaine noire avec des mobilisations massives - 20minutes.fr

[Résistance passive](#)

- Air France: la moitié des vols annulés lundi, échec des négociations - AFP
- Paris : Les huissiers franciliens en grève illimitée à partir de lundi - 20minutes.fr

[Enième volte-face. Pilotage à vue.](#)

- Le Guen annonce un "*coup de pouce pour les petites retraites*" - AFP

Le Premier ministre demande mardi la confiance de la majorité à l'Assemblée, pour la deuxième fois en cinq mois. Les radicaux de gauche, qui devraient lui apporter leur soutien, avaient demandé un "*coup de pouce*" après l'annonce vendredi de l'annulation de la revalorisation promise.

Dans un communiqué, le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzberg, s'est félicité dimanche que le gouvernement paraisse "*donner suite à notre proposition*". "*Cette mesure compensatoire est nécessaire à ces retraités modestes qui doivent économiser sur tout et parfois sur le nécessaire: l'alimentation, le chauffage, les soins médicaux*", a-t-il plaidé. AFP 14.09

Quelle généreuse attention monseigneur !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 septembre 2014

CAUSERIE

Collusion, complicité, complot. Un timing réglé en famille.

- Jours fériés, 35 heures, smic, travail dominical... le Medef reporte ses annonces d'une semaine - Francetv info

Le Premier ministre Manuel Valls sollicite mardi un vote de confiance des députés, deux jours avant une conférence de presse de François Hollande. Initialement prévue mercredi, la conférence de presse du Medef aurait eu lieu entre ces deux interventions. Francetv info 15.09

Selon Jean-Claude Mailly, il s'agit du «*cahier de revendications du patronat qui, comme par hasard, sort avant le discours de politique générale du Premier ministre*» mardi «*et avant la conférence de presse du président de la République*» jeudi. liberation.fr 15.09

Commentaire avisé d'un internaute.

- "Quelle belle mise en scène ! Et la plupart sont gentiment grugés.

En fait, le MEDEF vient là au secours de Valls. Comment ?

En faisant fuiter ces mesures extrêmes, il tend la perche au 1er ministre qui dans son discours de ce 16 septembre va s'en servir pour déclarer qu'il combattra ces outrances du patronat, et ainsi obtiendra la confiance des godillots du PS sans sourciller.

Voilà qui permettra de faire avaler la pilule du pacte de «stabilité» et ses milliards au patronat sans aucune contrepartie et à coup sûr sans coup de pouce pour l'emploi.

Valls et sa clique sont de parfaits sous-marins du MEDEF et les syndicats, qui ne sont pas dupes, jouent admirablement les vierges outragées tout en participant objectivement à cette belle oligarchie triomphante.

Qui sont les dindons de la farce ? Vous et moi !

Cela a le don de nous exciter, pas vous ?

Les destructeurs de l'Irak et parrains d'EI n'ont pas terminé le boulot. Un faux prétexte pour parvenir renverser le régime syrien.

- La communauté internationale affirme son soutien à l'Irak sans dévoiler de plan - AFP

- Lutte contre l'EI : l'Iran a rejeté une demande de coopération américaine - LePoint.fr

En réalité :

- Irak: les Etats-Unis ne veulent pas de coordination militaire avec l'Iran - AFP

- L'Iran juge illégitime la coalition contre l'Etat islamique - 20minutes.fr

- Contre l'EI, Téhéran appelle à renforcer les gouvernements irakien et syrien - LePoint.fr

- Conférence anti-djihadiste: beaucoup de bruit pour rien - Lexpress.fr

- Coalition antijihadiste: premiers vols de reconnaissance français en Irak - AFP

En complément. La palme de la désinformation ou de l'intox.

- Hollande appelle à « *appuyer par tous les moyens* » les forces démocratiques en Syrie - LeMonde.fr

Ce qu'il appelle "*les forces démocratiques en Syrie*" ou les "*rebelles modérés*" sont en réalité des mercenaires liés à différents groupes takfiris ou Al-Qaïda dont le Front Al-Nosra qui a les faveurs de Fabius.

Le véritable objectif de leur intervention militaire en Syrie.

- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte " *de non-agression* " (The Hill) - legrandsoir.info
- 14 septembre 2014

Extraits. L'Etat islamique (EI) et les rebelles syriens sont parvenus à un cessez-le-feu.

Alors que des rapports signalent que l'EI se regroupe devant les menaces d'attaques qu'il pourrait subir, une alliance de groupes rebelles syriens ont signé un pacte de « *non-agression* » avec l'EI vendredi.

Charles Lister, analyste à l'Institut Brookings (Une des nombreuses officines des néoconservateurs - ndlr), a indiqué que l'alliance du côté des rebelles étaient composés de quatre groupes distincts, dont le Front révolutionnaire syrien soutenu par les USA.

L'Etat islamique (EI) a à l'origine combattu aux côtés des rebelles, mais a ensuite commencé à attaquer des groupes rivaux, avant de rompre officiellement avec le Front Al-Nosra plus tôt cette année. Depuis lors, les deux parties se sont souvent affrontés, donnant aux forces d'Assad une nouvelle impulsion. Les rebelles syriens modérés et l'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIS) auraient conclu un accord de cessez-le-feu vendredi, selon un groupe qui a suivi la guerre civile en Syrie.

Les groupes ont convenu d'un pacte de non-agression dans lequel ils se sont promis de ne pas s'attaquer mutuellement.

Ce développement pourrait influencer les membres du Congrès pour voter « *non* » à une autorisation de former et d'équiper les groupes rebelles modérés, dès la semaine prochaine. La Maison Blanche a demandé l'autorisation, mais certains députés ont déjà montré leur scepticisme envers la crédibilité des groupes d'opposition syriens.

Selon l'accord, " *les deux parties respecteront une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et ils promettent de ne pas s'attaquer parce qu'ils considèrent que le principal ennemi est le régime Nussayri* " , a rapporté l'Agence France-Presse.

Nussayri est un terme négatif pour le régime alaouite du président syrien Bachar al-Assad. legrandsoir.info 14.09

Régime alaouite, formule péjorative employée par le camp de la guerre contre la Syrie pour désigner la République arabe syrienne, un Etat laïque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Union nationale pour un Etat policier.

- Appel au " *consensus républicain* " à l'Assemblée face à la menace jihadiste - AFP

Les députés ont entamé lundi dans le consensus l'examen d'un projet de loi renforçant l'arsenal antiterroriste afin notamment d'empêcher les départs en Syrie de candidats au jihad, dont les autorités craignent des attentats à leur retour.

" *Nous devons afficher une unité nationale contre le terrorisme et ce projet de loi va dans la bonne direction* ", a répondu l'UMP Eric Ciotti. L'UMP Alain Marsaud qui a appelé le ministre à ne pas hésiter à " *s'asseoir sur les libertés individuelles* ".

Le Front de gauche Marc Dolez a relayé les craintes de certains magistrats sur des " *mesures dérogatoires* " au droit commun mais s'est dit " *favorable à une évolution de la législation* ". En fonction des débats, son groupe s'abstiendra ou votera pour. Refusant de " *minimiser* " la menace, l'écologiste François de Rugy a jugé qu'elle " *devait être combattue dans le plus grand respect du droit* " et déposera des amendements pour renforcer " *certaines garanties* ".

(Marc Dolez est "favorable à une évolution de la législation", cela tombe bien, c'est justement le cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, et comme il a pour objectif de défendre le régime il ne votera pas contre et rejoindra l'UMP et le PS.

Quant à la vermine écologiste, elle propose d'amender un projet de loi qui a pour vocation de bafouer le droit au lieu de le respecter, autrement dit elle y est favorable en y mettant les formes, personne ne sera dupe. -ndlr)

- Les opposants à la loi antiterroriste dénoncent des atteintes aux libertés - AFP

Le projet de loi antiterroriste porte-t-il une atteinte disproportionnée aux libertés publiques? Oui, répondent des opposants, qui dénoncent une érosion des libertés d'information et de circulation et un recul de la protection offerte aux citoyens par la justice.

"Aujourd'hui comme hier, ce projet de loi antiterroriste est placé sous le sceau de l'urgence (procédure législative accélérée) et réduit à la portion congrue le débat démocratique par l'invocation de la menace terroriste", estime le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche), pour qui le texte présente "un déséquilibre flagrant" entre l'impératif de protection des citoyens et la nécessité de "préserver la démocratie et les libertés".

"A l'inverse des engagements du candidat Hollande, on refait aujourd'hui des lois de circonstance pour répondre à l'émotion suscitée par des évènements dramatiques, comme sous Sarkozy", abonde Serge Tubiana, président honoraire de la Ligue des droits de l'Homme.

Les opposants critiquent notamment le transfert à l'administration de pouvoirs judiciaires, ouvrant selon eux la porte à l'arbitraire en supprimant les garanties de la procédure contradictoire, même si des recours devant la justice sont prévus, a posteriori.

Le projet de loi instaure un nouveau délit "d'entreprise terroriste individuelle", prévoit "une interdiction de sortie du territoire" pour des ressortissants français soupçonnés de vouloir se rendre à l'étranger pour participer à des activités terroristes et renforce la lutte contre la provocation et l'apologie du terrorisme sur internet par le retrait d'un contenu, voire le blocage d'un site.

Pour le SM, la création de "l'entreprise individuelle" à visée terroriste revient à "confier aux magistrats une mission de neutralisation préventive".

Mais, "pénaliser des intentions exprimées dans la solitude sans attendre un commencement d'exécution est une évolution dangereuse. Une personne peut très bien revenir en arrière, ne pas aller au bout", fait valoir Laurence Blisson, secrétaire nationale du syndicat. "C'est plus contestable encore que l'association de malfaiteurs (délit créé en 1996) qui permet au moins de se baser sur des échanges pour mesurer la maturation d'une intention criminelle".

"Faute de preuves, de passage à l'acte, il est à craindre que les enquêteurs se focalisent sur une appartenance religieuse, une origine ou de simples paroles", redoute Martin Pradel, avocat de dossiers terroristes.

Mêmes réserves sur l'interdiction de sortie du territoire. "Cette procédure confie à l'autorité administrative de nouvelles prérogatives lui permettant d'étendre son contrôle sur les citoyens à l'issue d'une procédure en trompe l'oeil", juge le SM.

"L'atteinte aux libertés est exorbitante", estime Laurence Blisson, qui craint "une application extensive et préventive" à partir de preuves basées sur "des dossiers classés secret défense ou des écoutes administratives".

"Les vrais clients de cette interdiction seront tous ceux contre lesquels on n'aura pas d'éléments suffisamment probants pour engager des poursuites judiciaires. C'est une restriction arbitraire de la liberté d'aller et venir", dénonce Me Pradel.

Les dispositions contre l'apologie du terrorisme sont également montrées du doigt.

"L'intervention possible d'une personnalité nommée par la Commission informatique et liberté (CNIL) ne suffit pas à rendre légitime cette procédure qui confie à l'autorité administrative le pouvoir de déterminer ce qui relève du terrorisme et ce qui reste de la contestation de l'ordre social, politique ou économique", estime le SM. AFP 15.09

C'est une variante du délit d'opinion qui sert à éliminer les opposants sous une dictature.

C'est une dérive de l'Etat policier calquée sur les Etats-Unis où de simples paroles ou la suspicion suffisent pour vous embastiller ou bombarder un pays par exemple, l'Etat de droit ou la démocratie n'est que pure illusion.

Ensuite, soit ils vous demandent d'établir la preuve de votre innocence, ce dont vous êtes incapable puisque vous ne savez pas de quoi on vous accuse au juste, à défaut de présenter des éléments matériels que vous pourriez récuser ou de pouvoir

démontrer qu'ils n'ont aucun lien avec l'accusation formulée.

La suspicion profite à l'accusateur. Il s'agit d'un plaidoyer à charge où l'accusateur s'institue juge et partie, dans la mesure où il a défini le contenu du délit et la sanction qui devait l'accompagner sans tenir compte qu'il serait sanctionné ou non par un acte, sur la base de la suspicion le législateur instaure ainsi le délit de culpabilité, inversant la charge de la preuve au détriment de l'accusé qui ne bénéficie plus de la présomption d'innocence.

Dorénavant tout citoyen sera considéré a priori comme coupable, tant qu'il n'aura pas démontré ou apporté la preuve qu'il est innocent des faits qui lui sont reprochés, sur la base de simples paroles qu'il aurait pu prononcer ou rédiger en privé et qui seraient parvenus aux autorités judiciaires par tout moyen laisser à sa discrétion légaux ou illégaux, secrets, sans qu'il puisse en contester l'usage, puisque pour justifier cette pratique son procureur lui opposera la notion de la défense nationale ou les intérêts supérieurs de la nation dont il est le dépositaire.

Au delà, on peut facilement imaginer qu'il leur sera possible d'attribuer à n'importe qui de telles paroles par toutes sortes de procédés, car il n'y a rien de plus facile que de rédiger et d'envoyer un courriel en empruntant votre adresse électronique ou de se faire passer pour vous une fois pirater votre mot de passe, pour ensuite vous l'impliquer et vous embastiller.

A plusieurs reprises on s'est demandé pourquoi ils avaient mis gracieusement à la disposition de la population Internet et les réseaux dits sociaux, quel intérêt ils pouvaient bien avoir à nous fournir une source d'informations quasi inépuisables, pourquoi ils facilitaient en apparence les rapports entre les différents membres de la population par l'utilisation du courriel, on a déjà évoqué toutes sortes de manipulations auxquelles ils pouvaient se livrer, comment ils pouvaient instrumentaliser les réseaux dits sociaux, le piratage de nos courriels ou de nos ordinateurs pour mieux nous ficher, etc. avec cet épisode la menace qui pèse sur notre liberté se précise, se matérialise, est en passe de devenir une réalité, peut-être pas dans le contexte actuel, mais dans les mois ou années à venir en fonction de l'évolution de la situation sociale et politique qui est amenée à se détériorer infailliblement.

Cela dit, il ne faut pas tomber dans la parano.

J'ai évoqué il y a quelques jours un courriel que j'avais reçu d'un lecteur sans préciser son prénom, son nom, son adresse, son âge, son sexe, son métier, sans même reproduire le moindre passage de son courriel, me contentant de préciser qu'il militait à Sud et que le sujet de son courriel portait sur le POI. Et bien il m'a envoyé un second courriel en me reprochant d'avoir mentionné son premier courriel dans une causerie. Je n'en suis pas revenu, je me suis dit que ce n'était pas possible d'en arriver là et pourtant si, je n'ai pas rêvé. Il ne s'étonnera pas que je ne lui réponde pas, car il en va de sa sécurité !

Qu'est-ce qu'il s'imagine, les services de renseignement français surveillent mon portail autant que ma boîte aux lettres électroniques ou mes appels téléphoniques, et je ne tiens pas cela d'une conviction puisque j'en ai eu la preuve matérielle un jour en examinant les statistiques du portail. Pour vous connecter sur le site vous devez passer par le serveur qui l'héberge en France. Dans cet ordinateur votre adresse va être enregistrée, mais elle ne figurera pas telle quelle, le serveur va vous attribuer ce qu'on appelle une IP, par exemple si votre adresse électronique est felix@yahoo.fr, votre IP sera ip192.187.115.251 donc il me sera impossible de saisir votre adresse électronique et de vous envoyer un courriel. A chaque connection une IP différente vous sera attribuée. Il arrive parfois que figure un nom, une ville ou tout autre chose dans une IP.

Un jour j'ai découvert une IP plus explicite ou figurait semble-t-il l'abrégué d'une organisation, d'un portail ou d'une entreprise, ma curiosité m'a alors poussé à vouloir en savoir plus et j'ai été taper cet abrégué sur Google. Et là quelle ne fut pas ma surprise de tomber sur un portail dédié aux renseignements généraux, où figurait en page d'accueil un article qui faisait l'amalgame entre l'extrême gauche et les mouvements jihadistes, où il était expliqué que l'extrême gauche était amené à alimenter les organisations terroristes, etc. J'avais chargé cette page dans mon disque dur, mais depuis qu'il a brûlé je l'ai perdue, et je ne me souviens pas de l'intitulé de ce portail, à vrai dire cela m'avait fait plutôt marrer et je n'y avais pas attaché plus d'importance que cela. Avec ce que j'ai vécu, il en faudra beaucoup plus pour me rendre parano.

Vous saisissez le lien avec notre info du jour, n'est-ce pas ?

La société qui héberge notre portail a été l'objet d'une attaque importante au début de l'année, au cours de laquelle un certain nombre de données, dont les adresses électroniques des internautes ayant visité certains portails, dont le nôtre, ont été dérobées ou piratées.

Bon, on ne va pas en faire un plat, nous sommes tous fichés, ils savent où nous loger et ce n'est pas ce qui va nous empêcher de dormir. Ne sombrez pas dans la psychose, vous faites leur jeu, vous leur donner raison, c'est dingue de marcher dans cette combine, qui craignez-vous, vos dirigeants, qui, merde à la fin !

Avant-hier à quelques pas de chez moi un chien s'est fait attaqué par un cobra, et cet après-midi Selvi s'est enfuie du jardin où elle travaillait après avoir failli mettre la main sur un autre serpent, à 50 mètres de chez moi. Ma porte, en fait trois portes de ma maison sont ouvertes toute la journée sur le jardin, vous croyez que je me suis précipité pour les fermer, vous rigolez ou quoi, je ne vais pas me cloîtrer et puis quoi encore, je n'en ai rien à foutre, et si je dois crever de cela ce sera le destin et puis c'est tout.

S'il vous plaît, surtout ne dites pas qu'on vit dans un monde de dingues ou je vais vraiment me fâcher, car j'ai l'impression que vous l'êtes tout autant, reprenez-vous bordel ! C'est un conseil d'ami, je vous dis cela uniquement parce que cela me désole.

La crise de confiance atteint les médias subventionnés par l'Etat.

Aidons-les à s'effondrer : Boycott de tous les médias !

- A Libération, réduction d'effectifs et révolution libérale - AFP

La direction de Libération a annoncé un big bang pour le journal : elle veut supprimer 93 postes, environ un tiers des effectifs, et révolutionner toute l'organisation ainsi que les contrats de travail.

Lors d'un comité d'entreprise lundi matin, puis devant les salariés réunis au complet dans un lourd silence, les nouveaux dirigeants ont détaillé leur plan pour faire de Libération un groupe multimédia rentable, "*normal*", avec une priorité au web.

Décision la plus radicale à Libération : la suppression de 93 postes (81 CDI et 12 CDD) sur 250, dont une cinquantaine dans la rédaction qui passera de 180 à 130 journalistes, la coupe la plus massive dans l'histoire du quotidien fondé par Jean-Paul Sartre. "*Une décision inévitable pour sauver le journal*", a déclaré Laurent Joffrin. Parallèlement, onze postes seront créés.

Libération va aussi changer complètement de fonctionnement éditorial : la rédaction sera unifiée entre papier et web, les journalistes devront écrire des "*magazines à chaud*", les services traditionnels (étranger, économie...) seront réorganisés en "*pôle multimédias*" (Planète, Futurs, Idées, Pouvoirs, Tendances, Culture) qui auront chacun leur site en ligne, sous la bannière Libération.

Autre révolution, la remise à plat de tous les contrats de travail et le licenciement de ceux qui refuseront les nouvelles conditions, revues dans une optique "*d'entreprise normale*" et de rentabilité.

A partir du 18 janvier, les salariés, journalistes et non-journalistes, se verront proposer un nouveau contrat de travail unique, qui mettra en place une "*rémunération variable en fonction des objectifs*" -- expression qui a fait ricaner des salariés.

Au programme également, des "*entretiens annuels, comme dans une entreprise normale*" et une "*clause de non-dénigrement*" pour éviter les critiques publiques de la rédaction contre la direction, comme celles affichées dans le journal lors de l'arrivée des nouveaux dirigeants il y a 6 mois.

La direction lancera en octobre des négociations pour réduire le nombre de RTT.

Ceux qui refuseront ce nouveau contrat seront licenciés, a indiqué François Moulias. Ils auront un mois pour se décider.

La suppression de 93 postes permettra "*huit millions d'euros d'économie par an*", a précisé le directeur opérationnel Pierre Fraidenraich à L'Express. "*Il n'y pas aujourd'hui d'autre alternative. Libération est au bord du gouffre*".

"Libération perd 22.000 euros par jour. Nous devrons rapidement faire appel aux actionnaires. Il nous faut rationaliser la production journalistique", a expliqué le n°2 de la rédaction, Johan Hufnagel.

Autre signe d'un changement d'époque, la rédaction devra déménager "*dans la petite couronne*" au 1er semestre 2015 et quitter l'immeuble de la rue Béranger, au cœur de Paris.

La direction a dit éviter au maximum les départs contraints, via le plan de départs volontaires pour les non-journalistes, la clause de cession ouverte aux journalistes et l'obligation d'adhérer au nouveau contrat de travail.

La clause de cession ouverte jusqu'au 30 novembre n'a jusqu'ici attiré qu'une douzaine de candidats, la plupart des salariés attendant ces annonces pour se décider.

Laurent Joffrin a par ailleurs annoncé quatre projets: renouvellement du site Libération.fr; diffusion en ligne payante de tous les contenus de Libération; "*nouvelle formule du quotidien papier au premier semestre 2015*"; "*activités nouvelles*" en relançant les forums, des nouveaux suppléments et en transformant le mensuel Next.

Au sortir de la réunion, beaucoup de journalistes avaient la mine défaite, parfois des sanglots dans la voix, et refusaient de s'exprimer publiquement. La plupart se disaient peu surpris. "*Libération tel que je l'ai connu ne va plus exister*", a résumé

un journaliste. Plusieurs signatures historiques du journal envisagent de partir, selon des sources internes.

Au bord de la faillite, Libération a été renfloué fin juillet à hauteur de 18 millions d'euros, apportés principalement par le milliardaire Patrick Drahi, patron du groupe Altice (Numericable, SFR). AFP 15.09

- Une réforme "2.0" pour le quotidien Le Monde - AFP

Initié par les actionnaires, ce plan de mobilité "2.0" se veut plus "*négocié qu'imposé*" et sera présenté mardi aux salariés. Il ne concerne plus que 35 journalistes contre une cinquantaine lors du premier plan de mobilité qui avait donné lieu à une crise en mai, entraînant une fronde de la rédaction et la démission de la directrice Natalie Nougayrède, remplacée par Gilles van Kote, directeur, et Jérôme Fenoglio, directeur des rédactions.

Le journal, qui aura une nouvelle formule papier le 6 octobre, verra la fusion de son logiciel d'édition de la version papier avec celui du web, même si tous les journalistes ne seront pas polyvalents entre web et édition papier.

Il prévoit également un "projet M", qui décline le magazine "M" en numérique, ainsi que dans une page "Style" de l'édition papier. AFP 15.09

ACTUALITE EN TITRES

IIIégitimes, ultra minoritaires, ils sont au fond du trou... Et ceux qui se proposent de les aider à en sortir.

- 66% des Français envisagent "*une explosion sociale*" - Le Nouvel Observateur

Seuls 6% des Français excluent totalement la possibilité d'une explosion sociale dans les prochains mois. Le Nouvel Observateur 15.09

La question intéressante serait de savoir combien la souhaite vraiment et combien seraient prêts à y participer. Ils ne seraient que 1% sur la base de 45 millions d'électeurs, donc d'adultes, retranchons les nantis et apparentés et descendons à 40 millions, retranchons encore ceux qui s'estiment heureux de leur sort et descendons à 20 millions, 1% sera ferait 200.000 travailleurs prêts à en découdre, plus qu'il n'en faut pour constituer la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Alors qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, dites plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre ce serait plus honnête.

Une confirmation.

- Popularité: La forte chute continue pour Hollande et Valls - 20minutes.fr

Leur cote de popularité est respectivement tombée à 13% et 30%.

Un autre sondage publié par TNS Sofres le 4 septembre situait déjà la cote de confiance présidentielle à 13%. 20minutes.fr

Ils sont "**foutus**" !

- "*Si d'ici trois à six mois, la situation ne s'est pas inversée, ce sera foutu*", aurait confié Manuel Valls - Francetv info

Le Premier ministre aurait tenu ces propos en petit comité à la veille d'un deuxième vote de confiance à l'Assemblée en cinq mois, rapporte "Le Monde". Une confidence qu'il a démentie dans la foulée. Francetv info 15.09

Valls a ajouté qu'il fallait "*tenir*" à tout prix, c'est devenu son seul objectif ou c'est en passe de le devenir.

Leurs laquais montent au créneau.

- Berger (CFDT): Valls et Hollande doivent "*redonner de l'espoir*" au pays - AFP

- La CGT demande à Valls de «*ramener le patronat à la raison*» - Liberation.fr

Selon Thierry Lepaon, le Medef a «orchestré sa communication» avant le discours de Manuel Valls devant le Parlement et avance des propositions qui vont «constituer son cheval de bataille d'ici la fin de l'année». «J'attends du Premier ministre qu'il tire les choses au clair et ramène enfin le patronat à la raison», lors de son discours mardi devant le Parlement, a affirmé Thierry Lepaon. Liberation.fr 15.09

Nous, nous n'attend rien du Premier ministre des patrons, parce que nous ne lui reconnaissions aucun légitimité. Alimenter l'illusion qu'on devrait être en droit d'attendre quoi que ce soit des représentants du régime est une façon comme une autre de le soutenir.

Rompre avec Valls sans rompre avec la direction de la CGT qui est lié au régime, c'est jouer un double jeu ou tenir un double discours, c'est combattre contre son camp. Idem avec la direction de FO et la FSU.

Au fait, c'est quoi le patronat, le capitalisme raisonnable ? Comme Lepaon et Berger l'aiment. Non, Valls n'est pas le seul à aimer l'entreprise ou à en être le porte-parole...

Résistance passive.

- Grève des pilotes: Air France prévoit 60% de vols annulés mardi - AFP
- Les praticiens hospitaliers appelés à la grève le 14 octobre - Liberation.fr -
- Grève massive des huissiers contre le projet de réforme du gouvernement - L'Express.fr
- 65 % des inspecteurs du permis de conduire en grève - LeMonde.fr

Contrairement aux jaunes et autres gauchistes, s'il nous arrive d'étriller l'aristocratie ouvrière, nous soutenons toujours leurs revendications et jamais nous ne les condamnons.

La palme de la désinformation et de l'intox.

- Election présidentielle au Brésil: "Marina Silva est le nouveau Gandhi" - L'Express.fr

En réalité son programme est néolibéral et elle est soutenue... par les Etats-Unis, elle est la candidate de Washington. Lire l'article en ligne qui fournit tous les détails :Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) (legrandsoir.info) (08.09.14) .

[Haut de page](#) 

Le 17 septembre 2014

CAUSERIE

Je passe de nouveau toutes mes soirées seul, ce qui me permet de travailler un peu, de lire à l'occasion, je n'en trouve plus le temps et c'est bien dommage. Privé de télé car une nouvelle fois déconnecté du satellite qui héberge TV5Monde Asie, j'en ai profité pour lire.

Dans un bloc-note j'ai copié quelques passage des écrits de Trotsky d'avril 1939, on les abordera dans les jours qui viennent, cela va alimenter notre réflexion sur plusieurs sujets importants, le fascisme, la méthode du marxisme, ce qui distingue le capitalisme des modes de production antérieurs, etc.

Avant, j'ai téléchargé de nouveaux articles et je suis tombé sur une vidéo extraordinaire, à vous couper le souffle, au point que j'y ai pensé un peu plus tard dans la soirée au moment d'aller me coucher et de ne pas trouver le sommeil. Elle soulève une question déterminante qui en appelle toute une série, du coup j'ai dû mettre plus d'une heure avant de m'endormir complètement claquer mais heureux de cette découverte fantastique, un élément d'une puissance phénoménale contre les dirigeants du vieux monde et Obama en particulier à condition de bien s'en servir.

Vous allez me prendre pour un dingue, alors que je suis parfaitement lucide et capable de faire la part des choses, dans ma situation c'est préférable vous me l'accorderez, je vous fais languir de crainte que vous ne me preniez pas au sérieux et ce

serait franchement dommage, pas pour moi, pour notre cause évidemment. Alors de quoi s'agit-il?

Cette vidéo est consacrée à Ben Laden. Je sens qu'on est mal barré rien qu'à cette annonce. Encore, direz-vous ? Qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement, vous délirez ou quoi ? Vous ne croyez pas qu'il y a d'autres sujets plus importants à aborder ? Attendez, je ne vous ai jamais dit qu'on allait parler de Ben Laden. Il s'agit de sa mort, de la date de sa mort, du lieu où il est mort. Et alors, cela va vous avancer à quoi de le savoir ? Vous savez ou vous ignorez qu'il existe au moins deux versions de sa mort, la première selon laquelle il aurait été tué au Pakistan en mai 2011 par un commando américain, la seconde selon laquelle il serait mort en Afghanistan en décembre 2001, le 9 décembre très précisément. Eh oui ! car depuis les langues se sont déliées et on a obtenu des précisions, mais là n'est pas l'essentiel.

La première version est la version officielle, celle qu'Obama a annoncée le 1er mai 2011 à la télévision américaine et qui a été reprise par tous les médias et gouvernements occidentaux. Nombreux ont été ceux qui ont émis des doutes sur cette version rocambolesque jusqu'à produire des photos des personnes massacrées lors de l'assaut donné par les Américains sur son présumé repère, à l'exception de Ben Laden. Mais émettre des doutes sur la crédibilité d'un fait n'a jamais constitué un début de preuve permettant d'infirmer ou de confirmer une version controversée, autrement dit cela ne sert pas à grand chose ou on n'est pas plus avancé pour autant. Or, ce qui nous intéresse, nous passionne même, et on voudrait bien vous faire partager notre passion, c'est d'avancer, avancer vers la vérité ou la faire éclater au grand jour.

Il n'existe rien de plus puissant qu'un fait réel que personne ne peut contester, car relié à d'autres faits il va servir à comprendre l'enchaînement des faits qui va servir de base à notre interprétation de la réalité, de la situation, mais aussi de trame pour étayer la théorie que nous allons mettre au point ou qui va en découler, chaque fait étant une expérience et un ensemble d'expériences autant d'enseignements qui nous seront précieux pour déterminer la suite des événements ou l'orientation de la situation, formuler des pronostics, définir des modalités d'action, etc.

Tout ceci est fort banal en vérité, je vous l'accorde, à ceci près qu'on n'y accorde pas toujours ou pas souvent l'importance ou la place qu'il mérite, y mêlant ou y substituant une part de subjectivité qu'on y apporte inconsciemment... Prendre connaissance d'un fait qu'on ignorait nous arrive tous les jours. Selon son importance ou l'importance qu'on lui accorde il peut influencer l'interprétation que l'on faisait antérieurement d'autres faits ou modifier notre vision de certains rapports. Changer le cours de notre vie parfois.

Pour en venir au fait dont il est question ici, imaginez un instant qu'un témoin clé de cette affaire affirme que ce n'est pas Ben Laden que les Américains ont tué en 2011. Vous vous demanderez spontanément quel est le degré de crédibilité de ce témoin et c'est bien naturel. Imaginez maintenant que ce témoin était le soldat américain qui a tiré sur la personne qui était censé être Ben Laden, et qu'il affirme avoir vu de nombreuses photos de lui, qu'il était capable de décrire les traits de son visage, la couleur de sa barbe, etc. et qu'il ne l'a pas reconnu, car la personne qui se trouvait en face de lui était nettement plus jeune, portait une barbe noire, alors que celle de Ben Laden était devenue grise comme en nombreuses photos.

Le journaliste d'une grande chaîne de télévision américaine lui pose alors à plusieurs reprises la même question : Etes-vous absolument certain que cette personne n'était pas Ben Laden, et chaque fois sans hésiter il a répondu qu'il était absolument certain qu'il s'agissait de quelqu'un d'autre. Là tous vos doutes tombent définitivement, vous avez la preuve qu'Obama a menti au monde entier, vous en détenez la preuve incontestable.

On va arrêter là car je n'ai plus le temps de poursuivre. Obama est en train d'entraîner une trentaine de pays (en fait le monde entier) dans une guerre sans fin au Moyen-Orient qu'il justifie à partir d'autres mensonges, mais la plupart des gens en occident l'ignorent hélas, eux aussi ils ont besoin d'une preuve incontestable que c'est un épouvantable menteur, que Cameron, Hollande et Cie. sont d'horribles menteurs et entraînent leurs peuples dans une guerre qui n'est pas la leur. Imaginez que soudain ils en aient la preuve absolue, imaginez un peu la cascade de conséquences politiques qui en découleraient, incontrôlables.

Certes, cela ne suffirait pas pour les renverser, mais cela leur porterait un coup fatal dans la mesure où des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs s'engageraient dans le combat politique fort de cette certitude, de cette conviction qu'on les a toujours trompés, ce qu'ils ne pardonneraient pas, ne peuvent accepter ; comment concevoir que ces mensonges ont servi à couvrir les pires crimes, à justifier les pires souffrances ou sacrifices et qu'ils devraient demeurer impunis, sans réaction de leur part, impossible, insoutenable une minute de plus.

Mais pour présenter les choses de cette manière aux travailleurs afin de les faire réagir, c'est tout un art, cela demande une concentration et une indépendance d'esprit qui fait défaut à nos dirigeants embourbés dans le jeu institutionnel ou les manœuvres d'appareils. Je suis absolument convaincu qu'un tel matériel mis à la disposition des travailleurs déclencherait la réaction de dizaines ou centaines de milliers d'entre eux parmi ceux qui ne supportent plus du tout les conditions qui leur sont faites.

Vous n'en démordrez pas, Ben Laden, Al-Qaïda, Obama, ils s'en foutent direz-vous, mais un tel énorme mensonge dans la bouche de leurs dirigeants, qu'on les prennent pour des demeurés, pour des cons et que les mêmes leur pourrissent la vie au quotidien, je suis pas sûr du tout qu'ils soient tous prêts à l'accepter sans réagir. Ils vont s'interroger, si on leur a menti ici, c'est qu'on leur a

menti ailleurs, tout le temps peut-être, cela va les pousser à se poser un tas de questions, à revoir tout ce qu'on leur a fait gérer sans broncher parce qu'ils n'y comprenaient rien, maintenant ils ont compris qu'on leur a caché sciemment la vérité, et de réflexion en réflexion il y en a qui vont trouver la voie du combat politique, qui vont se dire qu'il doit bien exister une alternative à la situation actuelle, à ce monde pourri, qu'il doit bien y avoir une issue politique, que quelqu'un a déjà dû y penser avant eux puisque certains avaient découvert la vérité avant eux et ainsi de suite.

Comment ne pas croire que les travailleurs ne pourraient pas se saisir d'un tel matériel qui somme toute est tout à fait à leur portée, c'est la question que je pose. Qui peut croire que la totalité des travailleurs pourraient se faire les complices d'un tel mensonge, qu'ils se seraient résignés à vivre dans le mensonge et l'hypocrisie toute leur vie, ce serait avoir une drôle d'opinion d'eux que je ne partage pas. Cela voudrait dire qu'ils en sont rendus à l'état de légume, végétatif, incapable du moindre sursaut, qu'ils n'auraient plus de dignité en somme, on se refuse à le croire.

Mon idée aurait été de relater cette histoire sur un tract en indiquant l'adresse de cette vidéo, en construisant une argumentation sur le modèle de ce qui vient d'être dit dans des termes plus précis mais très simplement, et d'appeler à une réunion pour en discuter ainsi que la situation sociale et politique, car les deux sont liés. Pourquoi vivons-nous dans un monde aussi épouvantable, peut-être parce qu'on nous raconte des histoires, on nous ment à tour de bras. Et comment pourrions-nous continuer à nous en plaindre une fois qu'on en aurait eu connaissance, qu'on aurait eu l'occasion d'en prendre conscience ? Que sommes-nous, qui sommes-nous si nous ne réagissons pas ?

Malgré tout vous trouverez peut-être délirante cette idée, comme de nombreux militants trouvent délirant d'avoir confiance en la capacité des travailleurs de progresser ou de prendre leur destin en mains. Il est vrai qu'on peut douter de tout en toutes circonstances à commencer par soi-même et ses propres convictions, mais dans ce cas-là on n'arrive jamais à rien. A suivre.

L'adresse de cette vidéo.

- Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001

Note de lecture et réflexion politique

L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

- " *Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx.* "

L'évolution du capitalisme qui tend à reproduire ou appliquer irrésistiblement à une autre échelle (mondiale) les lois de fonctionnement du capitalisme, le cycle du capital (le menant à son effondrement), conduit non pas à l'atténuation mais à l'exacerbation croissante des contradictions de classes, et en guise de distribution mieux équilibrée du revenu national on assiste plutôt à une concentration du capital entre quelques mains, à une explosion des inégalités sociales sans précédent dans l'histoire du capitalisme, et au lieu de remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social, elle se traduit sur le plan politique par la négation de la démocratie politique qui perd tout contenu social du fait qu'elle tend à disparaître au profit d'une dictature ou du fascisme où les exploités sont dépourvus de tout droit social.

Donc l'évolution du capitalisme aboutit au scénario inverse de celui imaginé par Jaurès et demeure conforme à celui pronostiqué et théorisé par Marx.

C'est d'autant plus prégnant que le mode de production capitalisme est devenu universel et que tous les peuples aspirent au progrès social, au même niveau de vie que les peuples des pays les plus développés, que la richesse accumulée par les plus riches est incompatible avec la satisfaction des besoins sociaux de 7 milliards d'hommes et de femmes. C'est cette contradiction qui est explosive et incompatible à terme avec l'existence du capitalisme, qui constitue sa plus grande menace, qui signe son arrêt de mort.

Ce qui caractérise le réformiste, c'est l'ignorance des lois de fonctionnement du capitalisme ou son mépris des facteurs qui sont à la base du développement et de l'évolution du capitalisme. Ce qui fait de lui selon son talent et son cynisme, un aventurier, un charlatan, un illusionniste, un prédicateur, agissant toujours sous un faux masque, recourant aux mêmes méthodes de faussaire, empruntant la terminologie du marxisme ou du socialisme pour mieux le dévoyer et le combattre.

Le réformiste a pour vocation à vivre sur le dos du troupeau qu'il mène en bonne conscience à l'abattoir, car une fois réduit à l'impuissance ou ses brebis sans défense réduites à l'état de proies faciles, il les livre aux fascistes qui n'en font qu'une bouchée.

Le réformiste, dans la mesure où il a atteint un certain niveau intellectuel, est un imposteur, un professionnel de l'entourloupe,

un menteur ou un hypocrite aguerri, en deux mots un sale personnage et non un doux rêveur auquel son imagination aurait joué un vilain tour ou un dilettante qui se serait égaré, un mégalomane qui se serait pris à son propre jeu au point de se transformer en mytomane et de croire ses élucubrations, partant de là l'accuser de faiblesse ou de fainéantise intellectuelle serait encore lui faire trop d'honneur, car sa démarche consiste sciemment à s'écartier de la réalité, à n'en retenir que ce qui l'arrange, il refuse d'admettre que les enseignements tirés des expériences passées qu'on lui soumet aboutiraient à une toute autre conclusion que la sienne, il ne peut pas les prendre en compte sans être pris d'un vertige à l'idée qu'elles impliqueraient une rupture avec le régime qui a modelé son mode de pensée et d'existence et que finalement il défend sous un faux masque, celui du socialisme.

Le réformisme, c'est comme la pâte d'une crêpe (chapati à base de farine de blé dans le nord de l'Inde) qui ne serait pas assez cuite ou qui serait lourde à digérer pour un estomac qui n'y est pas préparé, ce qui est notamment le cas des Indiens du sud du pays. Vous en mangez une, passez encore, vous en mangez deux vous êtes pris soudain d'une lourdeur à l'estomac, vous insistez et vous en mangez une troisième et votre malaise se transforme en douleur, si vous persistez vous êtes pris de nausée, vous vous tenez le vendre, vous transpirez abondamment, votre température monte et vous finissez par aller vomir, le tout assorti d'une diarrhée carabinée.

L'avantage, si je puis dire, c'est que l'ensemble du processus est bâclé en un temps record, avec les chapatis j'entends. Mais imaginons un instant que ce ne soit pas le cas, que ce processus traîne en longueur, et vous courriez le risque de choper une dysenterie à l'arrivée qui pourrait vous emporter pour peu que vous soyez faible ou sans défense au départ, c'est ce qui arrive avec le réformisme qui consiste à vous désarmer théoriquement pour affronter le capitalisme et le fascisme auquel il fraie la voie, et le destin ou festin auquel il vous convie vous sera fatal.

Par chance, parce que vous êtes né au bon moment au bon endroit, il vous sera épargné une telle fin, ce qui ne sera pas le cas d'un grand nombre de vos semblables dont vous ignorez l'existence que votre faim finira par achever, ici ou ailleurs dans le monde, sans en avoir conscience puisque la bonne conscience sert justement à éviter un tel rapprochement.

Adhérer au réformisme, c'est comme fourrer un sac plastique dans l'estomac de ceux qui vous assurent un niveau de vie confortable, et de pensée qui plus est. C'est épouvantable, n'est-ce pas ? Alors devenez révolutionnaire, soyez comme ces peuples qui combattent contre la guerre pour leur survie et qui n'ont pas d'autre choix que d'être anti-impérialistes. Leur ennemi est le vôtre, votre propre impérialisme, l'impérialisme français, le gouvernement français qui se destine à bombarder l'Irak et la Syrie, à armer des mercenaires sanguinaires qui terrorisent la population et détruisent leur pays de fond en comble depuis des années, afin de s'emparer de leur richesse, le pétrole et le gaz qu'il convoite au détriment d'autres impérialistes, la Russie, la Chine, l'Inde, etc.

Oui, notre ennemi est dans notre propre pays et c'est facile de l'admettre, il suffirait de couper la main de ceux qui ont décidé de participer à cette guerre coloniale, en votre nom, pour qu'elle n'ait pas lieu. Leur retirer ce pouvoir de nuisance pose directement la question de savoir qui décide la politique qui doit être appliquée dans ce pays, la question du pouvoir, pouvoir politique qu'une minorité a accapré à son profit (économique) exclusivement au détriment des intérêts de la majorité, pouvoir politique que la classe des capitalistes tient du privilège qui lui a été accordé de détenir le pouvoir économique, aussi à défaut de pouvoir lui retirer son pouvoir économique entreprise par entreprise ou secteur économique par secteur économique, faut-il conquérir le pouvoir politique pour abolir ce privilège, lui ôter le pouvoir économique qui sert aussi à financer les guerres et à en tirer profit évidemment.

Seul le combat politique posant cette tâche à réaliser par les travailleurs, la conquête du pouvoir politique, le renversement de la classe des capitalistes au pouvoir, peut permettre de mettre fin à la régression sociale sans fin et à l'état de guerre permanent. D'où la nécessité pour chaque travailleur de s'engager dans le combat politique, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui armera (théoriquement et politiquement) et organisera notre classe, afin qu'elle s'empare du pouvoir politique. Refuser de s'engager dans le combat politique dans la perspective d'en finir avec l'ensemble des institutions de la Ve République, c'est se priver des moyens d'en finir avec cette société en pleine décomposition qui nous conduit au chaos et à la guerre, de reconstruire la société sur des bases nouvelles, exclusivement à partir des besoins des travailleurs.

ACTUALITE EN TITRES

[Les cibles de l'oligarchie financière anglo-saxonne.](#)

- Costa Rica, Argentine et Venezuela critiqués pour leurs politiques économiques - AFP

Critiqués par qui, les agences de notation de l'impérialisme américain et ses officines, FMI et Banque mondiale...

[Obama se prend pour le maître du monde. Qui peut encore croire un seul instant qu'il pourrait être animé de bonnes intentions envers les Africains ?](#)

La conception militariste du monde d'Obama.

- Ebola : Obama craint pour la «sécurité mondiale» - Libération.fr
- Ebola: Obama appelle le monde à "agir vite" pour éviter le pire - AFP

Une question à cent balles.

- Ebola : pourquoi les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur le Liberia - LeMonde.fr

La réponse est sans appel : Militaire !

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr
- Obama : le monde doit "agir vite" face à l'épidémie d'Ebola - LeMonde.fr

Les Etats-Unis vont créer au Liberia un centre de commande militaire pour soutenir les efforts à travers l'Afrique de l'Ouest.
LeMonde.fr 16.09

[Offensive militaire contre la Syrie.](#)

- Washington prépare des attaques ciblées contre l'EI en Syrie - Reuters
 - EI : les États-Unis ouvrent la porte à une possible utilisation des forces terrestres - LeFigaro.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les aléas et gesticulations de Valls et du gouvernement](#)

A l'arraché, avec les dents ! Le gouvernement est minoritaire, illégitime.

- Le gouvernement Valls II est minoritaire à l'Assemblée - slate.fr
- Valls arrache une majorité en nette baisse à l'Assemblée - AFP

Manuel Valls a de nouveau obtenu mardi la confiance de l'Assemblée, mais avec une majorité seulement relative qui augure de lendemains difficiles pour le gouvernement au Parlement.

Le Premier ministre, qui a revendiqué de "chercher la confiance, surtout quand c'est difficile", a rallié 269 voix (contre 244 et 53 abstentions), soit bien en-dessous du seuil des 289 voix de majorité absolue. Les députés lui avaient accordé 306 voix (contre 239 et 26 abstentions) le 8 avril dernier après sa première déclaration de politique générale.

Jugeant la majorité "claire", il a fait valoir, sur le plateau de TF1, qu'il n'y avait "pas de majorité alternative".

Après une rentrée calamiteuse pour l'exécutif, entre gouvernement encore resserré et résultats économiques en berne, ce score apparaît comme un nouveau revers politique.

Si une grande majorité de socialistes et de radicaux de gauche ont voté la confiance, 31 frondeurs du groupe PS et les écologistes se sont abstenus, comme annoncé dès mardi matin, tandis qu'élus UMP, UDI et du Front de gauche ont voté contre. Une députée PS s'est par ailleurs trompée en votant pour alors qu'elle souhaitait s'abstenir. AFP 16.09

Qui a dit ?

- J'"espère" que Manuel Valls obtiendra la confiance pour éviter un "risque institutionnel majeur" : dissolution, voire démission de François Hollande.

Réponse : Hier matin, l'UMP Benoist Apparu, malgré son vote hostile. AFP 16.09

Mesurettes pour mendiants.

- Le minimum vieillesse est porté de 792 euros par mois à 800 euros ; 8 euros par mois, 26 centimes par jour...
- Une prime exceptionnelle de 40 euros pour "*les petites retraites*" inférieures à 1.200 euros mensuels ; 10 centimes par jour...
- Un million de ménages supplémentaires exemptés d'impôt en 2015 ; pour cause de revenus trop faibles...

A retenir de son discours. Pas touche au dialogue social.

- *"Personne, et je le dis clairement au patronat, ne doit prendre le risque d'affaiblir, par je ne sais quelle provocation, par je ne sais quelle surenchère, l'indispensable dialogue social qui est la marque de ce quinquennat"*, a tancé M. Valls. AFP 16.09

Ce que le patronat fait plus ou moins en douce à des degrés divers dans les entreprises en profitant de toutes les mesures anti-ouvrières adoptées depuis des années, dont les dernières en date étaient contenues dans l'ANI, il comptait les généraliser et aller plus loin encore, le Medef a commis l'erreur de le clamer bruyamment sans tenir compte qu'il mettait ainsi en porte-à-faux Valls et son gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité relative à l'Assemblée nationale.

Du coup, Valls a été obligé de défendre les 35 heures, le CDI, etc. pour tenter de calmer ses troupes qui se retrouvent en mauvaises postures, écartelés entre le soutien qu'ils doivent apporter au gouvernement pour ne pas qu'il tombe, en s'abstenant lors du vote de confiance d'hier, et leur base électorale qui les supplie de cesser de le soutenir et qui exige une autre politique, il a dû sauver les apparence et gauchir son discours sans rien lâcher sur l'essentiel, exercice périlleux s'il en est, au risque de mécontenter aussi bien le patronat et la droite officielle que ses propres troupes, de se retrouver prochainement encore plus isolé et fragilisé.

Il comptait sur le dialogue social pour faire passer de nouvelles contres-réformes, s'appuyer sur les syndicats jaunes de la CFDT et CFDT essentiellement, mais voilà t-il pas que la dernière sortie du Medef les a obligés en s'en désolidariser, ce qui porte un nouveau coup au dialogue social déjà mis à mal avec le refus de 4 syndicats d'y participer en juillet dernier.

L'ensemble de ces éléments va conduire le gouvernement à la paralysie jusqu'en 2017, à moins qu'il tente de passer en force au risque de déclencher une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables. Prendra-t-il ce risque comme l'y invitent le Medef et l'UMP ? Pas sûr, la stabilité du régime primant sur toute autre considération, même les besoins urgents exprimés par le patronat. Il est trop tôt pour se prononcer sur cette question, attendons de voir quel accueil ils vont réservé à l'annonce de la candidature de Sarkozy à la direction de l'UMP.

S'ils étaient capables de créer artificiellement un terrain favorable à Sarkozy dans l'opinion publique comme ils disent et de remettre en ordre de bataille l'UMP, alors ils pourraient être tentés de précipiter les choses et faire chuter le gouvernement entraînant des élections législatives anticipées, tout autre scénario étant écarté puisque Hollande a martelé qu'il irait au bout de son mandat.

Quant à Valls, en cas de dissolution la question de sa démission ne serait pas un problème, puisqu'elle s'inscrirait logiquement dans le cadre de ce processus indépendamment de sa volonté, la décision revenant au Président de la République, à Hollande. Valls serait maintenu dans ses fonctions jusqu'aux résultats des élections législatives et il remettrait sa démission ainsi que celle de son gouvernement à Hollande au cas où l'UMP aurait remporté ces élections, lui aussi pourrait prétendre avoir tenu jusqu'au bout comme il s'y était engagé et tout ce beau monde afficherait sa satisfaction, la vie continuant comme avant.

Ils se prennent au jeu et s'en mordent les doigts

- Manuel Valls demande au Medef de renoncer à la surenchère - Reuters

Avant-hier c'était la CGT par la voix de Lepaon qui demandait à Valls de «ramener le patronat à la raison» et hier c'était au tour de Valls de demander au Medef de ne pas en rajouter, autrement dit, Lepaon s'est dépossédé de son mandat au profit de Valls qui s'est empressé de le transmettre au Medef comme s'il était le seul maître de la situation. Ensuite Lepaon (et Valls) feint d'être surpris par l'audace dont fait preuve le Medef, alors qu'en réalité c'est lui qui lui tendu la perche. Et les travailleurs direz-vous dans tout cela ? Et bien Lepaon a livré leur sort au Medef, à lui de voir ce qu'il compte en faire.

Gattaz a peut-être pris Valls au mot après le discours flamboyant en faveur des partons qu'il avait prononcé à l'université d'été du Medef, ou il a voulu lui forcer la main se croyant en terrain conquis, c'est le seul point où il ne s'est pas trompé, pour le reste il aurait dû tenir compte de la situation politique qui n'est pas vraiment favorable à Hollande et son gouvernement depuis la débâcles des municipales et des européennes, les mouvements sociaux se succèdent et s'enchaînent, leur impopularité record, le rejet

qu'ils inspirent ainsi que leur politique dans tout le pays, c'était tout simplement occulter la réalité ou se croire sous le régime de Pinochet au Chili ou de Porochenko en Ukraine !

- Valls à l'Assemblée : "Nous devons être aux côtés de tous nos entreprises, nos entrepreneurs" - Francetv info

Qu'il le soit, personne n'en doute, mais il aurait tort de généraliser...

Autrement, aux côtés des travailleurs aurait été incongru, d'autant plus qu'en employant un formule inclusive "nos", Valls se considère comme un entrepreneur, un patron, un actionnaire ou partage leurs préoccupations. La sémantique peut trahir vos réelles intentions, à méditer...

Fort de ce soutien...

- Pierre Gattaz : «*Manuel Valls doit aller plus vite et plus fort*» - LeParisien.fr

Il faut tout oser, comme Thatcher, Reagan ou Schröder en leur temps.

- Pierre Gattaz : "Les mots interdits, les tabous, ça suffit" - Le Nouvel Observateur

Une conciliation qui en réalité est une imposture, car dans l'impossibilité de concilier les intérêts du capital et du travail, c'est privilégié ceux du capital.

- Marisol Touraine: «*Être de gauche, c'est concilier la réforme économique et le progrès social*» - 20minutes.fr

Elle a raison, c'est cela la gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale...

Le PS dans le rôle d'entrepreneur ou de briseur de grève.

- Air France: Cambadélis, patron du PS, demande la fin de la grève - AFP

Voleur, escroc, fraudeur : Le capitaliste.

- La fraude aux cotisations sociales explose - libération.fr

Les fraudeurs ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Alors que la gruge des assurés sociaux, régulièrement dénoncée, est comprise entre 2 et 3 milliards d'euros par an, celle des employeurs serait près de dix fois plus importante, selon un rapport de la Cour des comptes à paraître mercredi.

En effet, en 2012, le besoin de financement de l'ensemble de la Sécu (assurance chômage et retraites complémentaires comprises) se montait à 19 milliards d'euros. Autrement dit, si la fraude au paiement des cotisations sociales n'existe pas, non seulement il n'y aurait pas de déficit de la Sécu, mais l'ensemble des régimes présenteraient un léger excédent de 1 à 6 milliards d'euros... libération.fr 16.09

Haut de page 

Le 18 septembre 2014

CAUSERIE

Je croule sous les emmerdements, un par jour en moyenne...

Une vidéo

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols

<http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4>

- Sur la vidéo enregistrée par la station norvégienne TV2, les téléspectateurs peuvent distinguer clairement au moins 2 soldats ukrainiens dont les casques sont frappés de l'emblème des SS et de la croix gammée nazie. (Réseau Voltaire 16.09.14)

Des bataillons de l'armée ukrainienne portent l'insigne nazi (SS) sur leurs casques, comme dirait l'autre il n'y a pas photos, ce sont bien ceux que Hollande et son gouvernement, le PS et ses satellites soutiennent.

Quand la gauche soutient des nazis assumés, elle est quoi au juste ?

Question : Pourquoi ne pas poser cette question en gros titre en première page d'un journal ouvrier ? Nous nous le ferions sans hésiter.

Dites-nous, mais hier, le PS était bien le même parti avec les mêmes dirigeants, pincez-nous, nous n'avons pas rêvé, c'est bien ce parti que vous appellez à réaliser le front unique, n'est-ce pas ? Vous en tirez quoi comme conclusion ?

La vidéo dure 30 secondes, à faire circuler.

La dislocation en marche de la civilisation humaine.

- Internet: la toile compte plus d'un milliard de sites - AFP

Il y a dorénavant plus d'un milliard de sites sur le réseau internet, et ce chiffre augmente en permanence, selon les derniers relevés établis en temps réel mardi par le site spécialisé Internet Live stats.

Internet a fêté ses 25 ans en début d'année et le compteur d'internetlivestats.com indiquait que la toile comptait plus d'1,06 milliard de sites mercredi peu avant 00H00 GMT.

Rien que pour la journée de mardi, Google a enregistré plus de 3,1 milliards de recherches sur ses serveurs selon internetlivestats.com. Et près de 170 milliards d'e-mails avaient aussi été envoyés au cours des dernières 24 heures.

Toujours selon le compteur d'internetlivestats.com, la barre des 3 milliards d'internautes devrait aussi être franchie prochainement. AFP 18.09

Avant qu'Internet existe, quels que soit le nombre de variantes que comportait le mode de pensée de la population, ils se répartissaient essentiellement en deux groupes distincts, pro capitaliste et anti capitaliste. Les anticapitalistes parvenaient à se rassembler pour lutter ensemble, tant bien que mal, mais ils y parvenaient encore occasionnellement...

Depuis, le mode de pensée de la population passé sour le joug ou l'influence envahissante de la pensée unique s'est considérablement appauvri, délité, pour se décliner pratiquement à l'infini, se disloquer en prenant la forme d'une multitude de contenus insignifiants ou médiocres, expression d'un individualisme effréné qui flirtait avec le nihilisme, il a régressé pour se rétracter sur lui-même (tendance schizophrène et paranoïaque) sous l'effet de son atomisation croissante, tandis que dans la foulée de l'abolition nos droits sociaux collectifs, des privatisations, de la liquidation des services publics, qui incarnaient jusqu'à un certain point une autre conception de la société basée sur le principe d'égalité, selon lequel chaque citoyen devait bénéficier de droits élémentaires ou du même traitement quel que soit son statut ou son rang dans la société, intégrant les inégalités entre les classes sans les faire disparaître, la lutte des classes ou les rapports entre les classes, ce qui est exclu ou nié de nos jours au seul profit des besoins de la classe dominante dont la dictature incarne au degré ultime cet individualisme triomphant qui sert de modèle à l'ensemble de la société.

A la marchandisation de tous nos droits ou besoins, de tous nos actes ou gestes, est venue s'ajouter celle de nos pensées, qui pour être validées devraient être compatibles avec le marché, dans le sens où seules les idées censées être réalisables dans le cadre du système économique actuel peuvent mériter notre attention, toutes les autres doivent être écartées ou rejetées, il en va de même de nos droits.

Cette décomposition est le produit de l'incapacité des masses exploitées de se projeter, de penser ou d'imaginer leur destin au delà du capitalisme, de concevoir qu'une alternative politique existe, qu'il demeure possible de changer la société, dès lors qu'on relie entre elles toutes les expériences que nos vivons ou avons vécues, qu'on relie entre eux tous les facteurs et rapports qui constituent la situation, au lieu de l'interpréter à partir d'un facteur isolé ou pris isolément qui n'en est que le produit ou la conséquence et non l'origine, confusion qui conduit à s'enfermer dans un modèle de société vouée à la putréfaction quand elle n'en est pas déjà le témoignage.

Sur le plan politique, la somme de nos désaccords ou de nos idées individuelles l'emportent et constituent un obstacle au rassemblement de toutes les forces qui entendent en finir avec le capitalisme. Notre ennemi a développé et mis gracieusement

à notre portée cet instrument, Internet, parce qu'il savait qu'on en ferait mauvais usage du fait que l'immense majorité des masses n'ont pas de conscience politique ou n'ont pas vraiment conscience du monde dans lequel elles vivent.

Il était voué à devenir un formidable instrument au service de la manipulation des consciences, de leur destructuration, un extraordinaire outil au service de la guerre psychologique et idéologique qu'ils nous livrent, chacun étant convaincu d'en tirer le meilleur parti, tandis qu'ils tissaient leur toile et tiraient les ficelles, leur objectif étant de donné l'impression qu'Internet constituait un nouvel espace de liberté ou de démocratie, alors qu'en réalité c'était exactement l'inverse qui allait se produire. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le mode de fonctionnement d'Internet et leur objectif rejoignent ceux du PS, chez lequel le socialisme en parole suffit à faire illusion pour qu'il continue d'exister, alors qu'en réalité ou dans les faits il le combat.

Chacun s'exprime sur Internet, chacun peut même créer son propre blog ou portail, et si cela fonctionne assez bien d'après les chiffres qui nous sont fournis ici, c'est parce que chacun aura sa petite explication pour le justifier, sans qu'aucun ou presque n'ait vraiment conscience de sa véritable signification ou portée qui lui échappera.

Nous sommes bien d'accord que chacun est libre d'agir à sa guise ou de dépenser son temps comme il l'entend, la question n'est pas là. Elle réside dans le fait de savoir si on se pose ou non la question, si on s'interroge ou non sur le sens de nos propres actes, et s'exprimer sur Internet est un acte, tout comme le contraire. Et comme chaque acte se traduira sur le plan psychologique, la question sera de savoir comment ou si ce qui en résultera nous sera profitable ou non. S'agissant du fait d'exprimer des idées par un canal déterminé, dans des conditions déterminées, la question sera de savoir quelle influence cela pourra avoir sur nos idées elles-mêmes et au delà.

L'homme possède une double nature à la fois psychologique et sociale, qui si elles interviennent dans des domaines particuliers ne sont pas séparées par une cloison hermétique, en réalité elles s'influencent mutuellement. Les promoteurs d'Internet et des réseaux dits sociaux le savent également et s'en servent, certainement pas en étant animés de bonnes intentions à notre égard, ce que la population ne soupçonne pas évidemment puisqu'elle demeure largement ignorante.

S'il existe des milliards d'individus qui ressentent la nécessité d'exprimer leur point de vue sur le Net, c'est sans doute parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les idées qu'on leur propose, les partis politiques par exemple. Et si les effectifs des partis politiques sont aussi insignifiants, c'est sans doute parce ces milliards d'internautes n'ont pas envie de les rejoindre, autant dire que la légitimité des partis politiques est quasiment nulle, ce n'est pas ce que je pense, mais c'est ce que le citoyen lambda peut en déduire, or c'est justement le but du jeu des promoteurs du Net qui trône en Bourse.

Dilluer le mode de pensée, dilluer à l'infini les idées pour qu'elles s'entrechoquent concourent à la dislocation de la classe, du lien qui existe entre tous les travailleurs, c'est l'air de rien poursuivre sur un autre plan et avec d'autres moyens la lutte de classe contre les travailleurs et la révolution socialiste.

Personnellement, en dehors des trois portails sur lesquels je me connecte régulièrement pour collecter des articles, les portails d'informations sur lesquels je me connecte quotidiennement pour actualiser le site, occasionnellement les portails sur lesquels je me connecte pour piocher des données complémentaires, et You Tube pour télécharger des vidéos quelques fois par an, j'allais oublier l'usage de ma boîte aux lettres, j'ai autre chose à faire que de me connecter sur le Net ou passer va vie devant un écran, une fois le boulot quotidien terminé j'ai hâte d'éteindre l'ordinateur !

ACTUALITE EN TITRES

[Aussi facile à dire qu'à faire.](#)

- La Fed réaffirme son engagement ultra-accommodant pour longtemps - Reuters
- L'Europe compte désormais plus de milliardaires que l'Amérique du Nord - Atlantico.fr
- L'Europe, risque pour l'économie mondiale selon la Fed - Liberation.fr

[Coups bas ou la politique au ras du caniveau.](#)

- Cambadélis dénonce des "mesquineries" sur ses diplômes - Reuters

J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui ne me passionne pas, il semblerait qu'il aurait bénéficié d'un passe-droit en effet. Il dit qu'il a obtenu sa maîtrise mais il n'évoque la licence, or il est beaucoup plus facile d'obtenir la maîtrise qui se réduit à une seule matière et une seule épreuve, un mémoire de 50 ou 70 pages, je peux en rédiger un dans la journée, alors que la licence comporte

une douzaine de matières et autant d'épreuves.

Ce qui est sûr puisqu'il l'a dit lui-même, c'est qu'il a pu s'inscrire à la maîtrise avant d'avoir obtenu la licence, or après avoir obtenu le CAPFLE (science du langage) en 2001, j'ai demandé à l'université de Rouen si je pouvais m'inscrire à la maîtrise, et on m'a répondu d'attendre d'avoir obtenu la licence, j'ai laissé tomber.

- "Illettrées" de Gad : comment la formule d'Emmanuel Macron s'est transformée en polémique - Francetv info

Il a employé une formule qui n'est pas erronée, puisqu'elle correspond effectivement à la situation de certains salariés de Gad. Ceux qui en font un objet de polémique, Mélenchon notamment, s'en servent pour faire oublier leur incapacité à organiser ces travailleurs ou plutôt leur refus de s'adresser à eux.

Interpeler un banquier sur la terminologie qu'il emploie pour parler des travailleurs, c'est lui faire un procès d'intention, car on ne voit pas comment il pourrait faire autrement le bougre, et répétons-le, dire que l'illettrisme ne facilite pas la recherche d'un emploi est une vérité de La Palice, mais peut-être que Mélenchon n'est pas d'accord, bon, il n'est pas vraiment concerné à notre connaissance.

Bref, les voilà à faire les poubelles, alors qu'il y a matière plus qu'il n'en faut pour combattre le gouvernement et le PS, le régime...

Mission impossible.

- France: Valls tente de donner des gages aux classes modestes - AFP

- Emmanuel Macron tente de rassurer des professions réglementées - Reuters

Quand est-ce qu'on les achève ?

La question qui tue la gauche.

- Et si Nicolas Sarkozy revenait "pour sauver la gauche" ? - Le Nouvel Observateur

... ce n'est pas un hasard si Manuel Valls, lors de son discours à l'Assemblée a fait appel à lui pour qu'émerge une vraie confrontation. Le Nouvel Observateur 18.09

Le gouvernement briseur de grève.

- Air France: Valls et Macron appellent les pilotes à mettre fin à leur mouvement - 20minutes.fr

- Au troisième jour de grève à Air France, le gouvernement appelle à la fin du mouvement - Francetv info

Qu'on se le dise... si vous en avez les moyens.

- Dépenses sociales : la charge sévère de la Cour des comptes - lepoint.fr

"Un effort nettement plus ambitieux de maîtrise des dépenses (...) est possible sans mettre en cause la qualité de soins ou compromettre l'égalité d'accès au système de santé", a souligné Didier Migaud. lepoint.fr 18.09

Leur obsession : Diviser, dresser les différentes couches de travailleurs les unes contre les autres pour mieux régner.

- Disparités salariales : combien gagne mon voisin ? - Francetv info

Qu'est-ce que cela peut te foutre ?

- *"Cette idée du tabou de l'argent est utilisée par ceux qui veulent en parler"* - Francetv info

Ils sont jaloux parce qu'ils n'en ont pas et c'est un péché !

- Pourquoi les femmes gagnent moins que les hommes ? - Francetv info

Parce qu'elles sont inférieures aux hommes, pardi ! C'est bien connu, non ?

- Salaires : pourquoi les vieux sont mieux lotis que les jeunes - Francetv info

L'expérience se paie, c'est aussi pour cela qu'on les vire à 50 ans : Trop chers !

- Où gagne-t-on le mieux sa vie en France ? - Francetv info

Demandez-le à un banquier : Dans son lit !

- S'attaquer aux rentes des fonctionnaires : vaste programme ! - LePoint.fr

Ah quelle saloperie de profiteurs ! Pas les banquiers.

La permanence du chômage, de la précarité et de la pauvreté "*ronge la légitimité*" ... du système capitaliste.

- Sécu: la permanence des déficits "*ronge la légitimité*" du système - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

0,00004%

- Il n'y a jamais eu autant de milliardaires dans le monde - LeParisien.fr

Le nombre des milliardaires dans le monde a atteint un niveau record en 2014, avec 155 nouveaux entrants dans le club des personnes dont la fortune personnelle dépasse le milliard de dollars, selon une étude publiée ce mercredi.

Le nombre des ultra-riches, 2.325 au niveau mondial, a ainsi augmenté de 7% par rapport au comptage de 2013, d'après un communiqué rédigé par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet de recherches singapourien Wealth-X.

La fortune cumulée de ces milliardaires a encore plus rapidement augmenté puisqu'elle a progressé de 12% pour passer à 7.300 milliards de dollars. Afin de mettre ce montant en perspective, les auteurs de l'étude ont précisé que ce chiffre était supérieur à la capitalisation combinée de toutes les sociétés du Dow Jones Industrial Average, l'indice phare de la Bourse de New York.

L'Asie est encore une fois la région qui a vu émerger le plus de nouvelles grosses fortunes, avec 52 nouveaux milliardaires, dont 33 rien qu'en Chine. L'Europe reste cependant celle qui concentre le plus d'individus ultra-fortunés, avec 775 milliardaires. Si leur nombre n'a augmenté que de 1,2% sur un an, la valeur de leur patrimoine s'est accrue de 12%, atteignant 2.375 milliards de dollars. Le Vieux Continent a ainsi détrôné l'Amérique du Nord, qui figurait en tête du classement en termes de valeur patrimoniale l'an passé. Par pays, les États-Unis restent cependant à la première place, avec 571 milliardaires, suivis par la Chine (190) et le Royaume Uni (130).

Les auteurs de l'étude relèvent aussi que près de 35% de cette richesse se concentre dans 20 grandes villes, New York, Moscou et Hong Kong arrivant en tête du classement. Londres se hisse au quatrième rang avec 72 milliardaires, tandis que Paris occupe la neuvième place, avec 33 milliardaires. LeParisien.fr 18.09

Commentaire d'internaute.

1- "Vous comprenez maintenant la définition de la crise : " c'est l'argent qui a change de main " ! A méditer."

Ce commentaire lapidaire résume à lui seul la stratégie néolibérale, la prise du pouvoir par l'oligarchie financière. Ce qui "a changé de main" en réalité, c'est le pouvoir politique.

Tous les gouvernements, ainsi que les partis conservateurs et sociaux-libéraux qui se prosternent devant l'oligarchie financière, incarnent son pouvoir politique. Et tous les partis institutionnels qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sont incapables de le combattre, parce qu'ils demeurent liés aux partis social-démocrate dégénéré et stalinien qui sont eux mêmes des piliers du régime.

2- "Pendant ce temps des enfants travaillent, des sdf font la manche, des mères se prostituent, des vieux vident les poubelles, des hommes chassent le dauphin, et des glaciers fondent. Bref, il n'y a jamais eu autant de milliardaires et le monde n'a jamais été aussi pourri."

Constat accablant pour le capitalisme qui valide une fois de plus le marxisme.

3- "La grande victoire de ces 20 dernières années! Nous sommes revenus au même niveau d'inégalité qu'au 19ème siècle."

Et le pire reste à venir...

Quelle étrange et soudaine unité !

- Les retraités appelés à manifester le 30 septembre - AFP

Les retraités sont appelés à manifester le 30 septembre dans toute la France par neuf organisations syndicales et associatives pour défendre leur pouvoir d'achat, ont indiqué plusieurs syndicats.

Des manifestations sont prévues dans la quasi-totalité des départements, certaines seront regroupées au niveau régional, a indiqué à l'AFP Nicole Defortescu, membre de l'Union CGT des retraités.

Cette journée est organisée à l'appel de la CGT, FO, la CFTC, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires, la Fédération générale des retraités de la Fonction publique, ainsi que deux associations de retraités (UNRPA et LSR). AFP 18.09

C'est marrant, quand il s'agit d'appeler à mobiliser l'ensemble des travailleurs, là ils sont incapables de réaliser l'unité. C'est sans doute parce qu'ils savent que les 15 millions de retraités ne sont pas des mordus du pavé, sans jeu de mot...

Quand les chefs des "gentils" barbares mettent la main à la poche.

- Jihadistes: la Chambre approuve le plan d'Obama pour aider les rebelles syriens - AFP

La Chambre des représentants des Etats-Unis a voté mercredi en faveur d'un plan d'aide aux rebelles syriens modérés qui doit encore être approuvé par le Sénat, premier volet de la stratégie de Barack Obama contre le groupe Etat islamique (EI).

"Je ne vois pas bien comment nous allons réussir à armer les "gentils" dans ce conflit sans renforcer par inadvertance les méchants" du régime Assad, a déclaré la démocrate Rosa DeLauro. AFP 18.09

C'est l'avenir !

- Les serfs high-tech de Malaisie - Liberation.fr

Près d'un tiers des 350 000 salariés de l'électronique en Malaisie travaillent dans des conditions proches de «l'esclavage moderne», selon l'ONG Vérité, spécialisée dans la défense des droits des travailleurs. Les usines qui fournissent Apple, Samsung ou Sony exploitent des ouvriers vulnérables et pauvres d'Indonésie, du Népal, d'Inde, du Vietnam, du Bangladesh et de Birmanie, qui sont entraînés dans une spirale de servage et étouffés par des dettes contractées auprès de leurs recruteurs. Liberation.fr 17.09

Les affameurs

- Les Etats-Unis croulent sous le maïs et le soja - Liberation.fr

Les récoltes de maïs et de soja, cultures les plus importantes aux Etats-Unis, devraient atteindre des niveaux jamais vus, avec 366 millions et 106,5 millions de tonnes. Mais les agriculteurs ne s'en frottent pas vraiment les mains : les cours chutent et un cauchemar logistique se profile. Les voies ferrées sont en effet saturées par l'acheminement du pétrole de schiste et le pays manque de chauffeurs de camion avec des papiers en règle... Liberation.fr 17.09

Alors que la famine menace à nouveau la Somalie, le Sud Soudan, qu'un homme, une femme ou un enfant continue de mourir de faim ou de sous-alimentation toutes les 20 secondes quelque part dans le monde...

[Haut de page](#) 

Le 19 septembre 2014

CAUSERIE

Etre autodidacte présente l'avantage de ne pas avoir de diplôme à fournir ! Bon, j'en ai obtenu un à 45 ans, mais il est si petit que je n'ose même pas le sortir. En revanche, au titre de mon expérience acquise, je pourrai faire prévaloir le boulot que j'ai abattu ces dernières années pour me présenter à un DEA ou un doctorat. Je suis sûr d'être refoulé, merde ! Mon certificat de retraite anticipée me suffira !

Ces gens-là sont décidément puants et médiocres.

En écho à Bush.

- Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam.
- atlantico.fr

Des "intellectuels" occidentaux comme Edwy Plenel appellent à ne pas faire d'amalgames entre les musulmans et les djihadistes qui partent combattre en Irak et en Syrie tandis que d'autres, comme Alain Finkielkraut, affirment qu'il y a bien "*un problème de l'Islam en France*". atlantico.fr 18.09

Le véritable "*problème*" : c'est le capitalisme entré en putréfaction.

Comme il existe un problème du judaïsme dans le monde, dans la mesure où certains juifs considèrent qu'ils forment un peuple, or aucune religion n'a jamais donné naissance à un peuple, ce sont les peuples qui au fil du temps ont adopté une ou des religions, qui plus est qu'ils appartiennent à un peuple supérieur aux autres, le tout sur la base d'un mythe réactivé au tournant du XXe siècle quand le pétrole (principalement du Moyen-Orient) devint en passe de détrôner toutes les autres marchandises y compris l'or pour devenir une rente inépuisable pour les hommes d'affaires ou les banquiers protestants ou juifs qui le détiendraient.

L'extraordinaire fortune ou la formidable puissance politique (donc militaire) qu'allaient acquérir les exploitants des gisements de pétrole (essentiellement BP, Shell et Exxon) au Moyen-Orient allait constituer la toile de fond sur laquelle allait être créé l'Etat Juif (comme les sionistes le dénomment), lui attribuant d'emblée un statut privilégié qui devait coïncider avec celui que les juifs sionistes revendiquent ou s'attribuent. Que ce soit les mêmes banquiers ou hommes d'affaires protestants ou juifs occidentaux (Hollandais [Shell], Britannique [BP] ou Américain [Exxon]) qui soient à l'origine de la création de l'Etat sioniste qui de fait leur appartient en grande partie, et de la mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient au détriment de sa population arabe et persane, est à l'origine de toutes les guerres et coups d'Etat dans cette région depuis le démantèlement de l'Empire ottoman à l'issue de la Première guerre mondiale, la balkanisation du Moyen-Orient orchestrée par les Britanniques et les Français, jusqu'à la guerre actuelle contre l'Irak et la Syrie notamment.

Une fois cette verrou purulente installée au coeur du Moyen-Orient, ils allaient alimenter et instrumentaliser le schisme de l'islam entre sunnites et chiites, s'en servir (d'Isaël) comme base militaire pour lutter contre le nationalisme arabe. Et chaque fois qu'un chef d'Etat ou de gouvernement tentera de s'affranchir de la tutelle des multinationales du pétrole des puissances occidentales, elles lui déclareront la guerre (56 en Egypte) et les renverseront (52 en Iran) ou ne serait-ce que mener une politique indépendante pour accroître leur revenu issu du pétrole (ou du gaz) ils les liquideront (2001 Afghanistan, 2003 Irak, 2011 Libye)...

Pour revenir à la question de l'Islam.

Ils s'en servent, tout comme les groupes terroristes ou les armées de mercenaires qu'ils ont constituées, pour justifier leurs guerres au Moyen-Orient.

Que le Coran renferme des passages d'une violence inouie aveugle ne fait pas de chaque musulman un barbare en puissance, car soit la plupart les ignorent, soit ils les rejettent. Ce n'est pas parce qu'on se réclame d'une religion qu'on la pratiquerait à la lettre.

- "Ceux qui ne croient pas à nos versets, Nous les brûlerons bientôt dans le feu. Chaque fois que leur peaux auront été consumées, nous leur donnerons d'autres peaux en échange afin qu'ils goûtent au châtiment...." (Sourate 4 verset 56), "La récompense de ceux qui font la guerre contre Allah et Son messager(...) c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupées leur main et leur jambe..." (Sourate 5 verset 33).

Les Etats occidentaux se sont livrés à des guerres et des massacres d'une cruauté sans nom d'une ampleur bien plus considérables depuis plus de deux siècles sur des populations innocentes, sans qu'ils aient eu besoin que leurs pratiques

figurent dans un manuel. Pour autant ils demeurent plus avancés que les régimes archaïques qui existent dans le Golfe ou au Moyen-Orient, en Israël.

Que ces pratiques n'aient jamais réellement cessé devraient les faire figurer parmi les régimes barbares les plus sophistiqués de la planète. En agressant et détruisant l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, ils démontrent que l'humanité n'ait jamais vraiment sorti de la sauvagerie qui l'habitait jadis ou qu'elle n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire.

On en reparlera quand on aura réussi à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, d'ici là commençons par abolir le capitalisme...

Extraits choisis.

Que les "*amis de la Syrie*", le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, la Turquie et Israël aient recruté, formé, armé, financé l'Etat islamique qu'ils prétendent combattre aujourd'hui au côté de la coalition militaire occidentale emmenée par les Américains témoignent suffisamment que les intentions qu'ils affichent ne correspondent pas à la réalité, qui demeure de parvenir à renverser Bachar Al-Assad.

Qu'ils aient ainsi favorisé la propagation et l'implantation d'un islamisme radical dans les pays occidentaux avec la complicité de leurs gouvernements ne fait aucun doute, sinon comment ce phénomène aurait-il pu se développer et prendre une telle ampleur.

- "Peut-on aussi oublier que le Qatar, cet *Etat islamique*, est un soutien financier des djihadistes syriens qui sont alliés à ceux d'Irak, mais aussi que ce pays est considéré comme très fréquentable par les Occidentaux et spécialement la France, où son poids en investissement ne cesse d'augmenter à coût de milliards d'euros? Le fait que le Qatar finance en toute impunité dans ces circonstances le club de football qu'est le Paris Saint-Germain, référence essentielle pour nombre de jeunes de nos banlieues, ne participe-t-il pas d'une certaine banalisation aussi de l'islamisme ?"

Le néolibéralisme conduit à l'éclatement de la société, à l'atomisation de la population, et emploie le nihilisme pour y parvenir en flattant l'individualisme. C'est ce que nous avons écrit à plusieurs reprises ces derniers jours.

Que l'Union européenne en soit le porte-parole et encourage ce processus de dislocation est somme toute normal puisqu'elle l'incarne. L'Union européenne légitime ainsi les expressions extrêmes de l'islamisme qui sont contraire aux valeurs de la République et aux principes de la démocratie, là encore rien de plus normal puisque son objectif est de les faire disparaître.

- "Il se trouve aussi que le libéralisme s'accorde très bien de l'idée du marché pour tous et de chacun sa religion, c'est-à-dire d'une organisation sociale où les forces sociales au lieu de s'unir se divisent en groupes homogènes et séparés au nom de la religion ou de l'ethnie, de la culture. On en retrouve le substrat dans la Convention européenne des droits de l'homme où à son article 9 on explique que "la liberté de pensée, de conscience et de religion (...) comprend aussi la liberté (...) de manifester sa religion ou ses convictions individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites." Un contexte très favorable à l'affirmation d'un islam qui ne s'est pas donné historiquement de limites et ne cesse de revendiquer des aménagements de la règle commune, sur quoi la poussée radicale à laquelle nous assistons peut surfer."

Suit un aveu qui une fois de plus à valeur de preuve que les pays qui prétendent faire la guerre à Etat Islamique d'Irak et de Syrie en sont en réalité les complices depuis toujours.

Le choix de DAECH peut être perçu comme une concession envers tous ceux qui envisageraient de rejoindre cette armée privée de mercenaires de l'Otan, dans la mesure où figure dedans la formule générique d'Etat Islamique dont ils peuvent se revendiquer.

- "En effet "DAECH" est l'acronyme arabe d'*Etat Islamique d'Irak et de Syrie*. C'est une concession faite aux Etats musulmans qu'on veut entraîner dans la guerre déclarée à cette entité vis-à-vis de laquelle on a été complaisant tant qu'on n'y voyait que son hostilité à l'égard de Bachar Al-Assad. Rappelons que le Qatar et l'Arabie Saoudite obligés de renoncer à leur soutien à cette entité et à intégrer la coalition pour se faire pardonner, étaient, comme la Turquie qui refuse d'intégrer la coalition, les principaux soutiens de "l'*Etat Islamique de l'Irak et du Levant*"(EIIL).

Les pays musulmans ne veulent pas être accusés de mener la guerre, avec des puissances présentées comme les nouveaux "croisés" contre une entité qu'on désigne comme un "Etat islamique". C'est la preuve que cet Etat, qu'on le veuille ou non, n'est pas complètement étranger à l'islam même s'il n'est pas juste ni légitime de dire qu'il représente l'islam ou qu'il en est l'expression achevée et conséquente comme l'affirment aussi bien les islamophobes que les musulmans les plus intégristes."

Impossible et ceci explique cela. Le néolibéralisme, qui est le corollaire de la crise du capitalisme, est incompatible avec l'esprit des philosophes du siècle des Lumières, croire le contraire c'est se tromper de siècle ou d'époque, c'est ignorer l'histoire du développement du capitalisme pendant plus de trois siècles au moins jusqu'à nos jours. Comment l'auteur des lignes

suivantes peut-il croire ce qu'il écrit, alors que tous les principes ou valeurs qu'il énumère sont systématiquement piétinés par ceux qui nous gouvernent. Il est pris au piège de son interprétation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et lui attribue des qualités qu'elle n'a pas, ne voyant pas que sa principale faiblesse réside dans des formules élastiques que chacun ou chaque classe peut interpréter à sa manière en fonction des circonstances ou de ses intérêts du moment.

- *"Il faudrait commencer par arrêter de nous renier nous-mêmes, en revenant à l'esprit de liberté des penseurs des Lumières engagés contre les oppressions religieuses, morales et politiques de leur temps, en défendant les valeurs du socle républicain comme non-négociables, qu'il s'agisse des Droits de l'homme, de la laïcité, de l'égalité homme-femme que le Coran ne ménage pas. Il faut arrêter de voir comme une oppression de nature postcoloniale et un ethnocentrisme, le simple fait de considérer comme universels les valeurs de liberté, l'Etat de droit et la démocratie, la souveraineté politique du peuple supplantant la domination religieuse, finalement ce qui fonde la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il faudrait un jour pousser jusqu'au bout."*

Quel délire !

Notes de lecture et réflexions politiques

1- La putréfaction du capitalisme mène au fascisme, et ce n'est pas un hasard si depuis les années 70 et plus particulièrement depuis le début des années 2000 la classe dominante a réactivé l'extrême droite.

L. Trotsky - avril 1939. - L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme, et la justification historique du capitaliste. Par là même, l'élimination de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres" sources de matières premières, et ses "propres" marchés (colonies). Le dernier mot, dans la désagrégation du capitalisme de monopole, est au fascisme.

Commentaire. Les barrières douanières ont été remplacées une fois achevée la mondialisation du capitalisme par la dérégulation des marchés qui profite aux pays les plus riches, et par la dictature imposée par le FMI et la Banque mondiale aux pays récalcitrant à la politique néolibérale ou de pillage systématique de leurs ressources par l'impérialisme anglo-saxon.

2- Le fascisme est le meilleur allié ou l'instrument en dernier recours du néolibéralisme. On en a un exemple sous le nez en Ukraine.

L. Trotsky - avril 1939.- Le fascisme base son programme sur la destruction des organisations ouvrières, sur la liquidation des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques, afin de prévenir une renaissance de la lutte de classe du prolétariat. L'état fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et la paupérisation des classes moyennes au nom du salut de la "nation" et de la "race" mots prétentieux sous lesquels se cache le capitalisme décadent.

Commentaire. Le programme du fascisme ressemble étrangement à la politique suivie par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le début des années 80, quand ils se sont lancés dans des programmes de privatisations et d'austérité, de contre-réformes tout azimut, tout en nous soumettant à la dictature de l'UE, ce qui revenait à nous spolier de nos droits démocratiques.

Le nationalisme, la xénophobie et le racisme servent effectivement de cache-sexe à la décadence du capitalisme, ce dont peuvent témoigner actuellement les populations russophones d'Ukraine.

3- La politique du New Deal ou ses variantes réformistes aboutissent aux mêmes résultats que le fascisme.<

L. Trotsky - avril 1939.- L'incohérence du programme du New Deal atteint son plus haut point lorsque le gouvernement prêche aux magnats du capital les avantages de l'abondance, cependant qu'il distribue des primes pour réduire la production. Peut-on imaginer une plus grande confusion ? Le gouvernement confond ses critiques en leur lançant ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela, c'est que, sur la base du capitalisme, la situation est désespérée.

(...)

L'accroissement de la dette nationale est évidemment un fardeau pour les générations futures. Mais le New Deal lui-même n'a été possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à vivre aux dépens des générations passées. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

Commentaire. Le New Deal fut un échec que la guerre permit d'oublier, ce qui permet à certains de s'en réclamer de nos jours en comptant sur l'ignorance de nos contemporains.

4- Tout comme la guerre, le fascisme s'inscrit dans la continuité de la politique menée par la classe dominante. Quand les besoins de la classe dominante ne sont plus compatibles avec l'exercice de la démocratie bourgeoise et qu'elle peine à les imposer aux travailleurs, elle recourt au fascisme pour y parvenir.

L. Trotsky - avril 1939.- Tous les efforts pour représenter la guerre imminente comme un choc entre les idées du fascisme et celles de la démocratie appartiennent au domaine du charlatanisme ou de la stupidité. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent.

Commentaire. Les formes de gouvernance ou de domination de classe que peut adopter la classe dominante changent, mais la classe qui détient le pouvoir et ses motivations demeurent inchangés aussi longtemps qu'elle n'a pas été renversée par une révolution prolétarienne.

5- Il n'y a pas à proprement parler de rupture idéologique entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, seuls les moyens changent pour parvenir au même résultat.

L. Trotsky - avril 1939.- La détérioration irrésistible des conditions de vie des travailleurs permet de moins en moins à la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même dans le cadre restreint du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus manifeste de l'élimination de la démocratie par le fascisme n'est qu'une falsification idéaliste de la réalité, une tromperie des autres ou de soi-même.

Commentaire. Plus les conditions de vie des travailleurs se détériorent et moins il ne doit être permis à leurs représentants de s'exprimer, à l'étape suivante les fascistes se chargeront de liquider leurs organisations et partis.

6- L. Trotsky - avril 1939.- Le régime fasciste, qui ne fait que reculer jusqu'à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devient indispensable, lorsque la dégénérescence du capitalisme anéantit toute possibilité d'entretenir des illusions sur l'élévation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement, que les plus riches démocraties impérialistes s'efforcent encore de dissimuler.

Commentaire. Quand les illusions sur le capitalisme ne fonctionnent plus ou que les partis représentant ses intérêts ne sont plus en mesure de les vendre aux masses, lorsqu'ils sont dis crédités, c'est le fascisme en parodiant le socialisme qui s'en charge à leur place.

ACTUALITE EN TITRES

[La Bourse ou la caverne d'Alibaba et les 40 voleurs.](#)

- Nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P avec la Fed - Reuters

- Alibaba devient la plus grosse entrée en Bourse de l'Histoire - AFP

Le géant chinois de la distribution en ligne Alibaba a réussi à lever un peu plus de 25 milliards de dollars pour son entrée fracassante à Wall Street et devient la plus grosse introduction en Bourse de l'Histoire. AFP 18.09

Tenir !

- Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de François Hollande - Francetv info

"Je serai président jusqu'au bout, je n'ai pas d'autres priorités, pas d'autres objectifs", a-t-il martelé. "Ce qui fait ma légitimité, c'est le mandat de cinq ans que j'ai reçu et la majorité qui soutient le gouvernement." francetv info 18.09

Il a fait un lapsus, la minorité flanquée du Medef et des syndicats jaunes.

[Complot contre les peuples : Réalité ou fantasme ? Un aveu en guise de réponse.](#)

- Traité transatlantique : le gouvernement veut plus de transparence - liberation.fr

Alors que les négociations se déroulent dans le plus grand secret, le nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur Matthias Fekl a exigé la transparence. liberation.fr 18.09

Et à qui s'adresse-t-il pour exiger la "transparence" ? A la Commission européenne qui au nom notamment du gouvernement français "négocie" avec les Américains dans le plus grand secret ce traité, traité dont l'objet est de légitimer ou de donner une base juridique aux pouvoirs acquis par les multinationales américaines qu'aucun Etat ou citoyen ne pourra contester, puisque la seule juridiction qui sera chargé de traiter les différents sera constitué d'experts indépendants ayant reçu l'aval des multinationales.

Quand les dirigeants du vieux monde s'acquittent du fascisme.

- Ukraine: Kiev accélère son rapprochement avec les Occidentaux - AFP
- Ukraine: L'OSCE va doubler son nombre d'observateurs, à 500 personnes - 20minutes.fr

Observez bien les insignes nazis sur les uniformes et casques des troupes de Kiev.

ACTUALITÉ DU JOUR

A quoi a conduit la collusion permanente du mouvement ouvrier et son avant-garde avec le PS ?

- La nouvelle figure de style récurrente de François Hollande s'appelle la dislocation à gauche - Slate.fr

A leur dislocation.

Quand on nous raconte qu'il n'était pas possible de faire autrement, qu'il n'était pas possible d'envisager d'autres rapports avec le PS, qu'il fallait absolument recourir à la tactique du front unique qui était devenue l'unique objectif de leur combat, on se refuse à le croire, on rejette cette conclusion.

La politique adoptée a consisté à mettre en œuvre ce que Trotsky dénonçait lorsqu'il affirmait que le réformisme conduisait à faire coïncider la démocratie sociale avec la démocratie politique ou à vouloir parvenir à la démocratie sociale à partir de la démocratie politique, ce qui revenait à dire que sans renverser le rapport de domination de classe on parviendrait à réaliser les objectifs du socialisme, ce qui revenait en réalité à les abandonner.

Ce processus pris la forme d'une adaptation croissance au mouvement spontané des masses incarné par les revendications sociales avancées par l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat organisées dans les syndicats, le trade-unionisme, ce qui devait conduire à les enchaîner encore plus solidement au régime, au détriment de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs les plus déterminés qui aurait dû se traduire par la construction du parti révolutionnaire comme tâche et objectif politique à notre portée, afin de préparer les conditions qui à une étape ultérieure ou lorsque les capitalistes passerait à l'offensive contre la classe ouvrière, aurait permis de constituer un pôle de regroupement pour des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et d'avancer une issue politique répondant à la question du pouvoir, donc d'affronter cette nouvelle période dans les meilleures conditions, or c'est tout l'inverse qui s'est produit.

En subordonnant notre combat politique au front unique, on a réalisé ce que Rosa Luxemburg dénonçait chez Bernstein et les révisionnistes du marxisme qui réduisaient le socialisme à la formule, les moyens sont tout et le but n'est rien. Le parti incarnant le but de notre combat, qu'il soit inexistant témoigne qu'on a abouti à rien.

Quand on observe qu'on se refuse obstinément à revoir notre copie, de là à penser que cela demeurera un éternel brouillon il n'y a pas loin, on continuant dans cette voie on ira fatalement de défaite en défaite, notre chance si on peut dire pour qu'il n'en soit pas autrement, réside dans l'incompatibilité croissante de la démocratie sociale et politique avec les besoins du régime, de telle sorte que chacun va se trouver obligé de se déterminer dans une autre perspective politique, cette fois en rupture avec tout ce qui incarne le régime.

Amalgame ordurier du Premier ministre d'Israël. Le « **nouvel antisémitisme qu'il faut combattre** », c'est le sionisme installé au sommet de l'Etat.

- Valls fustige un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre* » - LeMonde.fr

Invité par le Consistoire central, à l'occasion d'une cérémonie des voeux, jeudi 18 septembre, avant les fêtes du nouvel an juif qui commencent le 24 septembre, devant un millier de représentants des communautés de toute la France, le chef du gouvernement a reconnu l'expression ces derniers mois d'un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre, sur fond d'un antisionisme qui propage la haine du juif* ». « *Se dire antisioniste ou nier le droit à l'existence de l'Etat d'Israël en voulant éviter l'accusation d'antisémitisme n'est pas possible* », a déclaré M. Valls.

Le psychopathe en a rajouté une couche ensuite.

« *Oui, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est une grande cause nationale, a lancé le chef du gouvernement, mais ce ne sera pas suffisant. Quand on est français, on défend cette cause, on se mobilise, on sort dans la rue.* » (Avec le CRIF et sa milice d'extrême droite LDJ qu'il n'est pas question d'interdire, d'ailleurs on n'en entend plus parler si vous avez remarqué. - ndlr)

Valls encensé par ses paires.

« *C'était un des moments les plus forts que nous ayons vécu à la grande synagogue* », a commenté M. Mergui, qui avait auparavant réclamé du gouvernement un plan d'action global contre l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

- Joël Mergui : « *Il y a une nouvelle forme d'antisémitisme en France* » - LeMonde.fr

Quelques heures avant le discours de Manuel Valls dans la grande synagogue de la rue de la Victoire, à Paris, jeudi 18 septembre, Joël Mergui, le président du Consistoire central, appelle, dans un entretien au Monde, à une réaction de la société française contre la montée de l'antisémitisme.

Manuel Valls devait reconnaître l'ampleur du regain d'antisémitisme et exposer des actions destinées à « *revivifier* » la politique de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

Message reçu 5/5, Valls a calqué son discours sur celui de ce représentant du sionisme en France.

En complément. Diaboliser l'islam et les musulmans coïncide avec le "**choc des civilisations**" ou "**l'axe du mal**" de G. W. Bush.

Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam - Atlantico.fr

Armement des barbares pour une guerre de rapine qui devrait s'étendre sur "plusieurs années".

- Congrès américain autorise Obama à armer les rebelles syriens - 20minutes.fr

Jeudi, le Sénat américain a adopté le plan de soutien du président destiné aux rebelles syriens afin de les aider à combattre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui gagnent du terrain dans le nord de la Syrie, un vote qui suit celui de la Chambre la veille.

Beaucoup estiment que Barack Obama n'a pas de plan B, au cas où les rebelles syriens ne parviennent pas à prendre l'avantage sur l'EI sur le terrain. Et s'inquiètent que l'entraînement des rebelles prendra de toute façon plusieurs années. 20minutes.fr 18.09

Terrorisme planétaire d'Etat. Le califat s'étend de Washington jusqu'à Paris.

- Obama salue le feu vert de la France à des frappes en Irak contre l'EI - 20minutes.fr

Le président des Etats-Unis Barack Obama a salué jeudi la décision de la France de procéder à des frappes aériennes en Irak contre le groupe djihadiste de l'Etat islamique (EI), soulignant le rôle de ce « partenaire solide ».

« *La France, qui est l'un de nos alliés les plus anciens et les plus proches, est un partenaire solide dans nos efforts contre le terrorisme* », a déclaré Barack Obama. 20minutes.fr 18.09

- Irak: premières frappes américaines sur un camp des jihadistes de l'EI - AFP

- Hollande annonce des frappes aériennes françaises en Irak - LePoint.fr

En complément. Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

- Le même procédé ou le même discours avait été employé le lendemain du 11 septembre 2001 pour justifier la guerre sans fin contre le terrorisme...
- Obama fustige «*l'agression*» russe en Ukraine - Liberation.fr
- Porochenko réclame un soutien accru devant le Congrès américain - Reuters
- L'Ukraine réclame « *un statut spécial* » en marge de l'OTAN - LeMonde.fr

Mimétisme. Quand les Américains dictent la politique du gouvernement français.

- Ebola : Hollande annonce l'ouverture d'un hôpital militaire français en Guinée - LeMonde.fr

Avant-hier :

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr

Propagande et conditionnement psychologique pour préparer les masses à l'offensive militaire occidentale contre la Syrie et la justifier.

- Syrie: Pour Kerry, Assad a violé l'accord sur les armes chimiques en utilisant du chlore - 20minutes.fr

Qui a fait le décompte des traités ou accords internationaux violés par les Etats-Unis?

Le gouvernement ne peut pas accorder des dizaines de milliards d'euros au patronat et financer à la fois des guerres et les hôpitaux, les écoles...

- La Fédération hospitalière de France s'en prend au "carcan des 35 heures" - AFP

Le président de la Fédération hospitalière de France (FHF) souhaite que les hôpitaux puissent "déroger au carcan des 35 heures" accusées d'avoir "déstabilisé" l'organisation des soins, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de jeudi.

"Une étude que nous avons menée auprès de 151 hôpitaux publics montre que les 35 heures sont devenues un carcan qui a déstabilisé l'hôpital, car les moyens n'ont pas suivi", explique Frédéric Valletoux.

"Aujourd'hui, on commence par gérer le temps de travail des personnels et, ensuite seulement, on organise la prise en charge des patients", affirme le président de la FHF.

Evoquant des "situations très hétérogènes, avec un nombre de RTT qui varie de 0 à plus de 20 par an selon l'établissement", la FHF propose "de plafonner les RTT à 15 jours par an".

Selon M. Valletoux, "cela permettra de dégager 640.000 journées de travail par an, soit 3.200 équivalents temps plein, soit encore 413 millions d'euros".

A la question de savoir si cette diminution des RTT doit être compensée financièrement, la réponse est claire : "les hôpitaux n'en ont pas les moyens, ça doit se faire à moyens constants", plaide M. Valletoux. "Il faut réduire le temps de travail quotidien, d'un quart d'heure, d'une heure... au choix et réduire parallèlement le nombre de jours de compensation."

Cette prise de position de la FHF intervient alors que le Medef a prôné, dans un projet dévoilé en début de semaine, la possibilité de déroger à la durée légale du travail ou encore au salaire minimum. AFP 18.09

Nous proposons à la place la création de "3.200 équivalents temps plein" et de réduire de "413 millions d'euros" les cadeaux accordés au patronat par le gouvernement.

[Haut de page](#) 

Le 20 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Pour ou contre l'indépendance des régions ? Qu'est-ce qui "hantait" Cameron ?

Nous n'avons jamais eu le temps d'aborder la question que nous allons traiter rapidement ici, autant le préciser d'emblée.

Jusqu'à présent et pendant des décennies, on nous a expliqué qu'il fallait défendre l'unité des Etats-nations qui étaient menacées d'éclatement ou de disparition par l'Union européenne, donc qu'il fallait s'opposer à la revendication indépendantiste des régions composant leurs pays.

Et voila-t-il pas qu'aujourd'hui on nous dit qu'il faut défendre le "*le droit du peuple catalan à pouvoir voter le 9 novembre*" (Informations ouvrières n° 319), et que c'est "*une obligation pour quiconque se réclame de la démocratie et des travailleurs, à l'intérieur et à l'extérieur de la Catalogne*", pourquoi, parce que "*la mobilisation du peuple catalan (...) représente en fait un appel à la mobilisation de tous les peuples de l'Etat espagnol.*".

Le plus remarquable, c'est que ce revirement à 180° s'est effectué sans la moindre explication ou justification, comme si les militants n'étaient finalement que des bénis oui-oui destinés à être manipulés par leurs dirigeants ou servir leur appareil, un tel mépris et une telle méthode sont intolérables et d'autant plus inexplicable qu'il était facile de justifier ce revirement stratégique que par ailleurs je partage, et je vais expliquer pourquoi à leur place puisqu'ils n'ont pas été capables de le faire ou ils n'en ont pas eu le courage.

Avant d'y venir, voyons les réactions en Espagne hier, à la suite de la victoire du non à l'indépendance écossaise.

- Malgré le non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap - AFP

Les indépendantistes catalans, au lendemain du non de l'Ecosse, se disaient vendredi déterminés à poursuivre leur chemin vers un référendum le 9 novembre, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, "très heureux" du vote écossais.

"Le processus catalan se sent renforcé parce que nous voyons comment un pays de l'Union européenne a pu trouver un accord pour permettre ce vote", a lancé le président catalan, Artur Mas. *"Ce que nous avons vu en Ecosse et au Royaume Uni, c'est le bon chemin"*, a-t-il ajouté.

Alors que l'Europe avait les yeux rivés sur l'Ecosse, la Catalogne, aux premières loges, lançait une nouvelle étape vers le vote que les indépendantistes veulent organiser sur le maintien ou non au sein de l'Espagne: contournant l'opposition de Madrid, le Parlement régional a approuvé une loi autorisant une "*consultation populaire*", à caractère non contraignant.

La réponse du gouvernement espagnol, conforté par le verdict des urnes en Ecosse, s'appuyant sur la Constitution pour refuser à une de ses régions le droit de décider seule de son avenir, est maintenant attendue par le biais d'un recours devant le Tribunal constitutionnel.

Dans cette région puissante du nord-est de l'Espagne, le ressentiment envers Madrid s'est nourri aussi de la crise économique, la Catalogne accusant Madrid de répartir inégalement les richesses.

Mais face à la poussée indépendantiste, le gouvernement de Mariano Rajoy reste de marbre. A l'inverse de Londres face à l'Ecosse, il se dit déterminé à empêcher le référendum promis par Artur Mas, un conservateur allié aux indépendantistes de gauche du parti ERC.

Après avoir promis qu'il n'agirait que dans la légalité, Artur Mas pourrait se retrouver dans une impasse, si le Tribunal constitutionnel tranchait dans le sens du gouvernement central.

Alors qu'un oui de l'Ecosse aurait pu, selon lui, enclencher au sein de l'Union européenne un processus favorable à l'indépendance d'autres régions, le non porte, dans un premier temps au moins, un coup sévère à son projet.

"Si le camp du 'oui' avait gagné, les conséquences de ce vote au niveau européen auraient été plus évidentes", a-t-il reconnu. *"Nous n'aurons pas ce précédent avec l'Ecosse, peut-être que le premier exemple sera la Catalogne"*.

"J'aurais aimé que le oui l'emporte pour que s'ouvre le débat au niveau européen. Ce débat, nous espérons qu'il s'ouvrira en Catalogne," confiait aussi le maire ERC d'Arenys, Joan Rabasseda.

"Si nous avions eu un David Cameron au lieu d'un Mariano Rajoy...", soupirait-il. *"Cameron a autorisé le vote, offert des contreparties, tenté de séduire. Ici, ils ne font que nous étouffer"*. AFP 19.09

Laissons de côté ici les intentions diverses et souvent inavouables qui motivent les indépendantistes ou leurs véritables objectifs, car l'essentiel est ailleurs.

Vous aurez noté que les Ecossais n'étaient pas appelés à se prononcer pour ou contre la sortie de l'UE, mais sur leur indépendance de la Grande-Bretagne. Gardez à l'esprit cette précision en lisant la suite, vous comprendrez pourquoi.

On nous a expliqué que l'UE aspirait à l'Europe des régions qui conduiraient au démentèlement des Etats-Nations et à la liquidation des droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient obtenu dans ce cadre par leur lutte de classe au cours des deux derniers siècles, et que pour cette raison nous devions nous y opposer.

On était donc en droit d'attendre à ce que l'UE se prononce en faveur de l'indépendance de l'Ecosse, or elle a adopté la position inverse, et dès l'annonce des résultats du référendum organisé en Ecosse, Washington et Bruxelles ainsi que l'ensemble des chefs d'Etat de l'UE se sont empressés de saluer en chœur la victoire du non à l'indépendance de l'Ecosse, car disent-ils en cas de victoire des indépendantistes, c'est la construction de l'Union européenne qui aurait été remise en cause. Là on se dit qu'il y a un truc qui cloche.

Effectivement, et ce n'est pas du côté de l'UE qu'il faut le chercher mais du côté de nos dirigeants qui une fois de plus se sont gravement fourvoyés, car en réalité, l'UE n'a jamais eu l'intention de faire disparaître les Etats-nations.

L'UE se sert des régions comme levier pour mieux leur imposer la politique de l'oligarchie financière, en prônant un fédéralisme à l'allemande (Lander : *"Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne"* dixit hier Hans-Dietrich Genscher, ancien chef de la diplomatie allemande) qui doit servir de modèle à tous les pays de l'UE. Les régions se transforment en simple exécutants de la politique économique ou sociale décidée à Bruxelles, sans pouvoir s'y opposer dès lors qu'elles ne détiennent aucun pouvoir politique. La déconnection entre le pouvoir politique qui demeure du domaine du pouvoir central, et le pouvoir économique qui échoit de plus en plus aux régions, fait penser à l'Ancien Régime, lorsque la monarchie et la féodalité se partageaient le pouvoir, condition qui ne laissait au peuple aucun moyen d'intervenir sur l'un ou l'autre. Cette dichotomie a pour but à terme de permettre aux capitalistes d'imposer aux travailleurs des conditions d'exploitation sans limite une fois que la classe ouvrière en tant que classe aura été disloquée.

L'Etat ou le pouvoir central peut décider d'augmenter la TVA ou l'impôt sur le revenu, mais les régions n'ont aucun droit dans ce domaine. Les régions peuvent adopter des budgets en déficit, mais dans les limites fixées par le pouvoir central, et quand malgré tout il arrive qu'elles dépassent ces limites, c'est à elles de rogner sur leurs budgets de fonctionnement les années suivantes pour réduire leur endettement. Pour couvrir leurs besoins en matière de santé ou d'éducation elles bénéficient d'une dotation de l'Etat, les régions demeurent donc dépendantes de l'Etat. Par contre le pouvoir central peut décider d'augmenter le budget qu'il attribue à la police ou à l'armée sans que les régions n'aient leur mot à dire. L'Etat peut décider de participer à des guerres, non seulement les régions n'ont aucun droit en la matière, on ne leur demande même pas leur avis, etc. etc. etc.

En résumé, l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral agit à la manière d'un suzerain et les régions se comportent comme ses vassaux. Et le citoyen lambda dans tout cela, il est quoi, il devient quoi ? Rien, il doit se soumettre au sort que l'un et l'autre lui réserve. Cela dit, c'est l'Etat qui continue de détenir le pouvoir politique loin d'avoir disparu, aussi est-il toujours possible de le combattre pour le renverser.

L'UE pas plus que les régions ne peuvent se substituer à l'Etat qui demeure indispensable pour assurer la stabilité des rapports de domination de classe, c'est le principal enseignement que nous retiendrons.

Notre stratégie politique ne doit pas reposer sur des apparences ou sur des intentions, mais sur la réalité. Le pouvoir de l'Etat semble se diluer dans l'UE et les régions, mais en réalité, il n'a jamais été aussi centralisé ou concentré, voyez le Bonaparte de service à la manoeuvre qui décide seul de bombarder l'Irak, par exemple.

Nous avons toujours affirmé que l'UE disposait du pouvoir que voulait bien leur accorder les Etats ou leurs représentants, et que c'était bien ces derniers qui détenaient le pouvoir politique et non l'UE, et que par conséquent c'était vers eux qu'il fallait concentrer notre combat politique et non contre l'UE.

Les faits nous donne raison semble-t-il, si tel n'était pas le cas, alors il faudrait nous expliquer pourquoi l'UE a exprimé son soulagement à l'annonce des résultats du référendum écossais, pourquoi elle monte au créneau pour défendre l'intégrité des

Etats avec lequel coïncide la survie de l'UE dans des termes d'une extrême violence. L'UE a besoin de l'Etat pour faire régner l'ordre, et pour contrôler les Etats vaut mieux qu'ils soient peu nombreux plutôt que l'inverse.

Venons-en au tournant stratégique évoqué au début de cet article. Il était correct dans la mesure où justement l'UE voyait dans les revendications indépendantistes un danger extrême pour les Etats qui constituent toujours le maillon principal de leur dispositif politique. Les affaiblir davantage alors qu'ils sont contestés dans bon nombre de pays de l'UE pouvait ouvrir la voie au combat politique de la classe ouvrière pour les renverser. N'oublions pas que l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral demeure le garant de l'ordre établi, comme seul détenteur de l'appareil judiciaire et policier, répressif, à ce titre c'est même la fonction suprême qui justifie aux yeux des représentants de l'UE de conserver l'Etat, de notre côté ce qui justifie de s'y attaquer et de le renverser, de "briser, démolir, faire sauter" (Engels) cette "machine d'Etat" (Marx-Lénine), sinon il sera impossible de s'emparer du pouvoir politique.

- Royaume-Uni: non à l'indépendance écossaise, oui à la décentralisation - AFP

Les Ecossais (4,2 millions d'électeurs) ont clairement dit non à l'indépendance, à l'occasion d'un référendum historique, poussant vendredi le Premier ministre Alex Salmond à la démission, malgré les promesses du gouvernement central de David Cameron de conférer des pouvoirs accrus aux quatre nations constitutives du Royaume-Uni.

Après des semaines d'intense suspense et de débats parfois acrimonieux, le camp du non l'a emporté en parvenant à 55,3%, le oui obtenant 44,7%. L'écart est important, et la participation record de 84,6% amplifie le verdict.

Dans l'immédiat, David Cameron a évité le scénario cauchemar d'une désintégration du Royaume-Uni qui le "hantait".

"Le référendum n'est pas parvenu à détruire l'Union, mais ses répercussions pourraient encore la déstabiliser jusque dans ses fondements", a mis en garde Michael Chandlers, du RUSI Institute.

"Nous nous dirigeons vers un modèle plus fédéral du Royaume-Uni", a quant à lui prédit Tony Travers, de la prestigieuse London school of Economics.

Les trois partis traditionnels britanniques - conservateur, libéral-démocrate et travailliste d'opposition - ont constitué une union sacrée exceptionnelle pour faire rempart à l'indépendance.

L'intérêt a également été vif dans le monde. Le président américain Barack Obama a salué la victoire du non. AFP 19.09

- Soulagement de l'UE et de l'Otan après le "**non**" écossais - Reuters

Responsables de l'Union européenne et de l'Otan n'ont pas caché leur soulagement vendredi après la claire victoire du "non" lors du référendum de la veille sur l'indépendance de l'Ecosse.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a adressé ses félicitations au Premier ministre britannique, David Cameron, et s'est dit sûr que le Royaume-Uni continuerait à jouer un rôle de premier plan au sein de l'Alliance atlantique.

A Bruxelles, la Commission européenne a déclaré que le résultat du vote écossais était bon pour *"une Europe plus forte, unie et ouverte"*.

Le président de la Commission, Jose Manuel Barroso, a salué le fait que *"durant le débat de ces dernières années le gouvernement et le peuple écossais ont réaffirmé à maintes reprises leur engagement envers l'Europe"*.

"Je l'avoue : le résultat me soulage", a confié le président du Parlement européen, Martin Schulz.

Pour le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, l'indépendance de l'Ecosse aurait été un *"cataclysme"* pour l'Europe en encourageant séparatisme et nationalisme dans d'autres pays, ce qui aurait eu pour effet de rendre le continent *"ingouvernable"*.

Sortant de la neutralité affichée par la CE pendant la campagne, De Gucht a confié à la radio publique belge en langue flamande VRT qu'il avait redouté une victoire du "oui".

"Si cela s'était produit en Ecosse, je pense que cela aurait constitué un séisme politique de l'ampleur de l'effondrement de l'Union soviétique", a-t-il dit. *"Cela aurait été un cataclysme pour l'Europe. C'est ce que je craignais."*

"Une Europe menée par l'autodétermination des peuples (...) serait ingouvernable parce que cela représenterait des dizaines

d'entités alors qu'il y a des aspects de la politique qui nécessitent l'unanimité ou une large majorité", a expliqué le commissaire européen. "De plus, il y a des pays, ou des parties d'anciens pays, qui se seraient comportés de manière très nationaliste."

Pour l'ancien chef de la diplomatie allemande Hans-Dietrich Genscher, il est clair que les Etats fortement centralisés n'ont plus les faveurs des Européens. "Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne", a-t-il estimé. Reuters 19.09

Pour qu'ils identifient ainsi l'intégrité des Etats-nations avec l'UE, à mon avis c'est qu'ils en ont encore besoin pour longtemps, non ? Si vous avez une autre explication, sérieuse, écrivez-nous, nous la publierons.

ACTUALITÉ DU JOUR

Atteindre un tel niveau de ridicule avec bac +7 devrait être sanctionné par la nullité du diplôme en question.

- Cambadélis: Sarkozy "n'échappera pas à son bilan, ce sera son boulet" - AFP

Il est vrai que lorsque l'on fait le "bilan" de l'action de Hollande au pouvoir depuis mai-juin 2012 sanctionné par le record d'impopularité des Présidents de la République depuis 1962, d'ici 2017 le "boulet" qu'il traîne derrière lui va prendre un tel volume et un tel poids qu'il sera battu d'avance.

La seule chose qui pourrait le sauver serait la nullité de son principal adversaire ou que les dirigeants de la classe dominante en décident autrement. D'ici 2017 tout peut arriver...

Conditionnement. Ils vont avoir du boulot pour refouger une seconde fois leur camelote.

- Pour 67% des Français, Nicolas Sarkozy "n'a pas changé" - Le Nouvel Observateur

- Sarkozy: Son retour, une «mauvaise chose» pour 55% des - Français 20minutes.fr

Pour le Serge Grouard, député UMP du Loiret : "Le retour de l'île d'Elbe et les "Cent jours" risquent fort de se terminer à Sainte-Hélène. Mais après Waterloo". AFP 19.09

Quand la manipulation des consciences se dote d'un dispositif policier.

- Quel est le dispositif mis en place par Nicolas Sarkozy pour prendre la tête de l'UMP ? - francetvinfo.fr

Sa garde rapprochée est constituée d'un trio-clé : son ami d'enfance et ancien directeur de la police nationale Frédéric Péchenard, qui sera son directeur de campagne, Michel Gaudin, ancien préfet de police de Paris, qui dirige son cabinet depuis la défaite de 2012 et le sondeur Pierre Giacometti, spécialiste des analyses d'opinion. francetvinfo.fr 19.09

Frédéric Péchenard : Issu de la bourgeoisie parisienne, Péchenard grandit auprès de ses parents avocats dans l'hôtel particulier familial où il vit toujours, situé rue de Fortuny dans le 17e arrondissement de la capitale. 20minutes.fr 19.09

ACTUALITE EN TITRES

Avec l'aval de l'oligarchie financière, cela va de soi.

- Shell et Total vont poursuivre leurs activités en Russie - Reuters

Contre-nature. Quand vous fuyez la réalité, elle vous rattrape au galop

- 2017:Hollande «candidat naturel du PS» à la présidentielle selon Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

- 73% des Français n'ont pas trouvé Hollande convaincant - AFP

Depuis quand les morts ont des oreilles ?

- Hollande "sincère", oui, mais "quand parlera-t-il à la gauche ?" - Le Nouvel Observateur -

Qui va payer ? Nous, pardi !

- L'explosion du coût des opérations extérieures - LePoint.fr

Le surcoût des opérations extérieures de l'armée française (Opex) va dépasser en 2014 plus d'un milliard d'euros, la provision initiale, inscrite dans le budget 2014, s'élevant à 450 millions d'euros. C'est en tout cas ce qu'affirme le journal économique La Tribune, qui s'appuie sur des sources concordantes. Reste à savoir qui va payer. La tradition budgétaire veut généralement que le surcoût soit pris en charge par le financement interministériel, 20 % de la somme l'étant par le ministère de la Défense.

L'envoi d'une aide aérienne française en Irak devrait encore alourdir la facture. Une opération qui vient s'ajouter aux déploiements des forces françaises en Centrafrique et au Mali. LePoint.fr 19.09

Parce qu'ils n'ont jamais vraiment évolué.

- Pourquoi les seniors sont de plus en plus nombreux à se marier - 20minutes.fr

Intox.

- Transparency appelle le G20 à « démasquer les corrompus » - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- Nouveau préavis de grève des pilotes d'Air France jusqu'au 26/09 - Reuters

- Des femmes de chambre des cinq étoiles parisiens Park Hyatt en grève illimitée - AFP

Des femmes de chambre, gouvernantes et valets, salariés d'un sous-traitant des hôtels Park Hyatt Madeleine et Park Hyatt Vendôme ont débuté vendredi une grève illimitée à l'appel de la CGT pour obtenir notamment leur intégration dans ces deux cinq étoiles parisiens.

"Nous sommes plus que déterminés, nos conditions de travail sont déplorables. Non seulement nous sommes mal payés, mais les heures supplémentaires ne sont pas réglées et nous n'avons pas de treizième mois", a assuré à l'AFP Fatima Lancien, installée devant le piquet de grève à l'entrée du Park Hyatt Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement).

Une trentaine de salariés de la sous-traitance travaillent dans cet hôtel et une petite centaine au Park Hyatt Vendôme, situé rue de la Paix (2e).

Parmi les revendications, qui diffèrent légèrement entre les deux établissements, figurent notamment des augmentations de salaires, la diminution des cadences, l'embauche des salariés d'entreprises prestataires et la mise en place d'une mutuelle.

Livia, salariée du Park Hyatt Madeleine, est "polyvalente jour et nuit" sur quatre postes, dont celui de réceptionniste.

Elle dit gagner "à peine 1.300 euros nets". Elle dénonce des "bas salaires" en assurant qu'"une femme de chambre qui travaille au Georges V ou au Bristol gagne près du double".

"Nous leur avons montré le film " on a grèvé " de Denis Gheerbrant, qui est le récit de la lutte de femmes de chambres qui se sont battues pour leur droits. Elles ont vu concrètement qu'on pouvait gagner et ont décidé de faire pareil", a assuré à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

En 2012, des salariées de la sous-traitance d'un hôtel "First Class" à Suresnes, près de Paris, avaient obtenu après 28 jours de grève la fin de la rémunération à la chambre et, un an plus tard, leur intégration dans le groupe Louvre Hôtels, avec en plus un treizième mois.

"Nous allons nous installer devant les deux hôtels le temps qu'il faudra. Aujourd'hui, c'est couscous au menu et demain, ça sera du mafé", a confié M. Levy.

Comme à l'époque, le syndicat a mis en place une caisse de grève pour soutenir les salariés.

"Il y a des violations quotidiennes du Code du Travail dans ces deux hôtels. C'est inacceptable, et surtout pour des 5 étoiles", s'indigne le syndicaliste. AFP 19.09

Elles regardent une vidéo et se mobilisent, cela ne vous fait-il pas penser à une récente causerie ?

2- Belgique

- 14 000 policiers manifestent dans les rues de Bruxelles - lemonde.fr

A Bruxelles, jeudi 18 septembre : près de 14 000 policiers – 13 950, selon le décompte précis du commissaire divisionnaire, Joël De Keyzer, chargé du maintien de l'ordre – ont manifesté pour dire leur colère et leur crainte de voir leurs acquis sociaux remis en question. Dans la foulée, ils ont annoncé une journée de grève générale et nationale pour le mardi 23 septembre. C'est ce jour-là également que se déroulera une action des trois grands syndicats du pays. Avant même l'annonce du programme de la coalition que tentent de mettre en place quatre partis, ils dénoncent les « économies aveugles » qui se profileraient.

Les policiers belges sont les premiers à exprimer leur ras-le-bol dans un climat social qui se tend. Ces fonctionnaires protestent contre la remise en cause de leur accès à la retraite anticipée. Un arrêt de la Cour constitutionnelle, rendu en juillet, a mis fin aux régimes de préretraite privilégiés. Le droit de certains policiers sera désormais aligné sur celui des autres fonctionnaires, qui doivent travailler jusqu'à 62 ans au minimum. Vingt-cinq-mille policiers vont voir dès lors leur carrière prolongée de quatre, voire huit années. « *Vous imaginez vraiment qu'un policier de 60 ans peut encore intervenir efficacement dans une bagarre ? Nous ne sommes pas des fonctionnaires comme les autres !* », s'exclamait un manifestant wallon.

« Cet arrêt de la Cour constitutionnelle est effectivement révoltant parce qu'il remet en question des décisions qui avaient été négociées entre les interlocuteurs sociaux », expliquait le commissaire De Keyzer.

Le ministre des pensions sortant, le libéral flamand Alexander De Croo, a rencontré les manifestants. Il s'est dit prêt à prendre des mesures transitoires, sans nier que la tendance est plutôt à un allongement de la durée des carrières. Les partis qui négocient actuellement un accord de gouvernement s'orientent vers un durcissement des règles d'accès à la retraite. D'où la colère syndicale. lemonde.fr 19.09

[Haut de page ↗](#)

Le 21 septembre 2014

CAUSERIE

Hier en fin de journée 11 nouveaux articles ont été ajoutés.

En jetant un rapide coup d'oeil dans certains portails animés par des intellectuels de gauche ou des opposants à l'impérialisme américain ou se présentant comme tels, de différentes petites formations politiques, j'ai remarqué qu'un certain nombre étaient entrés dans un état végétatif ou n'avaient rien publié depuis des mois ou peu d'articles depuis le début de l'année, à croire qu'ils sont sonnés par la tournure que prend la situation mondiale ou que leur discours ne sont plus adaptés et qu'ils n'en ont aucun de recharge, peut-être se sont-ils aperçus de leur inanité ou de l'impasse à laquelle ils menaient.

Il est vrai que l'évolution de la situation mondiale pose à chacun une multitude de questions ou conduit à nous interroger sur nos propres interprétations ou positions, exercice périlleux s'il en est que peu sont prêts à faire, et pour cause.

C'est la combinaison de la crise du capitalisme ayant atteint son paroxysme avec ses conséquences sociales et politiques, la lutte des classes qui en découle à l'échelle mondiale, et la manière dont l'oligarchie financière entend l'affronter à partir de sa

stratégie néolibérale, puisque c'est elle qui est en position hégémonique, qui constitue la trame de la situation mondiale.

Refuser de prendre en compte l'un ou l'autre de ces deux facteurs déterminants, c'est s'interdire de comprendre la situation mondiale et son évolution.

Comme les intellectuels de gauche refusent d'accorder à la lutte de classe du prolétariat la place qui lui revient ou rejettent le marxisme, et que l'avant-garde de la classe ouvrière refuse d'admettre que les dirigeants de la classe dominante entendent réponse à la crise du capitalisme en mettant en oeuvre la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière, aucune perspective politique alternative au capitalisme, cohérente et crédible n'émerge, et la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases correctes est sans cesse repoussé à une date indéterminée.

L'alliance de ces intellectuels de gauche avec l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat pourrait constituer un formidable levier à la mobilisation mondiale des masses exploitées et des peuples opprimés contre le capitalisme mondial, dans la mesure où elle permettrait de faire renaître l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

A tort ou à raison, j'ai la conviction qu'en mettant en pratique la méthode que j'emploie dans ce portail pour s'adresser aux militants et aux travailleurs, permettrait de les aider à progresser et faciliterait leur organisation, dans la mesure où elle est à la portée de chacun, simple, sans trucage, sans a priori, partant des faits, répondant à toutes les hypothèses ou questions que chacun peut se poser à un moment donné, regardant la réalité en face.

La lutte de classe ne se situe pas sur un plan unique, strictement sur le plan politique, chacun ne l'aborde pas sous le même angle, le jour où on l'aura compris, on aura franchi un pas gigantesque vers notre émancipation, le socialisme.

Notre démarche est tout sauf dogmatique ou doctrinaire, car la théorie que nous défendons ou notre interprétation du monde est le produit de la réalité présente, des expériences du passé et non l'inverse, et si nous pouvons apparaître sectaire aux yeux de certains, c'est parce qu'ils refusent la confrontation des idées, de nommer un chat un chat, de caractériser chaque expérience, d'en tirer des leçons, enfin d'admettre qu'on peut commettre des erreurs et qu'il est possible de les corriger.

Ce sont eux qui font de la vérité un dogme, leur bien personnel. Ils s'y identifient au point de ne pas supporter que quiconque ose les contredire, cela leur est insupportable et se transforme en malaise du domaine de la psychopathologie, ils le vivent un peu comme si on voulait attenter à leur personnalité, alors que de notre côté, nous nous employons à livrer aux lecteurs les conclusions de nos réflexions sous toutes ses coutures sans rien leur cacher. Nous les prenons à témoin et nous leur fournissons le matériel qui leur permet de vérifier librement ou par eux-mêmes la véracité de nos analyses, démonstrations ou positions. Nous leur fournissons les moyens de démontrer pièce par pièce notre argumentation, afin qu'ils puissent procéder à leur propre analyse et vérifier que nous n'avons rien oublié ou négligé, à eux ensuite d'en tirer leurs propres conclusions qui ne coïncideront pas forcément avec les nôtres, les confirmant ou les infirmant, peu importe, car notre objectif n'a jamais été que l'on tombe absolument d'accord sur tout, mais de progresser ensemble, cela devrait être notre obsession, notre seul objectif.

Donc vous en conviendrez j'espère, ma démarche ne consiste pas à vouloir avoir raison à tout prix ou à posséder la vérité, je me demande bien à quoi cela m'avancerait dans mon trou en Inde, satisfaire mon égo, et bien ce serait très cher payé au regard des sacrifices que réclame l'actualisation quotidienne de ce portail, à mon avis il doit bien exister des moyens plus économiques de le satisfaire et d'en tirer davantage de profit.

Si j'avais un conseil à vous donner, prenez le meilleur de ce portail et du bonhomme qui l'anime et balancer le reste, faites comme moi en somme. Et souvenez-vous que la vie ou toute chose est faite de contradictions, n'en soyez pas perturbé ou déstabilisé, c'est naturel, car si tel n'était pas le cas, rien ni personne n'existerait, l'univers lui-même n'aurait jamais vu le jour.

Bon dimanche et bonne continuation.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'on se le dise.

- Le crash du vol d'Air Algérie au Mali reste inexpliqué - AFP

Avions qui disparaissent, se crashent ou explosent en vol sans explication, vous y croyez ?

Stratégie du chaos.

-Liban : un attentat visant le Hezbollah fait plusieurs victimes - LeMonde.fr

-Combats meurtriers à Sanaa, le siège de la télévision en flammes - Reuters

-Nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram sur un marché au Nigeria - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le vieux monde à hue et à dia.

- G20: les pays "déterminés" à faire plus pour l'emploi et la croissance mondiale - AFP

"Nous sommes déterminés à rendre le monde meilleur, à développer la croissance de l'économie mondiale, créer plus d'emplois et des emplois mieux payés, construire des infrastructures pour permettre aux enfants d'avoir une eau de meilleure qualité, une éducation et des soins médicaux", a déclaré le Trésorier australien Joe Hockey, en ouvrant les débats.

Mais ces bonnes intentions risquent d'être compromises par la situation économique qui s'est détériorée ces derniers mois et menace l'objectif de croissance annoncé par les ministres des Finances du G20 lors d'une précédente réunion en février à Sydney. AFP 20.09

Quand la "souffrance économique" et les "difficultés sanitaires" rime avec "bonheur". Estimez-vous heureux !

- La France, 51e pays le plus heureux au monde en 2013 - leexpress.fr

L'Hexagone se situe loin derrière d'autres Etats européens comme le Danemark, l'Autriche ou la Suède. Le Panama et le Costa-Rica sont en tête de ce classement.

Vivre en Amérique du Sud ou en Europe du Nord, n'est-ce pas cela la clé du bonheur? C'est ce que semble indiquer l'enquête menée sur le bien-être des populations en 2013 par le bureau de recherche américain Gallup-Healthways dans près de 140 états.

Cinq pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale figurent dans le top 10 mondial des pays où il fait bon vivre. Le Panama et le Costa-Rica se classent respectivement 1er et 2e du classement.

Les Panaméens se disent "prospères" pour quatre des cinq critères à l'origine de l'étude. Malgré une souffrance économique (58%) et des difficultés sanitaires (71%), cette population d'Amérique Centrale semble avoir un mode de vie qui lui convient. leexpress.fr 20.09

Guerre psychologique. Conditionnement et propagande. Diabolisation de la Russie, suite.

Des avions militaires russes interceptés près de l'Alaska et au Canada - Francetv info

En voilà une affaire sérieuse.

- C'est *"la première fois depuis longtemps"*, selon les mots d'un responsable américain. Plusieurs avions militaires russes ont été interceptés cette semaine dans des zones de restriction près de l'Alaska et au Canada par des avions américains et canadiens. L'information a été révélée vendredi 19 septembre par des responsables américains de la Défense.

Pas vraiment, une baudruche en somme.

- Aucun des appareils russes n'a cependant pénétré dans les espaces aériens de ces deux pays.

Des zones libres d'accès.

- Les zones de restrictions (air defense identification zone, ADIZ) sont situées aux confins de l'espace aérien d'un pays et servent de zones tampons, afin de laisser aux gouvernements le temps d'intervenir auprès d'avions potentiellement hostiles. Mais ces zones ne sont pas liées à des traités internationaux ni régulées par des lois internationales. Francetv info avec AFP 20.09

On aura compris que cette info relayée par les Américains était destinée en priorité à la population américaine et occidentale, pour dénoncer l'attitude "*potentiellement hostile*" de la Russie envers les Etats-Unis et ses alliés, qui eux n'ont jamais adopté un tel comportement envers aucun pays dans le monde c'est bien connu, ne sont-ils pas les garants de la démocratie, de la liberté et de la paix dans le monde, CQFD.

[Quand l'indépendance syndicale rime avec anticomunisme primaire, collaboration de classes, réformisme et lutte contre la CGT ou un syndicat de classe.](#)

- Bergeron, 50 ans de combat pour l'indépendance syndicale - [nouvelobs.com](#)

L'ancien leader de Force ouvrière André Bergeron, décédé dans la nuit de vendredi à samedi à l'âge de 92 ans, aura marqué l'histoire du syndicalisme français durant plus de cinquante années de militantisme sous la bannière de l'indépendance et du réformisme syndical.

Né le 1er janvier 1922 à Suarce dans le Territoire de Belfort, il sera acteur de la création de Force ouvrière en 1948 et occupera le devant de la scène sociale de 1963 à 1989 comme secrétaire général de FO, se voyant offrir à plusieurs reprises un portefeuille ministériel. Il déclinera à chaque fois les sollicitations.

Fils d'un employé de la SNCF, André Bergeron plonge dans le grand bain de l'action collective alors qu'il n'a que 14 ans: apprenti dans une imprimerie de Belfort, il est happé par le Front populaire et les premiers congés payés, "*quelque chose d'extraordinaire*", a-t-il raconté dans ses "*Mémoires*", parues en 2002.

Après la guerre et des années de travail forcé en Autriche, il participe en 1948 à la création de FO, dont les militants viennent des rangs de la CGT. Au seuil de la guerre froide, la scission est ainsi consommée, séparant minorité réformiste et majorité d'obéissance communiste.

Devenu secrétaire général "*de transition*" de FO en 1963, il réussit à s'imposer et devient, au fil des ans, l'homme fort de la centrale. Sorte de VRP du syndicalisme, André Bergeron a passé une grande partie de son temps dans des déplacements en province.

Il tiendra la barre pendant les événements de 1968 : il se flatte d'avoir obtenu du patronat, dans la "*pagaille*" décrite par Georges Pompidou, que le Smic soit porté à trois francs alors que la CGT et Jacques Chirac, mandaté par le Premier ministre, s'étaient entendus sur 2,70 francs.

Présenté par son éditeur comme "*le père tranquille du syndicalisme français*", André Bergeron a su diriger ses hommes en évitant de les heurter de front. Il a été le ciment du conglomérat hétéroclite (trotskistes, socialistes, chiraquiens et sans parti) que constituait la confédération.

Durant toute cette période, André Bergeron, qui se retire en 1989, incarnera un syndicalisme résolument réformiste tourné vers le compromis, FO s'imposant comme l'interlocuteur privilégié du patronat et de l'Etat. Sur la lancée des Trente glorieuses, la politique contractuelle connaît alors ses heures fastes tandis que prospère l'Etat-Providence.

Il "*aura profondément marqué la vie sociale et économique, pendant une période où de nombreux progrès et acquis sociaux ont été obtenus par la négociation collective*", a souligné dans un communiqué FO, en annonçant son décès.

En dépit d'une "*proximité avec les gouvernements*", Bergeron ne cédera pas aux sirènes gouvernementales: Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac lui offriront en vain un ministère.

Lors de la "*secousse*" de 1981 créée par la victoire de François Mitterrand, Bergeron, avec sa vieille fibre SFIO, demeurera en retrait.

Opposé, "*dans son principe et son contenu*", au programme commun de la gauche, il est hostile à l'entrée des communistes au gouvernement et l'exprime à chaud "*avec solennité et pour l'histoire*", lit-on dans ses Mémoires.

Membre de la Confédération européenne des syndicats libres, André Bergeron regrettait que la communauté européenne ait "*jusqu'ici trop occulté les questions sociales*". Il rappelait dans ses Mémoires sa foi en l'Europe, et son envie de "*faire revivre le souffle européen*".

"*Européen de conviction*" autoproclamé, il réaffirma cette posture pro-européenne en mai 2005, en appelant sans détour à "*voter oui*" au traité constitutionnel européen. [nouvelobs.com](#) 20.09

Les commentaires sont inutiles, agent du plan Marshall à ses débuts, dont les concepteurs avaient dans leurs valises la scission de

la CGT et l'UE, et fossoyeur de l'indépendance syndicale jusqu'au bout.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Daesh désoriente la CIA - french.rib.ir

« L'ancien entrepreneur de la CIA, Steven Clay dit que les autorités américaines veulent, d'une part, former le groupe de Daesh et d'y faire face, d'autre part. Donc, la CIA est confrontée à une confusion et une désorientation », a rapporté le site d'information Global Research.

Mercredi, la Chambre des représentants américains a avalisé la stratégie de Barak Obama pour la formation et l'équipement des opposants modérés en Syrie en vue de combattre Daesh. Et dans le cadre de cette stratégie à long terme de Barak Obama que le Pentagone envisage de former 5000 terroristes en Syrie et de leur fournir des équipements militaires nécessaires.

Steven Clay dit : « *La CIA est en train, actuellement, de former et d'équiper l'armée libre syrienne, en lui demandant, en contrepartie, de combattre le groupe terroriste de Daesh* ». « *La CIA forme et entraîne, cette fois-ci, les rebelles syriens en Jordanie et elle a bien agit, en cette matière. Il a été demandé à la CIA de former les rebelles en Jordanie, car la CIA sait que s'il est prévu de combattre Daesh, il vaudrait mieux de le lancer, depuis ses bases en Jordanie* », précise encore Steven Clay. Et lui d'ajouter : « *La CIA est en train de former et d'entraîner le même groupe qu'elle tente de combattre et une telle demande aux autorités de la CIA, les a mis dans un état de confusion et de désorientation* ». Et lui d'indiquer encore : « *Il existe des divergences au sein de la CIA. Certains membres de la CIA croient en nouvel Ordre mondial et certains d'autres soutiennent l'application de la Constitution* ».

Les terroristes de Daesh sont formés, depuis le début de l'an 2012, par la CIA, pour déstabiliser le gouvernement syrien. Ils se sont emparés de vastes régions, situées au nord de la Syrie. Les terroristes de Daesh se sont emparés, également, de vastes régions de l'Irak, frontalières avec la Syrie. Depuis 2011, la Syrie est la scène d'affrontements sanglants. Les Etats-Unis, et leurs alliés régionaux, surtout le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie continuent de soutenir les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie. Selon l'ONU, depuis le début des troubles en Syrie, plus de 190.000 syriens et des millions de personnes ont été déplacées. french.rib.ir 20.09

2.1- "Nous nous apprêtons à attaquer la Syrie" (Conseillère de Obama)

« *L'armée américaine s'apprête à débuter des raids aériens contre les positions de l'EI en Syrie* » a déclaré, aux journalistes Susan Rice, la conseillère à la sécurité nationale de Barak Obama. « *L'arme est prête à lancer des frappes contre les positions de l'EI en Syrie, mais, on ne peut révéler, à ce stade, le temps précis de ces attaques, dans les médias* », a-t-elle dit au cours d'une conférence de presse devant les journalistes.

Elle a, par la suite, évoqué la récente décision prise par le Congrès pour la formation et l'équipement des opposants syriens. « *La formation de ces individus prendra des mois* » a-t-elle estimé. S'agissant de la coalition anti-Daesh, elle a dit : « *Cette coalition, sera une coalition cohérente, sous un commandement unique* ». En ce qui concerne, le discours d'Obama à la réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, Rice a dit que ce discours sera concentré sur la lutte contre Ebola, la coalition anti-EI et les changements climatiques. french.rib.ir 19.09

ECONOMIE

Russie

- La Russie veut doper sa coopération stratégique avec la Chine - french.rib.ir

La Russie a l'intention de promouvoir sa coopération stratégique avec la Chine, a déclaré samedi à Moscou le premier ministre russe Dmitri Medvedev. "Notre coopération avec la Chine revêt un caractère stratégique. Nous avons des contacts politiques magnifiques, des relations économiques excellentes. La Chine est notre partenaire stratégique et nous souhaitons élargir notre coopération. Nous ne craignons rien, nous sommes certains que ce sera une coopération sur un pied d'égalité, amicale

et mutuellement avantageuse", a indiqué M.Medvedev à la chaîne de télévision Rossia. Il a rappelé que d'autres pays, notamment les Etats-Unis, coopéraient aussi avec la Chine sans perdre leur souveraineté économique. french.rib.ir 20.09

[Haut de page](#) 

Le 22 septembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera plus tard dans la soirée de nouveaux articles.

Cela fait neu-neu.

Sarkozy hier sur France 2 : *"Est-ce que vous me prêtez deux neurones d'intelligence ?"*.

La question mérite réflexion avant d'y répondre. Le voilà monté sur ses grands chevaux, ne serait-ce pas vaniteux ?

Un seul ferait tête de noeud, ce serait vulgaire mais lui irait très bien.

On lui accorderait l'exil fiscal ou tout court en Belgique s'il le demandait. Nos amis belges apprécieront le cadeau !

La "Vle République" mise à nu.

- Défendre la Vème République : une utopie ? - Mauris Dwaabala - legrandsoir.info 21.09

Extrait. Il faut défendre les institutions contre le Président, au lieu de les mettre par terre comme il le pratique, en acte, à la suite de Nicolas Sarkozy là aussi, tout en prétendant qu'elles sont solides.

Ce qui prouve mieux que toute démonstration qu'il les a ébranlées. En effet, quel autre Président, et quel autre parti au pouvoir ont-ils déjà osé ces paroles ?

La Vle République, qui n'est d'ailleurs pas l'idée du seul tribun, est comme toutes les idées. Il est très facile de montrer sur le papier qu'elle marcherait.

Il a été très facile aussi de montrer en son temps, déjà sur le papier, que le cadre de la Ve serait parfait pour l'application d'un programme socialiste. Ou d'un passage démocratique au socialisme. C'est ce qu'avait mis en avant le Programme commun.

Or, aujourd'hui, sous l'hypothèse d'un effondrement du système des institutions, il est au contraire difficile d'imaginer ce que les eaux boueuses feraient émerger comme monstre ou comme avorton car, sauf renversement complet et improbable des tendances, le Front de gauche serait loin d'être le seul à pouvoir pousser ses pions en avant.

Sinon, cette Vle République, pour voir le jour, demanderait la victoire préalable des forces de gauche qui, dans le cadre des institutions proposeraient à la France d'opérer cette mutation. Ce qui renvoie à la case départ. legrandsoir.info 21.09

On remercie Monsieur Dwaabala d'aller directement au but et de démontrer que la Vle République de Mélenchon et Cie n'est qu'une supercherie, on ne peut parler ni d'un ravalement de façade, ni d'une réplique ou d'un clonage puisqu'il nous dit qu'elle tiendrait dans le cadre étiqueté de la Ve qu'il faut défendre coûte que coûte précise-t-il.

Monsieur Dwaabala a tout du charlatan, son discours est d'un ridicule affligeant, un siècle plus tard c'est une caricature grotesque de ce qui se fait de pire en matière de révisionnisme du socialisme. La Vle République, qui a ce stade peut se concevoir comme la négation d'une Assemblée constituante souveraine, demeurera à l'état d'"*idée*", tandis que la Ve continuera de perpétrer ses méfaits contre les travailleurs, c'est ce qu'il faut retenir.

C'est ce qui arrive à toute issue à la crise politique qu'on nous propose et qui ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, condition politique pour qu'apparaissent de nouvelles institutions et que les anciennes soient balayées, qu'un nouvel Etat surgisse du cours de la révolution.

Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière peut parvenir à inverser les rapports de domination de classe, dès lors qu'elle est guidée par un parti qui incarne conscientement ce processus et cet objectif.

ACTUALITE EN TITRES

Qui freinera la criminalité aux Etats-Unis ?

- GM rappelle des véhicules pour un problème de frein à main - Reuters

General Motors rappelle plus de 200.000 véhicules en raison d'un défaut du frein à main susceptible de provoquer un incendie, lit-on dans une lettre de la sécurité routière des Etats-Unis. Reuters 21.09

ACTUALITÉ DU JOUR

A "couteaux tirés"

- Sarkozy-Juppé-Fillon : la campagne s'annonce musclée - Le Nouvel Observateur

- Les couteaux sont tirés à l'UMP, le centre fait de la résistance - Reuters

- Les «amis» de Nicolas Sarkozy qui ne lui veulent pas que du bien - 20minutes.fr

- Bayrou déterminé à garantir l'indépendance du centre - LeFigaro.fr

- Les Jeunes du MoDem ne veulent pas des primaires à droite - LeFigaro.fr

- Alain Juppé lance le "match" pour 2017 avec Nicolas Sarkozy - AFP

Alain Juppé a franchi une étape supplémentaire sur sa route vers l'élection présidentielle de 2017 en se disant prêt dimanche à "aller jusqu'au bout" du "match" avec Nicolas Sarkozy. AFP 21.09

- Fillon parie sur ses propositions pour faire la différence - LeFigaro.fr

- Valérie Pécresse salue fraîchement le retour de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Des illettrés plus royalistes que le roitelet.

- Le PG rappelle Sarkozy "à ses obligations" de membre du Conseil constitutionnel - AFP

Le Parti de Gauche rappelle dimanche Nicolas Sarkozy "à ses obligations de membre de droit du Conseil constitutionnel", soulignant l'interdiction légale faite à ses membres d'occuper un poste de "responsabilité ou de direction" au sein d'un parti politique.

Selon une source au sein du Conseil, un membre de droit à vie, ne pouvant démissionner, doit s'abstenir de siéger dès lors qu'il réinvestit le champ politique.

Ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing est également membre de droit du Conseil constitutionnel. Après sa défaite face à François Mitterrand en 1981, il fut successivement conseiller général du Puy-de-Dôme, député et président de la région Auvergne. Il fut également président de l'UDF de 1988 à 1996. Il n'a donc pas pu siéger au Conseil constitutionnel de 1982 à 2004. AFP 21.09

Vous aurez compris le sens du titre que j'ai donné à ce passage. Sarkozy ne siège pas au Conseil constitutionnel, donc la sortie du PG tombe à côté de la plaque, ils se ridiculisent une fois de plus, ce qui n'est pas pour nous déplaire à vrai dire

Propagande, intox, conditionnement et manipulation tout azimut

1- Omar m'a tué, un remake misérable à l'américaine.

- Etats-Unis: deux intrus en 24 heures à la Maison Blanche, enquête sur la sécurité - AFP

En réalité un seul, le second aurait tenté d'approcher de la Maison Blanche en voiture et a été arrêté avant d'y parvenir. On emploie le conditionnel pour le second car les journalistes n'ont fourni des détails que sur le premier, qui comme par hasard se prénomme Omar, un Américain d'origine arabe sans doute, vous suivez.

L'Arabe, le musulman, un terroriste en puissance, un ennemi des Américains, de la démocratie, de la paix, l'amalgame est devenu classique aux Etats-Unis depuis le 11septembre 2001, incrustez-vous cela dans le crâne. Pour y parvenir on va vous aider.

Le lobby sioniste néolibéral en action. Un bon Arabe ou musulman, c'est un Arabe ou un musulman soumis ou mort.

- Des affiches anti-islamistes, dans le métro newyorkais - french.rib.ir 21.09

Des affiches anti-islamistes vont faire leur apparition sur une centaine d'autobus publics et dans le métro de la ville de New-York, dans le cadre d'une campagne menée et financée par l'American Freedom Defense Initiative, selon un rapport du "New York Times".

Cette nouvelle campagne est signée une nouvelle fois Pamela Geller. La blogueuse et activiste américaine, connue pour ses multiples frasques anti-Islam, vient de débourser, via son organisation Initiative américaine de défense de la liberté (AFDI), 100.000 dollars, pour des affiches islamophobes, devant paraître sur 100 bus de New York. Celles-ci seront, également, visibles, à l'entrée des stations de métro de Lexington Avenue / 59th Street et de Columbus Circle.

Les affiches en question sont illustrées par une photo de James Foley, l'ex -otage britannique de l'Etat islamique, juste avant son exécution, en Syrie. A coté, une photo d'Abdel Majed Abdel Bary, le jeune rappeur britannique, d'origine égyptienne, qui a rejoint le groupe jihadiste, l'année passée, considéré comme le principal suspect du meurtre. Les deux images sont reliées par l'expression «Hier, modéré, aujourd'hui, en tête d'affiche» (Yesterday's moderate is today's headline).

Les six publicités, qui ont été autorisées par les responsables des transports publics, contiennent, notamment, la photo du journaliste américain, James Foley, se tenant près de son bourreau.

Ces affiches ont été financées par l'American Freedom Defense Initiative. "Notre campagne met en évidence des côtés de l'Islam ignorés par le gouvernement et les médias", a précisé Pamela Geller, Présidente de l'organisation.

Selon la loi américaine, les autorités responsables des transports publics n'ont pas le droit de refuser la diffusion d'une publicité, en raison du message qu'elle véhicule. En revanche, la loi précise que ces mêmes responsables n'ont pas, non plus, le droit d'exprimer leur opinion, quant aux affiches de campagne.

Une des publicités, qui avait été proposée, contenant l'inscription "tuer des Juifs est un rite qui nous rapproche d'Allah", a, néanmoins, été rejetée, sous prétexte que ce slogan pourrait constituer une incitation à la violence.

L'American Freedom Defense Initiative prévoit d'attaquer les responsables des transports publics, pour cette interdiction, affirmant qu'il s'agit d'une violation de la liberté d'expression, a rapporté le "New York Times".

La campagne est destinée à parodier celle qui avait été menée par le Conseil des relations entre l'Islam et l'Amerique, intitulée "Mon Djihad", et dont le but était de dépeindre le Jijihad, comme un combat individuel et non violent, précise le "New York Times". french.rib.ir 21.09

Une des affiches suggère que le Hamas, Boko Haram, Al-Qaïda et le Conseil des relations islamo-américaines sont identiques.

Les deux articles d'où proviennent le précédent, traduits en français par Google Chrome.

Who's Behind the Anti-Islam Ads on MTA and Muni?

<http://www.motherjones.com/politics/2012/08/anti-islam-ads-mta-muni>

Shocking anti-Islam ad campaign coming to MTA buses, subway stations

<http://www.nydailynews.com/new-york/shocking-anti-islam-ad-campaign-okd-mta-article-1.1945174>

Rien de tel pour justifier auprès de la population la guerre que mène le gouvernement américain en Irak et en Syrie.

En France, cela fonctionne semble-t-il :

- Engagement militaire en Irak: plus d'un Français sur deux favorable - AFP

Plus d'un Français sur deux (53%) se déclare favorable à un engagement militaire de la France en Irak contre le groupe Etat islamique, selon un sondage Ifop pour le JDD.

47% des sondés sont opposés à cette intervention.

Ce sont les sympathisants du PS et ceux de l'UMP qui se montrent les plus favorables avec respectivement 66% et 51%.

Interrogés sur une intervention militaire internationale en Irak contre l'Etat islamique, 59% des sondés donnent leur adhésion contre 41% qui y sont opposés.

Là encore, les sympathisants du PS et de l'UMP sont pour avec respectivement 72% et 62%. AFP 21.09

Que les "*sympathisants du PS et de l'UMP*" soient les plus va-t-en-guerre est normal, puisqu'ils recouvrent les mêmes classes ou couches sociales privilégiées qui espèrent tirer profit des retombés de cette nouvelle aventure guerrière de l'impérialisme français.

2- Quand ils n'ont que le déni à opposer à une "*rumeur*", c'est qu'elle était fondée.

- La CIA derrière l'Etat islamique? C'est la rumeur persistante en Irak, en Iran et au Liban - Slate.fr

C'est un secret de polichinelle en vérité !

Voilà une armée privée de mercenaires forte de 30 à 70.000 membres selon les sources, qui serait sorti un beau matin de nulle part, qui serait née spontanément au fin fond du désert, entraînée et armée jusqu'au dent avec du matériel militaire hyper sophistiqué, disposant d'armement lourd, de finances à gogo, tout cela serait tombé du ciel, soudainement.

A écouter ces professionnels de la désinformation, c'est ce qu'on voudrait nous faire gober, car ce n'est pas seulement l'Occident qui n'y serait pour rien, mais le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe et la Turquie non plus, personne n'aurait versé le moindre dollar ou n'aurait livré la moindre arme à EI, incroyable mais vrai, nous devrions les croire sur parole.

Leur argumentation atteint un tel niveau de ridicule qu'il n'est même pas nécessaire de la démonter pour qu'elle s'écroule toute seule, ce contre quoi ils sont impuissants. Au passage, on aurait tort de penser qu'ils sont tout puissants, la preuve, et qu'on ne pourrait pas les vaincre. On ne va s'éterniser sur cette question qui est entendue.

On vous renvoie à l'article mis en ligne dans la causerie d'hier *Daesh désoriente la CIA* et à celui mis en ligne aujourd'hui *Huit raisons pour lesquelles le Congrès devait voter « Non » à la formation et au financement des rebelles en Syrie*, où dans le premier un ancien directeur de la CIA, Steven Clay, affirme qu'elle est de mèche avec Daesh, tandis que dans le second un ancien parlementaire américain démocrate, Dennis Kucinich, affirme que ce sont les mêmes "*les sponsors*", la CIA et le Pentagone qui forment aussi bien des "*jihadistes radicaux*" que des "*jihadistes modérés*".

3- Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « *Chefs d'Etat, agissez !* » - LeMonde.fr

La « *Marche du peuple pour le climat* » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« *Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat* », explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ?

Elle est enregistré dans un paradis fiscal, au Delaware, États-Unis. Un pur hasard comme on va le voir.

Selon The Guardian en 2012, « *Avaaz n'a que cinq ans, mais a connu un essor exponentiel jusqu'à devenir aujourd'hui le plus grand et le plus puissant mouvement citoyen mondial en ligne* ».

Ricken Patel, Président fondateur de l'ONG Avaaz.org, il en est aujourd'hui le directeur exécutif.

Il a été déclaré Young Global Leader (« *jeune leader mondial* ») par le Forum économique mondial (Davos - ndlr).

Il a été consultant successivement pour l'International Crisis Group, l'Organisation des Nations unies (ONU), la Fondation Rockefeller, l'Université de Harvard, la Fondation Gates, CARE International et "l'*International Center for Transitional Justice*", puis codirecteur de Faithful America.

Avaaz a notamment été soutenue par l'Union internationale des employés des services (SEIU) en tant que partenaire fondateur.

SEIU a dépensé 28 millions de dollars pour soutenir Barack Obama lors de l'élection présidentielle de 2008, ce qui en fait l'organisation syndicale qui a dépensé le plus pour aider Barack Obama à se faire élire président.

Avaaz est financé en grande partie par le milliardaire George Soros, via le financement de MoveOn par le Soros Open Society Institute (Open Society Foundations).

La personnalité de ses fondateurs est également pointée du doigt, notamment celle du cofondateur Tom Perriello, politicien catholique américain membre du Parti démocrate, défenseur de la guerre contre le terrorisme, de l'interventionnisme militaire en Afghanistan, de la présence américaine en Irak ou au Pakistan

Avaaz déclare compter, en novembre 2013, près de 30 millions de « membres » répartis dans 194 pays. Les pays les plus représentés sont le Brésil et la France avec plus de 6 et 3 millions d'inscrits chacun. fr.wikipedia.org

En fait, depuis sa création en 2007, cette ONG qui est une officine des néolibéraux, a participé à absolument toutes les campagnes orchestrées par ses commanditaires à travers le monde dirigées contre les Etats ou les gouvernements qu'ils se destinaient d'affaiblir ou déstabiliser en mobilisant leur population sur des thèmes choisis par eux.

La liste qui figure dans le portail Wikipedia est suffisamment éloquente pour comprendre la nature de cette ONG et qui tirent les ficelles, les mêmes que pour la totalité des grandes ONG. Comment pourrait-il en être autrement quand on pense à son développement fulgurant impensable sans au départ la mobilisation de moyens financiers et logistiques considérables, ainsi que le soutien d'un réseau au sein des médias.

Ses objectifs tels qu'elle les définit elle-même confirment ce qui vient d'être dit :

- L'organisation se donne pour mission (...) d'encourager les citoyens à utiliser toutes sortes de moyens de communication afin de faire entendre leurs opinions aux preneurs de décisions (gouvernements, mais aussi entreprises, organisations extra-gouvernementales...) et de les inciter à agir lorsqu'ils estiment qu'une prise de décision est nécessaire et urgente. Avaaz promeut ainsi une mobilisation citoyenne massive au moyen d'internet, également appelée cyberactivisme, qui repose sur l'idée qu'une grande masse d'efforts individuels peut se combiner pour produire une puissante force collective. fr.wikipedia.org

En conclusion, il s'agit de manipuler ou mobiliser les masses pour qu'elles fassent pression sur leurs dirigeants ou gouvernements, afin qu'ils adoptent la politique ou les mesures décidées par l'oligarchie financière. Ce genre d'actions sont d'autant plus nuisibles, qu'elles servent à rameuter les masses en direction de dirigeants qu'elles ont rejetés ou qu'elles exècrent par ailleurs. Finalement, cette ONG est (comme les autres) le complément naturel de la Bourse, du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OTAN.

Pour enfoncer le clou dans le cercueil de cette ONG pourrie :

- Changer le monde grâce à Avaaz : un artifice de communication - mondequibouge.be 20.11.2012

Un article du Monde reprend le programme d'Avaaz pour la Syrie : « *Reconnaitre le Conseil national syrien (la principale plate-forme d'opposition), comme le représentant légitime du peuple syrien* », ce qui impliquerait la rupture des derniers liens diplomatiques avec Damas ; « *durcir les sanctions* » contre le régime, au risque de pénaliser aussi la population et « *instaurer une zone de sécurité pour les civils* », ce qui supposerait, même si Avaaz ne le mentionne pas, une forme d'intervention militaire étrangère en Syrie. mondequibouge.be 20.11.2012

- Savez-vous qui est Avaaz ? - sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

En novembre 2012, un article de Dominique Guillet (association Kokopelli) fait le point sur les actions d'Avaaz et l'utilisation des dons versés à l'association. Celle-ci appuierait des interventions militaires, notamment dans les conflits libyen et syrien de 2012, et se mêlerait des affaires internes de la Somalie, du Soudan et de l'Iran. Sont aussi soulignés les salaires et dépenses de ses dirigeants ainsi que des liens avec diverses organisations et fondations contestées quant à leurs actions.

Lisez l'article paru dans Le Grand soir du 1er décembre 2012, vous serez édifiés, ou bien les questions posées dans LiberTerre (un écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri) :

"Est-ce donc une coïncidence si l'organisation dénommée Avaaz a soutenu les interventions militaires en Libye (19 / 20 / 21) et en Syrie (25 / 26 / 27 / 28)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de la Somalie (2 / 3 / 4)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes du Soudan (5) en accusant, par ailleurs, le très diabolisé Iran de livrer des armes (7 / 8)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de l'Iran (9 / 10)?

"Qui sont donc ces "activistes Avaaz" impliqués très concrètement, en 2012, dans des opérations de déstabilisation de la Syrie (11)?"

"L'organisation Avaaz n'est-elle pas tout simplement une tête de pont de la CIA, un gigantesque écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri de l'Impérialisme Occidental ?", demande Dominique Guillet... sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

Articles en anglais.

11- <http://un-truth.com/syria/whowhat-is-ahavaaz-contd>
19- http://www.avaaz.org/en/libya_no_fly_zone_3/
20- <http://www.theguardian.com/commentisfree/2011/mar/10/internet-activists-libya-no-fly-zone>
21- http://www.avaaz.org/en/libya_stop_the_crackdown/
25- http://www.avaaz.org/en/syria_end_the_terror/
26- https://secure.avaaz.org/en/syria_stand_with_the_protesters/
27- http://www.avaaz.org/en/syria_will_the_world_look_away_c/
28- http://www.avaaz.org/en/us_and_india_stop_syrias_merchants_of_death/

AVAAZ une organisation mafieuse ? La preuve.

S'agissant d'une affaire récente dans un tout autre domaine, on ne voulait pas vous en priver.

AVAAZ est une caricature de ce qui se fait en terme d'ONG. Que voulez, Obama rivalise avec Goebbles ou Hitler et les surpassé même dans l'imposture, l'armée ukrainienne composée de fascistes parade sans qu'aucun dirigeant occidental ne s'en émeuve, la Fed et ses oligarques fabriquent à gogo des milliers de milliards de dollars qu'ils se répartissent ensuite sans que personne ne puisse les arrêter, les sionistes massacrent un peuple en toute impunité, une coalition de 30 pays emmenée par les Américains s'apprête à bombrader un pays qui ne leur a pas déclaré la guerre, la Syrie, etc. franchement, pourquoi ne pas les imiter, tout est permis, il faudrait être naïf pour ne pas le comprendre, pire encore, pour ne pas en tenir compte, ce qui est malheureusement le cas de nos dirigeants littéralement tétonnés par l'évolution de la situation mondiale qu'ils n'avaient pas vu venir.

- Nouvelle spéciale de Kokopelli : Avaaz, bas les masques ! - kokopelli-semences.fr 16.07.2014

Attention : Kokopelli dénonce la campagne frauduleuse d'AVAAZ concernant une prétendue "bourse aux graines" mondiale.

L'organisation américaine AVAAZ a lancé il y a quelques jours une nouvelle campagne de levée de fonds, intitulée « La meilleure manière d'arrêter Monsanto », et diffusée largement sur Internet et par mail, visant supposément à créer le « tout premier eBay pour semences à but non lucratif ».

L'association KOKOPELLI n'est absolument pas à l'origine de cette campagne et ne connaît aucune organisation française ou européenne qui y participerait.

De plus, le courriel faisant la promotion de cette campagne prétend que « une coalition de 20 groupes et personnalités de l'agriculture durable tels que le Center for Food Safety et l'activiste Vandana Shiva sont prêts à lancer le projet. » Nous ne connaissons pas ces groupes, qui ne sont pas nommés, mais nous avons contacté Vandana Shiva à ce sujet et elle nous a répondu ceci : "I am not involved in this initiative, have never been contacted or consulted about it." (je ne suis pas engagée

dans cette initiative, et n'ai jamais été contactée ou consultée à son sujet) !!! Elle a également manifesté son indignation face à la récupération de ses nom et notoriété sur son blog SeedFreedom.

Si, sur ce blog, l'organisation américaine Center for Food Safety endosse ces manœuvres grotesques et parle « *d'erreur* » et de « *malentendu* », nous n'y croyons pas du tout. De quel type d'erreur peut-il s'agir lorsqu'il est question de lancer une campagne mondiale, dans 17 langues, pour récolter plusieurs centaines de milliers de dollars, voire des millions – car les sommes globales récoltées sont soigneusement occultées, mais ce sont déjà plus de 55.000 personnes qui ont donné - ?

Nous remarquons, de plus, que le texte de présentation de la campagne est très mal rédigé ; que ses termes sont particulièrement évasifs ; qu'il n'existe aucun site Internet relatif au projet évoqué ; que les « *fermiers* » et « *organisations* » partenaires ne sont pas nommés ; que les éventuels fournisseurs et bénéficiaires des semences ne sont pas identifiés ; que les actions projetées ne tiennent aucun compte des contraintes réglementaires qui nous obèrent depuis 60 ans, etc.

Tout cela n'est pas sérieux, et il semble donc que cette campagne soit une nouvelle imposture de l'organisation AVAAZ - dont nous-même, et d'autres, avons déjà dénoncé le caractère plus que douteux par le passé - destinée seulement à récolter des fonds auprès d'internautes généreux mais bien trop crédules.

Nous demandons donc le retrait immédiat de cette campagne - ou bien le détail exact et complet du projet évoqué dans celle-ci, s'il existe - et la transparence la plus totale sur l'utilisation des sommes récoltées, ou leur restitution aux donateurs trompés !

Nous vous recommandons donc la plus grande prudence vis-à-vis de cette campagne, et, de manière générale, vis-à-vis de l'organisation AVAAZ, et vous invitons à faire circuler ce message au plus grand nombre de destinataires possible.
kokopelli-semences.fr 16.07.2014

4- Ils veulent instaurer un climat de terreur pour justifier un ordre policier à l'échelle du monde.

- Menace terroriste sur la Commission européenne à Bruxelles - LeFigaro.fr

Le siège de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes.

Le siège imposant de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes et la police belge a arrêté un homme et une femme d'origine turque, suspectés d'avoir planifié des attentats, d'après la télévision néerlandaise NOS.

« *L'attentat devait ressembler à l'attaque du Musée juif de Belgique, à Bruxelles (qui fit quatre morts en mai, ndlr), avec pour objectif de tuer un maximum de personnes* », a indiqué la chaîne publique, citant des sources anonymes. De son côté, le quotidien belge L'Écho assure que la police a prévenu plusieurs attentats de djihadistes rentrés en Europe avoir combattu en Syrie, vraisemblablement dans les rangs de l'État islamique. LeFigaro.fr 21.09

Ils n'en savent rien, ils brodent, ils extrapolent, ils inventent la suite d'une histoire qu'ils ont créée de toutes pièces, le délire quoi !

Une « *télévision néerlandaise* », des « *sources anonymes* », un « *quotidien belge* », crédible ? Qui peut les croire ?

5- Ils diabolisent la Russie et Poutine pour mieux cacher leurs véritables intentions.

Leur objectif est de réaliser en Russie ce que l'OTAN est parvenue à imposer en Ukraine : placer un oligarque acquis à leur cause à la tête de l'Etat afin d'appliquer la même politique néolibérale qu'aux Etats-Unis et dans l'UE, franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, ensuite il ne restera plus que la Chine comme obstacle majeur à abattre.

Pourquoi se focaliser sur la Russie et la Chine ? Par spécialement parce que ce seraient des concurrents, plutôt parce qu'ils commercent et soutiennent tout un tas de pays qui résistent à l'emprise de l'internationale oligarchique. En les conquérant à leur stratégie de nouvel ordre mondial, ils deviennent définitivement les maîtres du monde. Quand on observe ce qu'ils se permettent sans avoir atteint cet objectif, imaginez un instant ce dont ils seront capables ensuite.

En fait, non, n'imaginez rien du tout c'est cauchemardesque, je ne suis pas sûr que vous le supporterez, c'est à se foutre une balle dans la tête quand on y pense. On se refuse à croire que l'humanité ou la civilisation humaine pourrait disparaître, c'est un tort. Tout comme on a tort de croire que le socialisme ne pourrait pas vaincre, à la différence malheureusement qu'il sera plus facile de concevoir la réalisation du premier scénario plutôt que le second.

C'est le poids et l'étendue de l'idéologie dominante qui nous écrase, qui nous conduit à être pessimiste ou à douter du socialisme. Cela en fait marrer plus d'un quand on parle du socialisme, on est des farfelus pour eux, c'est nous qui n'avons rien compris, oui

vous nous prenez pour des débiles, de furieux dogmatiques, vous avez raison continuez de vous en détourner, vous ne vous rendez pas compte qu'en réalité votre attitude revient à donner raison à notre ennemi qui martèle que c'est foutu, qu'on est vaincu puisque n'émerge aucune alternative au capitalisme, vous marchez inconsciemment dans sa combine en reprenant ses arguments, le socialisme a failli, il appartient au passé, oublions tout cela et vive le néant, cela tombe bien, c'est justement là qu'ils nous conduisent, vous ne tarderez plus à vous en apercevoir, trop tard peut-être, sans doute, je n'en sais rien.

Au passage, c'est là qu'on s'aperçoit à quel point cela ne sert à rien de vouloir à tout prix avoir raison, vaut mieux faire la part des choses et aller à l'essentiel, l'essentiel aujourd'hui c'est de se rassembler, construire le parti et défendre le socialisme. Périr de cela ou d'autre chose, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer une fin plus glorieuse, finir sa vie avec cette impression de vide qui vous étreint, vous étouffe, quelle horrible fin ! J'appelle tous les lecteurs à étudier le socialisme, à lire les œuvres des marxistes, à diffuser leurs enseignements. Sous quel autre drapeau, avec quel autre programme voulez combattre, il n'en existe pas d'autres, pour vaincre notre ennemi j'entends, car c'est notre objectif.

- *"En deux jours, je peux être à Riga, Tallinn ou Vilnius..."* : Poutine, l'homme qui maniait la rumeur mieux que personne. - Atlantico.fr

Marches pacifistes en Russie contre la guerre en Ukraine - Reuters

Elles protestent également contre le rôle imputé au Kremlin dans la guerre qui secoue l'est du pays. *"Non à la guerre en Ukraine"*, *"Stop aux mensonges de Poutine"*. Les organisateurs de la marche ont demandé que les autorités russes cessent leur *"politique agressive et irresponsable"* en Ukraine. Reuters 21.09

Quant à l'OTAN, à l'impérialisme américain et l'Union européenne, ils ne sont pas dans le coup, ils oeuvrent pour la démocratie en Ukraine et le bien-être des Ukrainiens.

La preuve.

- Russie : l'opposant Khodorkovski lance un mouvement pro-européen "Open Russia" - Francetv info -

- Russie: Khodorkovski prêt à briguer la présidence - 20minutes.fr

6- Qui peut "**négocier**" avec des mercenaires sanguinaires d'une cruauté extraordinaire, sinon leurs complices ?

Qu'aucune rançon n'ait été versée était la moindre des choses après les services que la Turquie leur rend !

- Turquie: les otages d'EI libérés après "*négociations diplomatiques*" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que les 46 otages turcs enlevés par l'Etat islamique en juin et libérés samedi l'avaient été à la suite de "*négociations diplomatiques*" et qu'aucune rançon n'avait été versée.

"Il n'a pas été question d'argent du tout, il y a seulement eu des négociations diplomatiques et politiques. Et c'est une victoire de la diplomatie", a-t-il déclaré aux journalistes à l'aéroport, avant de partir pour New York pour y assister à l'assemblée générale de l'ONU.

La Turquie, membre de l'Otan et l'un des principaux alliés de Washington dans la région, a refusé jusqu'à présent de participer aux combats contre les jihadistes de l'EI, ou même d'autoriser l'usage de ses bases aériennes pour des frappes contre l'EI, donnant notamment pour raison l'inquiétude quant au sort de ses ressortissants retenus en otage.

M. Erdogan a indiqué dimanche que la Turquie pourrait changer d'avis au moins partiellement maintenant qu'ils ont été libérés.

"Nous aurions pu dire oui lorsqu'on nous a demandé d'entrer dans la coalition (internationale contre l'EI), mais nous ne pouvions pas le faire à l'époque. Nous leur avons dit que nous ne pouvions rien faire tant que le sort des otages n'était pas réglé", a-t-il déclaré.

"Nous avons dit que nous ne pouvons pas jouer de rôle dans la coalition, mais nous pouvons arriver à une feuille de route après des négociations intensives avec les membres de la coalition", a-t-il ajouté. AFP 21.09

Tartufferies, Erdogan prend la population et les Turcs en premier pour des abrutis. Cette affaire sert de caution à Erdogan, un plan mijoté avec les Américains.

[Haut de page](#) ↗

Le 23 septembre 2014

CAUSERIE

Comme TV5Monde Asie n'est plus disponible en Inde, mon emploi du temps s'en trouve modifié, j'en profite à nouveau pour travailler un peu le soir, d'autant plus que je suis seul à part le dimanche, car Selvi rentre chez son frère en attendant que mon histoire avec mon épouse prenne fin.

C'est la guerre, on n'entend plus parler que de cela, n'est-ce pas ? Ici par vraiment.

Bac +0 ou quand il fallait surtout être gauchiste ou social-démocrate pour rejoindre l'OCI.

- Cambadélis se dit visé par un "complot" et menace de porter plainte - nouvelobs.com

"Il (Laurent Mauduit - ndlr) estime qu'ayant été un des leaders de l'extrême gauche (OCI - ndlr) dans les années 80, je n'aurais pas dû aller au Parti socialiste qui est un parti de droite", a résumé Jean-Christophe Cambadélis. nouvelobs.com 22.09

Ce n'est pas ce que pense Laurent Mauduit (Mediapart), mais si maintenant Cambadélis nous tend la perche on aurait tort de ne pas la saisir, effectivement le PS est un parti de droite et il l'était déjà en 1985 ou 71 ans plus tôt. Vous allez voir que ce que nos dirigeants ne veulent pas admettre parce qu'ils se sont corrompus avec lui, ce sont les dirigeants du PS eux-mêmes qui vont finir par lâcher le morceau. On compte sur vous "camarade Cambadélis, vous êtes excellent quand vous voulez.

ACTUALITE EN TITRES

[Camelote. La piquouse de rappel !](#)

- Chrysler rappelle 230.760 modèles pour un problème d'injection - Reuters

[Les enchaînés déchaînés. Hystérie malsaine](#)

- Apple: 10 millions d'iPhone 6 écoulés en trois jours, un record - AFP

[Résistance passive.](#)

- Air France: à J+8, le conflit se radicalise - AFP

- Air France : cinq syndicats demandent le retrait de Transavia Europe - Liberation.fr

- *"Si on n'arrive pas à convaincre, nous retirerons ce projet"*, concède le patron d'Air France - Francetv info

- Seita: nouvelle manifestation de salariés à Paris pour leurs emplois - AFP

- Amazon: les salariés de quatre sites allemands de nouveau en grève - AFP

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

[Un petit coup de pouce... pour frapper un grand coup ?](#)

- Valls juge *"essentiel que l'euro reste au niveau d'aujourd'hui"* - LePoint.fr

- Valls à Berlin : *"Je veux dire aux Allemands : les réformes, nous allons les faire"* - Atlantico.fr

- Merkel juge *«impressionnant»* le programme de réformes de Valls - Liberation.fr

La chancelière allemande Angela Merkel a qualifié lundi d'*«impressionnant»* le programme de réformes du Premier ministre français, Manuel Valls, qui a pour sa part promis que le pays allait les mener à bien.

«*Je veux dire aux Allemands, les réformes nous allons les faire*», a martelé Valls en visite à Berlin. Liberation.fr 22.09

Qu'il soit aussi mal intentionné à notre égard nous n'en doutons pas, c'est bien pour cela que Hollande l'a choisi comme Premier ministre, mais il y a loin de la coupe aux lèvres...

Ils savent de quoi ils parlent, eux qui transpirent le mépris.

- Intervention de Sarkozy : le PS fustige une « *fausse modestie qui cache mal l'arrogance* » - LeMonde.fr

Psychose collective.

- Selon l'Unicef, près de la moitié des ados français sont en état de "souffrance psychologique" - LeMonde.fr

Voilà ce qui ne devrait pas les arranger.

- Terrorisme : la France mobilisée - LeFigaro.fr

- Face à l'EI, la France "*n'a pas peur*" mais appelle à la prudence - AFP

Après de nouvelles menaces djihadistes, la surveillance des bâtiments sensibles a été renforcée. AFP 22.09

"La réforme oui, la chienlit, non" !

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy pour la présidence de l'UMP - Francetv info

- Ecoutes de Sarkozy : "Libération" publie un rapport qui incrimine l'ancien chef d'Etat - Francetv info

- Juppé promet "*un conflit dur*" si Sarkozy abandonne les primaires - AFP

- Dati: le retour de Sarkozy "*s'impose*", Péchenard mauvais choix - AFP

- Mariage homo : Nicolas Sarkozy réussit à se mettre à dos les pro et les anti - Le Nouvel Observateur

Les révélateurs

Hollande non plus !

- Retour de Sarkozy: "*Il n'a pas changé*", juge Valls - AFP

Lequel ?

- Valls répond à Sarkozy: "*jamais je ne dirai que j'ai honte de mon pays*" - AFP

Intox et manipulation

Au Delaware ?

- Les Etats-Unis en guerre contre l'exil fiscal - Liberation.fr

Les monarques de Doha et Riad n'ont qu'à bien se tenir.

- France et USA vont proposer des sanctions contre les djihadistes - Reuters

Et les banquiers de la Fed ?

- Arab Bank reconnue coupable de financer le terrorisme aux Etats-Unis - AFP

La Chine est faible, à notre portée.

- L'homme qui fait trembler le pouvoir chinois à Hong Kong est un ado de 17 ans et s'appelle Joshua Wong - Slate.fr

Opération déstabilisation. Ils passent au plat de résistance.

- Mikhaïl Khodorkovski : « *Plus Poutine restera au pouvoir, et plus la crise s'aggravera en Russie* » - LeMonde.fr

- Deux morts dans une série d'explosions au Xinjiang - Reuters

En finir au plus vite avec Assad.

- Syrie: le chef de l'opposition demande des frappes aériennes "immédiates" contre l'EI - AFP

- Tony Blair préconise l'envoi de troupes pour combattre l'EI - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

A exproprier en priorité.

- Les étrangers détiennent 46,7% des sociétés françaises du CAC 40 - Reuters

Les investisseurs étrangers détenaient 499,2 milliards d'euros d'actions des 36 entreprises françaises du CAC 40 à la fin 2013, soit 46,7% de leur capitalisation boursière totale, selon des données publiées lundi par la Banque de France.

S'agissant des sociétés françaises du CAC 40, dix-neuf étaient détenues à plus de 50% par des non-résidents, contre 16 en 2012, dont quatre à plus de 60%. Reuters 22.09

Qu'est-ce qui peut justifier qu'une minorité de parasites détenant le pouvoir piétinent nos droits ?.

- Les Français veulent partir à la retraite avant 62 ans - LePoint.fr

Selon une enquête, moins d'un quart des sondés imaginent encore qu'il leur sera possible de cesser leur activité entre 60 et 62 ans.

Les Français souhaitent en majorité partir avant 62 ans à la retraite même s'ils ont conscience qu'ils devront travailler au-delà, c'est ce que montre une étude de l'institut ICMA Group pour le groupe de ressources humaines Randstad publiée lundi.

Selon les résultats de cette enquête, 54 % des personnes interrogées souhaitent partir entre 60 et 62 ans et une large majorité (84,2 %) ne veut pas travailler au-delà de 62 ans. Toutefois, moins d'un quart d'entre elles (23,4 %) pensent qu'elles pourront effectivement prendre leur retraite entre 60 et 62 ans. La plupart (71,7 %) estiment qu'elles devront travailler après 62 ans. Près d'un tiers des Français (29,5 %) jugent même qu'ils devront poursuivre leur activité au-delà de 65 ans. LePoint.fr 22.09

C'est comme pour toute chose dans la vie, il faut savoir dire stop ! Encore faut-il, pour que cela se traduise dans la réalité, qu'on prenne en mains notre propre sort, or ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs qui ne sont pas organisés. Dès lors, il ne leur reste plus qu'à subir le sort qu'on leur a réservé.

Maintenant s'ils réagissent de la sorte, c'est peut-être parce qu'ils considèrent qu'il n'existe pas vraiment de syndicats et de partis ouvriers dignes de ce nom ou plutôt, parce que ceux qui existent donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, du coup ils n'ont pas envie de s'y engager et on les comprend.

On a tendance à croire un peu trop rapidement, parce que c'est bien utile, que la majorité des travailleurs seraient de droite ou se seraient embourgeoisés (cela habituellement on préfère le penser sans le dire parce qu'on se sent directement concerné !) qu'ils n'auraient pas de conscience politique ou si peu, qu'ils se laisseraient vivre ou s'adapteraient aux conditions qui leur sont imposées comme des moutons, et l'idée qu'ils se font du mouvement ouvrier serait fondée, etc. cela justifie qu'on ne

s'adresse pas à eux, puisque a priori il n'y aurait rien à en tirer, sans l'avouer ouvertement bien entendu.

Il est vrai que si on ne fait rien pour les mettre en confiance, si on se réfugie dans le déni permanent au lieu de leur donner raison quand ils soulèvent justement une question, ils seront portés à nous assimiler à ceux en qui ils n'ont pas confiance et ils auront raison, on ne mérite pas leur confiance et ils n'ont aucune raison de rejoindre notre combat.

Quand un verre est à moitié plein, il faut expliquer ce que contient l'autre moitié au lieu de laisser imaginer n'importe quoi. Et quand on n'est pas capable de se hisser au niveau de cette pédagogie qui ne nécessite pas un bac + 7, on manque à notre devoir le plus élémentaire envers notre classe qu'on laisse totalement désarmée face à son ennemi.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent dans la mesure où ils ne savent pas comment l'obtenir. Ils se posent des questions sur leur condition, maladroitement le plus souvent, et nous au lieu de les aider à les poser correctement, on préfère les ignorer parce qu'ils ne les posent pas exactement de la même manière que nous.

On leur sert un discours formaté destiné à des travailleurs qui seraient naturellement portés à le saisir ou ayant acquis un certain niveau de conscience politique, autrement dit, en amont ils auraient déjà résolu un certain nombre de questions politiques ou posséderaient certaines connaissance, alors que ce n'est absolument pas le cas. On refuse d'en tenir compte parce que cela nous obligera à aborder la situation sur un autre angle que politique. En fait, en agissant de la sorte on occulte certains facteurs qui font partie de la situation ou la manière dont ils l'abordent, aussi nous nous privons des moyens de les aider à les relier entre eux, ce que manifestement ils sont incapables de faire par eux-mêmes.

Mon propos n'est pas de dire que les discours théoriques ou politiques seraient inutiles ou qu'il faudrait les diluer à l'infini au point de les rendre méconnaissables ou de leur faire perdre leur substance essentielle, mais au préalable ou parallèlement il faut déblayer le terrain pour ainsi dire, il faut leur fournir une grille de lecture pour qu'ils puissent en faire bon usage ou en tirer profit.

On voit bien que la plupart du temps l'auteur d'un article a rédigé son papier pour se faire plaisir ou tout du moins, sans tenir compte de l'effet qu'il produira sur ses lecteurs, sans se soucier de son niveau intellectuel pour faire bref, sans se demander s'il atteindra bien l'objectif qu'il s'est fixé, tout dépendra de ses intentions vous me direz. Ce sont des questions que je me pose ou dont je tiens compte en écrivant, sinon à quoi bon, ce serait perdre mon temps.

La question qui est posée en filigrane dans cet article et que nous mettons au premier plan concerne la situation politique actuelle et ses contradictions. Une fois de plus c'est la question du pouvoir politique qui est posée : Qui décide quoi et pour qui ? La question de l'Etat, des institutions, de la représentation des travailleurs, de ses partis et syndicats. De là découle une multitude de questions.

- Pourquoi ne tient-on pas compte de mes aspirations ?
- Ne sont-elles pas légitimes ?
- Pourquoi décide-t-on à ma place ?
- D'où provient la légitimité de ceux qui décident pour moi ?
- Qu'est-ce qu'il faudrait que je fasse pour qu'on prenne en compte mes aspirations ?
- Combien sommes-nous dans ce cas-là ?
- Suis-je le seul à me poser ces questions ?
- Etc. etc. etc.

Franchement, vous ne pensez pas que c'est le genre de discussion qu'on devrait avoir avec chaque travailleur, notamment avant ou au cours de chaque mobilisation ? Ne pensez-vous que les réponses apportées à ces questions pourraient avoir pour effet de renforcer leur détermination, leur confiance en eux, de les rapprocher du socialisme ?

Ces questions on a eu l'occasion de les poser des centaines de fois depuis 30, 50, 70 ans à partir de n'importe quelle revendication sociale, sauf qu'on a préféré ne pas sortir du plan strictement social jusqu'à s'y enfermer totalement et tomber dans le réformisme ou plutôt y rester, le mot d'ordre gauchiste ou la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" n'ayant servi qu'à le masquer, à camoufler notre adaptation au régime ou notre abandon du socialisme, au point d'être devenus incapables de le défendre de nos jours.

Le syndicalisme est devenu une fin en soi totalement déconnecté de toute perspective politique. Ce que Lénine appelait le trade-unionisme. Qu'est-ce qui illustre le mieux la dérive révisionniste ou droitière de l'avant-garde de la classe ouvrière depuis 70 ans ?

Sous des prétextes fallacieux, alors que le combat pour l'émancipation du capital est commun au combat syndical et politique, au lieu de renouer avec cette tradition qui avait fini par s'imposer au sein du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle lorsque le mouvement ouvrier était largement influencé par le marxisme et l'expérience de la Commune, on a préféré se situer sur le terrain plus confortable de l'éclectisme défini lors du Congrès d'Amiens de la CGT en 1906, pour un demi-siècle plus tard brader l'indépendance syndicale en lui donnant un contenu soi-disant apolitique, ce qui revenait en réalité à se soumettre à

l'ordre établi ou abandonner toute perspective d'en finir avec le capitalisme.

Et lorsqu'on nous explique qu'il n'était pas possible de faire autrement, cela revient à dire qu'il n'est pas possible de vaincre le capitalisme, car aujourd'hui encore on nous refuse d'adopter cette stratégie. En réalité les staliniens et les sociaux-démocrates dégénérés donnèrent le ton et on n'a fait que leur emboîter le pas. Tous les partis ouvriers sont devenus des appendices ou des auxiliaires des syndicats.

Et quand vous observez attentivement comment se présentent leurs journaux, vous vous apercevez au premier coup d'oeil qu'ils ont établi une frontière étanche entre l'activité politique et sociale dont ils rendent compte ; on peut faire le même constat à propos de leurs comptes rendus de meetings ou de réunions publiques. Et qu'est-ce qui y domine, qu'est-ce qui constitue la trame de leur intervention dans la lutte des classes, des discussions qu'ils ont avec des travailleurs ou des militants ?

Pratiquement exclusivement des questions sociales, la politique est évacuée par la petite porte ou passe systématiquement à la trappe, au mieux elle est évoquée en bas de page ou à la fin d'un discours en passant, histoire qu'on ne les accuse pas de la négliger, mais personne n'est dupe, y compris ceux qui s'en contentent.

On vient de voir comment à partir d'une question sociale, un titre de presse, un vulgaire sondage, un extrait très court d'un article publié par un média aux ordres, qu'on pouvait facilement en venir au terrain politique, à poser les questions déterminantes qui concernent tous les travailleurs, dès lors qu'on en avait la volonté, le courage, qu'on était animé par l'intention d'élever le niveau de la réflexion ou de la discussion avec les militants et les travailleurs au delà du carcan que le régime veut nous imposer ou dans lequel il veut nous enfermer, dès lors qu'on n'avait pas rompu avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, avec le socialisme.

Je suis fatigué d'écrire, il est 11h30 et je bosse depuis 7h du matin, ici il fait très chaud et c'est très humide après les pluies de mousson des derniers jours. J'ai envie de dire crûment que cela me fait chier d'être l'auteur de ces lignes, vraiment très chier de me mettre en scène une fois de plus, car je ne voudrais pas qu'on pense que je donnerais une leçon de socialisme à quiconque, je ne suis pas un intellectuel et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour m'exprimer, j'ai simplement voulu rappeler ce que voulait dire être socialiste.

La politique dit-on est le concentré de l'économie, ce qui signifie que s'en tenir à l'économie ou aux questions sociales revient à diluer à l'infini notre combat, de telle sorte qu'à l'arrivée il n'existe plus de fil conducteur entre elles et la question du pouvoir disparaît sans même qu'on s'en aperçoive, ce qui est un comble. Et comme c'est ce fil conducteur qui est censé donné une direction à notre combat ou le guider dans la bonne direction, forcément quand il est rompu il ne faut pas s'étonner qu'ensuite notre combat (ou celui du mouvement ouvrier) apparaisse sans orientation ou qu'aucune issue politique en émerge.

Stratégie du nouvel ordre mondial néolibéral. La Banque mondiale prend le relais d'Avaaz.

- Climat: 73 pays et 1.000 entreprises veulent faire payer la pollution au CO2 - AFP

- Vers une coalition de pays et d'entreprises pour faire payer la pollution au CO2 ? - LeMonde.fr

Plus de 1.000 entreprises et 73 pays se sont déclarés favorables à un système permettant de faire payer la pollution au CO2 via une taxe carbone ou un système de quotas échangeables, indique la Banque mondiale (BM) lundi.

Cette coalition, qui pèse pour plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, compte notamment la Chine, l'Union européenne et la Russie, et regroupe de grands noms de l'industrie et des services (BP, Statoil, Pfizer, ArcelorMittal, Allianz...), selon le communiqué de la BM.

Certaines réserves n'ont toutefois pas pu être surmontées. Les Etats-Unis --plus gros consommateurs de pétrole au monde-- ne figurent ainsi pas sur cette liste dont sont également absentes de grandes entreprises pétrolières (Exxonmobil, ConocoPhillips, Chevron, Total...).

Désigné par l'administration Obama, M. Kim s'est félicité que certains Etats américains (Californie, Washington...) soient signataires et a assuré que le président américain était personnellement "très favorable" à la démarche dévoilée lundi.

Interrogé sur la réticence américaine à s'y associer pleinement, M. Kim a toutefois répondu: "C'est une bonne question mais vous devriez leur poser directement".

Interrogé par l'AFP, le Trésor américain n'avait pas réagi dans l'immédiat. AFP 22.09

A retenir : La Chine et la Russie (les Brics en somme) seraient visées principalement par cette taxe, pas les Etats-Unis. La présence de BP et de l'Union européenne sur cette liste servait juste de caution à cette opération impulsée par l'impérialisme américain, la preuve : Totale qui fait partie de l'UE n'y figure pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Irak: les avions US bombardent le Hezbollah - french.rib.ir

Les brigades du Hezbollah d'Irak déchirent le voile sur la vrai nature de la mission des avions de combat et des drones US en Irak : " l'aviation américaine bombardent, en lieu et place des positions de Daech, celles appartenant à l'armée nationale irakienne et aux forces volontaires dont le Hezbollah".

C'est le site Al Massala qui rapporte cette information : " *les chasseurs et les drones us ont pris d'assaut les positions des forces irakiennes et des forces volontaires dans le nord de Babylone. ces raids témoignent de la vraie intention des Etats Unis dans la prétendue guerre qu'ils disent avoir déclenchée contre le terrorisme de Daech*", affirme une source proche du Hezbollah qui appelle les Irakiens et tous les peuples de la région à être vigilants vis-à-vis des politiques à double standard et extrêmement ambiguës des Américains, politiques à géométrie variable surtout dans le dossier de lutte contre le terrorisme.

" Les objectifs recherchés par les Etats Unis et leurs alliés arabes sont parfaitement clairs . ils veulent une emprise totale sur tous les Etats souverains de la région, leur démembrément, l'affaiblissement de leur armée. En Irak, ils cherchent surtout la disparition de l'armée nationale et de tous les corps mobilisés de volontaires comme le Hezbollah, Saraya al Islam, et les forces populaires. Si les Etats Unis avaient été sincères dans leur prétention de lutte contre Daech, ils n'aurait jamais bombardé la localité de Al Awissat dans le nord de Babylone. Cette localité a été frappé mercredi dernier alors que les chasseurs américains ont laissé intacts les positions de Daech à Jaraf al Sakhar, à Fallouja et dans d'autres localités. ces localités avaient d'ailleurs été identifiées par nos forces pour la seconde fois en l'espace d'un mois, les Etats Unis ont frappé à coup de missiles intelligents les positions conjointes des forces armées et du Hezbollah et des forces volontaires. Ce n'est pas par inadvertance car les équipements utilisés par les USQ sont extrêmement complexe et ne laissent aucune place à l'erreur. La réalité est que l'axe de la Résistance est la seule partie qui s'oppose effectivement au complot terroriste et qui est capable de sauver l'espace géographique et géostratégique de la région". french.rib.ir 22.09

SOCIAL

1- Italie

Italie : Renzi se bat contre sa gauche - Lepoint.fr

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi le dit et le redit, il veut réformer l'Italie, mais sa volonté de ressusciter la troisième économie de la zone euro se heurte à l'hostilité des syndicats et de la gauche de son parti. L'énergique président du Conseil, âgé de 39 ans, est sous pression des milieux d'affaires et de ses partenaires européens pour concrétiser ses promesses de réformes économiques, en particulier en ce qui concerne le marché du travail.

Dans un pays où le taux de chômage des jeunes atteint 42 %, Matteo Renzi a promis de lancer le "jobs act", une loi censée favoriser l'emploi, mais que les syndicats et une partie de la gauche du Parti démocrate (PD, au pouvoir) considèrent comme antisociale. Ils accusent notamment le chef du gouvernement italien de vouloir remettre en cause l'article 18 du Code du travail, qui protège les salariés en contrat à durée indéterminée contre tout licenciement abusif. L'article 18, véritable tabou social en Italie, limite le licenciement en le rendant très coûteux ou en obligeant l'entreprise à réintégrer le salarié si les tribunaux le jugent injustifié.

"Thatcherite"

Vendredi, Susanna Camusso, à la tête du plus grand syndicat italien, la CGIL, a accusé Matteo Renzi d'être atteint de "thatcherite" pour vouloir ainsi remettre en cause un droit fondamental des salariés. La CGIL et d'autres syndicats ont promis d'engager le combat après "cinq années de coupes sombres et de salaires bloqués" en appelant à la mobilisation prochaine de leurs troupes dans les rues de Rome. Piqué au vif, Matteo Renzi, qui est aussi le secrétaire général du Parti démocrate, leur a sèchement répondu via une vidéo postée sur YouTube, canal de communication qu'il affectionne. "Nous ne sommes pas préoccupés par Margaret Thatcher mais par Marta qui, à 28 ans, ne peut pas bénéficier d'un congé maternité", a-t-il

rétorqué, critiquant la division entre "citoyens de première et de seconde classe".

"Où étiez-vous pendant toutes ces années quand la plus grande injustice en Italie se développait, l'injustice entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont contrat permanent et ceux qui n'ont que des emplois précaires", a-t-il lancé. Les critiques furent aussi au sein même de son parti, à commencer par celles de l'ancien secrétaire général du PD, Pier Luigi Bersani, qui a juré de défendre l'article 18. Le chef du gouvernement veut faire adopter l'essentiel de son "jobs act" devant le Sénat avant un sommet européen consacré à l'emploi prévu le 8 octobre à Milan, promettant de recourir à des mesures d'urgence en cas d'opposition.

Tensions inquiétantes

Matteo Renzi veut aller vite, particulièrement face à une situation économique qui ne cesse de se dégrader, au point qu'elle est de nouveau entrée en récession. Il peut compter pour cela sur l'appui dont il dispose toujours auprès des Italiens, si l'on en croit les sondages qui lui sont toujours très favorables. Certains experts estiment d'ailleurs qu'il pourrait bien sortir victorieux de cette bataille engagée à gauche, les syndicats italiens étant souvent accusés de ne défendre que les salariés les plus privilégiés. Moins de la moitié des Italiens ont un contrat à durée indéterminée, contre plus de 60 % en France et en Allemagne et plus de 70 % en Grande-Bretagne, et l'article 18 ne s'applique que dans les entreprises comptant plus de 15 salariés, peu représentatives des milliers de petites structures souvent familiales qui forment une grande partie du tissu industriel italien.

La défense de l'article 18 "n'est pas nouvelle en Italie, mais le paysage a changé, et Renzi le sait, il s'efforce donc de passer au-dessus de la tête des syndicats en s'adressant directement aux citoyens", juge ainsi Maurizio Del Conte, professeur de droit social auprès de l'université Bocconi de Milan, interrogé par l'AFP. Ces tensions inquiètent néanmoins au moment où l'Italie est sous observation pour sa capacité ou non à entreprendre des réformes, jugées indispensables pour la sortir du marasme économique, et empêcher son décrochage par rapport au reste de la zone euro. "Ces démonstrations de force de gladiateurs rendent les choses plus difficiles", a jugé ce week-end l'éditorialiste du journal La Repubblica Piero Ignazi. lepoint.fr 22.09

D'un côté on nous dit que cette "réforme ne concerne qu'une minorité de travailleurs, et de l'autre on nous dit qu'elle est capitale pour "sortir du marasme économique".

Je n'en connais pas le contenu exact, mais comment peut-on concevoir un instant que cette "réforme" répondrait aux besoins des travailleurs en situation d'"emplois précaires", alors qu'elle s'inscrit dans le cadre des " promesses de réformes économiques, notamment du "marché du travail" que Renzo avait faites aux "milieux d'affaires" et à "ses partenaires européens".

S'attaquer au contrat de travail à durée indéterminée, à la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs pour introduire davantage de flexibilité conformément aux voeux du patronat, telle est l'intention de Renzi mais qu'il peine à assumer, comme Valls en France.

Faire en sorte que les travailleurs soient réduits à une masse taillable et corvéable à merci face à un patron de droit divin, voilà leur réelle conception du droit du travail au XXIe siècle. De gauche cela va s'en dire.

Autre aspect, Renzi déclare la guerre au fond de commerce des syndicats et de la pseudo-gauche italienne, à l'aristocratie ouvrière qu'il ne peut pas épargner, car en effet il ne peut pas trier parmi les travailleurs qui disposent d'un CDI ceux qui en font partie et ceux qui sont plus mal lotis.

Dans un premier temps les dirigeants corrompus des syndicats et de la pseudo-gauche vont monter au créneau et radicaliser leurs discours pour faire bonne mesure, puis conformément à leur véritable nature ils vont capituler devant Renzi. Comment ? En refusant d'organiser la mobilisation générale de la classe, privilégiant les journées d'action sans lendemain, les lâchés de ballons qui diviseront la classe, le coup classique.

Ce scénario risquerait d'être remis en cause uniquement si des millions de travailleurs décidaient de descendre dans la rue. Apparemment, si on en croit l'hétérogénéité de l'emploi en Italie décrit dans cet article, il y a peu de chance que cela se produise sur cette contre-réforme, comme en Grèce par exemple, tout dépendrait aussi du contenu de l'appel à la mobilisation des syndicats et de la pseudo-gauche.

2- Chili

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

Les salariés d'Escondida, la première mine de cuivre au monde, contrôlée par le géant anglo-australien BHP Billiton dans le nord du Chili, ont entamé une grève de 24 heures par réclamer de meilleures conditions de travail.

"C'est une grève d'avertissement de 24 heures qui a été lancée et les opérations sont paralysées", a déclaré à l'AFP Gustavo

Tapia, président de la Fédération des Mineurs du Chili, qui regroupe les syndicats d'Escondida.

Quelque 2.000 employés de la mine ne se sont pas présentés à leur travail pour protester contre la "violation des accords conclus entre l'entreprise et le syndicat, portant notamment sur les heures de travail et la sécurité de l'emploi", a ajouté Tapia.

Les travailleurs ont l'intention de déclencher un nouvel arrêt de travail d'avertissement mercredi et n'excluent pas d'autres mesures si la société ne répond pas à leurs revendications.

La mine, qui est située à Antofagasta (à 1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 Ltd (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. AFP 22.09

N'oublions pas que sans le mineur pratiquement rien de qui nous entoure ou que nous utilisons quotidiennement n'existerait.

Le mineur, c'est avec le paysan le damné de la terre par excellence, celui qui sait mieux que quiconque en quoi consiste les besoins de la population laborieuse qui devraient être satisfaits en priorité... Il devrait être le fer de lance du combat du prolétariat mondial pour le socialisme.

[Haut de page](#) 

Le 24 septembre 2014

[CAUSERIE](#)

[Collusion.](#)

La collusion est totale entre d'une part l'armée privée de mercenaires barbares État islamique en Irak et en Syrie ou les milices néonazis en Ukraine, et d'autre part l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'impérialisme américain et l'Union européenne, dont la propagande est relayée en boucle par les médias et les ONG.

Faites circuler ces informations aux plus grands nombres, faites connaître notre portail et d'autres qui fournissent des données et des analyses qui démontent la propagande officielle.

[Pour camoufler la destruction de l'Irak et de la Syrie, l'imposture franchit un degré supplémentaire pratiquement quotidiennement.](#)

Sans rire : " l'Occident passe à l'attaque contre l'État islamique au Moyen-Orient". (AFP 22.09)

Contre qui ?

Tarkhan Batirashvili, sergent du renseignement militaire géorgien, est devenu l'un des principaux chefs de l'« Émirat islamique » sous le nom d'Abou Omar al-Shishani.

Abou Youssef, un chef modéré au sein de l'ASL il y a peu et devenu un chef extrémiste au sein de l'« Émirat islamique », le calife Ibrahim à la tête de l'« Émirat islamique » (source : Réseau Voltaire)

Traduction : L'Occident a fondé l'État islamique pour justifier le bombardement de la Syrie afin de parvenir à renverser Assad.

L'Occident entend faire porter à Assad la responsabilité du bombardement de la Syrie comme conséquence de son incapacité à mater les mercenaires de l'« Émirat islamique », de manière à ce que les Syriens s'en détournent et se reportent sur l'ASL que les occidentaux arment et entraînent en préparation de l'assaut final sur la capitale Damas et le régime auquel devraient participer l'ASL et EI encadrés par des instructeurs ou militaires occidentaux ou du Golfe formés aux Etats-Unis.

C'est le scénario que les généraux du Pentagone ont imaginé, reste à savoir s'il sera efficient sur le terrain. De l'extérieur on pourrait être porté à croire qu'il pourrait fonctionner, mais en réalité rien n'est moins sûr, car les Syriens qui sont les premiers concernés savent que l'ASL, le Front Al-Nosra et l'Etat Islamique ne font qu'un, pour avoir pu observer depuis trois ans que la plupart de leurs membres sont passés d'une organisation à l'autre et qu'elles se livrent aux mêmes atrocités sur la population civile.

De quelle manière l'AFP présente les différents protagonistes à destination des médias et de la population occidentale qu'ils manipulent pour le compte d'Exxon, BP, Shell, Total, etc.

La rébellion syrienne qui combat à la fois le régime de Damas et les jihadistes de l'Etat islamique va se doter d'un nouveau commandement militaire afin de gérer plus efficacement l'aide promise par Washington, a annoncé l'opposition en exil.

Le Conseil militaire supérieur (CMS) de l'Armée syrienne libre (ASL), qui représente la rébellion dite modérée en Syrie, "a été dissous et va être restructuré au plus tard dans un mois", a indiqué un communiqué.

Une porte-parole de l'opposition a précisé que le chef de la Coalition, Hadi al-Bahra, a pris cette décision car le "CMS dans sa structure actuelle n'était plus représentatif de la plupart des forces sur le terrain".

(En réalité, l'ASL a été constituée par les Britanniques, et elle a toujours été déconnectée du "terrain", des Syriens, c'est le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et rien d'autre - ndlr)

Noyau de la rébellion luttant pour la chute du régime de Bachar al-Assad, l'ASL a été formée de déserteurs rejoints par les civils ayant pris les armes après la répression brutale en mars 2011 par Damas d'un mouvement de contestation réclamant des réformes.

(C'est la fable qu'ils racontent en boucle depuis trois ans à destination des populations occidentales, afin qu'elles soutiennent une intervention militaire occidentale en Syrie ou l'armement de ses soi-disant rebelles. - ndlr)

"Mais cette coalition (ASL - ndlr) a vu progressivement ses combattants rejoindre les rangs des islamistes et des jihadistes en grande partie venus de l'étranger et qui sont mieux financés et armés.

Militants et rebelles modérés ont sans cesse dénoncé l'inaction de la communauté internationale face à la machine de guerre du régime, les chancelleries occidentales, Washington en tête, ayant exprimé maintes fois leurs réticences à armer les insurgés par crainte de voir l'arsenal tomber aux mains des jihadistes.

(Un tissu de mensonges car les miliciens de l'ASL étaient bien armés, suffisamment pour renverser le régime, à ceci près qu'il leur a manqué un facteur déterminant pour y parvenir, le soutien des la majorité des Syriens qui leur a toujours fait défaut. Il faut rappeler que moins de 10% des Syriens se sont engagés dans la lutte armée contre Assad, le dernier article publié par le Réseau Voltaire vient de le confirmer. On ne fait pas une révolution en mobilisant seulement 8 à 10% de la population active ou adulte, sinon nous l'aurions déjà faite en France et dans bien des pays de l'UE par exemple. - ndlr)

Mais le conflit en Syrie a changé de visage avec la montée de l'EI qui menace l'intégrité de l'Irak, de la Syrie, mais aussi la sécurité des pays de la région, poussant l'administration Obama à réviser sa politique." AFP 22.09

Ils présentent EI comme une menace sur l'intégrité de l'Irak et de la Syrie, pour couvrir les réelles intentions qui se cachent derrière leur intervention militaire, maladroitement il faut dire car bien peu y croient réellement, quel Irakien peut croire les Américains alors qu'ils ont détruit leur pays, quel Syrien peut les croire après qu'ils eurent dévasté, l'Afghanistan, la Libye et l'Irak ?

Le dernier message du dictateur Obama à destination de la population mondiale.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste envoie "un message clair", selon Obama - AFP

Le président Barack Obama a estimé mardi à New York en présence de ses alliés arabes que la formation d'une coalition contre l'organisation de l'Etat islamique (EI) envoyait "un message clair" face aux jihadistes ultra-radicaux.

"Grâce aux efforts sans précédent de cette coalition, je pense que nous sommes en mesure d'envoyer un message clair indiquant que le monde est uni", a déclaré M. Obama à l'issue d'une rencontre avec des responsables de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de la Jordanie, de Bahreïn et du Qatar.

Les Etats-Unis aidés de leurs alliés arabes ont pour la première fois attaqué mardi les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

Selon le président américain, cette coalition démontre la détermination de la communauté internationale "à affaiblir et détruire non seulement l'EI mais aussi le type d'idéologie qui mène à tant d'effusion de sang". AFP 23.09

Compte-t-il en finir avec l'Arabie saoudite et le Qatar qui sont à l'origine de l'idéologie d'EI ou la partagent ? A moins que ce ne soit les Etats-Unis et Israël...

La " communauté internationale " se trouve réduite à une trentaine de pays dont la population représentent à peine 1/7e de la population mondiale. Peu importe pour le chef de guerre Obama qui adopte ainsi la posture d'un tyran opprimant ou intimidant le reste du monde.

Quelques précisions.

- Raqqa bombardé : dernier point - french.rib.ir 23.09

En dépit de l'ampleur des raids aériens menés contre les positions de Daech à Raqqa et à Deir Ezzour, seuls entre 30 à 40 terroristes ont été tués et encore. Les sources consultées par le journaliste d'Al Alam affirment que les terroristes disposaient des renseignements qui les alertaient de l'imminence des frappes américaines. Les témoins font état du bombardement des bâtiments qui ont été désertés depuis deux jours par les terroristes. french.rib.ir 23.09

Thierry Meyssan (Réseau Voltaire), qui se trouve en Syrie, a confirmé ces informations dans un enregistrement audio.

Un nouvel article qui rappelle que ceux qui se destinent à couper les vives à EI sont ceux qui le financent, de même que ceux qui lui ont déclaré la guerre sont ceux qui continuent de les armer, les mêmes.

- « *À la poursuite de l'État islamique* »: Devinez qui est derrière le projet califat? - Mondialisation.ca 23.09

Extrait. Ceux qui ont ordonné les bombardements sont ceux qui sont derrière le projet de califat.

Les milices de l'EI, qui sont actuellement la cible présumée d'une campagne de bombardements des États-Unis et de l'OTAN en vertu d'un mandat de « *lutte au terrorisme* », ont été et sont toujours soutenues clandestinement par les États-Unis et leurs alliés.

Autrement dit, l'État islamique a été créé par le renseignement étasunien , avec le soutien du MI6 britannique, du Mossad israélien, de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et l'AI Mukhabarat Al A'amah de l'Arabie saoudite (????? ?????????? ?????? ou General Intelligence Presidency (GIP) en anglais). Par ailleurs, selon des sources du renseignement israélien (Debka), l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, était impliqué dans le recrutement de mercenaires djihadistes dès le début de la crise syrienne en mars 2011.

En ce qui concerne l'insurrection syrienne, les combattants de l'État islamique ainsi que le Front Al-Nosra, des forces djihadistes affiliées à d'Al-Qaïda, sont les fantassins de l'alliance militaire occidentale. Ils sont secrètement soutenus par les États-Unis, l'OTAN et Israël. Leur mandat consiste à mener une insurrection terroriste contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Les atrocités commises par les combattants de l'État islamique en Irak sont similaires à celles commises en Syrie.

En raison de la désinformation médiatique, l'opinion publique occidentale n'est pas au courant que dès le tout début, les terroristes de l'EI ont été soutenus par les États-Unis et leurs alliés.

Les meurtres de civils innocents par les terroristes de l'État islamique en Irak sont utilisés afin de créer un prétexte et une justification en faveur d'une intervention militaire étasunienne pour des raisons humanitaires. Les bombardements ordonnés par Obama, cependant, ne sont pas destinés à éliminer l'État islamique, qui constitue un « *atout du renseignement* » étasunien. Bien au contraire, les États-Unis visent la population civile ainsi que le mouvement de résistance irakien.

Fait amplement documenté, le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'État islamique est acheminé clandestinement par les plus fidèles alliés des États-Unis, à savoir le Qatar et l'Arabie saoudite. Les médias occidentaux ont reconnu que Riyad et Doha, agissant en liaison avec Washington et en son nom, ont joué (et jouent toujours) un rôle central dans le financement de l'État islamique, ainsi que dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des forces mercenaires terroristes déployées en Syrie.

Selon le Daily Express de Londres : « *Ils [les terroristes de l'EI] avaient de l'argent et des armes fournies par le Qatar et l'Arabie saoudite.* »

« *La plus importante source de financement de l'EI à ce jour provient des pays du Golfe, principalement de l'Arabie saoudite mais aussi du Qatar, du Koweït et des Émirats arabes unis* », (Selon le Dr Günter Meyer, directeur du Centre de recherche sur le Monde arabe à l'Université de Mayence, en Allemagne, Deutsche Welle)

Ces fonds ont été acheminés aux terroristes de l'EI qui se battent contre les forces gouvernementales en Syrie:

Grâce à des alliés comme l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Occident [a] soutenu des groupes rebelles militants qui ont depuis mutés en EI et autres milices liées à al-Qaïda. (Daily Telegraph, 12 juin 2014)

Selon Robert Fisk, le projet de califat « *a été financé par l'Arabie saoudite* » :

Voici la plus récente contribution monstrueuse de l'Arabie saoudite à l'histoire mondiale : le Califat islamiste sunnite en Irak et au Levant, conquérant de Mossoul et Tikrit – et de Racca en Syrie – et peut-être de Bagdad, « *humiliateurs* » ultimes de Bush et d'Obama.

D'Alep, dans le nord de la Syrie, jusqu'aux environs la frontière irako-iranienne, les djihadistes de l'EIIL et autres groupuscules divers payés par les wahhabites saoudiens, et des oligarques koweïtiens, règnent maintenant sur des milliers de miles carrés. (Robert Fisk, The Independent, 12 juin 2014)

En 2013, dans le cadre de son recrutement de terroristes, l'Arabie saoudite a pris l'initiative de libérer des condamnés à mort incarcérés dans les prisons saoudiennes.

Une note confidentielle a révélé que les prisonniers étaient « *recrutés* » pour rejoindre les milices djihadistes (y compris Al-Nosra et l'EIIL) afin de lutter contre les forces gouvernementales en Syrie.

On aurait offert une entente aux prisonniers – rester et être exécuté ou lutter contre Assad en Syrie. Dans le cadre de l'entente, on offrait aux prisonniers un « *pardon et une allocation mensuelle pour leurs familles, autorisées à demeurer dans le royaume sunnite* ».

Les responsables saoudiens leur auraient donné le choix : décapitation ou djihad? En tout, des détenus du Yémen, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie, de la Jordanie, de la Somalie, de l'Afghanistan, de l'Egypte, du Pakistan, de l'Irak et du Koweït ont choisi d'aller combattre en Syrie. (Voir Global Research, 11 septembre 2013)

Alors qu'ils ont activement contribué au financement de l'État islamique, sans compter qu'ils ont recruté et formé des terroristes au nom de Washington, l'Arabie saoudite et les États du Golfe ont promis d'appuyer fermement la campagne militaire d'Obama, « *d'avilir et finalement détruire* » l'État islamique.

La déclaration d'appui contenue dans le communiqué, engage les « *principaux pays arabes à travailler avec les États-Unis afin de couper le flux de combattants et les fonds étrangers de l'État islamique* ». Elle confirme également que les membres ont discuté d'une « *stratégie pour détruire l'EIIL où qu'il soit, y compris en Irak et en Syrie* ».

Dans le cadre de cet accord, la famille Al-Saoud sera « *l'hôte d'un centre de formation pour des milliers de combattants rebelles syriens qui luttent à la fois contre l'État islamique et le régime du président Bachar al-Assad* ». Cette proposition est fausse et absurde. Jusqu'au 9 septembre, l'Arabie saoudite a « *officiellement* » soutenu l'État islamique contre le gouvernement de Bachar Al-Assad, et on lui a maintenant confié le recrutement de djihadistes pour combattre l'État islamique. Les médias n'ont toutefois pas réussi à relier les points et à découvrir le grand mensonge.

Il s'agit d'un projet diabolique : les artisans de l'État islamique ont informé le monde qu'ils « *se lancent à la poursuite* » de leurs propres terroristes dans le cadre d'une opération de contreterrorisme.

Bien que ces actions soient menées sous la bannière de la « *guerre mondiale au terrorisme* », les États-Unis n'ont pas l'intention de cibler leurs propres brigades terroristes de l'EI, intégrées par des forces spéciales et les services de renseignement occidentaux. En réalité, la seule campagne crédible et efficace contre les terroristes islamiques de l'EI est menée par les forces gouvernementales syriennes.

Inutile de dire que le financement et l'appui des États-Unis, de l'OTAN, de l'Arabie saoudite et du Qatar continueront. L'objectif n'est pas de détruire l'État islamique, tel que l'a promis Obama. Il s'agit plutôt d'un processus de déstabilisation et de destruction de l'Irak et de la Syrie, mené par les États-Unis. La campagne contre l'État islamique est utilisée pour justifier le bombardement des deux pays en ciblant principalement les civils.

Le but ultime est de déstabiliser l'État-nation que constitue l'Irak et de déclencher sa partition en trois entités distinctes.

L'objectif stratégique général des États-Unis et de l'OTAN consiste à déstabiliser toute la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie centrale et du Sud, incluant l'Iran, le Pakistan et l'Inde. mondialisation.ca 23.09

Difficile, voire impossible de s'assumer.

- "La trahison" de Hollande ? Mauduit, en bloc et en détail par François Bazin - nouvelobs.com 23.09

Grille de lecture. Mauduit et Cambadélis ont quitté l'OCI au milieu des années 80, Cambadélis est aujourd'hui secrétaire national du PS et Mauduit journaliste à Mediapart.

Quitter une organisation comme l'OCI (ou la LCR) pour le PS, c'était troquer le militantisme au profit du carriérisme, c'était privilégier son statut personnel ou sa médiocre personne dont le destin allait se confondre désormais avec le soutien au régime en place, au détriment du combat pour la révolution socialiste.

Quant à Mauduit, depuis 1986 il a été journaliste pour la presse écrite, ce qui n'est pas forcément une tare, même si elle est aux ordres, tout dépend ce qu'on y fait, et surtout comme dans toute entreprise dans laquelle on travaille si on y défend ses idées ou convictions politiques, question qu'il n'aura évidemment pas à se poser pour les avoir abandonnées en quittant l'OCI, ce qu'illustrera les échelons qu'il franchira par la suite au sein de cette profession où chaque mot ou geste est analysé, avec de participer à la fondation de Mediapart en 2006, il terminera sa brillante carrière au Monde comme éditorialiste, après avoir été successivement rédacteur en chef du service Entreprises, puis directeur adjoint de la rédaction de ce journal.

Dans les deux cas on a envie de dire qu'il y a des idées ou des convictions qui rapportent plus que d'autres, et que nos deux larrons en ont eu conscience très tôt.

Du coup, quand le journaliste du Nouvel Observateur nous explique que dans son dernier ouvrage ("A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient." - édition Don Quichotte) Mauduit s'emploie à faire le lien entre "la trahison" de Hollande et la "corruption" de son entourage, on ne peut pas s'empêcher d'esquisser un sourire et de repenser à son propre parcours dont il se serait inspiré, avec lequel il se serait identifié, à croire qu'inconsciemment il aurait écrit sa propre biographie ou qu'il ne pourra jamais en finir avec les contradictions qui le minent depuis 30 ans.

Pour qu'on ne puisse pas le comparer à Cambadélis, sur lequel il s'acharne et l'on comprend pourquoi, car en quelque sorte il lui renvoie sa propre image, ni à Hollande ou à d'autres dirigeants du PS, il invente une trahison qui n'a jamais eu lieu, dès lors que ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS n'ont changé depuis des lustres. C'est une supercherie de vouloir le faire croire comme il le fait, qui sous-entend ou laisse à penser à celui qui le veut bien qu'il pourrait redevenir présentable, ce qui est évidemment impossible, il n'a cessé de le démontrer pendant un siècle, donc quelque part l'entreprise de Mauduit (de Mediapart en général) sert les intérêts du régime puisque le PS en est un des piliers.

Ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS auxquels ils prétent un passé ou des intentions qu'ils n'ont jamais eu ne redeviendront comme avant, on vient d'expliquer pourquoi c'était impossible, mais cela s'applique ici à Mauduit lui-même, qui fut un jour trotskiste et ne le redeviendra jamais plus sans doute après avoir épousé le réformisme qui est l'antithèse du socialisme.

nouvelobs.com - Dans son dernier livre, le journaliste de Mediapart établit un lien direct entre "la trahison" de Hollande et la "corruption" de ses soutiens. Si la thèse est claire, la démonstration, elle, l'est beaucoup moins.

"Mauduit est un spécialiste de la trahison. (...) Il termine d'ailleurs, comme il avait commencé, avec la conviction que celle-ci n'est pas un accident dû au manque de caractères des hommes qui l'ont initiée mais qu'elle est dans la nature même du parti - le PS - qui, depuis plus de trente ans a su porter trois des siens – Mitterrand, Jospin, Hollande – jusqu'au sommet de l'Etat. La thèse n'est pas nouvelle. Cela ne veut pas dire qu'elle soit fausse. Avant ce trio-là, un autre – Jaurès, Blum, Mollet" s'était illustré dans le même registre.

(Merci de rappeler ou de confirmer que cela ne date pas d'hier - ndlr)

"Si les deux parties du livre de Mauduit forment un tout cohérent, c'est que, pour l'auteur, trahison et corruption sont l'avers et l'envers d'une même médaille. "

"...inlassablement, (il) veut établir un lien de causalité entre le déclin de la France et l'irresponsabilité de ses élites et, plus précisément, entre le délitement du combat républicain et la démission de ses représentants, à gauche notamment. Il y a, dans la démonstration de Mauduit, une dimension morale..."

(Cela prouve que le "trotskiste" Mauduit n'avait finalement rien compris au développement du capitalisme tel qu'il fut décrit par Marx et Engels. Il n'a retenu du socialisme (qu'il partage avec Plénel) que la version frauduleuse des révisionnistes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. -ndlr)

"Le dégoût qu'il dit aujourd'hui ressentir est celui qu'il exprime, selon lui, la foule des militants et des électeurs qui, en mai 2012, ont voulu, une dernière fois, y croire et qui jurent désormais qu'on ne les y reprendra plus. Tout cela, une fois encore, n'est pas faux. Sauf que Mauduit, et c'est tout le problème de sa démonstration, ne se veut pas le simple témoin d'un ressentiment généralisé mais entend en décrire les causes, en dégager les racines, en analyser les ressorts cachés. Dans ce type d'exercice, le risque est toujours de se laisser aveugler par l'esprit de système et le règlement de compte. Or dans ce double piège, Mauduit a sauté à pieds joints avec une audace et un manque de rigueur qui laissent souvent pantois."

(Du "dégoût" peut-être envers lui-même ou ce qui l'inspire ce qu'il est devenu ,car lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que l'entreprise Mediapart ressemble à celle du PS qui consiste à cultiver des illusions dans le régime qui pourrait être réformé, alors que c'est impossible.

Mauduit et ses semblables ont voulu croire en Hollande en 2012 et lui en veulent tant, non pas parce qu'il n'est pas socialiste, mais parce qu'il n'a même pas essayé d'appliquer la théorie à laquelle ils s'accrochent. Hollande a sauté cette étape contrairement à Blum et Cie parce qu'il n'avait aucune obligation d'en passer par là, la mobilisation des masses n'étant pas au rendez-vous, il a cru bon d'annoncer la couleur dès le lendemain de son élection,c'est comme s'il avait dit au Mauduit et consorts, messieurs assez joués, il n'y a rien à gratter, maintenant passons aux choses sérieuses.

Le ressentiment de Mauduit et ses semblables est d'autant plus grand, que justement il leur est impossible de "*décrire les causes, (de) dégager les racines*" de leurs propres illusions ou de leur aveuglement, car il leur faudrait caractériser précisément le PS et ils n'y tiennent pas, pour la bonne raison qu'ils sont eux mêmes sur une ligne opportuniste ou intenable, cela reviendrait à dévoiler que leur ligne politique a les mêmes causes ou racines que celle de Hollande ou du PS, que tous sont subordonnés au régime, aux institutions qu'ils dénoncent à l'occasion mais sont totalement incapables de combattre, finalement ils sont comme la pseudo-gauche, ils n'ont absolument rien d'autre à proposer, aucune alternative cohérente ou sérieuse à la politique actuelle du gouvernement Hollande-Valls.

Ces gens-là vivent (bien) ou se nourrissent des contradictions du régime qui remontent sur Hollande et le gouvernement, c'est leur fond de commerce. Du coup, ils n'ont nullement l'intention de le combattre ou de le renverser, c'est là qu'ils rejoignent Hollande et le PS qui ont pour mission de les gérer au mieux pour le compte de la classe dominante.

Mauduit et ses semblables incarnent les intérêts de certaines couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, qui espéraient fort de leur soutien que Hollande se montrerait plus généreux envers eux, ils sont déçus et le font savoir bruyamment, voilà tout. Le capitalisme leur va très bien. -ndlr)

"S'agissant tout d'abord de Hollande, de sa campagne puis de la trahison à laquelle le nouveau président se serait livré, dès le lendemain du 6 mai 2012, Mauduit commence par se tromper de diagnostic et, du même coup, de cible. Il repeint ainsi en rose vif un candidat qui, dès la campagne de primaire, avait fait pourtant le choix, ô combien tactique, de n'offrir aucune prise à ses adversaires, de gauche comme de droite. Jamais dans l'histoire de la présidentielle, un candidat socialiste n'avait offert aux électeurs un programme aussi plat. (...) Pour vaincre à tout coup, Hollande en 2012 s'est laissé porter par la vague de l'anti-sarkozysme. D'où son slogan (" Le changement, c'est maintenant ") dont la surface projective, comme on dit en marketing, était d'autant plus large qu'il n'offrait guère de précision sur la nature réelle du changement annoncé."

(Il était écrit d'avance que Hollande une fois élu allait poursuivre la politique de Sarkozy et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Il fallait être extrêmement naïf ou ignorant pour imaginer un instant autre chose. Or, ces gens-là, les Mauduit et Cie. sont tout sauf incultes ou des crétins, ils le savaient pertinemment, à moins qu'ils aient préféré adopter l'attitude mégalomaniacque du petit bourgeois pour lequel ses désirs peuvent se confondre avec la réalité pour peu qu'il en ignore les aspects les plus sombres ou les plus contradictoires avec leur réalisation. - ndlr)

"Cela, Mauduit ne veut en aucun cas l'entendre. Avec lui, il faut que ça rentre. Et si ça ne rentre pas bien, on mélangera les textes et les références en prêtant, s'il le faut au candidat socialiste des engagements qui n'étaient pas directement les siens. A tel point d'ailleurs qu'en lisant le récit qu'il fait de la campagne, on se demande parfois si notre procureur n'a pas oublié qu'au soir de la primaire, c'est Hollande et non Aubry qui a tiré le pompon. Ce qui, au passage, est aussi la preuve que la majorité des sympathisants de gauche réclamait, à l'époque, moins de radicalité que de modération, moins de fidélité au catéchisme socialiste que de crédibilité dans le combat annoncé."

(Effectivement, le choix de Hollande comme candidat du PS ne laissait place à aucune illusion. -ndlr)

"Cette révélation est visiblement stupéfiante pour quiconque veut croire à l'éternelle trahison des élites roses. Plutôt que de reprocher à Hollande l'ambiguïté de certains de ses propos, le vague de quelque unes de ses promesses ou l'habileté à courte vue de slogans ou de formules qui claquent comme des drapeaux tout en étant susceptibles d'interprétations multiples, Mauduit fait donc mine de croire qu'en 2012, la gauche – celle qui allait vaincre – avait mené une campagne, sinon normale, du moins conforme au canons du socialisme de papa (ou de maman)."

(De la même manière que Mauduit s'illusionne sur ce qu'il est ou ses idées. On est en présence de gens qui sont totalement déconnectés de la réalité. - ndlr)

"Cette erreur de jugement lui permet sans doute d'instruire aujourd'hui un procès qu'il avait décrété à l'avance. Elle ne lui permet pas de comprendre – ou de faire comprendre au lecteur – que la vraie faute de Hollande, s'il faut en trouver une, fut de croire qu'un projet a minima - fut-il décliné en 60 engagements - était là clé du succès et de ne pas avoir compris qu'en se taisant sur l'essentiel, il allait nourrir, paradoxalement, des espoirs de changement souvent contradictoires et surtout bien plus forts que

ceux auxquels il entendait répondre."

(Mauduit instruit le procès de Hollande parce qu'il est incapable de faire celui du capitalisme qui porterait un coup mortel à ses propres idées. - ndlr)

"C'est surtout ça qu'il paye aujourd'hui au prix fort. Des mots creux plutôt que des promesses fallacieuses. Un manque viscéral de pédagogie plutôt qu'un retournement de veste. De la tactique pour gagner plutôt que du courage pour gouverner ensuite. Mais les préjugés idéologiques de Mauduit sont tels qu'il préfère fausser le jeu plutôt que de le comprendre."

(Il n'a pas vraiment le choix, les Sapir, Mélenchon et toute la ribambelle d'intellectuels qui nous abreuvent d'articles critiques sur le capitalisme en sont exactement au même point. Réduit à l'impuissance, ils se retrouvent face à face avec leurs propres contradictions et certains ne le supportent pas, ils en deviennent pathétiques. Quand on a réussi à se persuader qu'une idée fausse était juste et qu'on a construit un système de pensée dessus, il est pratiquement impossible d'en sortir.

Cela vaut pour la plupart des militants des différents partis qui sont convaincus d'avoir raison et qui font fausse route. Il est vain de vouloir les convaincre du contraire, à quelques rares exceptions près qui confirment la règle, d'où le peu d'intérêt de s'y attarder, sauf à avoir du temps à perdre, or il nous est compté. - ndlr)

Commentaire d'un internaute à la suite de cet article.

- *"Non, l'auteur de l'article ne cherche pas à nous expliquer que Hollande n'a pas trahi ses électeurs. Il nous montre simplement le côté foireux de la "démonstration" de Mauduit, qui part du présupposé que les socialistes ... l'étaient, ce qui l'autorise ensuite à des raccourcis approximatifs et des relations de causes à effet, complètement abracadabrantésque comme dirait l'autre. C'est différent."*

ACTUALITE EN TITRES

[Ils ne savent plus quoi faire de leur fric, c'est cela la crise.](#)

- Enchères: le marché de l'art contemporain bat tous les records - AFP

[Je t'aime, moi non plus...](#)

- *« Nicolas Sarkozy est clairement le leader de l'UMP »* selon Raffarin - Public Sénat

- Bygmalion : la version de Sarkozy contredite - Liberation.fr

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP - Francetv info

[Résistance passive](#)

- Grève à Air France: négociations dans l'impasse, pilotes dans la rue - AFP

- Les hospitaliers dénoncent « *les attaques en règle de nos professions* » - LeMonde.fr

Mardi après-midi, l'assemblée générale du mouvement a tranché en faveur d'une participation à l'action de la CGT, nourrie par les mêmes craintes et les mêmes espoirs. LeMonde.fr 23.09

- Grève en Grèce contre les suppressions d'emplois dans le public - Reuters

[Parce qu'elles sont plus cruelles ou cyniques !](#)

- Avec des femmes à leur tête, les entreprises se portent mieux - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'union nationale pour soutenir une imposture, comment cela s'appelle-t-il ? Un complot contre le peuple.

Avant de lire ce qui suit, il faut avoir à l'esprit qu'ils détiennent tous les mêmes informations que nous, ils savent tous comment a débuté le processus qui a conduit à la situation actuelle en Irak et en Syrie, tous connaissent la véritable nature de l'Etat Islamique et quels sont ses commanditaires ou chefs réels.

- La droite soutient le gouvernement dans son engagement militaire en Irak - LeMonde.fr
- Débat sur l'Irak: le PS attend un "rassemblement de soutien" au gouvernement - AFP
- Une forme d'unité nationale pour soutenir l'exécutif - LeFigaro.fr

En dépit du «soutien prudent» des écologistes et des «interrogations» des communistes, une forme d'unité nationale prévaudra mercredi après-midi à l'Assemblée nationale et au Sénat lors du débat sans vote organisé à la demande du président de la République après les premières frappes aériennes françaises contre un dépôt logistique des terroristes de l'organisation Daech dans le nord de l'Irak, le 19 septembre.

L'ancien premier ministre François Fillon, qui interviendra mercredi après-midi au nom du groupe des députés UMP, réclamera «l'unité nationale» face «à la barbarie et au terrorisme» en soulignant que cette unité nationale «commande la transparence».

Le président du groupe UDI, Philippe Vigier, a jugé mardi «l'unité nationale indispensable» autour des frappes françaises en Irak, comme l'avaient fait les centristes pour le Mali et la Centrafrique.

Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, expliquera que «la France doit prendre ses responsabilités face à toutes les menaces terroristes», qu'il évoquera.

Au nom des Verts, François de Rugy défendra un «soutien prudent» aux frappes françaises, souhaitant que le gouvernement «clarifie les objectifs de cette intervention». L'orateur des radicaux de gauche, Gérard Charasse, approuvera cette opération militaire mais demandera que les États qui la soutiennent «contribuent à son financement». Au nom du groupe GDR, François Asensi (PCF) déplore que l'ONU ait été «totalement évincée» et estime que les interventions militaires occidentales ont «exacerbé les tensions» au Moyen-Orient. LeFigaro.fr 23.09

Le Front de la guerre impérialiste. Fuyez le Front de gauche ou cessez de parler en notre nom.

Désolé pour le titre qui va en agacer certains, il faut bien appeler les choses par leurs noms, non ? C'est parce qu'on s'y est refusé qu'on en est où nous en sommes, avis aux décomposés et sclérosés en tous genres. C'est le genre de faiblesse qui peut nous être fatale, chacun devrait y réfléchir.

L'union nationale signifie aussi que la gauche est morte, qu'il n'existe aucun parti au Parlement qui représente les intérêts des travailleurs.

En famille. Valls aux patrons allemands : Notre entreprise de démolition sociale doit être menée jusqu'au bout.

- "J'aime l'entreprise", répète Valls en allemand devant le patronat à Berlin- AFP

"Ich mag die Unternehmen!" ("J'aime les entreprises"), a-t-il lancé à la tribune, déclenchant des applaudissements dans le parterre d'industriels allemands, réunis à Berlin pour la congrès annuel de leur puissante fédération BDI.

"J'ai dit à vos homologues français ma confiance dans l'entreprise. J'ai dit, aussi, ma conviction: c'est avec les entreprises que nous gagnerons, en France, en Allemagne, et en Europe, la bataille de la croissance et de l'emploi".

"Mais, si l'Allemagne a su faire des réformes avec succès, pourquoi la France ne pourrait-elle pas aussi réussir ? Bien sûr, il faut du temps. Mais quand la volonté existe, quand les orientations sont claires, quand l'ensemble du pays est mobilisé, alors il n'y a pas de raison pour que les choses n'avancent pas. Oui, la France avance. Elle se met en mouvement. Et je veux saisir cette occasion qui m'est donnée pour en faire devant vous la démonstration", a ajouté le chef du gouvernement français.

"Vous le voyez, la France se réforme", a-t-il dit, énumérant les réformes menées ou en projet en France. Le Premier ministre doit d'ailleurs prochainement dévoiler un agenda social, selon son entourage. AFP 23.09

Il n'est jamais aussi à l'aise pour s'exprimer que devant un parterre de patrons, son milieu naturel.

Règlement de compte entre "enfoirés".

- Aquilino Morelle : «*Ca va saigner*» - Liberation.fr

- Aquilino Morelle crie sa haine envers cet «*enfoiré*» de François Hollande - 20minutes.fr

Dans un entretien à paraître ce jeudi dans le Nouvel Obs, l'ancien conseiller en communication de François Hollande n'y va pas avec le dos de la cuillère avec son ancien patron, qu'il qualifie d'«*enfoiré*». Amer du sort qui leur a été réservé à lui et à son épouse, Laurence Engel, l'ancienne directrice de cabinet d'Aurélie Filippetti limogée elle aussi, Morelle a soif de vengeance.

Tenu au courant par ses amis journalistes alors que le fameux numéro de Closer n'est pas encore sorti, c'est lui qui tente d'aborder le sujet avec François Hollande, raconte-t-il à l'hebdomadaire. «*J'ai vu François nu, plus bas que terre, je l'ai ramassé à la petite cuillère. Peu à peu, il s'est relevé. Alors il n'a plus supporté mon regard*», analyse-t-il.

Pour le médecin et ancienne plume du Président, François Hollande a offert sa tête à Mediapart, estimant que le chef de l'Etat était au courant de l'article qui se préparait et n'en a pas empêché la sortie. Aquilino Morelle aurait ensuite laissé éclater sa rage lorsque le Président lui a demandé de quitter les lieux: «*Et toi tu n'as jamais fait de connerie, peut-être? Aller te faire gauler rue du Cirque, avec ton casque, comme un débutant...*» 20minutes.fr 23.09

En complément

- Détournement de fonds publics: La députée Sylvie Andrieux condamnée à un mois de prison ferme - 20minutes.fr

On comprend mieux pourquoi les Américains ont envoyé 3.000 soldats au Libéria.

- Ebola: l'épidémie "explose", le Liberia agite le spectre de la guerre civile - AFP

L'épidémie d'Ebola, en croissance "explosive", risque de contaminer 20.000 personnes d'ici à novembre à moins d'un renforcement spectaculaire des moyens de lutte, a averti mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Liberia agitant le spectre d'un retour à la guerre civile.

"Nous sommes dans une troisième phase de croissance de l'épidémie" qui est "explosive", a déclaré à Genève un des co-auteurs de l'étude et directeur de la stratégie à l'OMS, le Dr Christopher Dye.

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest, la plus grave de l'histoire de cette fièvre hémorragique identifiée en 1976, a tué au moins 2.811 personnes sur 5.864 cas, selon le dernier bilan de l'OMS arrêté au 18 septembre: 1.578 morts au Liberia, 632 en Guinée, 593 en Sierra Leone et 8 au Nigeria.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a qualifié le 18 septembre cette épidémie de "menace pour la paix et la sécurité internationales", une première pour une urgence sanitaire. AFP 23.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: les séparatistes annoncent des élections, camouflet pour Porochenko - AFP

Les séparatistes prorusses ont annoncé mardi l'organisation d'élections présidentielle et législatives en novembre dans l'est de l'Ukraine, rejetant le plan de paix de Kiev au moment où une zone tampon se met en place le long de la ligne de front.

L'annonce de scrutins simultanés le 2 novembre dans les régions russophones de Donetsk et de Lougansk, théâtre de combats entre rebelles et militaires qui ont fait près de 2.900 morts depuis avril, est un camouflet pour le chef de l'Etat ukrainien qui avait proposé aux séparatistes le principe d'un "statut spécial" pour trois ans.

"Nous envisageons d'organiser les élections du conseil suprême (parlement, ndlr) et du chef de la République le 2 novembre", a finalement répondu le "Premier ministre" de la "République populaire de Donetsk" (RPD), Alexandre Zakhartchenko, en précisant qu'il n'était pas question d'organiser les législatives ukrainiennes proposées par Kiev et fixées au 26 octobre.

"Nous avons notre conseil suprême et nous décidons nous-mêmes quelles élections organiser et à quelle date", a-t-il indiqué, cité par l'agence de presse russe Interfax.

Dans la foulée, la région séparatiste voisine de Lougansk faisait de même. Les élections présidentielle et législatives *"auront lieu simultanément avec la RPD le 2 novembre"*, a déclaré le président du conseil suprême de la République de Lougansk, Alexeï Kariakine, à l'agence officielle russe Itar-Tass.

2- Monaco

La monarchie ou le règne de l'absolutisme en matière d'injustice. Et dire qu'elle doit servir de modèle au nouvel ordre mondial...

- A Monaco, une insulte contre le prince mène un Tunisien en prison - Francetv info

Insulter la famille princière peut coûter cher à Monaco. Un Tunisien de 28 ans a pu le vérifier : il a été condamné, mardi 23 septembre, à trois mois de prison ferme par la justice monégasque. Une peine bien supérieure aux réquisitions du parquet, qui avait demandé huit jours de prison et 1 000 euros d'amende.

Le jeune homme, poursuivi pour injures publiques au souverain et à la famille princière, comparaissait menotté dans le cadre d'une procédure de flagrant délit. Ce résident niçois avait par ailleurs déjà été condamné plusieurs fois en France.

Mercredi dernier, alors qu'il se rendait dans une annexe du palais de justice pour chercher le service des accidents du travail, il avait, selon l'accusation, lancé des menaces en apercevant un appariteur. Face à l'employé qui l'incitait à se calmer, il avait poursuivi en insultant de manière vulgaire le prince et la famille princière. Une greffière avait alors aussitôt alerté la police et le jeune homme avait été interpellé puis placé en garde à vue.

Lors de l'audience de mardi, l'homme a contesté les faits, évoquant un *"malentendu"*, et assurant n'avoir pas insulté le prince. La justice du Rocher n'a pas été convaincue. Francetv info avec AFP

SOCIAL

France

- Forte hausse de salaire pour les femmes de chambre du Park Hyatt à Paris - AFP

Après trois jours de grève, les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets, salariés de la sous-traitance de l'hôtel Park Hyatt Paris-Vendôme ont obtenu de fortes hausses de salaires, alignés sur ceux des palaces, a annoncé mardi la CGT.

"C'est un accord historique, nous avons obtenu de 380 à 420 euros par mois en comptant les primes. On demandait l'alignement sur les salaires des palaces: pour les femmes de chambre, valets et équipiers 1.870 euros brut et pour les gouvernantes 2.200 euros brut", a affirmé à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

Contactée par l'AFP, la direction du palace de la rue de la Paix (2e) a confirmé que son sous-traitant Luxe et Tradition avait signé un accord avec les personnels. Luxe et Tradition n'a pas souhaité s'exprimer.

"Du balayeur à la gouvernante générale, tout le monde a été augmenté du salaire de base de 300 euros et, avec les primes, on est entre 380 et 420 euros d'augmentation par mois", s'est félicité le syndicaliste, en précisant que l'accord concerne 80 salariés.

Les équipiers sont les salariés qui s'occupent de la manutention, explique-t-il et, *"comme c'est un travail très pénible, nous avons obtenu de les aligner quasiment sur les salaires des femmes de chambre"*.

Ces salariés ont entamé vendredi une grève illimitée avec ceux du Hyatt Paris Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement) pour obtenir leur intégration, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. AFP 23.09

En complément

- Face à la polémique, Madrid retire son projet de loi sur l'IVG - 20minutes.fr

[Haut de page](#) 

Le 25 septembre 2014

CAUSERIE

Pourriez-vous me dire de quoi parlent les gens autour de vous, au bistrot, vos collègues de travail ?

[De Bernstein à Gluckstein.](#)

Le POI, *Informations ouvrières* (n°320) consacre pas moins de quatre pages, dont sa couverture, au mouvement social des pilotes d'Air France. D. Gluckstein y consacre même son éditorial.

Littéralement obnubilé par l'Union européenne mais visiblement pas par les institutions de la Ve République, il écrit : "La satisfaction de cette revendication (le retrait du projet Transavia Europe - ndlr) ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités", ben voyons pour un peu l'abolition de l'UE serait en route, balivernes ! La suite de son éditorial, sur lequel nous reviendrons plus loin et qui confine à la confusion à première vue, apporte une précision sur les véritables intentions politiques du POI.

Que l'on soutienne les pilotes d'Air France, d'accord, mais de là à y consacrer 4 pages, c'est du délire ! Sans doute que l'engagement militaire de 29 pays dont la France contre les peuples irakien et syrien aurait mérité cette place pour contrer la propagande officielle, on aura le droit à deux demi-colonnes en page 13 sous la forme d'un communiqué de presse de l'AFP sans la moindre analyse, lamentable désertion.

Sinon on aurait préféré qu'il fasse la Une avec les femmes de chambres de Park Hyatt qui ont obtenu plus de 380 euros d'augmentation de salaire en comptant les primes, mais bon apparemment ce n'est pas leur fond de commerce, une couche bien trop basse sur l'échelle sociale et surtout étrangère à leurs militants et leurs lecteurs de prédilection.

Là aussi, ils y ont consacré deux demi-colonnes en page 7 sous la forme d'un entretien avant l'annonce du dénouement de leur lutte, alors qu'il était intervenu le 23, un jour avant le bouclage de leur journal, mais manifestement ils avaient décidé que les pilotes d'Air France étaient prioritaires.

C'est à croire que les dirigeants du POI font tout pour faire fuir les militants les plus déterminés qui envisageraient de rejoindre leur parti et qui ne se figurent pas adhérer à un parti démocratique petit bourgeois. De notre côté on essayait d'attirer nos lecteurs vers le POI parce que nous pensions sincèrement qu'il était le plus approprié pour s'organiser et mener le combat politique, maintenant nous sommes désolé et nous comprenons leur réticence, leur désarroi ou leur refus catégorique. Nous y reviendrons plus loin.

Nous estimons que le combat de ces femmes de chambres qui ont arraché une augmentation de salaire considérable pouvait constituer un exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière, contrairement à la résistance des pilotes dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas pour avoir un statut nettement inférieur, qu'ils considèrent à tort comme des privilégiés, alors que leur énorme responsabilité n'a pas de prix ou justifie un salaire élevé et des avantages particuliers qu'on ne discute pas.

Il suffit de lire les pages suivantes d'*Informations ouvrières* pour s'apercevoir qu'ils ne s'adressent qu'aux couches les plus favorisées de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, et qu'ils négligent de s'adresser à l'immense masse des travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de l'ensemble des travailleurs.

Ce sont ces dizaines de millions de travailleurs qui vivent l'angoisse au ventre la précarité sociale qui tend à se généraliser, qui ont en permanence suspendue au-dessus de leur tête l'épée de Damocles du chômage qui les menace, qui sont incapables de dire de quoi sera fait leur avenir ou même le lendemain, qui sont de par leur condition les plus portés à s'en prendre au régime et aux institutions dont ils n'attendent rien de bon, ce qui n'est pas le cas des travailleurs qui sont bardés de diplômes ou bénéficient

d'un statut spécial, de garanties, qui n'ont plus qu'à attendre la retraite, même si celle-ci à tendance à être repoussée toujours plus tard, qui ne risquent pas d'être licenciés et d'être jetés à la rue parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs traitements, situation relativement confortable, bien que de nos jours s'accompagnant de bien des désagréments avec lesquels on peut encore vivre comparé à la situation du travailleur dont la vie est brisée nette du jour au lendemain.

Le POI préfère recruter des pilotes d'avion dont le statut s'apparente à celui des classes moyennes, plutôt que de recruter des ouvriers ou des employées qui sont en bas de l'échelle sociale, c'est le choix de ses dirigeants, c'est leur droit, maintenant on conçoit très bien que des travailleurs ou des militants qui ont une autre conception d'un parti ouvrier n'aient pas envie de rejoindre un tel parti ou qu'ils estiment ne pas y avoir leur place, c'est dommage.

Reprendons l'éditorial de Gluckstein.

- *"La satisfaction de cette revendication ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités. Elle éclairerait concrètement la réponse à la question posée de l'issue politique : une issue politique qui, se libérant des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme, permettrait à la démocratie de se frayer la voie à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même."*

Cela revient à abandonner le combat pour le socialisme qui serait réalisé dans le cadre du capitalisme.

Donc si on a bien compris, écrivez-nous si nous commettions une méprise, ce serait la démocratie sociale qui ouvrirait la voie à la démocratie politique, autrement dit à partir de là le combat politique n'a plus aucun sens ou plus aucun raison d'être. Ce qui revient à dire qu'il serait possible de satisfaire nos revendications sans changer de système économique, sans changer de mode de production, sans exproprier les capitalistes, sans renverser le rapport de domination de classe, sans renverser l'ordre établi, sans même abolir les institutions de la Ve République, car il dit bien qu'"une issue politique" ou la la "démocratie" se fraierait la voie "à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même." comme si mécaniquement une fois une revendication sociale satisfaite, spontanément la classe ouvrière trouverait la voie du socialisme et poserait la question du pouvoir sans y avoir été préparée, sans qu'on sache ni comment ni pourquoi...

Il faudrait qu'il nous explique comment "à partir de la satisfaction des revendications", la classe ouvrière parviendrait à se libérer "des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme", mystère, à moins que les syndicats corrompus jusqu'à la moelle l'inscrivent dans leurs programmes, ce n'est pas sérieux. On aura compris qu'en procédant de la sorte, non seulement il sera impossible d'en finir avec la Ve République et de rompre avec l'UE, et l'essentiel de nos revendications ne seront jamais satisfaites non plus, puisqu'il faudrait commencer par liquider les institutions de la Ve République ou s'emparer du pouvoir politique pour enfin pouvoir envisager de satisfaire nos revendications sociales. Peut-être aurais-je mauvaise mémoire, mais je crois me souvenir que lorsque des revendications sociales ont été satisfaites, les travailleurs s'empressent de reprendre le travail au lieu de continuer le combat sur le plan politique, en revanche lorsque le gouvernement s'obstine à refuser de satisfaire leurs revendications sociales, ils se radicalisent et peuvent en venir à poser la question du pouvoir politique...

La démocratie à laquelle il est incapable de donner un nom et on comprend pourquoi, ne peut découler d'un mouvement social qui se donnerait pour unique objectif la satisfaction de revendications sociales, il faudrait que dès le départ il se fixe des objectifs politiques ou qu'il ait conscience de la nécessité de se fixer des objectifs politiques, que les conditions existent pour qu'un tel développement politique se réalise, pour espérer satisfaire ses revendications sociales, pour prétendre vaincre, donc s'emparer du pouvoir. Apparemment ce n'est ni le processus politique ni l'objectif que fixe Gluckstein au combat du mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière.

Si je ne me trompe pas, c'était une des leçons de la révolution de 1905 en Russie, qui tirant les enseignements de la Commune de Paris avaient lié, bien que de manière assez sommaire, revendications sociales et objectifs politiques. Les 12 années suivantes permettront de rectifier le tir pour finalement les rendre indissociables, de telle sorte qu'en octobre 1917 les masses seront prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir avec le parti bolchevik.

Il ne semble pas que ce soit la voie que préconise le POI qui a rompu avec ces enseignements.

On a là la confirmation de la nature petite bourgeoisie de la tendance trotskiste dit "lambertiste", qui d'un socialisme révolutionnaire de façade s'est toujours accommodée du réformisme qu'incarnera le PS et l'appareil de FO des années 40 à la fin des années 70, le temps de l'illusion des "Trente glorieuses" avec laquelle ils ont frayé pour finalement abandonner le drapeau et le programme de la révolution socialiste... et prendre pour ainsi dire la place du PS laissée vacante une fois devenu social-libéral, place que d'autres partis comme le PG revendiquent, le PCF par exemple.

C'est désolant, désespérant ! On est en présence d'usurpateurs.

Cela va peut-être surprendre le militant qui m'avait interpellé suite à mon appel à rejoindre le POI, après avoir exprimé de nombreuses critiques sur ce parti, ce qu'il vient de lire ne remet pas en cause mon engagement au côté du POI, cela dit, si je vivais

en France ses dirigeants refusaient de me compter parmi leurs militants.

Que ce militant ou ceux que cela intéresse se penchent sur le fonctionnement du parti bolchevik de Lénine, ils seraient surpris de constater que dans sa presse étaient publiées des positions ou des lignes politiques contradictoires sans pour autant que leurs auteurs en soient exclus, parce que tous, tout du moins en apparence ou théoriquement combattaient dans la même direction et non pas sous la même direction, ne faites pas la confusion, parfois ou souvent ils combattaient sous la même direction quand la majorité rejoignait les positions de Lénine, quant aux militants de bases ou les cadres qui étaient en contact avec la classe ouvrière, ils se passaient de sa permission pour adopter les positions de Lénine, ils se moquaient de leurs dirigeants.

La direction du parti bolchevik ira jusqu'à censurer Lénine, refuser de publier ses articles avant la révolution russe de 1917, quelque part Lénine était un dirigeant ou un militant comme un autre dans son parti, pas toujours parce qu'il les surpassait tous par ses qualités, parfois, et le tour d'après c'était lui qui imposait ses articles et laminait ses adversaires, tout cela sans exclusion ou sans effusion de sang...

Bref, c'est le parti le plus démocratique qu'a connu le mouvement ouvrier international jusqu'à nos jours, il n'a jamais existé d'équivalent depuis.

Vous comprenez pourquoi je me revendique du léninisme, cela va peut-être vous paraître prétentieux peu importe, j'ai une idée du parti que j'estime supérieur à celui des dirigeants du POI, et surtout à tout intérêt personnel que je ne confonds pas avec la cause que j'entends servir.

Je me suis demandé si je devais ou non publier ces lignes, et puis je me suis dit qu'au point où nous en sommes, au fond du trou, c'était préférable de s'exprimer publiquement. Depuis août 2008 où j'ai commencé à rédiger ces causeries, le PT puis le POI n'ont publié pratiquement aucun article sur la multitude de sujets que nous avons abordés, alors si je devais me censurer moi-même, autant arrêter tout de suite de s'exprimer et fermons ce portail.

A quoi ça sert ?

Briseur de grève anonyme par voie de pétition via Internet.

- Les pétitions en ligne, nouveaux vecteurs de la revendication - LeMonde.fr
- Les personnels au sol d'Air France manifestent contre les pilotes « *nantis* » - LeMonde.fr

Air France. Une pétition, « *lancée par un salarié anonyme* » sur Internet, a circulé ces derniers jours dans l'entreprise. Plus de 400 personnes l'ont signée. « *Parce qu'il faut que cette grève cesse, implore un cadre des services de maintenance. On est vraiment désolé de l'image que ça donne de la compagnie.* »

L'agacement est d'autant plus fort que les salariés ont l'impression d'avoir consenti d'importants efforts pour remettre leur entreprise à flot.

Les pilotes sont traités de « *nantis* », soucieux de protéger leurs acquis au détriment de la croissance du groupe. Leur principale revendication, le retrait du projet de développement européen de la filiale low cost d'Air France, Transavia, est incompréhensible pour les cadres.

Engluée dans un conflit dont elle peine à se dépêtrer, la direction d'Air France devrait apprécier ce soutien. A en croire certains, ce serait même elle qui aurait orchestré le rassemblement.

« *C'est bien la direction qui a distribué les banderoles, je l'ai vu* », confesse un participant opposé au mouvement des pilotes, mais atterré par la stratégie « *lamentable* » des dirigeants d'Air France. LeMonde.fr 24.09

Cela n'aura servi à rien.

- Air France renonce à son projet de Transavia Europe - Reuters

La direction d'Air France se dit prête mercredi soir, au 10e jour de grève des pilotes, à retirer son projet de développer des filiales européennes pour sa compagnie low-cost Transavia et appelle en conséquence les pilotes à une reprise "immédiate" du travail.

Pressée par le gouvernement de trouver une solution rapide pour mettre fin à la grève des pilotes, la compagnie aérienne ajoute dans un communiqué qu'elle entend néanmoins poursuivre le développement de sa filiale Transavia en France pour rivaliser avec les compagnies à bas coûts étrangères.

"Avec le retrait du projet Transavia Europe, il n'y a désormais plus aucune raison de faire grève car plus aucune crainte de délocalisation ne peut subsister", déclare Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France-KLM, cité dans le communiqué.

"Notre projet Transavia est un projet 100% pour la France", ajoute le dirigeant.

Le gouvernement est intervenu mercredi dans le conflit en annonçant l'abandon du projet contesté de filiales européennes low-cost, mais la direction de la compagnie s'en tenait jusqu'à maintenant à son offre de *"suspension"* de Transavia Europe le temps des négociations.

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait mis la pression sur la direction d'Air France en réclamant une solution de sortie *"pas dans les jours, mais dans les heures qui viennent"* afin de ne pas mettre la compagnie *"en danger"*.

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, avait annoncé mercredi matin sur RMC le retrait par la direction du projet Transavia Europe, la principale revendication des pilotes, ce que la compagnie avait aussitôt démenti.

Le PDG d'Air France, Frédéric Gagey, a réitéré l'engagement d'Alexandre de Juniac formulé lundi : suspension de Transavia Europe jusqu'en décembre, puis retrait dans l'hypothèse où les négociations échouaient.

"On a bien compris qu'il fallait réexpliquer le projet et surtout discuter avec les partenaires sociaux pour trouver les conditions qui permettraient de reprendre", a-t-il expliqué sur Europe 1. *"Alexandre de Juniac était parfaitement clair, (...) : si effectivement cette négociation n'arrivait pas à aboutir il le retirerait."*

L'intervention du gouvernement, jusqu'ici observateur dans le conflit, est allée dans le sens des revendications des pilotes, qui réclamaient le retrait *"sans conditions"* de Transavia Europe.

Le SNPL, syndicat de pilotes majoritaire, avait demandé mercredi après-midi qu'Alexandre de Juniac, qui cristallise les critiques au sein de l'entreprise, *"se rapproche des positions du gouvernement et qu'il abandonne son projet de Transavia Europe"*.

"Notre volonté aujourd'hui, c'est de lever la grève le plus vite possible et dans les heures qui viennent et pour cela, il y a un certain nombre de conditions, dont l'arrêt définitif du projet Transavia Europe", a déclaré Jean-Louis Barber, porte-parole du SNPL, devant la presse. lemonde.fr 24.09

ACTUALITE EN TITRES

C'est votre imposture qui l'a tuée, c'est vous le responsable monsieur Hollande.

- François Hollande : « *Hervé Gourdel est mort parce qu'il était français* » - LeMonde.fr

Pour l'avoir armé, on ne peut pas être juge et partie !

- Hollande : « *La France ne cédera jamais au terrorisme* » - [Public Sénat](http://Public.Sénat)

Sinon il faudrait qu'il commence par démissionner !

- *"Bachar Al-Assad ne peut pas être un partenaire"* dans la lutte contre l'Etat islamique, selon Valls [Francetv info](http://Francetv.info)

On ne peut pas partager les objectifs politiques des barbares et être le *"partenaire"* de Bachar Al-Assad, on comprend. Et puis Valls a déjà les partenaires sociaux...

On s'en fout !

- Un otage touareg décapité par des islamistes au Mali - Reuters

- Paris : Paris: Un cadavre repêché dans le canal Saint-Denis - 20minutes.fr

Effet saisonnier.

- Le chômage baisse de 0,3% en août - Reuters

Baisse des inscriptions à Pôle-emploi au mois d'août, augmentation des radiations administratives, emplois saisonniers en hausse.

Travail au noir : les Français notent une hausse - LePoint.fr

La lutte à mort est engagée !

- Nicolas Sarkozy n'a "pas vraiment" changé selon François Fillon - AFP

- «*Je vais te tuer*»: La menace de Sarkozy adressée à Juppé selon le Canard Enchaîné - 20minutes.fr

- "La suspension de l'enquête ne change rien à la mise en examen de Sarkozy" - Le Nouvel Observateur

- France 3 accusé de censure pour un reportage sur Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Le sénateur-maire UMP Grosdidier renvoyé devant la justice pour détournement de fonds AFP

Et c'est reparti avec "l'axe du mal" !

- Barack Obama justifie l'emploi de la force contre « *le mal* » - LeFigaro.fr

Alors que l'impérialisme américain n'a cessé de guerroyer à travers le monde depuis 1945.

- Intervention en Irak : «*Notre sécurité nationale est en jeu*», prévient Valls - LeParisien.fr

Le discours de Bush et Obama.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un psychopathe fanatique s'invente un ennemi pour justifier sa folie meurtrière et entraîner le peuple derrière lui.

Personne, aucun pays n'a attaqué la France à notre connaissance, pas plus les Etats-Unis qui sont malgré tout en guerre contre tous un tas de pays et peuples pour des intérêts purement mercantiles.

En ne soutenant ni le gouvernement irakien, ni le gouvernement syrien, ils démontrent que leur objectif n'est pas de défendre ou de rétablir la souveraineté de ces pays, mais bien de finir de les liquider, soit en orchestrant leur partition, ce qui poserait la question de leur viabilité et de leur stabilité à long terme difficilement réalisable en raison du chaos qui s'en suivrait, soit en adoptant une sorte de fédéralisme, en les découpant en régions autonomes dotées de pouvoirs discrétionnaires en matière de gestion de leurs ressources naturelles de façon à ce qu'elles soient pillées plus facilement par les multinationales américaines, britanniques et françaises, selon un découpage réalisé sur des bases ethniques ou confessionnelles de manière à obtenir le soutien des potentats locaux qui de fait détiendraient le pouvoir et s'enrichiraient sur le dos de leur population, et d'un pouvoir central fantoche directement relié à Washington, sans réel pouvoir, qui ne conserverait que les attributs liés à la fonction de représentation diplomatique d'un Etat à l'extérieur du pays, la banque centrale et la monnaie demeurant commune aux différentes régions dans un pays dont l'économie repose essentiellement sur l'exportation du pétrole, la politique monétaire dépendrait du cours du pétrole et du dollar, quant à la politique sociale, elle serait laissée à la discréction des parlements des différentes régions.

La partition et le fédéralisme présentent autant d'avantages que d'inconvénients, de risques de chaos perpétuel dès lors qu'il n'existe plus de pouvoir centralisé fort ou qui concentre le pouvoir, d'autant plus que l'essentiel des richesses produites ne profitent pas à la population ou ne sont pas destinées au développement des infrastructures du pays, à l'élévation du niveau de vie de la population.

Après tout, du moment que les affaires continuent, que le pétrole coule à flot et que l'exploitation du gaz ne connaît pas de répit, à quoi bon se soucier du sort de ces populations, on allait oublier l'industrie de l'armement qui se porte très bien, merci pour elle.

La Valls des "assassins".

- Valls défend l'intervention en Irak contre les jihadistes "assassins" de l'EI - AFP

(Qui a commencé en 1983 à bombarder l'Irak, qui sont les "assassins" du peuple irakien, qui a détruit ce pays sinon les alliés américains de monsieur Valls. - ndlr)

"Ce n'est pas notre intervention qui nous expose au terrorisme", a répliqué le Premier ministre devant les députés, jugeant que "la sécurité nationale est en jeu", "comme jamais" au cours des dernières années.

(Discours délivrant d'un tyran. En réalité, votre "intervention" militaire s'apparente au terrorisme d'Etat dans la mesure où vous piétinez le droit à l'autodétermination du peuple irakien contre lequel vous êtes en guerre par organisations terroristes interposées. -ndlr)

"Nous ne faillirons pas, nous ne tremblerons pas. Face à la menace, face au chantage, la France ne cède pas", a lancé M. Valls.

(C'est vous et vos alliés qui avez contribué à fabriquer cette "menace", ces organisations de mercenaires sanguinaires dont le peuple irakien est la principale victime et non la France, pour ensuite prétendre lui venir en aide et justifier votre intervention militaire qui en réalité vise la main mise sur son pétrole. -ndlr)

Ce combat sera "de longue haleine", a prévenu le Premier ministre: la France, qui doit mener de nouvelles attaques aériennes dans les prochains jours, frappera "jusqu'à ce que l'armée irakienne ait retrouvé la supériorité" sur le groupe EI, que les autorités françaises ne désignent plus que par l'acronyme "Daech".

(Qui a affaibli, neutralisé l'armée irakienne, sinon vos alliés américain et britannique pour mieux permettre à EI de s'emparer de régions entières d'Irak, organiser l'exode de leurs populations, les massacrer. Vous allier aux Américains fait de vous un complice des crimes horribles de masse perpétrés par EI. -ndlr)

Pas question en revanche d'aller frapper également en Syrie, a confirmé Manuel Valls, même si le dirigeant syrien Bachar al-Assad "ne peut absolument pas être un partenaire dans la lutte contre Daech". La France ne fera que soutenir l'opposition syrienne "modérée" au régime, via un soutien "civil et militaire accru".

(L'opposition syrienne "modérée" créée à Londres est un cynique euphémisme qui ne sert qu'à couvrir le soutien "civil et militaire accru" que vous apportez en réalité au Front Al-Nosra et à l'Emirat Islamique afin d'en finir avec Assad, votre unique objectif, celui des Américains. -ndlr)

La quasi-totalité des partis politiques approuve la décision du président François Hollande de déclencher des frappes aériennes en Irak.

(Vous avez dit tous pourris, tous les partis institutionnels du Front national au Front de Gauche, comment pourrions-nous vous désavouer puisqu'ils en font une nouvelle fois la démonstration.

Terrible constat pour bien des militants qui refusent encore de l'admettre, je crois bien que c'est le pire. Pourquoi n'avons-nous pas cessé de vous encourager à regarder toujours la réalité en face aussi dure soit-elle à encaisser, parce qu'on savait que le pire était encore à venir, c'était pour vous y préparer, car fuir la réalité n'a jamais contribué à résoudre aucun problème, bien au contraire, cela vaut dans la vie en général.

Ces partis dits de gauche desservent notre cause, en réalité ils luttent pour une autre cause que la nôtre, il faut en tirer les leçons pratiques et les fuir, en démissionner au plus vite. - ndlr)

A droite comme à gauche, les critiques ou avertissements ne devraient pourtant pas manquer contre les coupes dans les crédits de la défense, qui limitent les capacités des armées, déjà lourdement sollicitées, notamment au Sahel et en Centrafrique. AFP 24.09

Ils en redemandent "à droite comme à gauche", comme quoi ils appartiennent bien à la même famille, au même camp de la guerre contre les peuples, tous les peuples, y compris le vôtre.

Acquitté. Voilà comment ils combattent les "barbares".

Il pourra aller prêcher dans les camps d'entraînement des mercenaires en tous genres au côté des instructeurs américains en Jordanie ou ailleurs dans la région.

- Le prédicateur islamiste Abou Qatada libéré de prison en Jordanie - Reuters

Le prédicateur islamiste Abou Qatada, extradé l'an dernier de Grande-Bretagne après huit ans de procédure, est sorti libre de prison mercredi en Jordanie après avoir été acquitté des accusations de complicité dans un projet d'assassinat de touristes.

La cour de sûreté de l'Etat a conclu à l'insuffisance des charges retenues contre lui.

C'est la seconde fois que la justice jordanienne acquitte Abou Qatada. Fin juin, la cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle il comparaissait alors dans une autre affaire de terrorisme, avait également estimé que l'absence de preuves ne justifiait pas sa condamnation.

Abou Qatada, qui a vécu une vingtaine d'années en Grande-Bretagne, avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la justice jordanienne.

A Londres, le ministère de l'Intérieur a souligné que le prédicateur restait interdit d'entrée sur le territoire britannique. "La justice du Royaume-Uni a jugé qu'Abou Qatada représentait une menace contre la sécurité nationale", a rappelé une porte-parole du Home Office. "Il reste sous le coup d'une mesure d'expulsion."

Abou Qatada est considéré comme proche d'Al Qaïda. Reuters 24.09

[La barbarie s'étend. Le capitalisme rime avec décadence et dégénérescence du genre humain.](#)

- En Allemagne, le Conseil d'éthique propose de dé penaliser l'inceste entre frère et sœur - LeMonde.fr

Les autorités allemandes ont déjà légitimé la zoophilie, les autorités hollandaises la pédophilie, alors pourquoi ne pas franchir un pas de plus qui nous rapprocherait de l'animalité et nous éloignerait un peu plus de la civilisation humaine ?

Un jour j'ai mentionné une vidéo dans laquelle figurait un numéro d'une émission de télévision suisse qui avait été consacrée à l'inceste entre un père ou une mère avec sa fille ou son fils majeurs. Parmi les invités figuraient des Suisses qui s'adonnaient à cette pratique sans être inquiétés par la justice helvétique, émission bonne enfant, qui se déroula tranquillement et se termina en disant pourquoi pas du moment que les deux parties sont adultes et consentantes, légitimant l'inceste.

On peut dire en règle générale, que dès lors que les pulsions sexuelles se développent sans entrave chez l'enfant, il sera attiré naturellement pas le sexe opposé. Maintenant, l'oppression ou la violence qu'il pourra subir de la part de l'un de ses parents ou les deux, pourra se reporter sur son développement sexuel et jouer un rôle inhibiteur, il devra le cacher ou il ne pourra pas en parler avec ses parents, pire, s'ils le réprimaient, il pourrait alors en être gravement perturbé.

Ce n'est pas l'inceste qui me choque, pas plus que d'autres pratiques sexuelles, je suis davantage sensible au fait que la société ne permet à chacun de développer sa sexualité, comme elle ne permet pas à chacun de s'épanouir en général ou d'accéder au bien-être.

C'est si facile de se donner bonne conscience en condamnant certaines pratiques sexuelles sans aller au fond du problème ou en chercher les origines qui sont d'ordre social, qui nous amène à poser la question des rapports sociaux de production qui reposent sur l'inégalité entre les classes, aux rapports qui existent entre classe dominante et classe dominée qui déterminent tous les rapports sociaux dans la société. La violence qui peut se manifester dans un couple ou entre des parents et leurs enfants reproduit ces rapports de dominant à dominé dont la racine réside dans l'existence des classes sociales comme source d'oppression.

Qui en a vraiment conscience dans la société, combien de parents ont cela à l'esprit ? Une minorité tellement infime qu'elle n'est pas quantifiable. On pourrait en dire autant du socialisme ! Ne jetez pas trop vite le socialisme à la poubelle, étudiez-le et réfléchissez au bien-être qu'il pourrait apporter à l'humanité entière.

[Intox.](#)

Quand c'est l'extrême droite sioniste qui orchestre la propagande du gouvernement en soutien à la guerre.

- "Complément d'enquête" : l'antisémitisme est-il de retour en France ? - Francetv info

91%. C'est le chiffre de l'augmentation des actes antisémites en France, en seulement un an. Le CRIF dénonce un «phénomène de masse». Un chiffre qui choque et une communauté juive qui s'inquiète. Francetv info 24.09

L'ONU va sanctionner les pays qui participent à la coalition contre EI et qui ont fourni le gros des troupes d'EI ou les pays dans lesquels les américains et leurs alliés ont porté des jihadistes au pouvoir, qui peut croire un truc pareil ?

- L'ONU va sanctionner les pays qui laissent leurs citoyens partir au jihad - Libération.fr

Un Conseil de sécurité extraordinaire présidé par Barack Obama a adopté mercredi une résolution contraignante pour endiguer le flot des jihadistes étrangers en Syrie et Irak et contrer la menace qu'ils représentent pour leur pays d'origine.

Ce texte contraignant, adopté à l'unanimité, impose aux Etats, sous peine de sanction, d'empêcher leurs citoyens de s'enrôler dans des organisations extrémistes comme l'Etat islamique. Liberation.fr 24.09

Qui vont-il viser ? Les pays du Golf dont l'Arabie saoudite, la Libye qui est leur produit, la France, la Grande-Bretagne , ou ils vont plutôt s'en servir comme moyen de pression contre des pays comme le Liban, la Tunisie, l'Algérie qu'ils veulent également destabiliser ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009 - AFP

Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009, soit l'équivalent de 1.500 euros annuels, selon 60 millions de consommateurs, qui note une augmentation notable du prix des dépenses contraintes, notamment liées au logement ou à la voiture.

Pour calculer ces variations, le magazine de l'institut national de la consommation (INC), s'est basé sur l'évolution des prix, des revenus, et de la consommation des ménages.

Il estime qu'entre 2009 et 2014, le revenu annuel moyen par ménage (incluant salaires, patrimoine et prestations sociales, et déduisant impôts et cotisations sociales) a augmenté de 2,9%, passant de 37.517 euros à 38.591 euros.

Mais parallèlement, les prix ont augmenté de 6,9%, avec notamment une explosion du poids des dépenses contraintes.

elon les estimations du magazine, la hausse des prix du carburant a grignoté 335 euros de pouvoir d'achat depuis 2009, celle de l'électricité 205 euros, et les loyers 175 euros.

Ainsi, les ménages n'ont plus guère "*de prise sur leur situation budgétaire et se retrouvent souvent coincés par des factures sur lesquelles ils n'ont pas la main*", note le magazine, qui pointe la hausse des charges liées au logement et à la voiture comme les plus pénalisantes.

Parmi les autres dépenses, cette fois "*arbitrables*", dont les augmentations ont le plus amputé les revenus, on trouve le tabac (225 euros), la restauration et les cafés (172 euros) ainsi que la viande (146 euros).

"Au final, la perte moyenne de pouvoir d'achat s'établit donc à 1.496 euros, soit -4%" depuis 2009, conclut 60 millions de consommateurs.

Si la hausse des carburants "*a frappé indifféremment toutes les catégories de ménages*", d'autres augmentations frappent plus lourdement certains ménages: "*la hausse des loyers affecte évidemment plus les personnes seules et les familles monoparentales, celle du tabac rogne plus le pouvoir d'achat des jeunes ayant de faibles ressources, des employés ou des ouvriers. (...) Les propriétaires âgés de plus de 75 ans, ayant de modestes pensions, ont subi de plein fouet les hausses de l'électricité, du gaz et du fioul domestique*", détaille Emmanuel Masset-Denèvre, économiste à l'INC. AFP 24.09

On voit ici que ce sont les travailleurs les plus faibles ou défavorisés qui s'appauvrisse, parmi lesquels des fonctionnaires, c'est donc une tragique erreur de ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs...

En complément.

- Au Portugal, le salaire minimum relevé à 505 euros - Liberation.fr

Enorme !

[Haut de page](#) 

Le 26 septembre 2014

CAUSERIE

Quelques points de repères en avant-propos de l'actualité du jour.

Leur problème, quelle réponse doivent-ils fournir à la question : Qui est en guerre contre qui ? De quel genre de guerre s'agit-il ?

Quand la "quarantaine" rime avec absence de liberté.

- Ebola: un million de Sierra-Léonais de plus en quarantaine, réunion à l'ONU - AFP

- Paris déconseille aux Français de se rendre dans une quarantaine de pays - LePoint.fr

C'est la ploutocratie anglo-saxonne-sioniste qui déclenche les guerres depuis un siècle.

- C'est le djihadisme qui provoque la guerre - LeMonde.fr

Elle n'a jamais cessé depuis la colonisation des puits de pétrole par les ancêtres de BP, Shell et Exxon au début du XXe siècle

- Frappes contre l'État islamique: vers une «guerre sans fin» au Moyen-Orient? - Slate.fr

Quel autre avenir avec le capitalisme ?

ACTUALITE EN TITRES

Chouette une bonne nouvelle du casino : Le fric va continuer de se déverser à flot !

- Le rally boursier devrait se prolonger jusqu'en 2015 - Reuters

La quincaillerie ambulante.

- Chrysler rappelle 350.000 véhicules de l'année modèle 2008 - Reuters

Sans blague !

- Les Etats-Unis ont identifié l'assassin des journalistes Foley et Sotloff - AFP

Ils ont dû fouiller dans la liste de leurs agents ou ex-agents. Trop fastoche !

Made in UE.

- L'Union européenne démunie face à ses djihadistes - LeFigaro.fr

Dans la même poubelle.

- La visite de Hollande à l'ONU endeuillée par la mort de l'otage français - AFP
- Mort d'Hervé Gourdel : Nicolas Sarkozy accusé de "récupération politique" - Francetv info

On se demandera qui sert de modèle à qui.

- Cambadélis (PS): Sarkozy a un programme de "combat contre notre modèle social" - AFP

En effet, Daesh a adopté la doctrine du néolibéralisme et du sionisme : Le nihilisme.

- "L'idéologie de Daesh n'est ni étatique ni islamique" - Le Nouvel Observateur

En deux mots, le nihilisme permet de tout relativiser dans l'absolue, de là au déni et à l'imposture permanente il n'y a qu'un pas.

Qui financent les barbares ? Sans rire, l'ONU et les Américains ont lancé un avis de recherche international.

- Aide de 90 millions de dollars promise par les Amis de la Syrie - Reuters

En réalité ils bombardent les infrastructures de la Syrie.

- De nouvelles frappes en Syrie pour tarir les finances de l'EI - Reuters

- Syrie : les États-Unis frappent des raffineries contrôlées par l'EI - LePoint.fr

Question : Qui peut avoir donné l'ordre au Pentagone de bombarder des infrastructures pétrolières ?

Réponse : Rockefeller ou Exxon. Qui d'autres en a le pouvoir ? Personne.

N'avez-vous pas remarqué que les questions économiques passaient à la trappe pendant ce temps-là, y compris le prix du pétrole ?

Tiens donc, lorsque c'est le régime syrien qui les bombarde, c'est illégitime.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste étend ses frappes - AFP
- Londres doit s'allier à l'action contre l'EI en Irak, dit Cameron - Reuters

Stratégie du chaos.

- Chine: quarante "émeutiers" tués dans le Xinjiang - AFP
- Selon Ban Ki-moon, « *le monde peut et doit stopper Ebola* » - LeMonde.fr
- La fièvre Ebola a fait près de 3.000 morts depuis mars - Reuters
- Doutes sur la fiabilité de la statistique du PIB argentin - Reuters
- Yémen: 270 morts dans les combats à Sanaa - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont en guerre contre les peuples du monde entier.

Nous allons lire qu'ils revendiquent ouvertement leur propagande "guerrière" pour terroriser, neutraliser, obtenir le soutien des masses exploitées à leur union nationale, pendant qu'ils préparent avec le Medef une nouvelle offensive antisociale contre l'ensemble des travailleurs.

L'argument fallacieux qu'ils avancent pour justifier leur participation à cette guerre, la lutte contre le terrorisme initiée par Bush le soir même du 11 septembre 2001, ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions qui est de renverser Assad et de se rendre maîtres du pétrole et du gaz de l'Irak et de la Syrie qui échappaient en partie à leur contrôle ou servaient les intérêts de la Russie et de la Chine principalement.

Confrontés à la plus vaste et profonde crise qu'a connu le capitalisme depuis son avènement qui leur pose un défi quasi insurmontable, ils estiment que le temps presse et que la Chine et la Russie doivent rentrer dans le rang et adopter leur stratégie de nouvel ordre mondial en admettant leur hégémonie sur le reste du monde, car la survie du capitalisme en dépend, donc la leur.

Comme chaque fois en pareil occasion, pris dans le tourbillon d'une hystérie institutionnelle collective partie de l'ONU, il était imparable que parmi les multiples déclarations qu'on a pu entendre hier certains se distinguent en tenant inconsciemment un discours ô combien révélateur des véritables intentions qui se cachent derrière leur position affichée.

Par exemple Valérie Pécresse de l'UMP qu'il ne faudrait pas prendre pour une gourde, car ce n'est pas pour rien qu'elle fut invitée à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 (tout comme Fillon), qui a légitimé indirectement le combat que mène notamment le régime syrien contre l'Etat Islamique "*qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*". Plus tard refusant d'admettre que "*la France est en guerre*", elle fut reprise par Fillon, puis par un membre d'une officine néolibérale, la Fondation pour la recherche stratégique, qui sans le nommer repris l'argument employé par G.W. Bush pour justifier son attaque contre l'Afghanistan et l'Irak, selon lequel il fallait considérer comme une déclaration de guerre le fait qu'"*un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger*", Bush ayant attribué les "*attentats*" du 11 septembre 2001 à l'Afghanistan dirigée par les talibans et repère d'Al-Qaïda et Ben Laden ainsi qu'à l'Irak de Saddam Hussein qui en aurait été le complice.

Il ne faut surtout pas que la vérité transpire, la moindre parole de trop, faiblesse ou erreur, doit immédiatement être rattrapée, corrigée, disparaître sous un flot de déclarations abondant dans le sens de la propagande officielle.

Et ce n'est pas la sortie de Plenel (Mediapart) qui va briser ce qu'il faut bien appeler ce complot en faveur de la guerre, dans la mesure où il s'est employé à faire un parallèle entre l'entreprise de l'Emirat Islamique et celle des puissances occidentales, alors qu'en réalité la collusion qui existe entre eux est totale depuis le début ce que justement Plenel occulte, il ne peut pas aller au bout de son analyse parce qu'il figure parmi les fidèles serviteurs du régime.

On se demandera si sa "*mise en garde*" adressée aux dirigeants du vieux monde ne visait pas en réalité la crainte que la vérité jaillisse plus rapidement qu'ils ne l'avaient imaginée et qu'elle fragilise un peu plus le régime en se coupant un peu plus des masses qui pourraient finir par trouver la voie de l'affrontement avec la classe dominante, ce qu'il ne souhaite pas évidemment.

- La France dans une guerre qui commence à dire son nom - AFP

Le mot a fini par être prononcé. Depuis le bombardement français vendredi en Irak et l'exécution de l'otage Hervé Gourdel en Algérie, la France est "*en guerre*", même si la réalité du conflit reste floue pour l'opinion.

François Hollande a lâché le terme mardi, lors de l'assemblée générale des Nations unies à New York

"Nous ne céderons à aucun chantage, à aucune pression, à aucun ultimatum fut-il le plus odieux, le plus abject. (...) Et notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression, c'est l'unité nationale dans cette guerre, car c'en est une, contre le terrorisme", a insisté le président, à l'endroit même où Dominique de Villepin avait refusé en 2003 que la France s'engage aux côtés des troupes américaines.

Alors que l'opinion publique accuse le coup de l'émotion suscitée par l'égorgement filmé de l'otage français, les services de sécurité français (police, renseignement et armée) sont en état d'alerte maximale. Après le débat à l'Assemblée nationale mercredi, le Président de la République a réuni jeudi un Conseil de défense.

A droite, certains responsables ont des états d'âme. L'ex-ministre UMP Valérie Pécresse estime ainsi qu'il ne "*faut pas galvauder*" le mot "*guerre*", car il est "*trop terrifiant*". "*Je ne dirais pas que la France est en guerre (...) une guerre cela veut dire qu'on a identifié un Etat contre lequel on est en guerre. Là ce n'est pas un Etat, c'est une nébuleuse terroriste mondiale, qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*".

Argument réfuté par les analystes et nombre de politiques. "*L'adversaire ne se pose pas la question, l'Etat considère qu'il est en guerre contre l'Occident en général et la France en particulier. Dès lors qu'un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger, si ce n'est pas une opération de guerre, cela y ressemble furieusement*", rétorque Bruno Tertrais, politologue à la Fondation pour la recherche stratégique.

Et l'ex-Premier ministre UMP François Fillon n'a aucun d'état d'âme à se ranger aux côtés du pouvoir socialiste.

"Là où nous avions affaire à des mouvements terroristes clandestins, dissimulés, nous avons affaire à un mouvement qui est en train de s'ériger en Etat (...). C'est maintenant une guerre, j'allais dire presque classique - elle n'est pas classique parce que nous sommes face à des terroristes - mais c'est une guerre frontale, une vraie guerre et donc il faut mobiliser l'ensemble de nos forces pour la combattre" a-t-il dit jeudi sur RTL.

Un peu seul dans le concert guerrier véhiculé par médias et éditorialistes, le fondateur du site Mediapart, le journaliste Edwy Plenel, a mis en garde jeudi contre le "bourrage de crâne" et "l'engrenage" infernal constitué par la terreur, la barbarie des uns et l'union nationale des autres.

Citant le philosophe bulgare Tzvetan Todorov, il réfute tout "choc de civilisation" et craint une "réaction disproportionnée, abusive".
"La peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbare et le mal que nous ferons dépassera celui que nous redoutons au départ", dit-il. AFP 25.09

En complément quelques titres de presse.

- Décapitation d'Hervé Gourdel: une déclaration de "guerre", selon les éditorialistes - AFP
- Terrorisme : l'exécutif appelle à une unité «*impérative*» - LeFigaro.fr
- Sécurité renforcée dans les centres commerciaux et les grands magasins - LeMonde.fr
- Le Premier ministre irakien évoque des projets d'attentats de l'Etat islamique dans le métro parisien - Francetv info

Les Américains ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant.

- La France frappe à nouveau en Irak et renforce ses mesures antiterroristes - AFP
- Paris demande l'inscription d'Ansar al-Charia sur la liste noire de l'ONU - AFP

Ils sont en guerre mais contre qui ?

Notez le nombre de fois où le même mot revient et vous aurez la réponse.

- Les musulmans de France craignent d'être associés aux preneurs d'otages - Francetv info
- Musulmans de France : « *Il faut que la majorité silencieuse s'exprime* » - Liberation.fr
- « *Le Figaro* » et le sondage sur les musulmans : « *Notre formulation était maladroite* » - LeMonde.fr
- « *Nous ne voulons pas de fracture entre musulmans et non-musulmans* » - LeFigaro.fr
- Les musulmans priés de condamner des terroristes : quelle folie ! - Rue89

Alors de là à faire du zèle ou se lâcher, ils y sont invités.

- Estrosi: la France a le "devoir de défendre une civilisation" - AFP

Mais avec quoi l'Etat islamique a-t-il vraiment quelque chose à voir ?

Réponse : Pas avec l'islam, rien. Cependant il agirait "*au nom d'un prétendu islam*". Lequel, sorti d'où ? Pas de réponse. Ce seraient des "*barbares fanatisés*". Par qui ? Pas de réponse. Des "*êtres sauvages*". Qui les a rendus ainsi, qui leur a servi d'exemple, qui les a encouragés à le devenir ? Pas de réponse. Des "*soldats perdus*". Qui seraient sortis d'où, de quelle armée ? Pas de réponse.

Si ce n'est pas l'islam qui les a rendus comme ils sont, c'est quelque chose d'autre. S'ils poursuivent un objectif étranger à l'islam, c'est qu'ils poursuivent un autre objectif, lequel et qui leur a fourni ? Si l'idée de se rendre en Irak ou en Syrie ne leur est pas venue toute seule, qui leur a mis dans la tête, qui a payé leur voyage, qui les a aidé à franchir les différentes frontières, qui les

a nourris, logés, blanchis une fois sur place, qui les a entraînés, armés, qui les a menés au champ de bataille ? Quelle est cette "*idéologie meurtrière qui se cache derrière la religion islamique en confisquant son vocabulaire*", qui l'a fabriquée, depuis quand existe-t-elle, quel en est le contenu et l'objectif politique ?

Pas de réponse, et pour cause ! Nous connaissons tous parfaitement les réponses à ces questions, y compris ceux qui feignent de ne pas les connaître parmi les intellectuels et les religieux.

Posons-nous d'autres questions.

Pourquoi tous ceux qui semblent s'apitoyer sur le sort ignoble qu'ils avaient réservé à Hervé Gourdel sont-ils incapables de fournir les bonnes réponses à ces questions ? Parce qu'ils couvrent les réels commanditaires de ces actes de barbarie ou ceux qui les exploitent à des fins politiques inavouables ? Qui protègent-ils ainsi ? Ceux qui les entretiennent, qui sont garants de leur statut social dans la société ? Ils en sont donc les complices, ils sont corrompus et partagent la responsabilité du crime qu'ils dénoncent.

Ces intellectuels et religieux sont en réalité des crapules, ils n'ont aucune dignité, particulièrement médiocres, aussi cyniques que leurs maîtres si ce n'est davantage parce qu'ils connaissent parfaitement la vérité et ils se servent de leur statut pour tromper les gens et les musulmans en particulier, ils servent donc les intérêts de ceux qu'ils prétendent combattre.

- Musulmans de France : «*Nous devons créer un contre-discours*» - libération.fr

Dès l'annonce de la décapitation d'Hervé Gourdel, les responsables musulmans de France se sont dit horrifiés et ont répété que l'Etat islamique n'a «*rien à voir*» avec l'islam. libération.fr 25.09

- Un collectif de musulmans de France : «*Nous sommes aussi de "sales Français"*» - lefigaro.fr

Ils sont médecins, politiques, avocats, français et musulmans. Ils expriment avec la plus grande force la répulsion que leur inspire l'assassinat d'Hervé Gourdel. lefigaro.fr 25.09

- Une centaine d'érudits musulmans dénoncent l'Etat islamique dans une lettre ouverte - francetv.info

Qui sont-ils ?

Les 126 signataires sont tous masculins et sunnites. Si des chiites et des femmes avaient été signataires, cela aurait pu discréditer l'autorité de ce texte aux yeux des islamistes fondamentalistes auquel il s'adresse.

A qui s'adressent-ils ?

La lettre est adressée au calife autoproclamé de l'Etat islamique, Abou Bakr Al-Baghdadi et "aux combattants et partisans de l'Etat islamique auto-proclamé" mais aussi aux recrues potentielles, aux imams et à ceux aussi qui voudraient dissuader les jeunes musulmans de rejoindre l'EI.

Leur objectif.

"*Reconsidérez vos actions, renoncez-y, repentez-vous en, cessez de faire du mal aux autres et retournez à la religion de la miséricorde*" francetv.info 25.09

Pourquoi ne dénoncent-ils pas les autorités sunnites du Golfe qui financent et qui ont armé EI ?

Pourquoi tiennent-ils tant à isoler les chiites qu'EI massacent aussi ? Parce que qui dit chiites dit Iran, Hezbollah, Assad, Résistance palestinienne qui sont considérés comme les ennemis des Américains et leurs alliés occidentaux, pour ne pas leur déplaire, parce qu'en réalité ils les soutiennent ou partagent leurs objectifs politiques.

Comment peut-on s'adresser à des barbares s'étant livrés à une multitude d'actes d'une cruauté inouïs et espérer leur faire entendre raison ? Pour entreprendre une telle démarche il faut avoir perdu la raison ou n'en avoir rien à faire en vérité, c'est juste une posture ou plutôt une imposture, encore, c'est notre époque qui veut cela.

Tous leurs discours consistent à dresser les musulmans les uns contre les autres, à dresser les non-musulmans contre les musulmans. On retrouve la même méthode employée par la plupart des antistaliniens qui entendaient lutter contre le stalinisme et qui prétendaient, soit qu'il était une déviation du socialisme, soit qu'il en était issu, sans jamais caractériser son origine

qui permettait de remonter au capitalisme et non au socialisme, parce qu'il leur fallait épargner le capitalisme. En réalité, le stalinisme était (et demeure) la négation du socialisme, c'était le seul rapport que l'on pouvait établir entre eux.

L'islamisme radical ou sa version la plus archaïque n'aurait rien à voir avec l'islam nous dit-on, avant d'ajouter qu'il en serait une lecture erronée, ce qui nous ramène bien à l'islam et à rien d'autre, or le salafisme, le takfirisme, Al-Qaïda, le Front Al-Nosra ou l'Emirat Islamique sont uniquement le produit de la stratégie politique de l'impérialisme américain. L'islam n'est ni le point de départ ni le point d'arrivée du combat de ces mercenaires, ce que tout général du Pentagone ou directeur de la CIA confirmera, il sert uniquement à camoufler leurs réelles intentions et objectifs tout en permettant de dresser les musulmans les uns contre les autres pour affaiblir leur résistance face à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

L'un des responsables du Conseil français du culte musulman en France, Abdallah Zekri, a eu beau affirmer qu'EI n'avait rien à voir avec l'islam "*ni aucune religion*", pour autant, comme il n'a pas été capable de préciser avec quoi il avait quelque chose à voir, son discours s'est finalement avéré creux, non convaincant, au bout du compte il aurait dit le contraire, qu'il aurait abouti au même résultat. Il a oublié que depuis plus d'un siècle pour certains le pétrole est une véritable religion.

On ne l'a pas dit jusqu'à présent, on l'a laissé sous-entendre plus haut, il ne suffit pas d'affirmer qu'EI n'aurait aucun rapport avec l'islam ou le coran pour que cela soit forcément vrai. Par exemple, on a reproduit il y a quelques jours deux sourates qui appelaient à l'assassinat des infidèles, des non-musulmans, on ne les a pas inventées, qu'EI s'en inspire, il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il faudrait ramener l'islam, le coran ou les musulmans à ces sourates.

Or c'est justement ce que font ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui peuvent s'écrier qu'il faut "*dire non à l'instrumentalisation de l'islam*" (Mohammed Moussaoui à la tête de l'Union des mosquées de France), lorsqu'ils nient qu'EI peut effectivement s'inspirer de certains passages du coran pour justifier ses horribles crimes, ce qui jette le discrédit sur leurs discours. Les religions sont ce qu'elles sont, elles sont loin d'être parfaites, et le problème c'est que leurs prédateurs refusent de l'assumer. Prenez le judaïsme, ce sont des juifs qui ont mis à mort Jésus parce qu'il avait osé chasser les marchands du temple qui spéculaient sur la monnaie, oui déjà à cette époque.

Finalement ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui ne peuvent assumer cette vérité qu'en se réfugiant dans le déni ou le mensonge demandent aux musulmans de les imiter, Mohammed Moussaoui : "*il faut que les musulmans de France regardent les choses en face et dénoncent avec force la radicalisation*", discours là encore inopérant ou incohérent en les appelant à faire preuve de la même hypocrisie que lui, car tous les musulmans connaissent les sourates que j'ai évoquées plus haut, ce qui ne veut pas dire encore une fois qu'ils sont prêts à les adopter, mais il leur est impossible de nier leur existence, ce qui les place dans une position fort inconfortable face à leur croyance partant du principe que l'immense majorité d'entre eux ne se reconnaissent pas dans ces appels à la violence aveugle.

Comment se réclamer d'une religion qui repose sur un ensemble de textes dont certains passages sont abjectes ou abominables, et ne pas passer pour des adeptes de ces cruautés, c'est un véritable problème de conscience qui est posé à chaque musulman en effet. Dans les ouvrages de référence au judaïsme on trouve des passages aussi épouvantables, je ne les ai pas en tête, mais j'ai eu l'occasion d'en avoir un aperçu en visionnant certaines vidéos. C'est la même chose avec l'hindouisme, qui avec les épopées guerrières du Mahabarata et le Ramayana utilise des métaphores à consonance militaire pour soumettre ses ennemis, qui prises au premier degré peuvent donner l'impression d'avoir à faire à une religion belliqueuse, ou encore la loi de Manou qui est le code du brahmanisme avec son système des castes.

Union nationale pour la guerre.

- Organisation État islamique : Fillon invite Hollande à frapper en Syrie - LePoint.fr
- La question de frappes en Syrie "est posée", dit Le Drian - Francetv info
- Pierre Laurent (PCF): "*Les monstres échappent à ceux qui les ont créés*" - AFP

Ce serait, sans les nommer, "*un certain nombre de puissances internationales ou régionales*" qui auraient "aidé" les "monstres" d'Al-Qaïda et Cie, mais "*un moment*" seulement, pas sans discontinue jusqu'à aujourd'hui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan. A partir de là, donc en le niant, il peut affirmer que ces "*combattants*" auraient été "*au service des intérêts occidentaux*", laissant penser que ce ne serait plus le cas en septembre 2014, alors que c'est justement cette collusion permanente entre l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ces barbares qui permet de comprendre la situation (et son évolution depuis 40 ans), ce que Laurent s'emploie à occulter volontairement parce qu'il est lui-même lié à l'impérialisme français et ne souhaite pas que les travailleurs comprennent ce qui se passe en réalité, quels sont les véritables rapports qui existent entre les différents protagonistes.

Dans la mesure où tous s'emploient à camoufler la vérité à la population, il est permis de parler de complot contre tous les peuples.

AFP - Le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent, a jugé jeudi après l'exécution d'Hervé Gourdel par des jihadistes en Algérie que "les monstres échappent à ceux qui les ont créés".

(Qui ? - ndlr)

Dénonçant le "crime parfaitement odieux, inacceptable" d'Hervé Gourdel, Pierre Laurent a déclaré dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/Afp/Dailymotion que "ces groupes ont été à un moment aidés par un certain nombre de puissances internationales ou régionales parce qu'on a pensé pouvoir en faire des combattants au service des intérêts occidentaux et puis aujourd'hui les monstres échappent à ceux qui les ont créés".

(Qui continuent de les instrumentaliser, qui les protègent, leurs donneurs d'ordres. - ndlr)

"Face à l'Etat islamique, il faut agir. Le débat porte sur la bonne manière d'agir. La situation actuelle ne tombe pas du ciel (...) l'Occident mène la guerre au terrorisme depuis 10 ans, le bilan c'est que ces groupes n'ont cessé de se développer et que toutes les opérations militaires qui ont été menées en Afghanistan, en Irak, en Libye se soldent par l'aggravation de la situation", a-t-il dit.

(Ils ne condamnent pas les interventions militaires de la coalition occidentale contre les peuples de ces pays, ils regrettent qu'elles se soient soldées par l'aggravation de la situation, autrement dit ils les justifient car elles partaient de bonnes intentions, elles ont seulement raté leurs objectifs. - ndlr)

"C'est un combat de longue haleine qui prend une mauvaise direction. Nous ne mettons pas en oeuvre les moyens de lutte efficaces contre ces groupes", a ajouté le sénateur de Paris.

(Ils en rajoutent et réclament d'autres mesures, alors que provenant de l'Otan elles ne peuvent être tournées que contre les peuples de ces pays. - ndlr)

"Est-ce que les frappes aériennes menées par la France en Irak et par les Etats-Unis en Syrie vont empêcher ce qui s'est passé hier en Algérie? A l'évidence non", a ajouté Pierre Laurent.

(Si au moins c'était le cas, confirmant ce qui vient d'être dit. -ndlr)

"Que la France soit unie derrière la famille (d'Hervé Gourdel), que les drapeaux soient en berne, cela me paraît absolument normal, et cette unité nationale oui, mais qu'on ne nous demande pas au nom de cela de taire le débat qui existe sur la manière de mener efficacement ou non la guerre contre le terrorisme en Irak", a dit le chef des communistes. AFP 25.09

En revendiquant "la guerre contre le terrorisme en Irak", il se situe sur le même terrain qu'Obama et Hollande.

Une arnaque cynique.

- Pourquoi la baisse du chômage en août est à relativiser - Francetv info

"Août est traditionnellement un mois où les demandeurs d'emploi peuvent 'oublier' d'actualiser leur situation", relève le Huffington Post. Si l'on se penche sur les chiffres, on constate effectivement une forte hausse des sorties pour cessation d'inscription et défaut d'actualisation (+14,4%), ainsi que des radiations administratives (+5,4%). "227 000 inscrits sont ainsi sortis des listes, soit 28 000 de plus qu'en juillet. On n'atteint pas le niveau record de 265 000 cessations constatées en août 2013, mois marqué par l'affaire du 'bug de SFR', mais c'est un niveau bien plus élevé qu'à l'habitude et même le second plus haut jamais constaté", écrit le quotidien économique Les Echos.

"Il faut attendre les chiffres du mois de septembre pour savoir s'il s'agit d'une baisse réelle ou bien d'une baisse pour défaut d'actualisation d'inscription", estime donc Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, auprès du Nouvel Obs.

Si l'on prend en compte les chômeurs ayant eu une activité réduite, c'est-à-dire les catégories B et C, la réduction du nombre d'inscrits à Pôle emploi est moins franche. La baisse n'est alors que de 0,1%.

L'Expansion remarque que les chiffres publiés mercredi par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, la caisse nationale des Urssaf, ne sont pas bons. Ils montrent que "le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois a continué de diminuer en août (-2,9%), portant à -7,0% l'évolution sur les trois derniers mois et à -6,7% sur un an".

C'est à partir de 1,3%-1,5% de croissance qu'on crée de l'emploi.

En effet, la croissance est en berne pour le premier trimestre, et l'exécutif ne table que sur 0,4% de hausse du PIB cette année et 1% en 2015. D'ailleurs, en mai, l'OCDE ne prévoyait pas de baisse sérieuse du chômage avant "fin 2015". Francetv info 25.09

Etat policier. Dictature mondiale.

- Interdiction de fumer devant des enfants en voiture: «*Nos politiques veulent nous infantiliser*» - 20minutes.fr

La ministre de la Santé Marisol Touraine présentait ce jeudi son plan antitabac. Parmi les annonces: l'interdiction de fumer dans les voitures transportant des mineurs de moins de 12 ans. L'objectif est de limiter l'exposition au tabagisme passif et «débanaliser» la cigarette aux yeux des jeunes. En cas d'infraction, une amende est prévue pour l'automobiliste. «*La même que celle encourue lorsqu'on fume dans un lieu public*», a précisé la ministre. 20minutes.fr 25.09

D'où vient cette idée ? Devinez.

Un Internaute répond.

- "C'est déjà le cas aux USA et une très bonne idée. Manque encore: interdire de fumer devant les entrées des bureaux et bâtiments publics. Interdire de fumer en terrasse et jardins publics (spécialement avec jeux d'enfants). Aux USA c'est aussi interdit sur les plages, etc. Les gens peuvent fumer chez eux et dans les rues."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne.

- Berlin dénonce la clause investissement dans l'accord UE-Canada - Reuters

L'Allemagne ne ratifiera pas l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada si la clause permettant à des entreprises d'intenter des recours contre des Etats auprès d'instances arbitrales internationales est maintenue, a déclaré jeudi le ministre allemand de l'Economie.

Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, et les dirigeants de l'UE doivent annoncer officiellement vendredi la conclusion des négociations sur cet "*accord économique et commercial global*" (AECG) lors d'un sommet prévu à Ottawa. Le mécanisme de règlement des litiges entre investisseurs et Etats prévu dans cet accord continue toutefois de faire débat.

Ce chapitre prévoit la possibilité pour toute partie de réclamer la formation d'une commission d'arbitrage ad hoc, composée d'"experts juridiques indépendants", pour trancher un différend.

Les détracteurs de ce mécanisme de "*protection de l'investissement*" jugent qu'il donne trop de pouvoir aux entreprises multinationales en leur offrant la possibilité de contraindre un Etat à renoncer à des mesures de protection des citoyens, des salariés, des consommateurs ou de l'environnement.

L'Allemagne juge en outre que les systèmes juridiques européens et canadiens apportent déjà des protections suffisantes aux investisseurs.

Pour le commissaire européen au Commerce, il est désormais trop tard pour renégocier l'accord. "Si on rouvre les négociations, l'accord est mort", prévient Karel de Gucht dans une interview au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'accord commercial avec le Canada devra être approuvé par chacun des 28 Etats membres de l'UE et par le Parlement européen, au sein duquel le groupe Verts a réclamé mercredi par la voix de Yannick Jadot, vice-président de la commission parlementaire du commerce international, "*la remise à plat complète des négociations*".

Le débat organisé jeudi au Bundestag était consacré non seulement à l'AECG mais aussi au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en cours de négociation avec les Etats-Unis, dont les grandes lignes devraient être calquées sur les dispositions de l'accord UE-Canada.

Un accord entre l'UE et les Etats-Unis couvrirait environ un tiers des échanges commerciaux dans le monde. Reuters 25.09

SOCIAL

1- France

- Air France: les négociations suspendues, le conflit s'enlise - AFP

Malgré le retrait de Transavia Europe, le statu quo persistait jeudi soir après la suspension des négociations entre Air France et ses pilotes, en grève depuis onze jours pour s'opposer aux conditions de développement de la filiale à bas coût.

Le dialogue a été interrompu à la demande de la direction, qui devait participer jeudi soir à un conseil d'administration du groupe Air France-KLM. Y sera évoquée "*la situation de grève persistante*", selon un porte-parole de la compagnie.

Dans les aéroports, un avion sur deux va rester bloqué sur le tarmac vendredi.

Avant d'être suspendues, les discussions portaient sur la revendication principale des grévistes: faire du contrat des pilotes Air France la norme dans les filiales de la compagnie et, notamment, Transavia France, sa low cost hexagonale.

Jeudi, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) d'Air France - programmé de longue date -, la direction a confirmé aux syndicats l'abandon "*définitif*" du projet Transavia Europe, comme réclamé en préalable par les syndicats grévistes.

"Une condition nécessaire mais pas suffisante" pour la levée du préavis de grève, a réagi Guillaume Schmid, porte-parole du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL).

Le taux de pilotes grévistes était estimé à 62% pour jeudi, à 58% vendredi.

(Les jaunes briseurs de grève passent à l'offensive. - ndlr)

"Plus la grève dure, plus la facture s'alourdit, et tous les salariés vont devoir la payer. On a fait deux ans d'efforts et tout est balayé en 10 jours", s'est désolée de son côté Béatrice Lestic, syndicaliste de la CFDT.

"L'après-grève va être horrible à gérer", prédit Bruno Nègre, de la CFE-CGC, qui dénonce une nouvelle fois une "*grève corporatiste*", qui annihile tous "*les efforts faits par d'autres, les personnels au soi*".

- Nouvelles grèves des pilotes en vue chez Lufthansa - AFP

2- Portugal

- Portugal : grève contre la privatisation des transports - Liberation.fr

Le métro de Lisbonne n'a pas ouvert ses portes, jeudi, en raison d'une grève de vingt-quatre heures des salariés qui s'opposent à la privatisation de la gestion de cette entreprise publique. Le gouvernement de centre droit assure que le passage dans le privé de la gestion des transports en commun de Lisbonne et Porto, puis celle du réseau ferroviaire national, permettra d'économiser 85 millions d'euros par an sur le budget de l'Etat. Liberation.fr 25.09

[Haut de page](#) 

Le 27 septembre 2014

CAUSERIE

Le Réseau Voltaire a publié un article que j'ai mis en ligne dont le contenu demande à être confirmé ou infirmé : *"L'enlèvement de Pierre Hervé Gourdel est monté de toutes pièces par les services secrets français"*.

Prudence. Rien à ce stade ne permet d'étayer cette thèse, hormis le fait qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, comme s'il était attendu, ce qui effectivement est plutôt curieux car il existe bien d'autres Français sur le sol algérien. Peut-être aussi que cet ancien militaire, expert en questions sécuritaires et lutte antiterroriste qui a fourni cette information n'a pas tout dit ce qu'il savait. A suivre.

Le dollar est au plus haut face à l'euro depuis plus de 22 ans, cela permet de satisfaire la demande intérieure, les Américains vont voter pour la guerre ; c'est mauvais pour les exportations, mais, mais l'industrie de l'armement va tourner à plein régime et Wall Street va voter pour la guerre, il y a de beaux profits à réaliser en perspective...

L'euro est au plus bas, c'est bon pour les exportations, l'aristocratie ouvrière va voter pour la guerre, et les principaux clients en armement de la France vont passer commande, l'aristocratie ouvrière va voter la guerre plutôt deux fois qu'une.

Pour un peu cela va aider à financer les contre-réformes que Valls ne devraient pas tarder à annoncer, avec peut-être à la clé l'amorce de la baisse du chômage... d'ici 2017. Pour le coup on pourrait bien se farcir Hollande 5 ans de plus !

L'art consommé du vide

Ne leur demandez pas qui a créé Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, L'Emirat Islamique, la horde de barbares qui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan se répandent sur tout le Moyen-Orient et au delà jusqu'au Caucase et la Chine, vous n'obtiendrez pas de réponse.

Ils sont le produit de l'impérialisme américain qu'ils prétendent combattre, nous le savons, nous avons publié des dizaines d'articles de sources diverses qui en fournissaient les preuves, mais eux continuent de l'ignorer.

A un moment donné il faut dire stop et se demander pourquoi, et quelle est la véritable nature de ces partis ou organisations, quelles sont leurs véritables intentions.

Quand on mène un combat politique, la première chose à faire est de s'informer, de connaître les faits pour ensuite tenter d'interpréter correctement la situation. Dès lors qu'on saute par dessus la première étape, cela signifie qu'on sera dans l'impossibilité d'aborder l'étape suivante. Ces gens-là n'en ont cure, les faits qui sont le matériel sur lequel repose toute analyse ne les intéressent pas, il faut donc en déduire qu'on est présence d'aventuriers ou de charlatans.

Je sais que certains vont encore estimer que cette sentence est exagérée, sauf qu'elle est d'une logique implacable et je les mets au défi de la contredire. Le laxisme ou le dilettantisme, l'amateurisme ou le bricolage n'ont pas leur place dans le combat politique, c'est un sujet trop sérieux pour laisser place à des comportements qui confinent à l'infantilisme ou à l'irresponsabilité totale.

Vous aurez remarqué en observant comment tous les partis ouvriers traitent l'actualité politique et particulièrement celle du Moyen-Orient en ce moment, qu'ils manquent singulièrement de rigueur, qu'ils n'osent pas s'aventurer trop loin dans leurs analyses, quand ils ne se contentent pas de reproduire des articles d'agences de presse, comme s'ils craignaient de se mouiller ou voulaient ménager on ne sait qui ou quoi, comme si derrière cette guerre que mène l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste répondait à une stratégie politique qu'ils n'ont eu de cesse d'ignorer pendant les quatre dernières décennies, au point de révéler qu'ils s'étaient totalement fourvoyés durant toutes ces années. Il est inutile de leur dire, ils vous riront au nez et le nieront, ils ne voudront même pas aborder ce sujet avec vous.

Pourtant cette discussion me semble cruciale pour l'avenir du mouvement ouvrier et la suite de notre combat, qui faut bien l'avouer rime avec impuissance. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec un autre constat, le fait que son avant-garde soit devenue incapable de poser les questions essentielles que les militants et les travailleurs avancés se posent, les questions brûlantes que pose ou qui émane de la situation, qui demeure bloquée ou semble inextricable parce que justement on n'y apporte pas de réponses.

Ce qui est figé, ce n'est pas la situation qui évolue sans cesse sans attendre ces réponses qui ne viennent pas, mais nos dirigeants qui semblent tétanisés par l'ampleur de la tâche à accomplir, comme si les obstacles qui se dressaient devant nous étaient insurmontables. Cela revient à dire que nous n'avons pas de direction digne de ce nom, qui soit capable de venir à bout des questions qu'on se pose, de déterminer les tâches et les objectifs politiques que la situation impose de se fixer, dit autrement de définir une méthode accessible à tous pour comprendre ou interpréter la société dans laquelle nous vivons, afin que le plus grand nombre rejoigne notre combat politique et que l'on construise le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut, qui une fois ces conditions remplies ou cette dynamique enclenchée pourraient inspirer confiance à des centaines de milliers de travailleurs sur la base d'une ligne politique claire et cohérente axée sur le socialisme.

Pour atteindre ces objectifs, il ne faut pas se raconter d'histoires, en réalité les obstacles que nous avons évoqués plus haut figurent en premier lieu chez nos dirigeants, et c'est parce qu'on s'acharne à les chercher ailleurs qu'on ne les trouve pas ou qu'on ne parvient pas à les surmonter. Il est clair que si nous avions disposé d'un dirigeant de la trempe de Lénine ou Trotsky au

cours des 7 décennies précédentes nous ne serions pas en ce moment à nous poser ces questions. Qu'on ne se méprenne pas, loin de moi l'idée de rivaliser avec qui que ce soit pour prétendre à ce statut, j'ai bien trop de faiblesses ou de lacunes incurables, ce qui ne m'empêche pas d'avoir conscience d'avoir progressé depuis la fin des années 70, et de ce fait avoir acquis la légitimité suffisante pour pouvoir m'exprimer sans avoir sans cesse à me justifier.

Ce qui est le plus important, ce n'est pas ce qu'on dit mais la manière de le dire, la manière de formuler ses idées, soit qu'on assène des vérités auquel cas c'est détestable, soit qu'on développe une argumentation étayée par des faits, ou dont la dialectique est saisissable par le lecteur ou la personne à laquelle on s'adresse, partant du principe qu'une vérité vaut quelque chose quand on est capable de la partager, dans le cas contraire elle ne vaut rien ou n'apportera rien à personne, ce qui n'est pas le but de notre action ou de notre engagement politique.

Je vous avouerais franchement, et vous avez dû vous en apercevoir depuis le temps, que je me fous bien de savoir qui partage ou non ma méthode, elle peut sembler très personnelle au premier abord, alors qu'en réalité c'est celle qu'employaient les marxistes. Chaque fois que je consulte un de leurs ouvrages, dès les premiers mots j'ai l'impression d'être à la maison, je n'ai pas besoin d'un temps d'adaptation pour m'y plonger complètement, c'est devenu instinctif, spontané, je reconnais cette logique ou cette dialectique d'une pureté extraordinaire que je leur envie et que j'étudie chaque fois au passage. Car je ne me contente pas des idées qu'ils exposent ou développent, j'essaie de comprendre comment elles s'enchaînent, quels liens dialectiques il existe entre elles, c'est d'autant plus intéressant que cela nous servira dans la vie quotidienne. Ainsi, c'est plus que des connaissances que l'on acquiert et qu'on peut oublier par la suite, mais une méthode pour penser, interpréter le monde, c'est la raison pour laquelle leurs œuvres sont une source d'inspiration infinie, alors que les sujets traités peuvent être dépassés ou devenus obsolètes.

C'est à cette clareté, cette limpide dans le discours qui concentre la substance de la connaissance, que l'on reconnaît la profondeur de pensée, la grandeur des penseurs qu'étaient Marx et Engels.

J'ai en horreur la suffisance ou ces gens qui parlent d'un ton assuré alors qu'ils débitent des platitudes ou des lieux communs, qui ne s'écoutent pas parler, sinon ils se rendraient compte à quel point ils sont ridicules. Tout le contraire de nos génies qui n'étaient jamais satisfaits de leurs travaux, Marx en particulier qu'Engels sermonnait parce qu'il repoussait sans cesse leur publication, normal, il avait toujours l'impression de ne pas avoir épousé un sujet ou creusé suffisamment une question, c'était un perfectionniste, d'une rigueur méticuleuse, un modèle pour nous, quoi. On n'adopte pas le marxisme, on l'étudie tout en le mettant en pratique. Pour maîtriser le matérialisme dialectique, il faut une vie entière, et encore.

Non, le NPA et LO ne pourront pas nous servir de modèle, en revanche en guise de contre-exemple ils feront parfaitement l'affaire.

NPA.

- Indignation et colère après l'assassinat d'Hervé Gourdel - 24 septembre 2014

Daesh et tous ses avatars sont avant tout le produit de 13 ans de politique de « lutte contre le terrorisme » par les grandes puissances.

- Pas en notre nom ! - 26 septembre 2014 - A l'origine de l'État islamique, il y a la folle, meurtrière et barbare politique des grandes puissances...

LO

- Les deux bouts du même bâton impérialiste - 25 septembre 2014

Mais c'est la multiplication depuis des décennies des interventions occidentales au Moyen-Orient qui a engendré la barbarie et le terrorisme.

Et nous qui pensions que c'était plutôt le Pentagone et la CIA... Pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms, c'est si simple ? Ils doivent en avoir la trouille, et là je ne déconne pas.

C'est du passé, on oublie, mieux on efface tout , on fait tout disparaître, il n'en restera pas une trace dans les manuels scolaires...

- Lutte contre l'Etat islamique : la position délicate de la Turquie - LeParisien.fr

Et pour cause...

"Soupçonné d'avoir longtemps armé les mouvements les plus radicaux, dont l'EI, en guerre contre le régime du président

syrien Bachar al-Assad" AFP 26.09

... on passe l'éponge...

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a officialisé vendredi le revirement de son pays dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et ouvert la porte à une très prochaine participation à la coalition militaire réunie par les Etats-Unis. AFP 26.09

- Le Qatar dément financer l'EI - LeMonde.fr

L'émir du Qatar nié que son pays finance des groupes extrémistes comme l'Etat islamique. « *Nous ne finançons pas des extrémistes* », a réaffirmé le cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani dans une interview diffusée jeudi soir par la chaîne de télévision américaine CNN.

Il fait aujourd'hui partie des cinq pays arabes qui participent à la campagne militaire déclenchée mardi par Washington contre l'EI en Syrie. Il abrite l'une des plus importantes bases américaines au Moyen-Orient. LeMonde.fr 26.09

Formidable, du coup l'enquête de l'ONU est déjà terminée !

Le timing était parfait. Etonnant, non ? C'était pour la bonne cause !

- Hollande remonte (enfin) dans les sondages, à 23% - 20minutes.fr

- Frappes en Irak: 7 Français sur 10 sont désormais pour - L'Express.fr

Réalisé au lendemain de l'assassinat de l'otage Hervé Gourdel. Un sondage Ifop, publié ce vendredi, montre que 69% des personnes interrogées sont pour les frappes contre le groupe EI, alors qu'ils n'étaient que 53% à donner la même réponse une semaine auparavant. L'Express.fr 26.09

Jamais un dirigeant d'une puissance occidentale en poste n'a connu pareil traitement.

- Le premier ministre indien assigné en justice aux Etats-Unis pour des émeutes meurtrières - LeMonde.fr

L'objet.

Un tribunal de New York a ordonné au premier ministre indien, M. Modi, de répondre aux accusations de « *tentative de génocide* » en relation avec les émeutes meurtrières anti-musulmans en 2002 qui avaient fait au moins 1 000 morts, alors qu'il était chef de l'exécutif du Gujarat. L'administration et la police avaient alors été critiquées pour ne pas être intervenues rapidement.

Qui sont les auteurs de cette plainte ?

Les avocats de l'AJC, qui se décrit comme une ONG visant à présenter à la justice les auteurs de violences de masse, ont annoncé avoir entamé des poursuites au civil contre M. Modi afin d'obtenir des dommages et intérêts pour ce qu'ils estiment être « *une tentative de génocide* ».

« *Il est clair pour les plaignants que justice ne peut être rendue en Inde en raison de la tolérance envers cet acte génocidaire approuvé par l'Etat* », écrivent l'ONG et des survivants, non désignés, de ces émeutes dans leur assignation.

De quoi l'accusent-ils ?

En vertu de la loi américaine, un tribunal peut décider de poursuites si le mis en cause ne répond pas en temps voulu. L'ONG accuse le chef de gouvernement de crimes contre l'humanité, de meurtres extra judiciaires, de tortures et traumatismes physique et psychique, essentiellement envers la communauté musulmane. LeMonde.fr 26.09

A quel moment ce tribunal statue-t-il ? Pure coïncidence ?

Le jour même où Modi entame une visite officielle aux Etats-Unis, alors qu'Obama bombarde des pays à majorité musulmans, l'Irak et la Syrie, tandis que Modi a refusé de s'aligner sur la position des Américains sur le Moyen-Orient.

Faux et vrai.

- «Les conditions économiques et monétaires continuent à favoriser les actions» - LeFigaro.fr

Effectivement le climat économique demeure favorable aux banquiers et actionnaires puisque la Fed et la BCE notamment ont ouvert les robinets qui alimentent la spéculation et permet aux banques de se financer gratuitement ou presque, ce qui leur permet d'entrevoir de substantiels profits.

L'enrichissement des actions se traduit pas le gonflement artificiel du prix des actifs sur lequel repose le financement des banques qui sert ensuite à la spéculation, le tout alimentant une bulle financière qui explosera un jour ou l'autre.

Par contre le ralentissement de l'économie mondiale a été confirmé par les différentes institutions internationales, ce qui ne laisse entrevoir aucune amélioration sur le plan du chômage et de la dette des Etats qui devrait encore se creuser.

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air !

- Ford rappelle quelque 850.000 voitures pour un problème d'airbag - Reuters

Toujours plus antisocial.

- La durée du congé parental bientôt réduite de moitié ? - Francetv info

Ce n'est pas pour rien qu'il est le Premier ministre des entreprises.

- Air France : "Cette grève est insupportable", juge Valls - Francetv info

- Grève à Air France : les pilotes exigent un médiateur, Matignon refuse - Francetv info

Trop tard pour que je leur file mon numéro !

- Seine-Saint-Denis : face à la pénurie, Pôle emploi cherche des instituts par téléphone - francetvinfo.fr

La Seine-Saint-Denis, qui connaît une forte croissance du nombre d'élèves, est confrontée à un manque chronique d'instituteurs, le plus souvent faute de candidats.

Problèmes de transports, de logement ou mauvaise réputation du département : le 93 est boudé par les jeunes professeurs. francetvinfo.fr 26.09

Et les autres ?

Récupération infâme. La barbarie elle commence par le terrorisme d'Etat contre des peuples innocents.

- Rassemblements silencieux et hommage musulman en mémoire d'Hervé Gourdel - AFP

- Musulmans, ils refusent les amalgames entre islam et Etat islamique - Francetv info

La pire réaction ou la voix d'Exxon, BP, Shell...

- Il faut que le monde musulman assume son échec collectif et sa responsabilité dans l'apparition du califat islamique Hanin Ghaddar
- Atlantico.fr

Ils tiennent à en être.

- Le Royaume-Uni rejoint la coalition militaire internationale contre l'Etat islamique - Francetv info

- Le Danemark va envoyer sept F-16 pour aider la coalition en Irak - Reuters

- Turquie: Erdogan ouvre la voie vers une intervention contre l'EI - AFP

Et les 17.000 milliards de dette de l'Etat ? Hein, quoi ?

- La guerre contre l'EI coûte un milliard de dollars par mois aux États-Unis - LePoint.fr

1/17000 millième, c'est quoi franchement ?

Candidat au jihad, faire parvenir votre CV au Pentagone ou à la CIA.

- EI : Washington a besoin de trois fois plus de combattants syriens - LePoint.fr

Il aura fait le tour ou presque!

- L'ex-Modem Jean-Luc Bennahmias crée un parti pro-Hollande - Liberation.fr

Jean-Luc Bennahmias, ancien Verts et ex-Modem, lance samedi à Paris une nouvelle formation politique, le Front démocrate (FD) Liberation.fr 26.09

Quand ils parlent d'eux-mêmes ou sont nostalgiques.

- « *Les Faussaires de l'Histoire* » - LeMonde.fr

- « *A la conquête du monde* » - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox.

Un projet de loi incompatible avec celui du marché unique USA-UE.

- L'obsolescence programmée bientôt punie par la loi ? - LeMonde.fr

L'obsolescence programmée par les fabricants pourra être punie comme une tromperie « *sur la durée de vie du produit intentionnellement raccourcie lors de sa conception* », prévoit un amendement écologiste voté vendredi 26 septembre dans le projet de loi sur la transition énergétique.

Cette durée de vie délibérément réduite pourra donc entraîner une peine de prison de deux ans au plus, ainsi qu'une amende de 300 000 euros, au vu des sanctions prévues pour les autres types de tromperie jusqu'alors inscrits dans le code de la consommation. LeMonde.fr 26.09

Pure tartufferie, car si on les prenait au mot, dès maintenant il serait possible de condamner absolument tous les fabricants de centaines de milliers d'articles pour ne pas utiliser les matériaux les plus résistants qui ne sont pas forcément les plus chers.

C'est rentable ou confine à l'impunité, un encouragement à persévéérer !

- Scandale du Forex : amendes en vue pour six banques en Grande-Bretagne - LeMonde.fr

Six banques pourraient se voir infliger chacune des amendes de plusieurs centaines de millions de livres en Grande-Bretagne, alors qu'elles ont entamé des négociations avec le régulateur britannique dans le cadre du scandale des manipulations du marché des changes, le Forex.

Les représentants de Barclays, Citigroup, HSBC, JPMorgan Chase, Royal Bank of Scotland et UBS ont tous eu des réunions

cette semaine avec la Financial Conduct Authority (FCA), a rapporté, vendredi 26 septembre, le Financial Times.

Selon Sky News, le total des amendes pourrait dépasser 2 milliards de livres.

Le scandale de la manipulation du marché londonien des changes, un marché de plus de 5 000 milliards de dollars (3 700 milliards d'euros) de transactions quotidiennes, avait éclaté en juin 2013.

Une trentaine de traders de dix banques internationales, la plupart installés à Londres, ont été suspendus ou licenciés. Au cœur de l'affaire figure une bande de traders londoniens qui s'échangeaient des tuyaux pour se faire une idée précise du marché avant le « fixing-clé » de 16 heures (moment où les prix sont fixés). LeMonde.fr 26.09

Sur un marché juteux de 5 000 milliards de dollars par jour et des banques qui brassent des centaines de milliards de dollars, 3,2 milliards de dollars divisés par 10, cela donne 320 millions de dollars chacune, un pourboire, même pas le salaire de leur CEO en Europe !

Il faut bien qu'ils donnent l'impression de lutter contre la finance, les banquiers véreux, les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, la spéculation, alors que ce sont eux qui ont organisé la dérégulation de la finance, qui permettent aux uns et autres de se livrer à une multitude d'activités frauduleuses, mafieuses, de mettre au point des instruments financiers opaques, bref de s'enrichir toujours plus sur notre dos.

Quand le vieux monde a à sa tête des tyrans qui ne veulent pas dire leurs noms.

- Paris : Paris: Procès pour un homme qui menaçait de décapiter des coiffeuses sans papier en grève - 20minutes.fr
- Un Américain décapite une collègue après avoir appris son licenciement - Francetv info
- Afghanistan: entre 80 et 100 morts dans une offensive talibane, dont 12 par décapitation - AFP

Vous allez peut-être penser (une fois de plus) que traiter Obama et Hollande de tyrans ce serait exagé. Cela dépend à quoi on fait référence.

C'est sûr que si l'on se contente de leurs discours ou des intentions qu'ils affichent, je suis un horrible gauchiste. Mais si par exemple on considère qu'ils bombardent des pays et des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, qu'ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre, le qualificatif de tyran leur va comme un gant.

Généralement ou très souvent disons, on adopte l'une ou l'autre posture en fonction de son statut social ou de sa condition ou encore l'idée qu'on en a.

Quand on est globalement satisfait de sa condition ou qu'on a plutôt tendance à voir les bons côtés de la société parce qu'on en profite ou qu'elle se montre généreuse à notre égard, on aura tendance à ménager l'équipe au pouvoir ou à attribuer des qualités aux institutions, au régime même, pourquoi pas, on les critiquera en faisant preuve de retenue en guise de reconnaissance pour les bienfaits qu'ils nous prodiguent.

Mais quand on coule sous les emmerdements, qu'on accumule les difficultés en tous genres et qu'on est assuré de ne jamais en voir le bout ou de devoir vivre le restant de ses jours avec, on n'a pas vraiment envie d'être compatissant envers ceux qui nous gouvernent, on ne peut pas leur trouver de circonstances atténuantes pour ce qu'ils nous font subir, on se dit que les maigres avantages que nous octroie la société sont un dû ou une trop faible compensation par rapport à ce qu'on endure quotidiennement pour qu'on soit porté à l'apprécier. On sera systématiquement porté à privilier les mauvais coups qu'ils nous portent qui nous les rendra un peu plus détestables.

Comment devrait-on qualifier un système politique qui nous infligent tant de souffrances, qui fait preuve de tant de mépris ou d'injustice à notre égard, sans nous laisser espérer la moindre amélioration de notre condition, sinon une tyrannie ? Car pendant ce temps-là les années passent et se ressemblent, notre existence vouée au travail s'écoule sans qu'on ait pu en jouir pleinement, et quand bien même ce jour viendrait, on sera vieux, faible, malade, de telle sorte qu'on ne pourra même pas en profiter pleinement ou pendant si peu de temps qu'on en viendra à penser que la vie ne méritait décidément pas d'être vécu puisqu'il y en avait qui avaient décidé de nous la pourrir sans comprendre vraiment pourquoi.

Qu'on ne leur cherche pas des excuses, il n'y en a pas pour avoir ruiné nos vies jusqu'au bout afin que la leur soit plus confortable. Leur sort nous indiffère totalement, qu'ils connaissent le pire à l'article de la mort serait le juste retour de ce qu'ils nous ont fait subir durant toute notre existence et à nos semblables, car ils se sont acharnés sur nous.

Je partage cet état d'esprit. Il y a autre chose qui m'interpelle et qui a également un lien avec nos rapports aux différentes classes.

Alors que les représentants de la classe dominante radicalisent leur discours et leur politique, de notre côté on ne devrait radicaliser ni notre discours ni notre politique. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est l'attitude de faibles, de poltrons, de conciliateurs, de capitulards.

Avez-vous remarqué que ce sont les mêmes qui refusent de caractériser à la fois le PS et Al-Qaïda ou l'Emirat Islamique ? Qui se refusent évidemment à aborder toutes les questions que je soulève. Est-ce fortuit, accidentel ? Il faudrait être naïf pour le croire.

Ils s'accrochent désespérément à une interprétation de la société qui est dépassée, à une interprétation du capitalisme qui est dépassée, à une conception de la lutte de classe qui est dépassée. Elles sont dépassées, parfois parce qu'elles sont obsolètes, le plus souvent parce qu'elles sont incomplètes ou présentent de graves lacunes. Ils sont dépassés par les événements et ne veulent pas l'admettre.

A plusieurs reprises j'ai évoqué la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis 1940. En vain. Il faudrait faire aussi l'inventaire des grandes transformations qu'a connu la société et le monde durant la même période, les rapports entre les classes, la condition de vie du travailleur, son mode de pensée ou son état d'esprit a été influencé par tous ces facteurs, comment peut-on l'aborder sans en tenir compte, pourquoi n'ouvre-t-on pas la discussion sur toutes ces questions ?

D'autres le font à notre place, très imparfaitement ou pire encore, des historiens, sociologues, philosophes, des intellectuels en tous genres qui tous négligent la lutte des classes, négligent le facteur décisif qui a accompagné toute l'histoire du développement du capitalisme, la place qu'occupe la classe ouvrière dans la société (et le mode de production) comme seule classe indépendante de la classe des capitalistes, pour cette raison la seule à même de renverser le capitalisme, la classe dont le sort se confond avec celui de l'humanité, du coup ils en arrivent tous à la conclusion qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, ils s'y rallient tous, ils tournent le dos au socialisme.

Avec mes faibles moyens et le peu de temps dont je dispose, il n'y a que 24 heures dans une journée, j'essaie dans mes causeries d'aborder toutes ces questions qui nous intéressent tous, d'alimenter la réflexion des militants ou des travailleurs, petit à petit, parce qu'il faut y revenir cent fois si nécessaire, on essaie d'avancer, vraiment avec les moyens du bord et dans l'isolement le plus total, ce n'est pas facile, rien ne m'y oblige, sauf la conviction que c'est indispensable d'en passer par là.

Pourquoi sommes-nous si nombreux à partager les mêmes idées et que nous ne soyons pas organiser dans le même parti, je parle ici davantage pour vous puisque je vis en Inde ? Qu'est-ce qui nous divise à ce point-là, qu'est-ce qui nous empêche de nous rassembler, de combattre ensemble ? On n'arrive même pas à se parler, c'est terrible, je ne comprends pas où se situe le problème, à moins que ce soit moi le problème ! Je vous accorde que je n'ai pas la délicatesse d'un conteur de fables, certes, mais je considère quand même faire preuve d'une ouverture d'esprit sans jamais vouloir imposer mes idées, je me bats au contraire pour que chacun parvienne à forger librement les siennes et respectent celles des autres, qu'on peut démonter ou étriller parce que cela fait partie du combat politique qui n'a rien d'un club de rencontre. A suivre.

[Haut de page](#) 

Le 29 septembre 2014

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, 18 documents ont été ajoutés. J'ai remplacé plus bas "multipartisme" par "multilatéralisme", je n'ai pas encore relu la causerie.)

Je mets en ligne la causerie du jour, il reste peut-être des erreurs je relirai plus tard, je dois préparer le déjeuner pour Selvi, elle retourne bosser dans une heure. On ajoutera aussi une vingtaine d'articles ou plus.

Osons, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !

Personne n'ose non plus caractériser les membres des différentes organisations terroristes agissant pour le compte de l'impérialisme américain : le lumpenprolétariat, le déchet de leur société qu'ils ont créé et recycle en criminel, puis en chair à canon pour les éliminer.

Au départ des jeunes, des prolos, pauvres, désœuvrés, manipulables, la couche la plus faible et la plus défavorisée de la classe ouvrière dont le sort n'intéresse personne... ou presque.

Qui s'intéresse à cette couche de travailleurs ? Personne à part l'"extrême droite civile ou religieuse.

Pour qui gouverne Hollande-Valls ?

- "Selon Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en mesure de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il gouverne". L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

On nous abreuve avec le "mandat" qui aurait été donné par les électeurs à Hollande (et aux députés du PS), en occultant sciemment celui que lui avait donné les dirigeants de la classe dominante qui l'avait choisi pour concourir contre Sarkozy, sachant qu'à l'arrivée peu importait celui qui serait élu puisqu'il appliquerait leur programme.

L'avantage de ne considérer qu'un aspect de la réalité au lieu de la prendre telle qu'elle est, permet ensuite de lui faire dire ce que l'on veut, de la manipuler et de manipuler ceux qui vous font confiance. Cela évite d'avoir à caractériser Hollande et le PS et de continuer à véhiculer des illusions.

Question : Ces gens-là servent-ils vraiment notre cause ou poursuivent-ils un autre objectif selon vous ?

Syrie. Il faut le marteler, les démasquer, démontrer leur rôle de relais du régime, les harceler, les attaquer

Les médias et les instituts de sondage sont dorénavant indissociables, la propagande, la voix du néolibéralisme ou des besoins de l'oligarchie financière.

Quel est le véritable objectif de la « résolution historique » (Obama) N° 2178 que vient d'adopter le Conseil de sécurité de l'Onu ?

- "... les attaques aériennes lancées en Syrie par les États-Unis, avec le concours de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis, se concentrent sur les raffineries modulaires et autres sites pétroliers syriens, sous le prétexte qu'ils sont exploités par l'EIIL. Sur la base de cette même motivation, les USA peuvent détruire tout le réseau d'industries et infrastructures syriennes pour faire s'effondrer le gouvernement de Damas."

Avec la complicité de la Russie et la Chine présentées jusque là comme des outsiders à l'hégémonie américaine, les garants du rééquilibrage du rapport de forces entre les nations ou les puissances impérialistes, du multilatéralisme, de la paix et autres balivernes du même genre, en réalité ils récidivent la forfaiture qui avait permis à l'Otan de bombarder la Libye et d'en finir avec Kadhafi. A l'époque et après coup, on nous avait expliqué que les autorités russes et chinoises s'étaient fait berner comme des novices par les Américains, car voyez-vous ils n'avaient pas l'habitude de ce genre de tractations, ils se seraient laisser abusés par les subtilités sémantiques employées par les rédacteurs d'une brève résolution, pour un peu ce serait de la faute de leurs traducteurs qui étaient mauvais. Evidemment, nous n'avons jamais cru cette version des faits.

On attend que les intellectuels anti-impérialistes qui soutenaient cette théorie foireuse pour ne voir qu'un aspect de la situation mondiale nous fournissent des explications. Entre nous, on peut attendre longtemps !

- "... en approuvant la résolution, Moscou et Pékin ont de fait permis à Washington de l'utiliser comme « motivation » légale pour l'action militaire lancée au Moyen-Orient qui, dirigée formellement contre l'EIIL, vise la destruction complète de la Syrie, jusqu'ici empêchée par la médiation russe en échange du désarmement chimique de Damas, et la réoccupation de l'Irak." (Derrière l'unanimité du Conseil de sécurité, par Manlio Dinucci)

On a envie de dire, fin de cette mise en scène ou comédie, où finalement les uns et les autres s'en tirent très bien, ce qui ne sera pas le cas des peuples irakien et syrien qui une nouvelle fois croulent sous les bombes. Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut revenir aux contradictions ou les défis auxquels doivent faire face Américains, Russes et Chinois, qui selon leur rang au niveau de l'économie mondiale et leur rôle au sein du capitalisme mondial ne sont pas exactement les mêmes ou s'expriment différents.

En tant que chef de file du capitalisme mondial où les contradictions sont les plus exacerbées, l'urgence commande aux Etats-Unis d'intervenir à l'échelle du monde ou de se lancer sans cesse dans des aventures impérialistes, cela tombe bien puisque ces contraintes économiques inhérentes au système capitaliste coïncident avec la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière dans la perspective de s'emparer du pouvoir politique à l'échelle mondiale.

Leur objectif n'est pas de sauver à proprement parler un système économique qu'ils savent voué à l'effondrement, le système capitaliste, mais plutôt d'oeuvrer à la préservation du système de servitude humaine, l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils savent menacé à terme par la lutte de classe du prolétariat mondial ou la révolution socialiste mondiale, du fait qu'il est incompatible avec la satisfaction des besoins de 7 milliards d'habitants ou plus. Conserver leur pouvoir leur assigne donc pour tâche, à la fois de liquider le système capitaliste qui sert de base au socialisme, et de mettre en place un pouvoir politique qui repose sur un système d'oppression généralisé, qui interdise aux exploités d'entrevoir la possibilité de s'opposer ou de

renverser leur pouvoir. Tandis que leur système économique serait uniquement basé sur une sorte de règlement intérieur policier comme il en existe déjà dans certaines entreprises, à défaut dans un premier temps de figurer textuellement dans une ou des constitutions, il passerait par des traités gravant dans le marbre la domination des multinationales (ou l'oligarchie financière) une fois la souveraineté des nations ou Etats liquidée ainsi que celle des peuples dépoivillés de tout droit politique, base juridique sur lequel reposeraient dorénavant leur pouvoir, dont la légitimité impliquerait la négation de la lutte des classes puisque ces traités ou ces constitutions consacreraient la victoire définitive des exploiteurs sur les exploités, donc ne laissant à ces derniers aucune chance d'accéder un jour à leur émancipation.

Voilà la stratégie politique qui guide l'action de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Les Russes et les Chinois en ont parfaitement conscience. Il faut avoir à l'esprit aussi qu'ils participent aux côtés des Américains et des représentants des puissances occidentales à la Commission Trilatérale mise en place en 1972 par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, Rockefeller en étant le président. Cependant ils ne peuvent pas jouer la partie au même niveau que les Américains pour occuper un rang inférieur dans le cadre du développement du capitalisme mondial, ils doivent se contenter des seconds rôles à leur côté. Si les Américains sont préoccupés par leur propre développement futur et doivent maintenir l'ordre dans leur propre pays, les Russes et les Chinois d'autant plus qu'ils sont en retard, ce qui sera source de frictions entre eux. L'économie américaine et en partie mondiale repose sur la consommation américaine, sur le marché américain, qu'elle se grippe et c'est l'économie mondiale qui risque de s'effondrer, d'autant plus qu'il existe une interdépendance des marchés financiers à l'échelle planétaire. La hausse du dollar ces derniers temps a pour but de doper la consommation américaine. Les économies russe et chinoise ainsi que leur développement reposent essentiellement sur les exportations de matières premières (Russie) ou de biens de consommation (Chine). Les classes dominantes russe et chinoise s'enrichissent rapidement grâce au développement de l'économie de leur pays ou leur immense marché intérieur, tandis que la classe dominante américaine s'enrichit de préférence sur le dos des travailleurs du monde entier, il existe donc une énorme différence entre eux ou leurs intérêts diffèrent, même s'ils poursuivent le même objectif. Le processus par lequel ils s'enrichissent diffère avions-nous dit, c'est ce que les Américains ne supportent pas, ils voudraient le contrôler ou que ce soit l'oligarchie russe et chinoise qui le contrôlent en prenant directement le pouvoir politique.

De plus, et c'est sans doute le facteur déterminant, la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne étant mondiale par nature, pour qu'elle progresse il faut que les principales puissances impérialistes y participent le plus rapidement possible, qu'elles l'adoptent ou y souscrivent n'est pas suffisant, visant le double jeu ou l'hypocrisie de l'oligarchie russe et chinoise qui à terme en seront bénéficiaires au même titre que l'oligarchie américaine et occidentale mais qui pour le moment tirent davantage profit de leur marché respectif, certains oligarques russes ont déjà franchi le pas en s'attaquant à Poutine, au sein même de l'oligarchie il existe des contradictions que les Américains voudraient réduire au plus vite, c'est ce qu'ils indiquent en affichant leur intention d'en finir avec Poutine, pendant qu'Exxon ou Rockefeller traite avec Poutine ce qui montre que l'oligarchie américaine n'est pas non plus homogène quand à la stratégie a adopté pour parvenir à intégrer la Russie et la Chine à leur stratégie politique globale, mondialiste. Sur le plan politique, les tensions qui apparaissent en Russie traduisent cette contradiction entre oligarques, plus que la lutte des classes qui demeurent à un niveau maîtrisable, médiocre, le mouvement ouvrier russe n'ayant pas retrouvé la voie du socialisme.

Le cas de la Chine diffère dans la mesure où elle est 15 fois plus peuplée que la Russie et concentre un énorme prolétariat dans des zones industriels qui de ce fait prend petit à petit conscience de la force qu'il représente et devient de moins en moins docile, de plus en plus revendicatif, ce qui pose un problème politique au sommet de l'Etat. Ce qui rebute les Américains, ce n'est pas que la Chine finisse par adopter le mode de développement économique des puissances occidentales ou que le capitalisme s'y impose, bien au contraire, en revanche ce qu'ils n'admettent pas c'est qu'il s'accompagne de concessions sociales, alors que les Américains s'emploient à les supprimer partout dans le monde, par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale en Afrique, des gouvernements en place ou l'Union européenne en Europe, ailleurs, au Moyen-Orient ou en Amérique latine ils complotent ou fomentent des guerres pour renverser les gouvernements qui sont hostiles à leur politique ultra libérale ou néolibérale.

Il faut bien comprendre que la notion de droit social, qui plus est d'acquis social est incompatible avec le nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, parce que ces principes impliquent la lutte des classes, un rapport de force entre des classes qui selon la situation tournera à l'avantage de l'une ou à l'autre, or ce qu'ils visent c'est la disparition de la lutte des classes, sa neutralisation devant conduire à sa mort à petit feu, car brutalement ils ne peuvent obtenir ce résultat durablement, même l'établissement de dictatures militaires ne dure qu'un temps ou n'est pas la solution idéale. La notion de droit, de justice, de légitimité implique leur contraire, l'absence de droit, l'injustice, l'ilégitimité, ou le système dans lequel ils veulent nous enfermer exclut ces notions, tout principe ou valeur à caractère progressiste, social ou humaniste, son existence comme aboutissement du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme suffit à le justifier, de telle sorte qu'on ne puisse avoir aucune emprise sur lui, il est et ne se discute pas, c'est la raison pour laquelle nous évoquons une dictature implacable comme on n'en a pas idée.

En Chine le développement du capitalisme alimente la lutte des classes, comme en Europe ou dans les pays qui se sont industrialisés au XIXe et XXe siècle. Les Américains, qui y ont largement contribué en exportant des quantités énormes de capitaux en Chine, veulent bien en tirer les avantages, mais ils voient d'un mauvais œil les inconvénients inévitables qui les accompagnent, la hausse rapide des salaires et du niveau de vie de centaines de millions de Chinois qui en prennent l'habitude et revendiquent de meilleures conditions d'existence, alors que ce n'était pas forcément prévu à leur programme. Ils savent que l'industrialisation se développe selon un mode contradictoire dont ils ne contrôlent pas tous les aspects, au cours de ce processus en Chine

les autorités chinoises sont à la fois leurs alliés et leurs ennemis. Leurs alliés dans la mesure où ils leur permettent d'exploiter leur main d'oeuvre à bas coût et de réaliser d'énormes profits, de rééquilibrer ou de freiner ainsi la baisse du taux de profit moyen qui menace le capitalisme mondial, leurs ennemis parce qu'ils n'ont aucune emprise sur le pouvoir politique qui peut être tenté de faire preuve de laxisme sur le plan social pour assurer la stabilité du régime, plutôt que d'affronter ou réprimer violemment la classe ouvrière.

En Chine comme en Afrique, les Américains considèrent que l'implantation de leurs multinationales dans ce pays ne doit pas s'accompagner du développement d'infrastructures mises à la disposition de la population, dont le niveau de vie doit demeurer le plus bas possible. Le développement de leur marché intérieur doit permettre d'écouler les produits fabriqués par leurs multinationales ou importés par d'autres multinationales occidentales, en direction principalement des nouvelles classes moyennes, mais en aucun cas il ne devrait favoriser des producteurs locaux ou indépendants qui pourraient entrer en concurrence avec leurs multinationales, leur objectif étant de contrôler le nombre de multinationales existant dans le monde, ce que confirme la quasi-impossibilité des multinationales chinoises ou indiennes par exemple d'exporter des voitures aux Etats-Unis ou en Europe, par contre ils en exportent en Afrique, en Amérique latine ou dans d'autres pays d'Asie, au grand dam des Américains et des Européens, on aurait envie d'ajouter, d'où la guerre actuelle au Moyen-Orient, car tout se tient, il ne faut pas en chercher ailleurs l'origine.

L'ensemble des contradictions auxquelles doivent faire face les différents impérialismes dont nous venons de dresser un rapide tableau, incomplet évidemment, nous sommes allés à l'essentiel, chacun pourra le compléter, quelle que soit leur nature ou la manière dont elles se présentent actuellement, ont en commun de s'inscrire dans la même perspective politique, d'être liées par la stratégie politique, car il n'existe pas de politique alternative ou opportunité au modèle économique basé sur l'exploitation de l'homme pour assurer sa survie qu'incarne ou concentre le pouvoir acquis par l'oligarchie financière qui possède les banques centrales et les banques, les multinationales, qui a mis la main sur la monnaie et sa fabrication, les matières premières, le savoir, les universités, les écoles, les institutions financières et politiques internationales, les gouvernements, les partis politiques dits de droite ou de gauche.

Ce sont uniquement les inégalités du développement économiques des différents pays, les particularités de leur histoire et de la lutte des classes qui s'y est déroulée jusqu'à nos jours qui alimentent ces contradictions et contribuent à l'affrontement entre les différents impérialismes, dont à l'arrivée les intérêts sont identiques en ayant qu'un seul ennemi commun : le prolétariat mondial, la révolution socialiste.

Les intellectuels en tous genre qui se détournent de la lutte des classes ou vomissent le marxisme et le socialisme présentent cet affrontement entre impérialiste comme une lutte entre bons et mauvais impérialistes, comme s'il y aurait de bons et de mauvais patrons ou exploiteurs, en réalité leurs désaccords (entre impérialistes) portent autant sur les moyens, les rythmes et les délais pour parvenir au même résultat, les uns et les autres n'ayant pas les mêmes priorités internes ou externes, les apparences rendront plus présentables l'un ou l'autre à leurs yeux, alors qu'en réalité ils représentent tous les intérêts de la même classe.

Si on voulait être très précis, ce n'est pas l'impérialisme américain qui est en guerre, mais l'oligarchie financière, la couche supérieure du capitalisme qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis, qui contrôle le gouvernement, la Fed évidemment, domine le Pentagone et la CIA, le FBI, etc. elle est en guerre contre les classes dominantes des Etats qui n'ont pas porté au pouvoir celle qui incarne sa politique ou qui refusent de s'y soumettre par crainte de perdre leurs priviléges. C'est elle qui mène la guerre contre l'Irak, la Syrie, qui menace la Russie, l'Iran, qui harcèle la Chine. La Russie ou la Chine ne défendent pas les intérêts de leurs peuples, mais ceux de leur classe dirigeante au pouvoir.

Que les oligarques choisis par Washington parviennent au pouvoir en Chine et en Russie, et demain les Etats-Unis auront les meilleures relations du monde avec ces Etats, comme c'est le cas avec le Canada, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, l'Union européenne. Ce qui paraissait totalement invraisemblable hier est en voie de se réaliser, sur la base de la défaite définitive du mouvement ouvrier internationale, du prolétariat mondial qu'on s'était refusé d'envisager.

On veut encore croire qu'on sera capable de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard, mais il faut être lucide jusqu'au bout et constater qu'on n'en prend pas vraiment le chemin, il faudrait commencer par prendre conscience du danger fatal qui nous menace, qui n'est pas le terrorisme, mais bien plutôt le terrorisme d'Etat que personne ne dénonce pour le moment ou si maladroitement que cela revient au même.

On dispose de tous les éléments pour mener ce combat à bien, pour vaincre notre ennemi. Hier encore on nous rigolait au nez lorsque nous parlions de lutte à mort, toutes les guerres qui se sont succédées depuis 2001 le démontraient suffisamment, mais non, c'était plus confortable de se laisser berner par la politique conciliatrice et apaisante de nos dirigeants, déterrer la hache de guerre aurait effrayé les travailleurs et les militants, il ne fallait pas s'en couper disaient-ils, en fait ils pensaient plutôt aux représentants de la classe dominante et aux appareils corrompus des syndicats qui leur seraient tombés dessus, ce qu'ils voulaient éviter à tout prix.

Nous n'avons pas ces scrupules, épargner Hollande, le PS, la pseudo-gauche et extrême gauche, les appareils pourris des syndicats, ne fait pas partie de notre registre, moins encore les représentants officiels de la classe dominante, UMP, MoDem, UDI,

FN et leurs satellites respectifs.

En bombardant en choeur (union nationale) les peuples irakien et syrien, c'est nous qu'ils bombardent, tous les peuples !

En complément.

- L'internationale de l'oligarchie financière existe-t-elle déjà ? Réponse.

- Rosneft annonce une découverte avec Exxon dans l'Arctique - Reuters

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé samedi avoir fait une nouvelle découverte de pétrole avec ExxonMobil dans un gisement offshore de l'Arctique, qui est au centre de la controverse liée aux sanctions. Reuters 28.09

Syrie. Quand "opposition modérée", "rebelles", "insurgés", EI et Al-Nosra ne font qu'un.

C'est écrit, lisez attentivement cet extrait d'un article de l'AFP est révélateur (si nécessaire !). On imagine que sur le terrain c'est encore plus flagrant et que la majorité des Syriens ne s'y trompent pas, c'est d'ailleurs ce qui les conduit à rejoindre les milices qui combattent au côté de l'armée syrienne ou à soutenir Assad.

AFP- Les Etats-Unis ont explicitement exclu toute participation de Damas à la coalition et soutiennent des factions rebelles considérées comme modérées qui luttent à la fois contre les jihadistes et le régime de Bachar al-Assad.

Selon la Maison Blanche samedi, la conseillère de Barack Obama à la sécurité nationale, Susan Rice, a rencontré vendredi l'opposition modérée syrienne à Washington, lui apportant son soutien et réaffirmant "*que le président Assad a perdu toute légitimité*"

Les États-Unis avaient affirmé avoir frappé mardi en Syrie un dangereux groupe dénommé Khorassan, mais pour les experts et les rebelles, il s'agit en réalité des jihadistes du Front Al-Nosra, qui combattent avec les insurgés contre le régime.

Des rebelles combattant le régime de Bachar al-Assad et alliés à Al-Nosra ont d'ailleurs critiqué les frappes qui ont visé le groupe.

Rivaux sur le terrain en conflit syrien bien que partageant la même idéologie jihadiste, l'EI et Al-Nosra se livrent à des combats sanglants depuis janvier, mais ils se retrouvent aujourd'hui tous les deux la cible de ces frappes inédites en Syrie. AFP 27.09

EI ou quand ils détruisent les infrastructures de la Syrie.

Le MI6 a créé l'ASL à Londres, ce qu'ils appellent "*l'opposition modérée*" à Bachar Al-Assad, c'est la façade politique de l'armée de mercenaires que les pays du Golfe, la Turquie, Israël devaient recruter en Afrique du Nord et au Moyen-Orient principalement pour faire chuter le régime syrien, salafiste, takfiriste, combattant au côté de groupes terroristes liés à Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, financés et armés par les mêmes commanditaires, ils devaient se partager le sale boulot, sauf que leur rivalité vint leur compliquer la tâche, rivalisant dans la cruauté et les exactions la majorité des Syriens leur tournèrent le dos.

L'ASL ne réussit jamais à prendre pied en Syrie, elle n'a aucune légitimité en dehors du cercle des "amis de la Syrie", les pays qui la bombardent aujourd'hui. Son impuissance et ses échecs successifs face à l'armée syrienne soutenue par l'immense majorité des Syriens, obligèrent les Américains à changer de tactique.

A partir du Front Al-Nosra ou des dissidents de ce groupe, ils formèrent l'EIL. Enlisé ou piétinant en Syrie, conformément aux ordres transmis depuis le Pentagone, ils jetèrent leur dévolu sur l'Irak où tout un dispositif avait été mis en place pour les accueillir avec cette fois les grands moyens. Une fois réalisée leur jonction avec les sunnites réfractaires au pouvoir central et engrangés des succès fulgurants dans le nord de l'Irak, que les médias occidentaux s'empressèrent de répercuter, faisant en quelque sorte à leur place la propagande en faveur du djihad, la mayonnaise ayant pris ou pour la faire monter davantage ils proclamèrent l'Emirat Islamique sur fond de génocides et de nouveaux massacres réalisés sur ordre des Américains qui firent mine d'être surpris, de manière parcimonieuse ils commencèrent à les bombarder sans leur infliger de pertes significatives.

Pour accentuer encore le sentiment de dégoût ou de révolte que pouvaient susciter à travers le monde leurs épouvantables actes de barbarie, vint le moment où ils sortirent la vidéo d'une décapitation d'un Américain qui apparemment avait eu lieu un an auparavant, ce que le citoyen lambda ignorera et continuera d'ignorer, afin de porter l'émotion de la population américaine et occidentale à son comble et réclamer vengeance que leurs dirigeants se chargeront généreusement d'accomplir à leur place par la suite, et la boucle était bouclée pour justifier ou légitimer le bombardement des positions d'EI en Irak et en Syrie par les puissances occidentales (inclus Israël) flanquées de leurs larbins arabes qui pouvaient commencer, en réalité les infrastructures de la Syrie ou ses complexes pétroliers et gaziers, car leur objectif demeure la chute d'Assad.

Voyons maintenant comment ils s'y prennent par médias interposés pour présenter les faits, qui évidemment n'ont rien à voir avec la réalité ou la situation réelle. C'est du domaine de la désinformations pures, de l'information fabriquée ou de la propagande pour justifier leur intervention militaire en Syrie et camoufler le plus longtemps possible leur véritable intention.

Ils évoquent des raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique, sans mentionner qu'elles appartiennent à la Syrie et qu'elles permettent en temps normal de financer l'économie syrienne ou le budget de l'Etat, qui sans les profits réalisés avec l'exportation du pétrole et du gaz qui sont ses principales sources de revenu, ne pourrait pas assurer à la population un niveau de vie supérieur à ceux de bien des pays de la région ou d'autres parties du monde.

- La coalition anti-jihadistes a frappé de nouvelles raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie (AFP) Il s'agirait dans un premier temps de "*quatre raffineries de taille modeste*", pas de quoi fouetter un chat, puis au détour d'un autre article on apprend qu'en réalité ils avaient bombardé "*la plus grande structure du pays*", tandis que les jours précédent ils "*avaient déjà visé au moins 12 raffineries de pétrole*". Bref, on aura compris que c'est le régime syrien et son armée qu'ils veulent paralyser s'ils manquaient de pétrole pour poursuivre la guerre qu'ils mènent contre ces envahisseurs agissant pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Un faux prétexte ou le mensonge grossier qui sert à couvrir cette entreprise de démolition systématique... comme en Libye.

- Syrie: Des frappes visent l'or noir des djihadistes, Al-Qaida menace - 20minutes.fr

Car ils ne seraient pas financés par les puissances occidentales et les pétromonarchies du Golfe... Avant de mettre la main sur ces raffineries, l'argent dont ils disposaient avait poussé tout seul dans le désert, en une nuit dites-donc...

- Syrie: Trois nouvelles raffineries de Daesh détruites par des frappes de la coalition - 20minutes.fr

- Elle (la coalition anti-syrienne. - ndlr) cherche ainsi à assécher la manne financière que représente l'or noir pour les jihadistes, qui l'achemine en contrebande notamment vers la Turquie voisine, selon des experts.

"L'EI raffinait du pétrole de manière artisanale et le vendait à des commerçants turcs, a expliqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. La coalition veut ainsi détruire l'économie de l'EI, le nerf de la guerre". (AFP)

La coalition dirigée par les Etats-Unis a procédé, tard dans la soirée du dimanche 28 septembre, à des frappes contre le principal complexe gazier aux mains de l'organisation « *Etat islamique* » (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Elle a attaqué, « *pour la première fois* », l'entrée et la salle de prière de l'usine Coneco, a détaillé l'ONG proche de l'opposition modérée au régime de Bachar Al-Assad. Il s'agit de la plus grande structure du pays. Selon l'OSDH, cette attaque a pour but de pousser les militants de l'EI à abandonner ces installations. Aucun mort n'est à déplorer, mais quelques djihadistes ont été blessés lors de ce raid. AFP et Lemonde.fr 28.09

On a la preuve ici qu'ils ont visé "*la plus grande structure du pays*" en épargnant les djihadistes, ils le disent eux-mêmes.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme est une branche de la soi-disant opposition modérée installée à Londres qui émane du MI6, la CIA britannique si vous préférez.

Partant de là ils ne peuvent pas dire qui achète ce pétrole à "*des commerçants turcs*", vous savez ces petits bouquiers qui tiennent des échoppes où l'on peut boire du café et fumer le narguilé, et qui l'air de rien dans le coffre-fort de leur arrière boutique disposent de milliards de dollars, en réalité des négociants servant d'intermédiaires aux plus grandes compagnies pétrolières américaines qui seules disposent des capitaux suffisant pour acheter ce pétrole, des tankers pour l'acheminer vers leurs destinataires finals, leurs client habituels en somme, où cela en Europe, parmi les pays de l'UE selon différentes sources.

Ils ne peuvent pas avouer que la Turquie et Exxon et Cie, ainsi que des Etats de l'UE sont de mèche avec EI, donc ils brodent une fable destinée à la population qui ignore tout ou presque ce qui se trame dans son dos, en son nom de préférence, pour s'en tenir à la version officielle que leur servent les médias et les gouvernements.

Revenons en arrière. Pourquoi finalement avouent-ils tranquillement leur imposture ou supercherie ? Parce qu'ils s'en foutent, ils se considèrent déjà comme les maîtres du monde et agissent en conséquence.

Par ailleurs ils savent à quel degré de dégénérescence en est rendu le mouvement ouvrier international et son avant-garde. Ils

savent qu'il n'existe aucune opposition organisée suffisamment puissante pour mobiliser les masses contre leur politique, que les opposants à leur politique sont soit corrompus, soit disséminés dans une multitude de partis ou organisations insignifiante ou marginaux qui passent leur temps à se déchirer entre eux, qu'aucun n'est cohérent dans son discours ou ne réalise le lien qui existe entre la crise du capitalisme et leur stratégie mondiale. Et en y regardant de plus près, ils peuvent observer qu'ils en sont réduits à emprunter la même méthode que la leur ou les médias, qui ne fournissent à la population que les éléments qu'ils veulent bien porter à leur connaissance, mais qui ne lui permettront jamais de comprendre réellement la situation ou ce qui se passe vraiment. Ils peuvent en tirer la conclusion, qu'après y avoir mis les formes, ils ont le champ libre pour appliquer leur politique, nous l'imposer sans qu'on puisse s'y opposer réellement.

On parle de guerres ici, faut-il le rappeler, c'est l'expérience la plus terrible qu'un peuple peut connaître, qui vous marque à vie, alors de là à dire qu'il est minuit dans le siècle, on est en droit de le penser hélas !

Vous imaginez un instant la terrible responsabilité de nos dirigeants, à quoi a conduit leur faillite, leur incurie politique.

En complément.

Pour que la mise en scène soit complète, une ONG façade de la CIA détourne sournoisement l'attention de la population des questions qu'elle devrait se poser en jouant une nouvelle fois sur le registre de l'émotion. On a dit sournoisement car en prétendant dénoncer les victimes civils des raids américains sur la Syrie, personne ne soupçonnera qu'elle pourrait être animée par des intentions inavouables ou qu'elle manipulerait la population, encore moins qui elle est derrière.

- Des frappes américaines en Syrie ont tué sept civils, selon Human Rights Watch - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Jeux institutionnels.

- Le Sénat rebascule à droite, entrée historique du FN avec deux élus - AFP

- Corrèze: le fief de François Hollande bascule à droite - AFP

Dans l'ancien fief de François Hollande, l'UMP rafle les deux sièges en jeu, infligeant notamment une défaite au successeur de François Hollande à la mairie de Tulle, Bernard Combes, également conseiller à l'Elysée chargé des élus.

En Côte d'Or, le siège de la suppléante du ministre hollandais François Rebsamen, Isabelle Lajoux, est tombé dans le giron de la droite.

- « *Très forte progression* » du groupe UDI-UC avec « *plus de 40 sénateurs* » - Public Sénat

- « *Une nouvelle défaite pour le gouvernement Valls* » selon les communistes - Public Sénat

Le responsable des élections Pascal Salvodelli du PCF dans un communiqué : « *Pour éviter la chronique annoncée des prochaines victoires électorales à droite, il y a urgence à sortir la gauche du chaos et changer fondamentalement de politique. Le PCF est animé d'un seul objectif : que la gauche retrouve le peuple pour que le peuple retrouve sa gauche* » Public Sénat 28.09

(Traduire : Hollande qui est de gauche pourrait changer de politique. Il est vrai que pour berner le peuple, il n'y a pas meilleur discours. ndlr)

- Pour EELV, les sénatoriales imposent au gouvernement de « *changer de cap* » - Public Sénat

La droite a retrouvé la majorité au Sénat en dépit d'une relative résistance de la gauche lors des élections sénatoriales de dimanche, qui ont envoyé pour la première fois deux élus du Front national au palais du Luxembourg.

Il s'agit de la troisième défaite électorale en six mois pour la gauche au pouvoir, après les municipales de mars et les européennes de mai. Petite consolation, "il n'y a pas de vague bleue", a affirmé le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis.

A 22H00, la droite républicaine totalisait 188 sièges, soit 13 de plus que la majorité absolue (175), la gauche 155 et le FN 2. Le sort de trois sièges (en Guyane, à Saint-Martin et en Polynésie) n'était pas encore connu.

A gauche, les dégâts sont surtout sensibles pour les radicaux de gauche (PRG) et les communistes. Sensation du scrutin, Jean-Michel Baylet, président du PRG et du conseil général du Tarn-et-Garonne, est battu dans ce département. Anne-Marie Escoffier (PRG), ex-ministre déléguée à la Décentralisation du gouvernement Ayrault, a dû s'incliner dans l'Aveyron. En Savoie, l'ex-ministre du gouvernement Ayrault, Thierry Repentin, a été battu. Les communistes, qui avaient 21 sénateurs, passent à 18, perdant un siège dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, et l'Allier. Les écologistes, qui espéraient gagner un siège auprès des Français de l'étranger, n'y sont pas parvenus. AFP 28.09

"Entente" mafieuse. La dictature mondiale franchit une nouvelle étape.

Tels des contrebandiers. Ils passent par la bande pour ensuite s'attaquer au plat de résistance : le traité de libre-échange USA-UE.

Accord négocié jusqu'au bout en secret, qu'ils nous livrent une fois conclu sans que les peuples concernés ne soient consultés. Vous appelez cela comment ?

- Conclusion formelle de l'accord de libre-échange Canada-UE - AFP

Le Canada et l'Union européenne ont formellement conclu un accord de libre-échange, perçu par les dirigeants européens comme un "*modèle*" pour une entente semblable entre l'UE et les Etats-Unis.

Le texte de l'accord, qui fait environ 1.600 pages, a été publié vendredi en français et en anglais, donnant le coup d'envoi de son processus de ratification, malgré les réserves exprimées par certains des 28 membres de l'UE.

Le ministre allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel, a demandé jeudi la renégociation d'un point important de l'accord, celui sur "*la protection des investissements*", estimant qu'il "n'est pas acceptable en l'état aux yeux de l'Allemagne".

Ce mécanisme, qui prévoit notamment le recours à l'arbitrage international, pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Mais le commissaire européen au commerce, Karel De Gucht, a mis en garde jeudi contre la tentation de renégocier certains pans de l'accord.

"Si nous rouvrons les négociations sur CETA, alors c'est la mort de l'accord", a-t-il dit en utilisant son abréviation en anglais au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

"L'accord a été entièrement soutenu par tous les membres de l'Union européenne, y compris l'Allemagne", a noté vendredi le président de la commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse à Ottawa avec le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le Premier ministre canadien Stephen Harper.

Il serait "*très étrange*", a-t-il dit, que l'Allemagne tente de bloquer sa ratification, car "*c'est le pays en Europe qui en tirera le plus profit*" compte tenu de la taille de son économie et à titre de plus gros exportateur.

"Je crois que nous avons obtenu le meilleur accord possible et je n'ai aucun doute qu'il sera ratifié par tous les Etats membres", a-t-il ajouté.

Une fois traduit dans toutes les langues officielles de l'UE, l'accord sera ratifié l'an prochain et entrera en vigueur en 2016, a prédit M. Barroso.

(Il en parle comme si c'était fait, car en face il n'existe aucune opposition, confirmant que la gauche est bien morte et que nous vivons sous une dictature. -ndlr)

Les entreprises de l'UE auront désormais accès aux marchés publics de tous les niveaux de pouvoir au Canada, y compris ceux des villes et des provinces, un pactole estimé à plus de 150 milliards de dollars par année.

(On ne voit pas pourquoi les administrations ou les communes canadiennes devraient cesser du jour au lendemain de faire appel aux entreprises locales ou nationales avec lesquelles elles avaient l'habitude de traiter. - ndlr)

Les Européens ont aussi obtenu une protection complète des noms de produits du terroir, comme parmeigiano reggiano, à une quinzaine d'exceptions près.

En échange, les Canadiens ont obtenu de nouveaux quotas d'importation de boeuf et de porc.

(Qu'est-ce que c'est quelques croutes de fromage contre un gros boeuf ? Boeuf et porc canadien qui n'a cessé de perdre des parts de marché depuis 2010, notamment au Japon, trop cher, problèmes sanitaires, etc. (www.laterre.ca). Je n'ai pas le temps, il faudrait faire une recherche approfondie sur cette question. - ndlr)

Pour M. Harper, qui mise sur le bilan économique de son gouvernement pour assurer la réélection de son parti conservateur aux législatives de l'an prochain, cet accord "*change la donne*" dans les relations entre le Canada et l'UE.

"Le Canada est le premier pays du G7 avec lequel l'Union européenne conclut un accord commercial", a rappelé de son côté M. Barroso. *"C'est probablement l'accord le plus avancé au monde aujourd'hui en termes d'intégration des marchés"*, a-t-il dit.

(Le "*plus avancé au monde*" en matière de spoliation des droits des Etats et des citoyens face aux multinationales, on n'en doute pas. - ndlr)

L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada, loin derrière les Etats-Unis, tandis que le Canada est le douzième partenaire de l'UE.

Le commerce bilatéral entre l'UE et le Canada, qui favorise l'Europe des 28, totalise plus de 60 milliards d'euros (85 milliards de dollars canadiens).

(Demain la tendance devrait s'inverser ou alors ce traité n'aura servi à rien, à moins qu'ils s'en servent pour s'attaquer aux droits des travailleurs canadiens lorsqu'ils sont supérieurs à ceux des travailleurs en Europe. - ndlr)

Les dirigeants des deux zones prévoient que l'accord va doper de 23% leurs échanges commerciaux.

(On ne voit pas par quel miracle ! -ndlr)

"L'accord est un modèle pour les négociations commerciales avec les Etats-Unis", en cours avait estimé jeudi M. De Gucht. AFP 27.09

ACTUALITE EN TITRES

Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "**une réponse**".

- 61% des Français favorables à une remise en cause des 35 heures - LeParisien.fr

- Propositions du Medef : retraite et jours fériés, les Français pas prêts à y renoncer - LePoint.fr

Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.

- Bretagne: des entrepreneurs s'engagent pour le rattachement de la Loire-Atlantique - AFP

- Plus de dix mille Bretons à Nantes pour réclamer son rattachement à la Bretagne - AFP

Entre 13.000 et 30.000 partisans du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne ont manifesté pour la "*réunification*" samedi à Nantes. AFP

Voilà qui devrait remonter le moral d'Hollande. Et peu importe que le procédé soit particulièrement dégueulasse, il est à son image.

- 69% des Français ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - 20minutes.fr

- Sept Français sur dix ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - Francetv info

- Les Français n'aiment pas Valérie Trierweiler - L'Express.fr -

Comme quoi on aime les femmes, pas forcément celle-ci évidemment, mais par dessus tout, on a horreur de ce genre de procédé ignoble, cela montre à quel niveau de bassesse ils peuvent descendre.

Faites tomber les masques. Leur vieux monde entre dictature, imposture et décadence.

- Obama admet avoir sous-estimé la menace que représentait l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Ukraine: Radio Free Europe repart au combat - AFP

- Les Suisses votent contre un système d'assurance-maladie public - LeMonde.fr

- Catalogne: Madrid va bloquer un référendum sans résoudre la crise - AFP

- Royaume-Uni : un ministre démissionne à cause de photos à caractère pornographique - Francetv info

- Première "Gay Pride" à Belgrade depuis quatre ans - Reuters

- Hong Kong: des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie dans la rue - AFP - i

- Israël: 25% des nouveaux logements à Jérusalem bâtis dans l'Est occupé - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Fin de la grève à Air France : "Cette grève était corporatiste", "égoïste" dit Valls - Francetv info

- Fin de grève des pilotes, victoire à la Pyrrhus pour Air France - Reuters

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire à Air France, a décidé dimanche de lever la grève qui affectait la compagnie aérienne depuis 14 jours, sans pour autant être parvenu à un accord avec la direction.

Pressée de "reconquérir la confiance" par le Premier ministre Manuel Valls, la direction de la compagnie s'est félicitée de la fin d'un mouvement "coûteux et dommageable" et a réaffirmé sa détermination à "faire progresser son modèle économique" dans un dialogue "constructif et responsable".

"Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir (...) sans sacrifier un projet stratégique de notre groupe", a assuré le PDG d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, lors d'une déclaration à la presse.

Les syndicats de pilotes reprochent à Alexandre de Juniac "un dialogue social étriqué".

Le SNPL explique dans un communiqué avoir choisi "l'option responsable" d'arrêter la grève, la plus longue depuis le conflit de 1998, et d'"apaiser la situation".

Les pilotes revendentiquent "une victoire" face à la politique de "dumping social", selon eux, de la direction. "Nous avons remporté une bataille capitale, celle du projet Transavia Europe", disent-ils. Ils réaffirment leur détermination à ne rien lâcher à l'avenir sur le développement de Transavia France.

Une ultime série de négociations, qui s'est conclue dans la nuit de samedi à dimanche, n'a pas permis de rapprocher les positions.

Les discussions achoppent toujours sur la revendication d'un contrat unique pour les pilotes.

S'exprimant par la suite à Matignon, Manuel Valls, qui estime que sa "fermeté" réformiste a payé face à une grève "incomprise, corporatiste, égoïste", a appelé à la reprise du dialogue social dans l'entreprise, où grévistes et non grévistes se sont vivement affrontés.

"La démonstration est donc faite que rien ne peut arrêter la réforme. Notre pays connaît beaucoup de blocages et ma tâche, ma mission, c'est bien celle de lever ces blocages et de conduire les réformes quand il en va de l'intérêt général du pays", a dit le Premier ministre.

La direction d'Air France regrette dans un communiqué que les organisations représentatives des pilotes n'aient pas signé un "protocole de fin de conflit équilibré et raisonnable" incluant de "nombreuses avancées".

Elle "confirme sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia en France, relais de croissance majeur du groupe".

Ce développement, précise-t-elle, "se fera dans les conditions économiques et sociales compétitives prévues". Air France attend de ce projet la création "rapide" de 1.000 postes, dont 250 emplois de pilotes.

"Il est temps maintenant de repartir en avant, de reconstruire sur les bases d'une cohésion retrouvée", a dit Frédéric Gagey, PDG d'Air France, dans une déclaration à la presse.

Le protocole présenté vendredi inscrit noir sur blanc l'abandon du projet Transavia Europe, que les syndicats dénonçaient comme la première étape vers la délocalisation des emplois de la compagnie à bas coûts.

Il supprime la disposition introduite en 2007 lors de la création de Transavia France qui limite à 14 avions la flotte de la filiale low-cost. Une flotte qu'Air France envisage de porter à 37 appareils, uniquement des Boeing 737. Les syndicats réclament une flotte homogène mais préfèrent l'A320 d'Airbus.

Le texte distingue en revanche toujours les contrats Transavia et Air France.

Alexandre de Juniac considère que la mise en place d'un contrat unique aux conditions Air France pour tous les pilotes engendrerait un surcoût de 2% à 3% pour Transavia et effacerait la marge de la compagnie à bas coûts.

Or, à travers son plan Perform 2020, dont Transavia France est un élément essentiel, Air France-KLM entend poursuivre ses réductions de coûts au cours des prochains exercices et vise une croissance de son excédent brut d'exploitation avant locations opérationnelles (Ebitda) de 8 à 10% par an entre 2013 et 2017.

Le protocole prévoit qu'un pilote détaché temporairement chez Transavia soit soumis aux conditions de travail de la filiale low-cost mais conserve, entre autres, les bénéfices d'un avancement de carrière à l'échelle du groupe.

Le Spaf, deuxième syndicat représentatif des pilotes d'Air France (12 %), a annoncé dimanche soir qu'il maintenait son préavis de grève, qui court jusqu'au 30 septembre, après l'échec des discussions avec la direction, alors que le principal syndicat, le SNPL, a, lui, annoncé la fin de la grève. *"Nous avons remis à la direction un document écrit de contre-propositions"* concernant la filiale low cost Transavia France, écrit le syndicat dans un communiqué, disant attendre "sa réponse écrite" et indiquant maintenir "son préavis de grève".

Le Spaf affirme que son document présentait *"des garanties d'équité évitant le démantèlement d'Air France et le transfert de son activité au détriment de ses emplois"*. *"Au 14e jour de grève, nous souhaitons que la direction revienne sur ses positions et adopte un véritable dialogue social"*, poursuit le syndicat.

Plus tôt dans la journée, le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 71 %) a, lui, annoncé qu'il levait la grève, malgré l'absence d'un accord avec la direction. Celle-ci s'est félicitée dimanche de la fin de la grève et confirmé "sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia France, relais de croissance majeur du groupe". Reuters et LePoint.fr 28.09

Entre nous, cette issue était prévisible. Je ne l'avais pas reproduit dans les précédentes causerie relatant la grève des pilotes d'Air France, je ne sais plus si c'est le ministre des Transports ou des dirigeants d'Air France qui avait affirmé qu'avec ou sans accord compte tenu des conditions de concurrence qui existaient au niveau du marché européen les clauses qu'il contenait s'imposeraient d'elle-même et personne ne pourrait aller contre.

En lisant cela, mais sans en faire part à nos chers lecteurs, j'en avais déduit que c'était plié car les pilotes le savaient également. Maintenant ils ont résisté, c'est bien et ils fallaient les soutenir, mais à un moment donné s'ils ne parvenaient pas à entraîner les pilotes non-grévistes cet élément risquait de l'emporter. Ils vont voir leurs avantages rognés et on le regrette autant qu'eux, cela dit ils ne vont pas se retrouver à la soupe populaire ou en situation de précarité extrême.

Apparemment parmi nous, il y en a qui avaient misé gros sur ce conflit et qui ont une prédisposition pour le rôle du cocu, ceux qui les ont suivis dans leur délire devraient se poser des questions, à moins qu'ils se sentent aussi à l'aise dans ce personnage. Après tout, de nos jours, les principes, ça va ça vient, c'est comme le reste, on s'habitue à tout, mieux encore, on le revendique, il faut bien s'adapter à son époque, n'est-ce pas ?

Quand l'inceste, la pédophilie et la zoophilie sont légaux ou légitimes, à l'heure où toutes les perversions deviennent un modèle ou sont encouragées sur fond de nihilisme, alors être cocu, franchement, c'est une notion obsolète, quoi de plus naturel en somme ! Après tout, c'est peut-être excitant, qui sait ! Au fait, on parlait d'idées ou de convictions, pas de cul !

[Haut de page](#) 

Le 30 septembre 2014

CAUSERIE

Le saviez-vous ?

Comme c'est étrange, et là pour le coup je suis certain que vous n'étiez pas au courant, aucune agence de presse, aucun média en France à ma connaissance n'a relayé cette information.

Depuis trois jours la Chief Minister du Tamil Nadu, Madame Jayalalita, est derrière les barreaux et elle devrait y rester pendant quatre ans, avec interdiction de se présenter à une élection pendant dix ans notamment. Je ne sais pas au juste pourquoi elle a été condamnée, elle aurait acquis illégalement des milliers d'acres de terres qui valent aujourd'hui 600 crores roupies, 6 milliards de roupies, environ 75 millions d'euros. Comment ? Apparemment en passant par des prête-noms ou sa famille.

Le Tamil Nadu compte environ 55 millions d'habitants, sa capitale est Chennai, ex-Madras, plus de 5 millions d'habitants, c'est le second Etat le plus industrialisé d'Inde si je ne dis pas de bêtise, où sont installés un grand nombre de multinationales étrangères, Ford, Renault, Microsoft, etc. Donc ce n'est quand même pas rien.

En France, on n'imagine pas Hollande, Valls ou un ministre en fonction être arrêté et conduit directement en prison, dans aucun pays en Europe, aux Etats-Unis, etc. Dans tous ces pays qui sont des modèles de démocratie un scénario pareil est impensable, au mieux ils sont conduits à démissionner et par la suite ils peuvent être poursuivis, et rarement ils passent par la case prison, c'est arrivé, je n'ai plus les noms en tête, Bernard Tapie par exemple, Juppé, non, Cahuzac, non, Pasqua le multirécidiviste, non, Chirac, non, Sarkozy, pas encore...

Pendant trois jours il y a eu des scènes d'émeutes au Tamil Nadu, affrontements violents entre les supporters de cette ex-actrice et l'une des plus grandes fortune de cet Etat avec la police, bus brûlés, magasins saccagés, etc. Pas de bus et rideaux baissés y compris à Pondichéry, car les violences ont débordé dans les Etats voisins, au Karnataka où elle est emprisonnée, à Bangalore le siège de l'Income tax pour le sud de l'Inde ou le ministère du Trésor ou des impôts si vous préférez.

Rien dans la presse française apparemment. Jayalalita était davantage considérée comme la présidente du Tamil Nadu que Première ministre. L'Inde est une république fédérale avec son parlement central, où chaque Etat dispose d'un gouvernement et d'un parlement. Il est vrai qu'elle avait un statut apparenté à celui de Hollande ou Valls sur une population équivalente à celle de la France. C'est un membre de son parti (AIADMK) qui a pris sa place. Les Américains auraient bien traîné Modi (BJP) devant un tribunal, le Premier ministre indien, du gouvernement central à Delhi, mais apparemment ils se sont ravisés, ce n'était qu'une menace, une intimidation, les Américains pratiquent la diplomatie de la canonnière lorsqu'on leur résiste, mais de là à imposer un tel affront à un Président d'un pays d'1,2 milliards d'habitants, au dernier moment ils ont dû estimer que ce n'était pas le meilleur moyen pour l'amener à coopérer avec eux plutôt avec eux que les Brics ou la Russie ou encore la Chine, cela aurait été une erreur politique aux conséquences incalculables car les Indiens sont très susceptibles.

Comment faire miroiter aux travailleurs des droits qui ne leur sont pas destinés ? Mode d'emploi social-libéral.

Soutenu par le patronat qui dénonce un marché du travail trop rigide, Matteo Renzi propose de remplacer la multitude de contrats courts existants par un système simplifié au sein duquel la protection du travailleur augmenterait avec l'ancienneté, tout

en facilitant pour les employeurs le licenciement de salariés plus fraîchement recrutés. Reuters 29.09

Traduction : Les patrons pourront vous virer avant que vous n'ayez acquis l'ancienneté nécessaire vous permettant de bénéficier de nouveaux droits. Estimez-vous heureux ! Il fallait y penser. On comprend pourquoi Renzi et Hollande s'entendent si bien.

Rien de nouveau en fait.

C'est la méthode qui est employée lors de chaque "*négociation*" entre le gouvernement, le patronat et leurs partenaires sociaux, les syndicats corrompus des travailleurs, qui bradent nos droits collectifs au profit de droits individuels qui ne profiteront qu'à quelques-uns, hypothétiquement il faut préciser, car uniquement s'ils présentent les conditions requises... ou s'ils n'ont pas été virés entre temps.

Autre exemple, ils permettent aux patrons de licencier plus facilement, et en échange de quoi, généreusement, ils accordent de nouveaux droits aux chômeurs, à l'issue de quoi les dirigeants syndicaux crient victoire !

Et comme les révisionnistes qui se réclament du socialisme ne manquent pas non plus de cynisme, ils osent affirmer qu'en agissant de la sorte l'indépendance des syndicats serait préservée. C'est une imposture et chacun l'aura compris.

Un syndicat ouvrier ne devrait donner son aval qu'à des mesures progressistes, favorables aux travailleurs, et en aucun cas il ne devrait se compromettre en signant des accords qui comportent des concessions au patronat ou à l'Etat dont il n'est pas le représentant.

Le "*bienfait*" de la politique dite contractuelle qui a donné lieu au "*dialogue social*" permanent entre les représentants des exploiteurs et des exploités, consiste justement à accepter ce genre de compromission, ce mélange des genres qui consiste à prendre en considération aussi bien les besoins des travailleurs que ceux des patrons, sachant qu'en réalité à l'arrivée les uns seront lésés et les autres servis.

Etre de gauche, c'est refusé catégoriquement de participer à cette supercherie qui conduit à subordonner davantage les travailleurs au capitalisme, contribue à la dégénérescence du syndicalisme en piétinant son indépendance de classe.

Un parti ouvrier ne peut pas prétendre défendre l'indépendance des syndicats et à la fois soutenir un tel processus qui en est la négation. Le combat syndical et le combat politique doivent se mener conjointement exclusivement sur le terrain de classe indépendant des exploités.

Revenons à Renzi

AFP - II (Renzi - ndlr) accuse ses adversaires de livrer une bataille idéologique sur des règles obsolètes et injustes qui, à ses yeux, profitent aux salariés jouissant de la sécurité de l'emploi au détriment d'autres catégories condamnées à la précarité. AFP 29.09

Qu'est-ce qui est "*injuste*", de proposer une mesure qui conduira à accentuer ou généraliser la précarité ou au contraire, accorder les mêmes garanties à tous les travailleurs, généraliser les clauses qui leur sont les plus favorables pour faire refluer la précarité ?

En choisissant la première version chacun aura compris les véritables intentions de Renzi et dans quel camp il se situe, celui des patrons, de la droite, de la réaction.

[Le club privé des sangsues.](#)

- Bill Gates est l'Américain le plus riche pour la vingt-et-unième année consécutive - [lemonde.fr](#)

En 2014, Bill Gates est resté l'Américain le plus riche. Voilà vingt-et-un ans de suite que le magazine Forbes couronne le fondateur de Microsoft, à l'occasion de la publication, lundi 29 septembre, de son palmarès des 400 Américains les plus riches.

La fortune de M.Gates a grossi de 9 milliards de dollars (7 milliards d'euros) en un an pour atteindre 81 milliards (près de 64 milliards d'euros). L'investisseur Warren Buffet reste numéro deux, pour la treizième année consécutive, avec un patrimoine de 67 milliards (53 milliards d'euros). Il devance Larry Ellison, le fondateur d'Oracle, qui lui est à la tête de 50 milliards (39 milliards d'euros).

Globallement, la fortune de ces 400 milliardaires a augmenté de 13 % depuis 2013. La progression de Wall Street a constitué le principal moteur de cette hausse. La fortune moyenne de ces ultra-riches s'établit désormais à 5,7 milliards de dollars contre 5 milliards en 2013 (4,5 milliards d'euros contre 4 milliards).

Pour entrer dans cette liste, il faut disposer au minimum cette année de 1,55 milliard de dollars (1,22 milliard d'euros). Il s'agit du montant le plus élevé depuis la création du palmarès en 1982. Ainsi 113 milliardaires américains n'ont pas pu faire partie de la liste cette année, faute d'avoir atteint ce montant. En revanche, le palmarès comprend cette année 27 nouveaux, dont Jan Koum, le cofondateur de WhatsApp, qui apparaît directement à la 62e place, suite à l'annonce du rachat de sa société par Facebook pour 19 milliards (15 milliards d'euros).

La progression la plus spectaculaire est réalisée par Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, qui se hisse à la onzième place. Sa fortune est évaluée à 34 milliards (27 milliards d'euros) soit 15 milliards (12 milliards d'euros) de plus qu'en 2013. En pourcentage, c'est Nick Woodman, le fondateur de GoPro, le fabricant de caméras miniatures antichocs et étanches, qui réalise la plus importante progression avec un bond de 200 % de sa fortune (3,9 milliards), suite à l'introduction en Bourse de sa société.

Enfin la benjamine de ce palmarès est Elizabeth Holmes, 30 ans, qui détient la moitié du capital de sa société, Theranos. Spécialisée dans les tests sanguins, cette start-up est évaluée à 9 milliards de dollars. lemonde.fr 29.09

Dossier Irak- Syrie.

Ils bombardent une grande partie de la Syrie.

- Daïr az Zour dans l'est ;
- Manbidj dans le nord ;
- Hasaka dans le nord-est ;
- Rakka dans le nord ;
- La province d'Idlib.

Parole d'internaute

- "Les 3 responsables.

Obama, Cameron et Hollande les 3 va-t-en-guerre contre la Syrie de Bachar al Assad. Ils ont enflammé le pays offrant aux islamistes une opportunité d'expansion inespérée. Premier auto goal ! Ces mêmes chefs de guerre claironnent maintenant qu'ils ont détruit telle ou telle raffinerie de l'EIL. En fait ces outils industriels appartiennent à des Etats ou à des compagnies pétrolières. Qui compensera ces pertes ? Deuxième auto goal ou un super coup pour écraser la Syrie comme planifié il y a quelques mois ?"

Il y a 13 ans au moins...

Propagande et désinformation. Quand la vérité est noyée dans un tissu de mensonges ou d'affabulations, d'amalgame

Sous la pression des informations publiées ou relayées sur Internet par des journalistes opposés à la guerre que mènent les Américain et leur coalition au Moyen-Orient, la réaction se sent obligée de déchirer un petit bout du voile de l'imposture pour ne pas perdre toute crédibilité ou se couper totalement de la population, de leurs adhérents ou lecteurs s'agissant de médias.

Privé de TV5Monde Asie depuis le 20 septembre, le soir je regarde Russia Today pendant environ une heure. J'ai constaté qu'ils diffusaient lors de leurs journaux télévisés ou dans des reportages (en anglais) une grande partie des informations que les médias occidentaux censurent et que vous pouvez trouver dans notre site. Russia Today est diffusée dans le monde entier.

Pour être bref, hier soir aux infos on a eu le droit aux infos à une interview en direct très brève avec quatre intervenants, un Américain, un Britannique, un Russe, je n'ai pas saisi de quelle nationalité était le quatrième, le sujet était l'Emirat Islamique et la question porta sur les soutiens dont il avait bénéficié pour se développer.

Quant vint son tour de parole le Russe exposa tranquillement le rôle joué par les Américains, les Saoudiens et les Quataris, déclenchant la fureur de l'Américain soutenu par le Britannique qui l'interrompit, le quatrième à la stature imposante et d'un froid glacial confirma ce qu'avait dit le Russe en apportant d'autres précisions clouant le bec à l'Américain et au Britannique, puis l'interview prit fin. Le tout dura cinq minutes au plus, scène impensable en France ou aux Etats-Unis. Ensuite dans un documentaire consacré à Internet et au rôle de la NSA, on eu le droit à une interview de Snowden. Après on passa à Guantanamo et aux mensonges d'Obama, le tout agrémenté de récits d'anciens militaires américains blessés en Irak et abandonnés à leur sort par l'administration américaine. Et ainsi de suite, et c'est chaque soir la même chose, avec des sujets différents ou sous des angles différents, et chaque fois le rôle cynique des Américains qui piétinent la souveraineté des Etats est mis en évidence, avec des rappels historiques, des témoignages et foule de détails, de données très précises, incontestables, on comprend que cela rend dingue les Américains. Ces documentaires ou émissions portent aussi sur l'économie et le rôle du dollar, de la Fed, Goldman Sachs, etc, les prédateurs du monde entier.

Aux Etats-Unis et en Europe les dirigeants de la classe dominante et leurs médias n'ignorent pas l'existence de Russia Today, ils n'ignorent pas non plus que des millions d'Américains et d'Européens y ont accès ou la regardent, peuvent y apprendre certaines vérités qu'ils leur cachent, avoir confirmation de ce qu'ils soupçonnaient seulement, obtenir des réponses étayées à leurs questions, etc. Russia Today n'est qu'une infime partie du réseau mondial qui diffusent quotidiennement sur le Net ou d'autres canaux des informations censurées par les médias occidentaux. Plus ou moins maladroitement, il leur faut s'inscrire dans ce mécanisme qu'ils ne peuvent pas ignorer. Un exemple.

Lu dans un article du Point paru hier. Extraits.

Le Point - De nombreux pays et hommes politiques ont contribué à la fulgurante montée en puissance de l'organisation en Syrie et en Irak. (On passera leur amalgame avec l'Iran et le gouvernement syrien accusés d'avoir nourri le terrorisme, ce qui n'est pas totalement faux quelque part, mais qui était nécessaire à leur démonstration pour atténuer le rôle des parrains d'EI. - ndlr)

En un temps record, l'organisation État islamique s'est imposée comme la principale menace au Moyen-Orient et dans le monde. Pourtant, peu de gens connaissaient ce groupe djihadiste il y a encore un an. Qui blâmer pour expliquer sa fulgurante montée en puissance ?

Riyad va fermer les yeux sur le versement de millions de pétrodollars en direction des opposants de Bachar el-Assad les plus radicaux.

Encouragées par l'État saoudien, nombre d'associations caritatives appellent à la "zakat" - la collecte de fonds humanitaires dans le cadre de l'islam - afin de venir en aide aux populations sunnites savamment réprimées par le président syrien. À la manœuvre, des réseaux de prédicateurs religieux, mais aussi des hommes d'affaires réputés pieux, parfois liés à la vaste famille royale saoudienne. Officiellement, le royaume saoud ne finance que les rebelles "modérés" de l'Armée syrienne libre. Pourtant, des fonds saoudiens se retrouvent également entre les mains du Front islamique (rebelles islamistes), ainsi que les djihadistes d'al-Nosra et de l'organisation État islamique.

La Turquie : le trouble jeu. Autrefois allié du régime syrien, Ankara a elle aussi rejoint le camp des anti-Bachar el-Assad. Outre leur soutien politique aux rebelles qu'ils ont accueillis sur leur sol, les islamo-conservateurs ont longtemps fermé les yeux sur le passage à la frontière turco-syrienne de nombreux combattants et armes en direction des groupes djihadistes, dont le Front al-Nosra et l'organisation État islamique. lepoint.fr 29.09

En complément.

- "L'Etat islamique, nous l'avons enfanté", rappelle Dominique de Villepin - Francetv info

Parlez pour vous !

- Frappes en Syrie : la coalition vise Daesh au portefeuille - Le Nouvel Observateur

Tiens, ils ont bombardé Riad et Doha ?

ACTUALITE EN TITRES

Pire que des tacots !

- Toyota rappelle 690.000 véhicules Tacoma aux Etats-Unis - Reuters

Vous ne trouvez pas qu'il a quelque chose du sado-maso ? Tous les jours c'est la saint Nicolas !

- Bernadette Chirac étrille Alain Juppé - Reuters

- NKM assume ses désaccords avec Sarkozy - 20minutes.fr

- Affaire Bygmalion : la chute des "golden boys" de la bande à Copé - Le Nouvel Observateur

Pendant qu'on y est !

- Grands électeurs mais petits arrangements - Liberation.fr

Dans les villes, les sénateurs nomment eux-mêmes une partie de leurs électeurs. Liberation.fr 29.09

[Vous.](#)

- Terrorisme : "Nous sommes pris dans une schizophrénie collective" - L'Express.fr

... eux.

- Netanyahu juge que l'Iran est une menace plus grande que l'EI - Reuters

- Nétanyahou compare le Hamas à l'État islamique - LeFigaro.fr

- Le nouveau président afghan tend la main aux talibans - LeFigaro.fr

[Le PS ?](#)

- Rwanda: perpétuité confirmée en appel pour le parti au pouvoir lors du génocide - AFP

[Le gouvernement fait l'unanimité contre lui, mais privé de musique.](#)

- Paris : Le Philharmonique de Radio France en grève ce vendredi - 20minutes.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Tafta. La voix de son maître. Les médias se lamentent.](#)

Ce qui est en jeu est plus politique qu'économique : C'est l'abdication du pouvoir politique des Etats qui se traduit de facto par la liquidation des droits politiques des travailleurs au profit des multinationales, en disposant d'un tribunal d'exception dévoué à leur cause pour faire valoir leurs droits, de fait ils s'adjudgent les pleins pouvoirs, le pouvoir absolu, sans partage, sans que personne ne puisse le contester, ce qui revient à franchir un pas décisif vers l'établissement du gouvernement mondial qui est leur objectif stratégique final.

A partir d'une poignée de traités semblables signés entre les acteurs des différents continents ou les représentants des multinationales que sont en réalité leurs dirigeants, ils parachèvent l'œuvre qu'ils avaient entreprise au cours des 70 dernières années avec le Gatt, l'OMC, le processus de Doha (inachevé pour le moment), en transmettant tout le pouvoir à l'oligarchie financière, en leur livrant clé en main la totalité de la société avant qu'ils engloutissent le monde pour le modeler à leur image qui aujourd'hui rime avec chaos, guerre et barbarie.

Le FMI et la Banque mondiale serviront désormais à réguler ou répartir les flux financiers nécessaires à alimenter les différents marchés qui désormais seront sous leur contrôle, afin qu'ils répondent exclusivement à leurs besoins, tandis que les institutions politiques répondront à leurs besoins sur le plan social, le terme est inapproprié, en terme de marchandise humaine formaté ou prêté à l'emploi pour faire tourner leur économie, en fournissant suffisamment de bons et dociles esclaves qui seront récompensés en échange de leur soumission totale, le reste ou la majorité, le rebut ou les déchets issus de l'ancienne société seront voués à pourrir sur place jusqu'à extinction de l'espèce ou serviront occasionnellement de chair à canon dans une société militarisée.

Rien ne dit qu'ils parviendront à aller jusque là, mais il est clair que c'est leur objectif qui inclut des visées eugéniques. Comment ne pas voir qu'ils s'emploient à liquider des peuples entiers ou des pans entiers de population qui se chiffrent par millions et millions. Leur problème réside uniquement dans leur capacité à passer à un moment donné à une échelle supérieure, par une guerre mondiale qui pourrait se dérouler en plusieurs étapes, sur différents plans.

A nous de savoir si nous aurons l'intelligence et la détermination suffisante pour nous regrouper et les vaincre, c'est mal parti mais il faut demeurer optimiste, que l'on formule cette perspective est déjà en soi une source d'espoir, non, d'autres en France et dans le monde doivent partager cette analyse. A suivre.

- Tribunaux Tafta : la future commissaire rétropédale - Liberation.fr

La commissaire européenne désignée au Commerce, Cecilia Malmström, est restée ambiguë lundi sur l'inclusion de tribunaux d'arbitrage dans l'accord de libre-échange (Tafta) en négociation avec les Etats-Unis. «*Cette question suscite d'immenses inquiétudes*», a concédé Malmström lors de son audition devant le Parlement européen.

«*Je n'exclus pas que ça soit exclu de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a-t-elle déclaré, mais discutons-en.*» Elle revient donc sur ses positions issues d'un document préparatoire qui a fuité ce week-end, où elle assurait que ce mécanisme «*ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis*». Libération.fr 29.09

AFP - Ce week-end, des versions du discours de Mme Malmström ont fuité. Elle affirmait noir sur blanc que le "mécanisme de protection des investissements", qui suscite beaucoup de méfiance en Europe, notamment en Allemagne, ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ces propos n'apparaissent plus dans les réponses officielles de la commissaire, publiés sur le site du Parlement.

Lors de son audition, Mme Malmström va s'aligner sur la position moins tranchée du président-élu de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker, et mettre l'accent sur la transparence dans les négociations commerciales avec les Etats-Unis.

«*Comme s'y est engagé M. Juncker, la Commission va négocier un accord équilibré et raisonnable avec les Etats-Unis dans un esprit de transparence et de bénéfices mutuels et réciproques*», peut-on lire.

«*Il a insisté sur le fait qu'il ne va pas accepter que la compétence des tribunaux dans les États membres soit limitée par des régimes spéciaux pour les litiges avec les investisseurs*», ajoute-t-elle, en reprenant la formule utilisée par M. Juncker en juillet devant le Parlement européen.

Le mécanisme de protection des investissements prévoit notamment le recours à l'arbitrage international et pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique (Alena).

L'Allemagne ne veut pas de cette clause, ni dans l'accord de libre-échange avec le Canada, dont les négociations ont pris fin vendredi, ni dans l'accord avec les Etats-Unis, connu sous l'acronyme "TTIP" ou "TAFTA".

Un septième cycle de négociations entre Bruxelles et Washington va débuter lundi aux Etats-Unis. Les discussions vont durer toute la semaine. AFP 29.09

- Le traité de libre-échange transatlantique TTIP s'enlise - LeMonde.fr

Que faut-il attendre de la semaine qui s'ouvre ?

«*Il ne va quasiment rien se passer pendant cette semaine de discussions aux Etats-Unis, assure toutefois une source bruxelloise. Les spécialistes vont se contenter – mais c'est un travail énorme ! – de comparer les procédures, pour tel et tel secteur de l'industrie et des services. On n'ira pas au-delà, les discussions sont gelées.*»

Côté américain, le traité n'est plus vraiment à l'agenda d'un gouvernement concentré sur l'enjeu des élections de mi-mandat, en novembre.

En Europe, la Commission, qui a reçu un mandat des Etats membres pour négocier, est sur le point d'être renouvelée, avec l'arrivée, prévue début novembre, d'une équipe emmenée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Le commissaire chargé du dossier « TTIP », le Belge Karel de Gucht, s'apprête à céder son fauteuil (d'ici à novembre), à la Suédoise Cécilia Malmström. «*Pas question, tant que cette dernière n'est pas en poste, de prendre des décisions engageantes pour les mois qui viennent*», décrypte une source européenne.

Mme Malmström a pour l'instant fait preuve de beaucoup de prudence sur le dossier. Elle doit être auditionnée par le Parlement européen, lundi 29 septembre.

Quels sont les points de blocage ?

Mme Malmström, si elle est confirmée à son poste à l'issue de cet examen devant les eurodéputés, et si elle souhaite relancer la «*machine* » à négocier côté européen, devra rassurer, à court terme, les Etats membres et les eurodéputés sur au moins deux points.

Il y a d'abord l'abcès de crispation autour du mandat de négociation du TTIP, aujourd'hui secret. En clair : quels biens et services sont vraiment concernés par l'accord ? Les « anti-TTIP » du Vieux Continent réclament depuis des mois qu'il soit publié. La Commission européenne a fini par demander aux Etats membres d'accepter – c'est en effet à eux de prendre la décision. Et ce d'autant plus qu'un tas de versions du mandat ont déjà fuité sur Internet.

« *Mais certains, comme les Britanniques, sont très réticents. Ils ont peur de créer un précédent, pour d'autres négociations. Et les Américains ne veulent pas en entendre parler* », précise une source européenne.

Le Français Matthias Fekl, tout nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur français, s'est récemment prononcé pour, comme les Italiens quelques semaines plus tôt. « *J'espère qu'on aura un accord entre les 28 Etats membres en octobre* », avance une source bruxelloise.

Le dispositif des tribunaux d'arbitrage, réclamé par les Américains dans le traité, est aussi l'autre très gros point bloquant en Europe. Il s'agit d'instances indépendantes vers lesquelles les entreprises pourraient se retourner si elles estiment qu'un pays menace leurs investissements. Pour leurs détracteurs, ces tribunaux d'arbitrage donnent le pouvoir aux multinationales au détriment des Etats.

Pour tenter de calmer les esprits, la Commission a lancé une consultation publique au printemps à laquelle auraient répondu plus de 150 000 personnes, un record. Mais elle n'a toujours pas fait de compte rendu. Les eurodéputés l'espèrent pour le mois de novembre. lemonde.fr 29.09

[Les Américains s'érigent en procureur des Etats indépendants et souverains, en maîtres ou despotes sur le reste du monde](#)

Brésil

- Au Brésil, un sondage favorable à Rousseff déplait aux marchés - Reuters

Argentine

- Dette: l'Argentine reconnue coupable d'avoir enfreint un jugement aux Etats-Unis - AFP

Un tribunal new-yorkais a estimé lundi que l'Argentine avait usé de voies "illégales" pour contourner un précédent jugement l' enjoignant de rembourser en priorité les fonds "vautours" pour pouvoir continuer à payer ses autres créanciers. AFP 29.09

A l'intérieur, ils traitent leur propre peuple en serf.

Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, ont accordé un prêt à un taux usuraire à AIG via les banquiers de la Fed qui ont empoché le pactole. Rappelons que l'Etat fédéral a perdu la souveraineté de sa monnaie en 1913 au profit des banques privées qui constituent la Fed, et que l'Etat fédéral ne peut prêter que l'argent qu'il a lui-même emprunté à la Fed au taux d'intérêts que lui impose la Fed.

Au moment de l'explosion de la bulle des subprimes en 2008, AIG qui avaient été victime ou plutôt complice des banques qui avaient eu recours à ces montages financiers devenus opaques sous l'effet de la titrisation, pour la sauver de la faillite ou plutôt éviter que l'onde de choc que sa faillite produirait à l'échelle mondiale comme il est précisé plus bas, le gouvernement en échange des 182 milliards de dollars de prêt qu'il lui accordera se livrera à un véritable hold up qui lui se chiffrera en dizaine de milliards de dollars en mettant la main sur 79,9% du capital détenu par les actionnaires au titre de garantie qu'ils ne reviennent jamais et qu'ils réclament aujourd'hui.

L'avocat de l'Etat fédéral ne s'est pas démonté pour autant et a répondu que ces actionnaires devaient s'estimer heureux d'avoir sauvé grâce à l'intervention d'Etat 20% de leurs actifs, alors qu'ils auraient pu se retrouver "avec 100% de rien". On imagine que la part correspondant aux 80% des actifs qui leur ont été subtilisés, puis qui ont été dépressivés avant d'être refougués pour une bouchée de pain aux amis de Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, a depuis repris des couleurs et leur a permis d'empocher un profit substantiel, car entre temps le prix de l'immobilier est reparti à la hausse.

Il nous manque des éléments pour aller plus loin, mais il semblerait que si ces actionnaires tiennent encore à ces actifs en septembre 2014, c'est qu'ils ont de bonnes raisons pour cela, c'est sans doute qu'ils ne sont pas partis en fumée (pour tout le monde) ou qu'ils en connaissent la valeur, finalement ils ont été spoliés par une mesure autoritaire prise par le gouvernement Bush.

Un jour on avait évoqué les taxes nouvelles adoptées par le gouvernement américain à valeur rétroactive que les Américains devaient acquitter sous peine de poursuites ou saisies, illustrant qu'on était bien en présence d'un Etat policier, d'une terrible dictature, on en a là une preuve supplémentaire. Bon, on ne va pas plaindre ces malheureux actionnaires qui ont perdu 40 milliards

de dollars, bien que parmi eux il y a sans doute des travailleurs américains qui avaient placé là leurs maigres économies pour leurs vieux jours, c'était juste pour montrer aux lecteurs qu'on n'exagère rien en caractérisant le régime américain de dictature effroyable.

- L'Etat américain sur le banc des accusés pour le sauvetage d'AIG en 2008 - AFP

Nationalisation salutaire ou "exaction"? La justice a commencé à se pencher lundi à Washington sur le sauvetage financier de l'assureur américain AIG en 2008, suite à une initiative de l'ancien PDG du groupe qui accuse l'Etat fédéral de spoliation.

Le coeur du procès, qui s'est ouvert pour six semaines à deux pas de la Maison Blanche et du Trésor américain, remonte à septembre 2008 et au pic de la crise financière qui a emporté la banque Lehman Brothers.

Au bord de la faillite, le géant de l'assurance AIG demande alors l'aide des autorités américaines. Pour tenter d'enrayer la panique financière, l'Etat fédéral se résout à lui accorder un prêt, qui finira par atteindre 182 milliards de dollars, mais s'empare, en contrepartie, de 79,9% de son capital.

C'est sur ce point précis que l'ancien PDG de l'assureur, Maurice Greenberg, s'est fondé pour porter plainte et ouvrir ce procès, qui devrait voir défiler à la barre l'ancien président de la Banque centrale américaine, Ben Bernanke, et deux ex-secrétaires au Trésor (Timothy Geithner et Henry Paulson).

L'enjeu financier n'est pas mince: les plaignants, regroupés derrière M. Greenberg, réclament quelque 40 milliards de dollars en réparation de la dépréciation de leurs actions.

"Il n'y avait aucune justification à l'appropriation des titres" d'AIG, a attaqué d'emblée son avocat, David Boies, accusant l'Etat d'"extorsion" et d'avoir "diabolisé" l'assureur en lui infligeant un traitement contraire à la Constitution.

Selon l'avocat, AIG est le seul groupe sauvé par les autorités pendant la crise à avoir dû céder la grande partie de son capital.

"Ils (l'Etat) avaient un prêt qui était totalement sécurisé. Ils avaient un prêt sur lequel ils ont imposé des taux d'intérêts usuraires (...) et il ont quand même été chercher 79,9% du capital détenu par les actionnaires", a-t-il accusé en présentant son argumentaire.

Le groupe, qui a aujourd'hui fini de rembourser l'Etat et a renoué avec les bénéfices, n'est pas associé à la plainte.

M. Boies a également soutenu qu'AIG avait été emporté par la crise non pas en émettant des crédits immobiliers à risque, les fameux "subprime", mais en se contentant de les assurer.

"Ils ont fait un exemple en punissant AIG alors qu'ils n'ont pas commercialisé de "subprime"", a affirmé l'avocat tout au long d'une intervention sans notes de 45 minutes.

De l'autre côté de la barre, le représentant de l'Etat fédéral, Me Brian Mizoguchi, a tenté de battre l'ensemble de ces arguments en brèche.

Il a d'abord rappelé qu'AIG ne pouvait plus payer ses créateurs en septembre 2008 et avait sollicité et approuvé à l'unanimité le plan de sauvetage de l'Etat fédéral.

Selon l'avocat, les autorités étaient forcées d'intervenir étant donné le poids de l'assureur et les risques que sa faillite "ne menace l'économie mondiale" dans son ensemble.

"Le but n'était pas de sauver AIG mais de sauver le monde d'AIG", a déclaré M. Mizoguchi, défendant la décision de s'emparer du capital du groupe, qui servait de "garanties collatérales" sur le prêt.

Selon l'avocat, cette clause permettait également de réduire "*l'aléa moral*", cette forme de garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grands groupes "*trop importants pour faire faillite*".

M. Mizoguchi a également récusé les accusations de spoliations, estimant que les actionnaires d'AIG avaient eu la chance de bénéficier de l'aide de l'Etat plutôt que de voir leurs actifs partir en fumée dans une faillite.

"Le prêt de l'Etat n'a pas affecté les actionnaires d'AIG. Aucun d'entre eux ne peut prétendre qu'il s'en serait mieux sorti sans l'intervention de l'Etat", a-t-il plaidé répétant à plusieurs reprises le même mantra: "*20% de quelque chose vaut mieux que 100% de rien*".

M. Greenberg a dirigé AIG pendant près de 40 ans et en a fait le numéro un mondial de l'assurance. Il a été poussé à la démission en 2005, dans la foulée d'une enquête liée à une fraude comptable pour laquelle il n'a finalement pas été condamné.

Lors du sauvetage, nombre d'actionnaires se sont retrouvés quasiment ruinés puisque leur part a été diluée et ils ont perdu entre 80 et 90% de leur investissement. AFP 29.09

Le pouvoir de l'oligarchie mafieuse.

- Interrogations sur les relations entre la Fed et Goldman Sachs - Reuters

Un membre influent du Sénat américain souhaite mener des auditions sur les questions "perturbantes" soulevées par des enregistrements secrets de conversations entre des contrôleurs de la Réserve fédérale et des responsables de Goldman Sachs, une banque que la Fed était chargée de surveiller.

Elizabeth Warren, démocrate de la Commission bancaire du Sénat, a réclamé vendredi la convocation d'auditions à la suite de la publication d'une partie de ces enregistrements qui remontent à 2011 et 2012.

Le sénateur démocrate Sherrod Brown, également membre de la Commission bancaire, a appelé de son côté à une "enquête complète et approfondie" sur la question.

(Elle peut toujours attendre, il n'en sortira rien. - ndlr)

Carmen Segarra, ancienne employée de la Fed de New York, qui a perdu un procès sur les conditions de son départ de la Fed, a enregistré les conversations et les a transmises au site de journalisme d'investigation ProPublica et à l'émission de radio "This American Life" pour illustrer ce qu'elle juge être une proximité déplacée entre le régulateur et la banque.

Les enregistrements semblent montrer que les superviseurs de la Fed ne souhaitaient pas demander des informations précises à Goldman concernant une transaction avec Banco Santander, ni critiquer fermement ce que Segarra considère comme étant une absence de politique visant à prévenir les conflits d'intérêt.

(On ne présente plus Goldman Sachs qui est l'une des plus puissantes banques du monde et qui fait partie intégrante de la Fed, donc lui chercher des poux ou causer des ennuis à l'un de ses partenaires, en l'occurrence la banque espagnole Santander qui elle fait partie de l'internationale des oligarques, à ce titre en 2010, Matias Rodriguez Inciarte, vice-président du groupe a été invité à la réunion annuelle du groupe Bilderberg, c'est peine perdue d'avance ou pire encore. Ils sont intouchables, ils détiennent le pouvoir. -ndlr)

"Quand les régulateurs sont davantage préoccupés d'éviter aux grandes banques d'avoir à rendre des comptes que de protéger le peuple américain des comportements risqués et illégaux à Wall Street, c'est une menace pour toute notre économie", a déclaré Elizabeth Warren dans un courrier électronique.

(Cela montre que si les oligarques détiennent la majorité au Congrès, ils ne le contrôlent pas totalement. Cela explique les contradictions qui apparaissent dans la politique américaine. - ndlr)

"Le Congrès doit organiser des auditions sur les questions perturbantes soulevées par le rapport d'un informateur paru aujourd'hui, lorsqu'il se réunira à nouveau en novembre."

Egalement dans un courrier électronique, Sherrod Brown a ajouté: *"Pendant trop longtemps, trop de régulateurs financiers ont été trop complaisants vis-à-vis du secteur même qu'ils sont chargés de contrôler."*

(Ils sont juge et partie ou achetés. - ndlr)

La Fed s'est de son côté défendu de toute irrégularité. *"La Fed de New York dément catégoriquement les allégations faites concernant l'intégrité de sa supervision des institutions financières"*, dit-elle dans un communiqué publié sur son site.

(La Fed est une organisation mafieuse qui a un fonctionnement opaque, on se souvient encore des 9.000 milliards de dollars qu'elles avaient distribués à certaines banques ou acteurs du marché sans en informer le Congrès. Mais cela c'est déjà du passé, aux Etats-Unis dans les instances judiciaires les plus élevées ils ont une mémoire sélective ou ils sont atteints d'amnésie dès qu'il s'agit de s'attaquer à la Fed ou aux plus puissantes banques. - ndlr)

Vendredi, Goldman a resserré ses règles concernant les investissements en actions et en obligations autorisées pour ses banquiers,

a annoncé un porte-parole de la banque à Reuters.

Une source proche du dossier a précisé que ces nouvelles règles pour éviter les conflits d'intérêt étaient en préparation depuis quelque temps et n'étaient pas liées à cette affaire.

(Ils trafiquent ou ils se livrent à des activités illégales quotidiennement sur tous les marchés en toute impunité. En réalité "ces nouvelles règles" ont pour fonction de contourner la réglementation en vigueur, ce qui n'est pas un acte frauduleux aux Etats-Unis. Ce qui l'est en revanche, c'est de se réclamer de cette réglementation et de l'enfreindre ce qui est différent. En fait leur système encourage les pratiques mafieuses qui elles ne tombent pas sous le coup de la loi du moment qu'elles sont couvertes par la Constitution... au nom de la liberté ! - ndlr)

La Fed de New York comme Goldman Sachs ont refusé de commenter l'éventuelle tenue d'auditions. Reuters 28.09

En complément.

- Optimisation fiscale : un pépin pour Apple - Liberation.fr

Quelle affaire ! Il y en a combien dans une pomme ?

La situation sociale ne peut que se dégrader dans l'avenir.

- Le chômage en France va continuer d'augmenter fin 2014 et en 2015 - AFP

- Le gouvernement met une nouvelle fois les familles à contribution - AFP

L'objectif est de réaliser des économies de l'ordre de 700 millions d'euros en 2015 sur les prestations familiales, sans recourir à un gel de leur revalorisation, selon le projet de budget de la Sécurité sociale.

La division par trois de la prime à la naissance à partir du 2e enfant (de 923 à 308 euros) doit permettre d'économiser 250 millions d'euros dès 2015.

Le congé parental, qui vient tout juste d'être réformé dans la loi sur l'égalité hommes-femmes, le sera une nouvelle fois. Ce congé devait être porté de six mois à un an maximum pour un premier enfant si les deux parents le prennent, et il devait rester de trois ans maximum à partir de deux enfants, mais à condition que le second parent prenne six mois. Le gouvernement envisage aujourd'hui d'accroître ce partage à partir du deuxième enfant, sans préciser où se situera le curseur. Deux ans et un an ? Dix huit mois et dix huit mois ? Un décret le dira.

Pour le gouvernement, il s'agit de permettre un meilleur partage des rôles entre pères et mères et d'éviter un éloignement trop durable des femmes du marché du travail. Mais sachant que seulement 3% des congés sont pris actuellement par des pères, il est tentant d'y voir une façon de réaliser de substantielles économies.

"Sous couvert de plus d'égalité entre les hommes et les femmes, il s'agit en fait de priver d'allocation toutes les familles dont les pères ne pourront pas prendre leur part du congé", a ainsi souligné L'Union des familles en Europe et le Mouvement Mondial des Mères France dans un communiqué avant même le détail des annonces.

Autre mesure dans le viseur du gouvernement: une aide à la garde d'enfants, le "complément de libre choix du mode de garde", serait réduite pour les familles les plus aisées, via l'introduction d'une tranche supplémentaire de revenus pour le calcul des aides.

Enfin, la majoration des allocations familiales de 65 euros, qui est versée lorsqu'un enfant a atteint l'âge de 14 ans, sera progressivement décalée à 16 ans.

Le néolibéralisme, qu'est-ce que c'est ? La privatisation des services sociaux poussée au delà de l'infâme

- Scandale dans un centre pour réfugiés en Allemagne - LeFigaro.fr

La photo a fait scandale. On y voit un homme à terre -un étranger- menotté, le visage sous le pied d'un surveillant. Un deuxième surveillant pose, à genoux, l'air fier de lui. La scène, photographiée mi-septembre, se passe dans un centre pour demandeurs d'asile à Burbach, en Rhénanie-du-nord-Westphalie et a suscité l'indignation en Allemagne.

«Ce sont des images, que nous ne connaissons qu'à Guantanamo», a déclaré le chef de la police de Hagen, Frank Richter.

«Chaque citoyen est choqué», a commenté le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert. «Les responsables doivent rendre compte de leurs actes». Une enquête pour maltraitance a été ouverte contre au moins quatre agents incriminés. Et d'autres cas de maltraitance ont déjà été enregistrés par la police, qui a commencé à entendre les quelque 700 réfugiés installés dans le centre de Burbach. Une enquête est aussi en cours sur des violences commises dans des centres situés à Essen et Bad Berleburg.

Le centre d'hébergement de Burbach, comme cinq autres dans l'ouest du pays, est administré par la société privée European Homecare, spécialisée dans l'aide sociale. Pour les associations de défense de réfugiés, c'est l'une de clés du problème. «Les agents de sécurité de la société privée European Homecare n'ont pas subi le moindre contrôle», a dénoncé l'association ProAsyl. En l'occurrence, c'est un autre sous-traitant, la société SKI, qui est chargée de la sécurité des centres. Suite à l'ouverture de l'enquête, l'entreprise s'est vue retirer son contrat.

Sans défendre les actes commis par les agents de sécurité, European Homecare se défend en assurant manquer de moyens et notamment de personnel pour faire face à l'explosion du nombre de demandeurs d'asile. En Europe, l'Allemagne est devenue l'une des premières destinations des réfugiés venus de Syrie ou d'Irak. Tous les centres d'hébergement sont saturés.

Depuis le 1er janvier, près de 100000 nouveaux demandeurs ont été enregistrés en Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a annoncé la semaine dernière l'organisation d'une conférence internationale sur les réfugiés syriens, le 28 octobre à Berlin. C'est de cette zone de conflit que proviennent la plupart des réfugiés. LeFigaro.fr 29.09

A chacun son tour. Propagande occidentale anti-chinoise.

A Hong Kong, jeunes et membres des classes moyennes réclament plus de démocratie, ce qui jusque là est justifié. Ce qui l'est moins c'est la récupération et l'instrumentalisation qui en est fait par les médias occidentaux qui relayant la propagande de Washington en profitent pour diaboliser les autorités chinoises, alors que dans leur pays respectif la démocratie n'existe pas ou est purement formelle, piétinée quotidiennement, ce qu'évidemment ils oublient de préciser.

- Le mouvement pro-démocratie ne désarme pas à Hong Kong - Reuters

C'est la terminologie qu'ils ont employée en Syrie et en Libye pour qualifier en 2011 les opposants à Kadhafi et Assad qui se sont avérés être des barbares ! Autrement, comme en Russie, ce sont les opposants au gouvernement en place coachés par la CIA ou la NED ou les organisations qu'ils financent qu'ils nomment ainsi. Tout ce qui se nomme pro-démocratie est d'emblée suspect...

- Hong-Kong: Les cinq clés du conflit entre la police et les étudiants - 20minutes.fr

L'esprit policier veille !

- Pourquoi Hong Kong se révolte contre la Chine - L'Express.fr

Une revendication d'étudiants instrumentalisés qui se transforme en tout un peuple debout comme un seul homme...

- A Hong Kong, la rue continue de défier Pékin - Francetv info

Métaphore qui en fait ne concerne qu'un espace réduit de Hong Kong... En France, au nom des usagers ils hurlent rendez-nous la rue !

- A Hong Kong, les manifestants prodémocratie toujours déterminés - 20minutes.fr

C'est marrant en France ils ont plutôt tendance à vouloir les encourager, à vomir dessus...

- Hong Kong : les militants pro-démocratie restent mobilisés - Le Nouvel Observateur

Jusqu'à la chute finale de la Chine !

- Hong Kong: atmosphère festive après les gaz lacrimogènes - AFP

Ils sont sûrs de faire plier le monstre, alors ils font la fête...

- Hong Kong: internet censuré pour étouffer les manifestations - L'Express.fr

En France, c'est Internet qui les étouffe ! Et ne dites pas que les médias censurent les opposants à sa politique...

- La presse officielle chinoise dénonce l'action d'« *extrémistes politiques* » à Hongkong - LeMonde.fr

La presse aux ordres en France tient le même discours pour bien moins que cela... Mais là il s'agit de la Chine. C'est comme la Russie qui devrait applaudir à des actes de vandalisme (Femen), ou la Syrie quand des snipers tirent sur des policiers qui encadrent des manifestations pacifiques, il faudrait leur discerner une médaille...

[Haut de page](#) 